

mardi 10 mars 2015

Compendium sur les données statistiques des impôts luxembourgeois

Table des matières

Tableaux

Graphiques

Abréviations

ACD	=	Administration des Contributions Directes
ADA	=	Administration des Douanes et Accises
AED	=	Administration de l'Enregistrement et des Domaines
DS	=	Dépenses spéciales
CIM	=	Crédit d'impôt monoparental
CRD IV	=	Capital Requirements Directive
CRR	=	Capital Requirements Regulation
FIS	=	Fonds d'investissement spécialisé
FSI	=	Frais, suppléments et intérêts de retard
ICC	=	Impôt commercial communal
IEBT	=	Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire
IF	=	Impôt sur la fortune
IFON	=	Impôt foncier
IGSS	=	Inspection générale de la sécurité sociale
IRC	=	Impôt sur le revenu des collectivités
IRCAP	=	Impôt sur le revenu des capitaux
IRPP	=	Impôt sur le revenu des personnes physiques
IS	=	Impôt de solidarité
IT	=	Impôt sur le revenu des tantièmes
L.I.R.	=	Loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
OCDE	=	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OPC	=	Organismes de placement collectif
PAR	=	Produit d'amendes, d'astreintes et recettes analogues
PIB	=	Produit intérieur brut
PMP	=	Prix moyen pondéré
RELIBI	=	Retenue à la source libératoire
RTS	=	Retenue d'impôt sur les traitements et salaires
SNCT	=	Société Nationale de Contrôle Technique
SOPARFI	=	Sociétés de participations financières
SPF	=	Sociétés de gestion de patrimoine familial
TTF	=	Taxe sur les transactions financières
TVA	=	Taxe sur la valeur ajoutée
U.E.B.L.	=	Union économique belgo-luxembourgeoise

1. INTRODUCTION

Le présent compendium se propose de mettre en exergue toutes les statistiques qui sont disponibles au niveau du Ministère des Finances et des administration fiscales en ce qui concerne les impôts directs ainsi qu'indirects, en présentant également des données sur les droits d'accises et la taxe sur les véhicules routiers.

Dans une première partie, nous nous focaliserons sur des statistiques générales en relation avec les recettes fiscales et les charges fiscales au Luxembourg. Cette partie inclura également une section sur le poids relatif des différents types d'impôts.

Dans une deuxième partie, les impôts directs sont analysés de manière globale et non-exhaustive. Une évolution des recettes au titre de l'impôt sur le revenu des collectivités (« **IRC** ») sera présentée ainsi qu'une présentation générale de la part de l'IRC dans le total des recettes courantes. L'accent sera également mis sur l'importance de la contribution de l'IRC sur les recettes courantes de l'Etat luxembourgeois, notamment par la présentation de la répartition sectorielle de l'IRC, qui mettra en évidence l'importance du secteur des activités financières et d'assurance. Cet exercice sera également mis en œuvre non seulement pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques (« **IRPP** ») et la retenue d'impôt sur les traitements et salaires (« **RTS** »), mais également pour les autres catégories d'impôts directs, comme par exemple l'impôt sur la fortune (« **IF** »), l'impôt commercial communal (« **ICC** »), etc.

Dans une troisième partie, les impôts indirects de manière générale ainsi que leur poids relatif par rapport aux autres recettes seront présentés. La revue sera axée en particulier sur la taxe sur la valeur ajoutée. Cette dernière représente l'impôt le plus important en termes de contributeur aux recettes fiscales annuelles. La taxe d'abonnement, les droits d'enregistrement et le droit de succession seront également passés en revue.

Une dernière partie regroupe les informations sur les droits d'accises et la taxe sur les véhicules routiers.

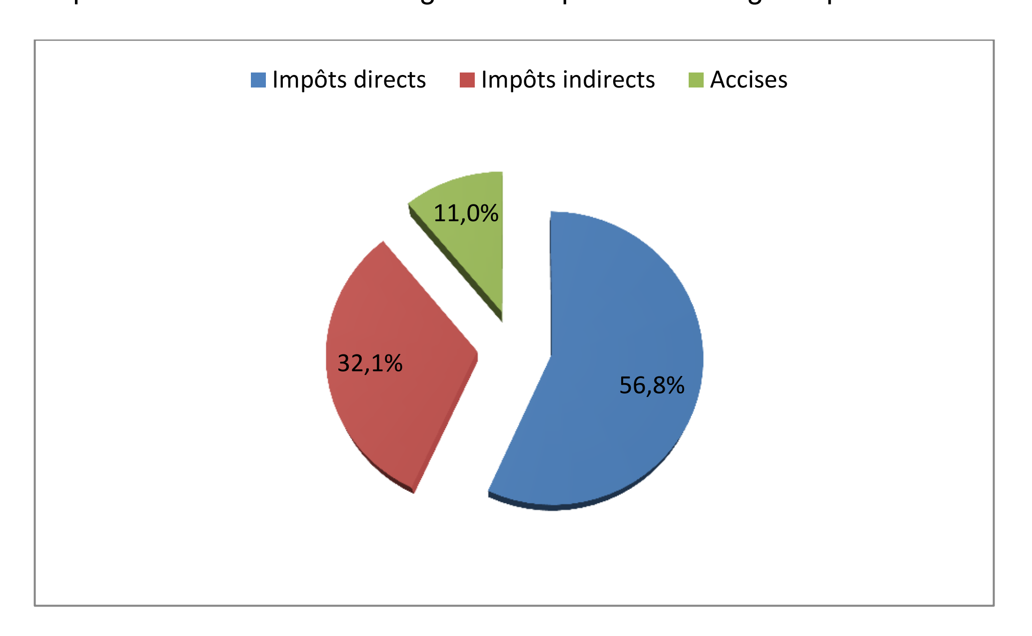
*****

2. REVUE GÉNÉRALE DES RECETTES FISCALES AU LUXEMBOURG

Comme énoncé dans l'introduction, la section 2 a pour objet de présenter un aperçu général de la situation actuelle des recettes luxembourgeoises et de la charge fiscale, avant d'aborder plus en détail les différentes catégories d'impôts luxembourgeois.

2.1. POIDS RELATIF DES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'IMPÔTS

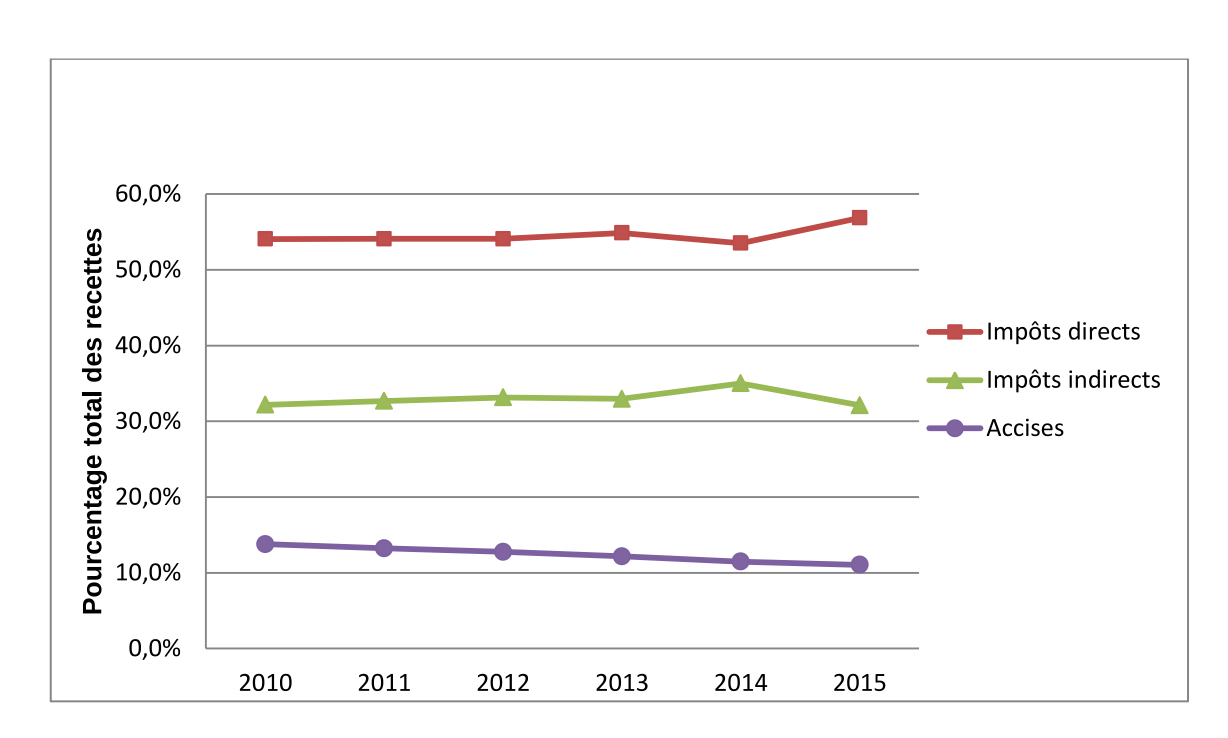
Pour avoir une meilleure vision sur la répartition du total des recettes, le graphique suivant représente le poids relatifs des trois catégories d'impôt luxembourgeois pour l'année 2015[1].



Graphique 1 : Répartition du total des recettes (2015)

En ce qui concerne l'évolution du poids relatif des différents types d'impôts (Graphique 2 et Tableau 1), il va sans dire que les impôts directs représentent la plus grande partie des recettes fiscales luxembourgeoises. Sur la période de 2010 à 2015, les impôts directs contribuent en moyenne toujours à plus de 50% des recettes totales.

[1] Les données sont basées sur le projet de budget 2015 (doc. parl. 6720). Les impôts directs incluent les sections 64.0 à 64.4 du budget des recettes. Les impôts indirects incluent les sections 64.6 à 64.9 et les données sur les accises sont basées sur la section 64.5 du budget des recettes. Les recettes en capital et les autres recettes de la Trésorerie ne sont pas considérées. Pour la catégorisation des impôts, le ressort des différentes administrations fiscales a été pris en considération, notamment l'ACD pour les impôts directs, l'AED pour les impôts indirects et l'ADA pour les douanes et accises.



Graphique 2 : Évolution du poids relatif des différents types d'impôts (2010-2015, en%)

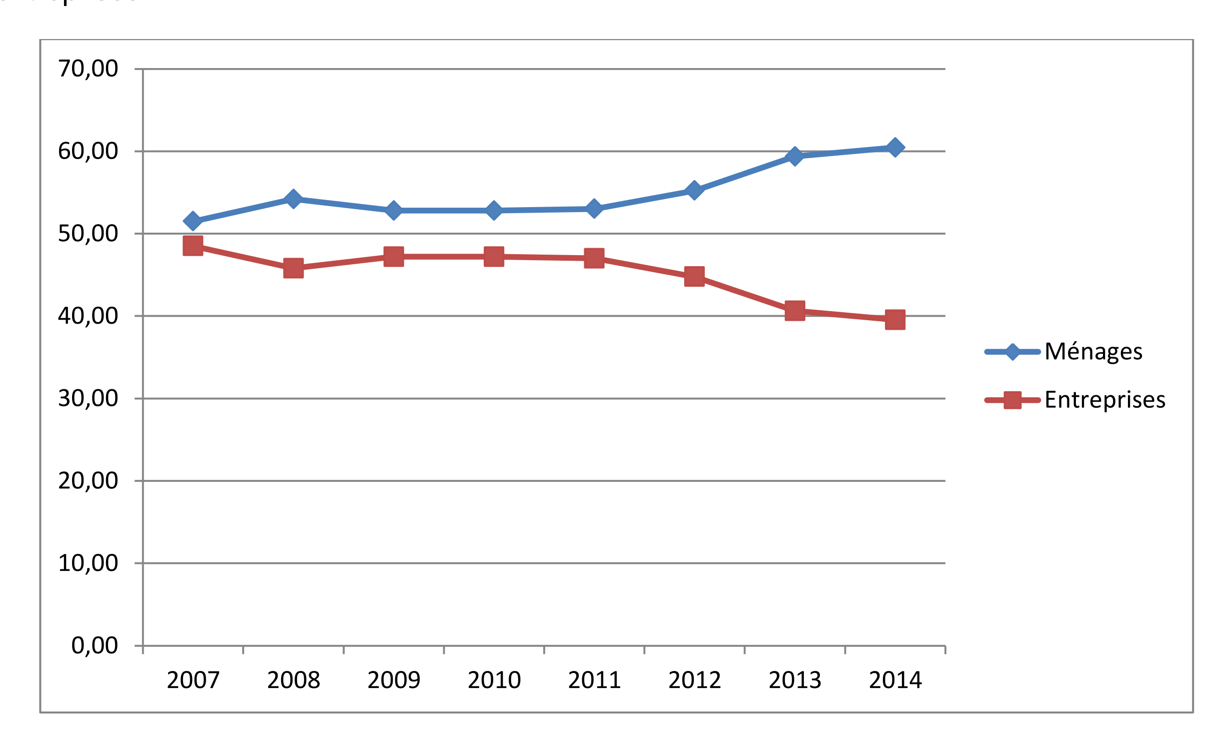
Année	Impôts directs	Impôts indirects	Accises	Somme
2010	4 861 833 589,00	2 893 417 195,00	1 238 636 286,00	8 993 887 070,00
2011	5 050 903 992,00	3 052 896 500,00	1 234 875 000,00	9 338 675 492,00
2012	5 596 985 865,00	3 430 786 523,00	1 321 251 741,00	10 349 024 129,00
2013	5 959 286 848,00	3 578 741 388,00	1 321 755 000,00	10 859 783 236,00
2014	6 298 119 199,00	4 121 170 200,00	1 350 415 500,00	11 769 704 899,00
2015	6 857 194 705,00	3 873 545 597,00	1 332 575 500,00	12 063 315 802,00
Année	**Impôts directs**	**Impôts indirects**	**Accises**	**Somme**
2010	54,1%	32,2%	13,8%	100%
2011	54,1%	32,7%	13,2%	100%
2012	54,1%	33,2%	12,8%	100%
2013	54,9%	33,0%	12,2%	100%
2014	53,5%	35,0%	11,5%	100%
2015	56,8%	32,1%	11,0%	100%

Tableau 1 : Evolution du poids relatif des différents types d'impôts (2010-2015, en € et en%)[2]

[2] Source : Les statistiques sont basées sur les projets de budget des années 2010 à 2015. Selon les différentes années, les données du compte provisoire, du budget voté ou du projet de budget ont été considérées. Les recettes en capital et les autres recettes de la Trésorerie n'ont pas été considérées.

2.2. RÉPARTITION DE LA CHARGE FISCALE ENTRE ENTREPRISES ET MÉNAGES

La répartition de la charge fiscale entre personnes physiques et personnes morales était assez bien équilibrée jusqu'en 2011 (Graphique 3 et Tableau 2). Après cette date, il est cependant à observer que la charge fiscale pour les ménages s'est agrandie par rapport à celle des entreprises.



Graphique 3 : Répartition de la charge fiscale entre entreprises et ménages (2007-2014, en %)

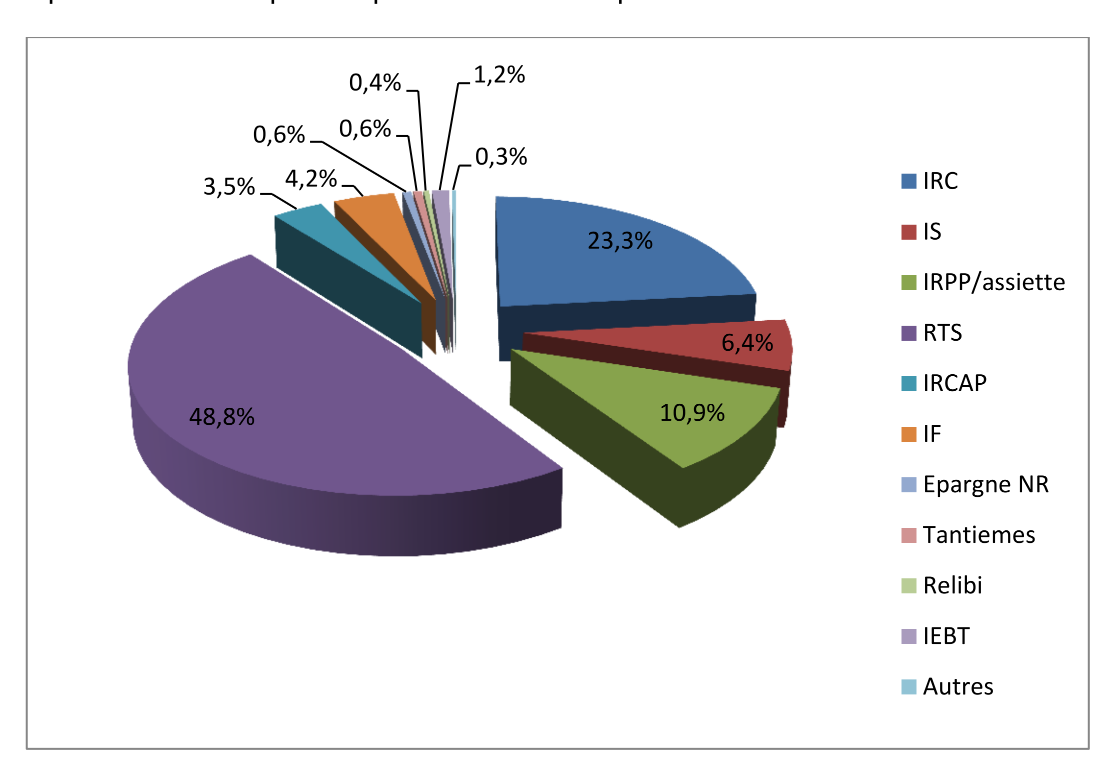
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Ménages	2 562,30	2 897,60	2 858,30	2 939,90	3321,6	3 480,41	3 956,19	4 186,22
Entreprises	2 413,60	2 444,70	2 557,90	2 625,30	2948,1	2 821,65	2 707,09	2 738,77
Total	4 975,90	5 342,30	5 416,20	5 565,20	6 269,70	6 302,06	6 663,28	6 924,99

en %	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Ménages	51,50	54,20	52,80	52,80	53,00	55,23	59,37	60,45
Entreprises	48,50	45,80	47,20	47,20	47,00	44,77	40,63	39,55
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Tableau 2 : Répartition de la charge fiscale entre entreprises et ménages (2007-2014, en € millions et en %)[3]

[3] Source : ACD – Recettes totales provenant des ménages et des entreprises.

La répartition des impôts directs met en exergue que l'IRC et la RTS sont les deux catégories d'impôt qui contribuent le plus au poids relatif des impôts directs.



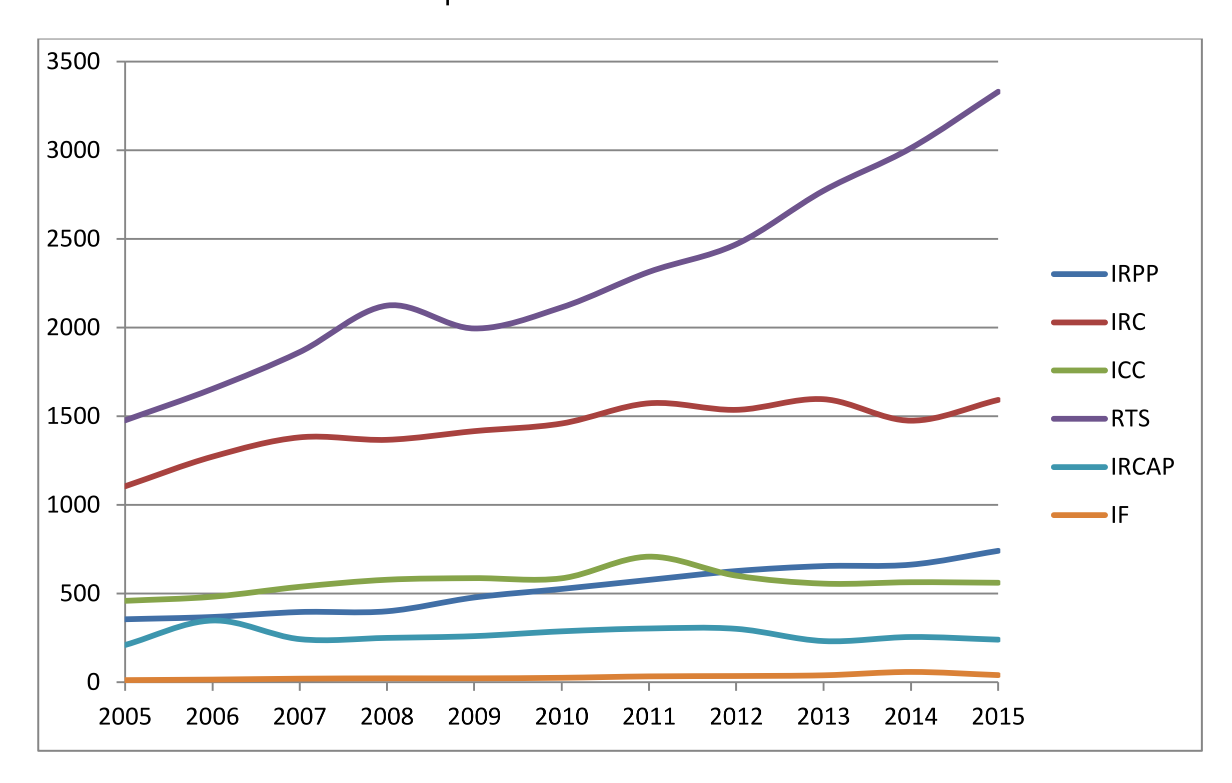
Graphique 4 : Le poids relatif des impôts directs (2015, en %)

2015	Montant (en €)	Pourcentage
RTS	3 330 000 000,00	48,78%
IRC	1 592 000 000,00	23,32%
IRPP / voie d'assiette	741 000 000,00	10,85%
IS	435 681 405,00	6,38%
IF	285 000 000,00	4,17%
IRCAP	240 000 000,00	3,52%
IEBT	80 000 000,00	1,17%
Epargne non-résident	40 000 000,00	0,59%
IT	40 000 000,00	0,59%
RELIBI	25 000 000,00	0,37%
Autres	18 500 000,00	0,27%
	6 827 181 405,00	**100,00%**

Tableau 3 : Le poids relatif des impôts directs (2015, en €)[4]

[4] Les montants sont basés sur le projet de budget de l'année 2015. Les recettes en capital et les autres recettes de la Trésorerie n'ont pas été considérées.

Sur la période de 2005 à 2015, le graphique suivant (Graphique 5) met en exergue la croissance soutenue des recettes provenant de la RTS.



Graphique 5 : Evolution du total des recettes selon les différentes catégories (2005 à 2014, en € millions)

Etant donné que l'IRC et l'ICC sont des impôts clés pour les collectivités, il s'avère utile de comparer ces deux impôts. En effet, le rapport ICC/IRC s'élève autour d'environ 40% sur la période considérée (2000-2014).

	ICC (en €)	IRC (en €)	Rapport ICC/IRC
2000	460 698 341	1 008 676 657	45,67%
2001	461 059 753	1 124 018 175	41,02%
2002	546 148 405	1 312 486 609	41,61%
2003	540 428 881	1 311 138 544	41,22%
2004	455 137 739	1 068 593 451	42,59%
2005	459 414 038	1 105 735 271	41,55%
2006	482 479 441	1 272 968 923	37,90%
2007	538 905 344	1 381 676 767	39,00%
2008	578 108 602	1 367 825 013	42,26%
2009	587 991 976	1 416 791 192	41,50%
2010	586 274 378	1 459 509 431	40,17%
2011	708 338 005	1 573 838 982	45,01%
2012	601 993 088	1 536 870 244	39,17%
2013	556 003 631	1 496 496 780	37,15%
2014	564 232 199	1 475 499 899	38,24%

Tableau 4 : Rapport ICC/IRC (2000-2014)

En analysant l'évolution de la part des recettes fiscales (cotisations de sécurité sociale comprises) dans le produit intérieur brut (« **PIB** ») au prix du marché (en %), le Luxembourg est constamment au-dessus de la moyenne de l'OECD.

S	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Luxembourg	38.2	36.5	37.2	37.2	39.0	38.0	37.5	38.5	39.3
Allemagne	33.9	34.5	34.9	35.3	36.1	35.0	35.7	36.5	36.7
Belgique	43.4	43.0	42.4	42.9	42.0	42.4	42.9	44.0	44.6
France	42.8	43.1	42.4	42.2	41.3	41.6	42.9	44.0	45.0
Pays-Bas	36.4	36.7	36.3	36.6	35.4	36.1	35.9	36.3	*
Royaume-Uni	33.8	34.4	34.1	34.0	32.3	32.8	33.6	33.0	32.9
Etats –Unis	26.1	26.8	26.9	25.4	23.3	23.7	24.0	24.4	25.4
Japon	27.3	28.1	28.5	28.5	27.0	27.6	28.6	29.5	*
OECD	34.0	34.1	34.2	33.6	32.7	32.8	33.3	33.7	34.1

Source : OECD, Revenue Statistics : Comparative tables
* : Les statistiques pour l'année 2013 ne sont pas disponibles

Tableau 5 : Evolution de la part des recettes fiscales dans le PIB brut au prix du marché (2005-2013, en %)

*****

3. REVUE STATISTIQUE DES IMPÔTS DIRECTS

La présente section a pour objectif de compiler les données statistiques en relation avec les impôts directs[5] qui sont à la disposition du Ministère des Finances et de l'ACD.

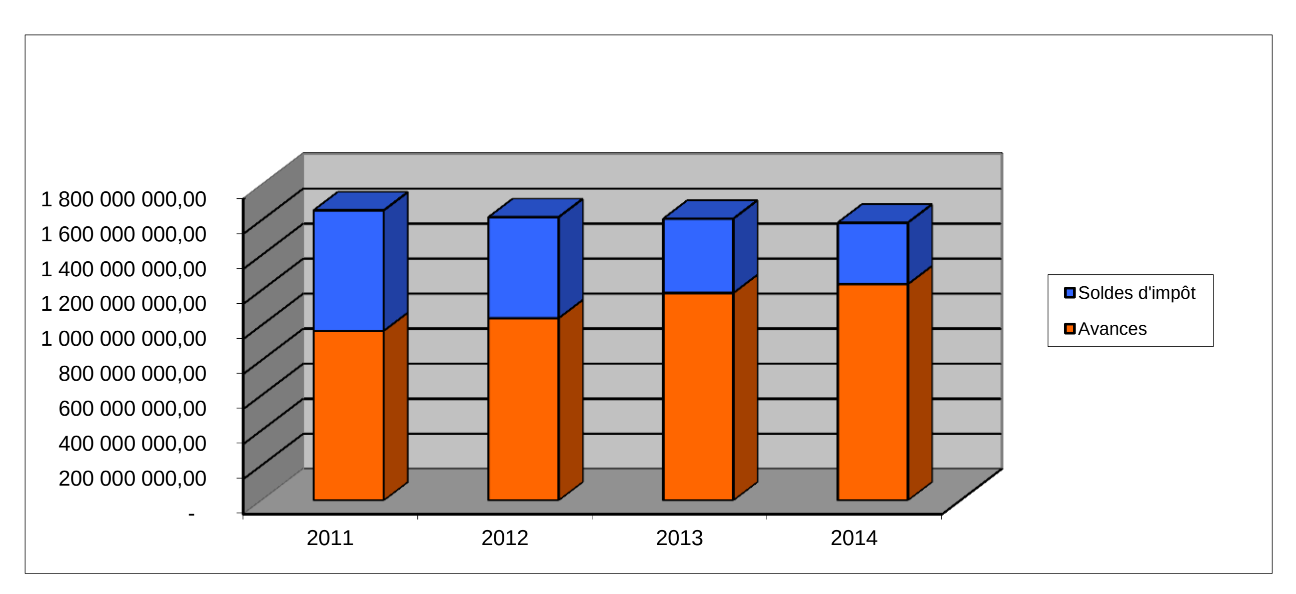
3.1. L'IMPÔT SUR LE REVENU DES COLLECTIVITÉS

3.1.1. Evolution générale de l'IRC

L'IRC est un impôt spécifique proportionnel au taux de 21% lorsque le revenu imposable du contribuable personne morale dépasse 15.000 €. Si le revenu imposable ne dépasse pas 15.000 €, le taux est fixé à 20%. L'IRC est actuellement majoré de 7% représentant la contribution au fonds pour l'emploi, soit au total 22,47%.

L'évolution de l'IRC sur la période allant de 2011 à 2014 (Graphique 6) était relativement constante, même s'il y avait une légère diminution du solde total. Ce dernier se subdivise entre les soldes d'impôt, correspondant aux recettes réalisées au titre des années d'imposition antérieures à l'exercice budgétaire, et les avances – correspondant aux recettes réalisées au titre de l'année d'imposition correspondant à l'exercice budgétaire.

En considérant une période plus élargie (de 2005 à 2015), il s'ensuit que les recettes provenant de l'IRC ont connu une tendance à la hausse (Graphique 7). La variation des recettes IRC s'élève à 43,98% entre 2005 à 2015.

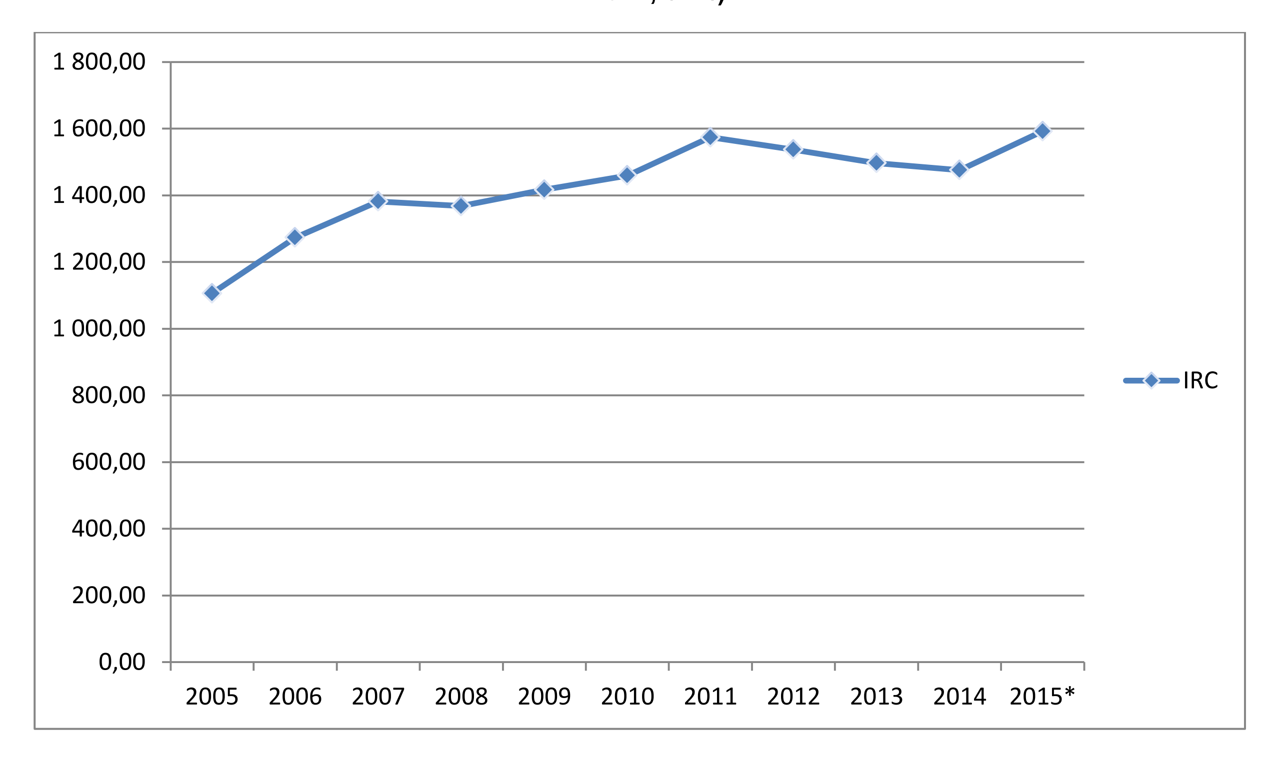


Graphique 6 : Évolution IRC – Soldes d'impôt / Avances (2011-2014, en €)

[5] L'ICC et l'IFON font également partie de la section 3.

	2011	2012	2013	2014
recettes réalisées au titre des années d'imposition antérieures à l'exercice budgétaire **(soldes d'impôt)**	687 336 792,89 41,49%	576 028 514,41 35,61%	423 981 462,68 26,35%	350 875 275,51 22,12%
recettes réalisées au titre de l'année d'imposition correspondant à l'exercice budgétaire **(avances)**	969 335 820,06 58,51%	1 041 729 637,16 64,39%	1 185 154 859,56 73,65%	1 235 683 756,12 77,88%
total recettes	1 656 672 612,95	1 617 758 151,57	1 609 136 322,24	1 586 559 031,63
produit de l'impôt de solidarité	- 82 833 630,65	- 80 887 907,58	- 112 639 542,56	- 111 059 132,21
recettes de l'exercice budgétaire	1 573 838 982,30	1 536 870 243,99	1 496 496 779,68	1 475 499 899,42
prévisions budgétaires	1 450 000 000,00	1 550 000 000,00	1 560 000 000,00	1 520 000 000,00
écart par rapport aux prévisions (plus- / moins-values)	123 838 982,30 8,54%	- 13 129 756,01 -0,85%	- 63 503 220,32 -4,07%	- 44 500 100,58 -2,93%
différence par rapport aux recettes de l'exercice précédent		- 36 968 738,31 -2,35%	- 40 373 464,31 -2,63%	- 20 996 880,26 -1,40%

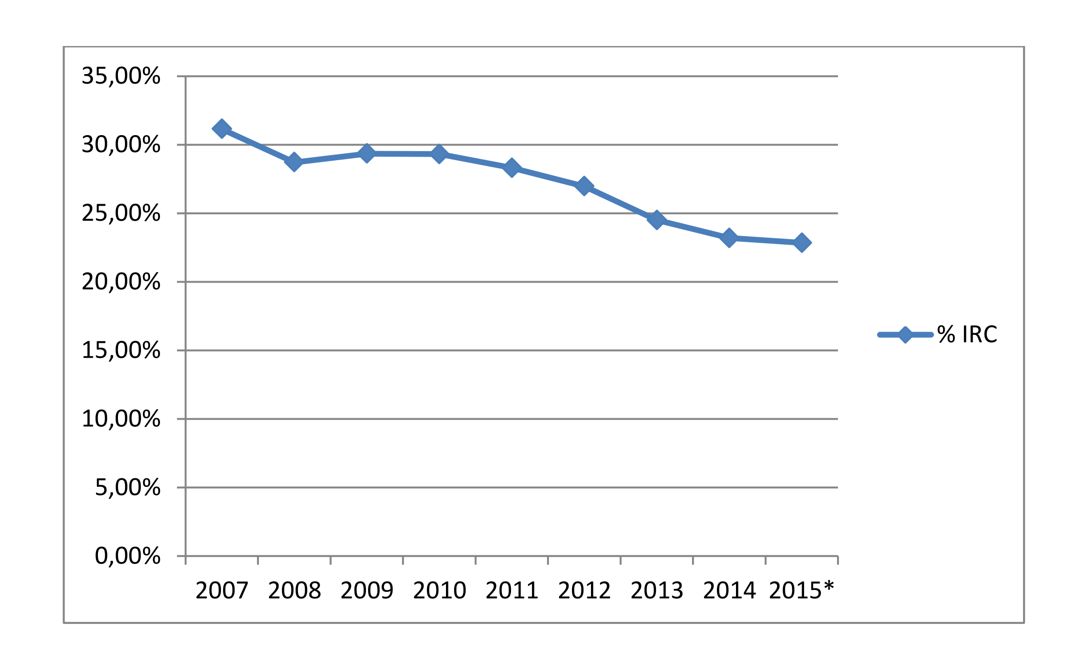
Tableau 6 : Décompte de la recette réalisée au titre de l'impôt sur le revenu des collectivités (2011-2014, en €)



Graphique 7 : Evolution des recettes au titre de l'IRC (2005-2015, en € millions)[6]

Il est également opportun de comparer la part de l'IRC dans le total des recettes courantes de l'ACD (Graphique 8 et Tableau 7). Dès lors, force est de constater que la part de l'IRC a diminué sur la période de 2007 à 2015.

[6] L'année 2015 est basée sur le projet de budget 2015.



Graphique 8 : Part de l'IRC dans le total des recettes courantes (2010-2015, en %)

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*	Variation 2005/2015
1 105,70	1 272,96	1 381,68	1 367,82	1 416,79	1 459,50	1 573,83	1 536,87	1 496,50	1 475,50	1 592,00	43,98%

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*	Variation 2010/2015
Total des recettes[7]	4 437,00	4 764,10	4 828,30	4 978,90	5 561,30	5 700,22	6 107,27	6 360,77	6 970,2	39,99%
Total des recettes + ICC	4 975,90	5 342,20	5 416,30	5 565,10	6 269,60	6 302,06	6 663,28	6 924,99	7 531,2	35,53%
IRC	1 381,67	1 367,82	1 416,79	1 459,50	1 573,83	1 536,87	1 496,50	1 475,50	1 592,00	9,08%
% IRC	31,14%	28,71%	29,34%	29,31%	28,30%	26,96%	24,50%	23,19%	22,84%	

Tableau 7 : Evolution des recettes et part de l'IRC dans le total des recettes courantes (2005-2015, en € millions)

En ce qui concerne le degré de concentration de l'IRC (Tableau 8), il est à constater que 0,02% des contribuables payent 25% des recettes IRC. Le degré de concentration est défini comme étant la part des contribuables qui payent la plus grande partie des recettes fiscales d'une catégorie d'impôts.

0,02% des contribuables payent 25% des recettes IRC
0,12% des contribuables payent 50% des recettes IRC
0,73% des contribuables payent 75% des recettes IRC

Tableau 8 : Degré de concentration de l'IRC (2014)[8]

Le tableau suivant illustre cette tendance en listant les contribuables du top 50 de l'année budgétaire 2014.

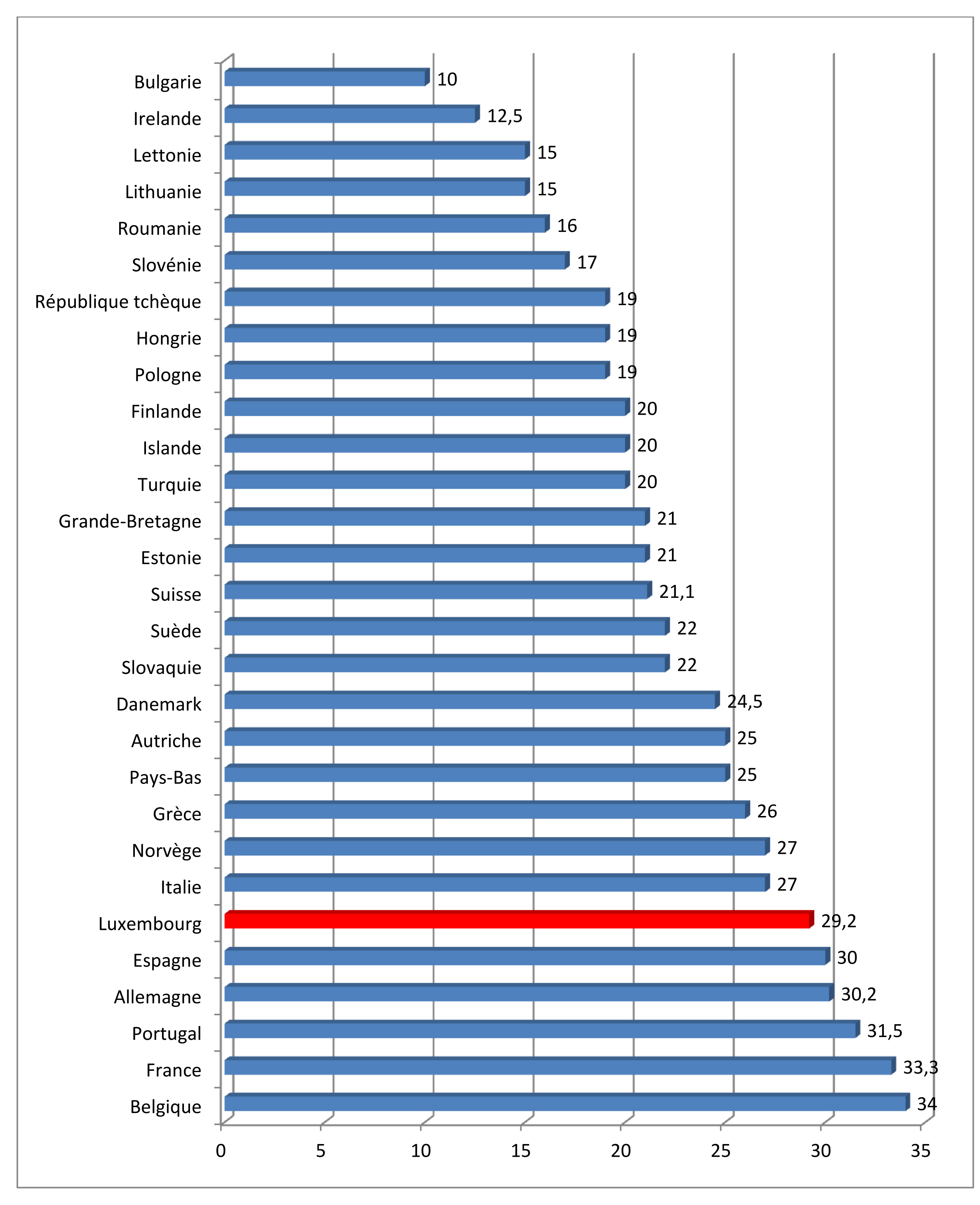
[7] Il est à noter qu'il s'agit des recettes de l'ACD.
[8] Cette statistique a été établie sur base des recettes de l'année budgétaire 2014.

Année budgétaire 2014			
TOP 50 – IRC (en €)			
1	49 324 065,47	26	7 848 399,29
2	43 262 297,63	27	7 299 660,37
3	32 250 656,20	28	7 199 240,13
4	32 181 238,76	29	7 197 469,48
5	29 748 033,58	30	6 459 100,00
6	27 000 000,00	31	6 361 881,82
7	21 196 873,00	32	6 339 048,56
8	19 919 006,79	33	6 276 448,33
9	18 705 506,68	34	6 248 800,00
10	18 309 929,32	35	6 060 000,00
11	18 000 000,00	36	5 948 400,00
12	17 977 965,54	37	5 915 246,95
13	17 612 975,43	38	5 764 000,00
14	15 394 221,30	39	5 697 710,00
15	14 150 100,00	40	5 620 525,99
16	13 244 449,89	41	5 533 216,00
17	13 200 000,00	42	5 499 999,00
18	12 870 662,61	43	5 400 000,00
19	12 580 800,00	44	5 247 905,05
20	12 550 597,13	45	5 214 000,00
21	10 368 185,48	46	5 106 127,91
22	9 463 192,35	47	5 057 809,50
23	8 927 354,75	48	5 036 718,13
24	8 800 000,00	49	4 884 163,00
25	8 585 750,00	50	4 634 742,28
IRC Total			**633 474 473,70**

Tableau 9 : Top 50 des contribuables d'IRC (2014)

Finalement, avant d'analyser plus en détail les différents secteurs, il est judicieux de comparer le taux IRC luxembourgeois avec celui des pays membres de l'OCDE. En effet, le Grand-Duché se positionne parmi les pays ayant un taux d'IRC[9] élevé (Graphique 9).

[9] Taux global incluant le taux IRC, l'ICC et l'IS



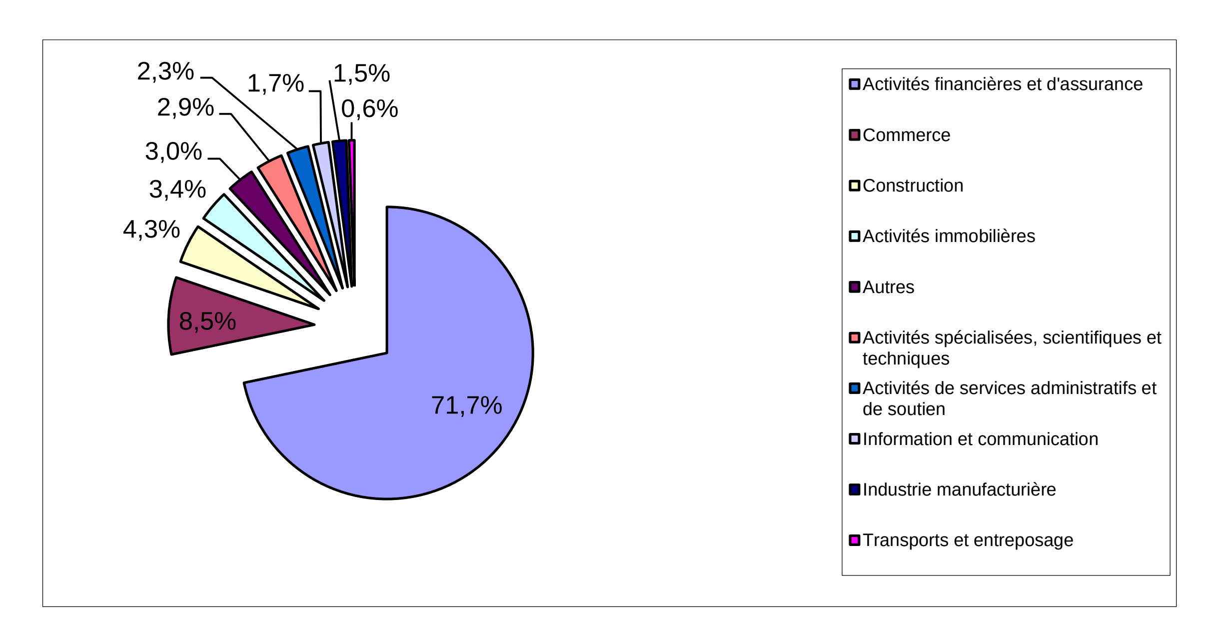
Source : Base de données CE « Impôts en Europe » (TEDB/TAXREF), KPMG : *Global Corporate Tax Rates Table*

Graphique 9 : Taux d'imposition maximal 2014 en Europe concernant l'impôt sur le revenu des collectivités

3.1.2. Analyse de la répartition sectorielle de l'IRC

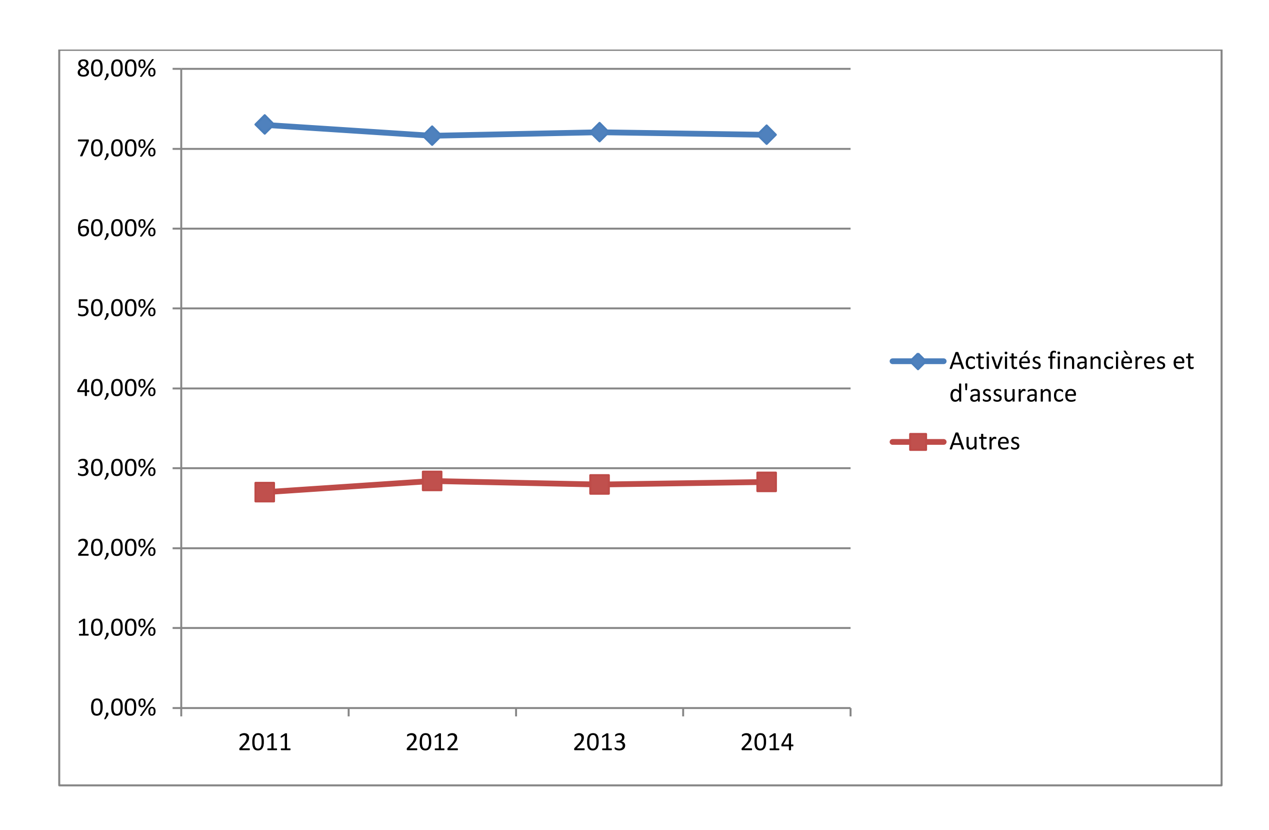
S'impose par conséquent la question quel domaine d'activité contribue majoritairement au solde total de l'IRC ?

En effet, le secteur des activités financières et d'assurance est le principal contributeur au solde total IRC avec un taux de 71,7% (Graphique 10). Le secteur du commerce peut se prévaloir avec un taux de 8,5% la deuxième place du plus grand contributeur à l'IRC - l'écart du secteur commercial sur les autres contributeurs est d'environ 4 points de pourcentage.



Graphique 10 : Répartition sectorielle IRC (2014)

En comparant les 4 dernières années budgétaires (Graphique 11), il s'ensuit que l'évolution du secteur des activités financières et d'assurance était relativement stable. Ceci est également le cas pour les autres secteurs.



Graphique 11 : Intervention des secteurs dans la réalisation des recettes (2011-2014, en %)

en %	2011	2012	2013	2014
Activités financières et d'assurance	73,0	71,6	72,0	71,7
Commerce	7,9	8,1	7,5	8,5
Construction	3,2	4,0	3,6	4,3
Activités immobilières	2,5	3,2	3,1	3,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3,6	3,6	3,3	2,9
Activités de services administratifs et de soutien	0,8	1,2	1,8	2,3
Information et communication	2,6	2,0	2,9	1,7
Industrie manufacturière	1,8	1,9	1,9	1,5
Transports et entreposage	0,6	0,6	0,5	0,6
Hébergement et restauration	0,4	0,3	0,4	0,5
Electricité, gaz	1,1	0,7	0,6	0,3
Eau, assainissement, déchets et dépollution	0,1	0,3	0,3	0,3
Agriculture, sylviculture et pêche	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	2,3	2,6	1,9	1,9
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

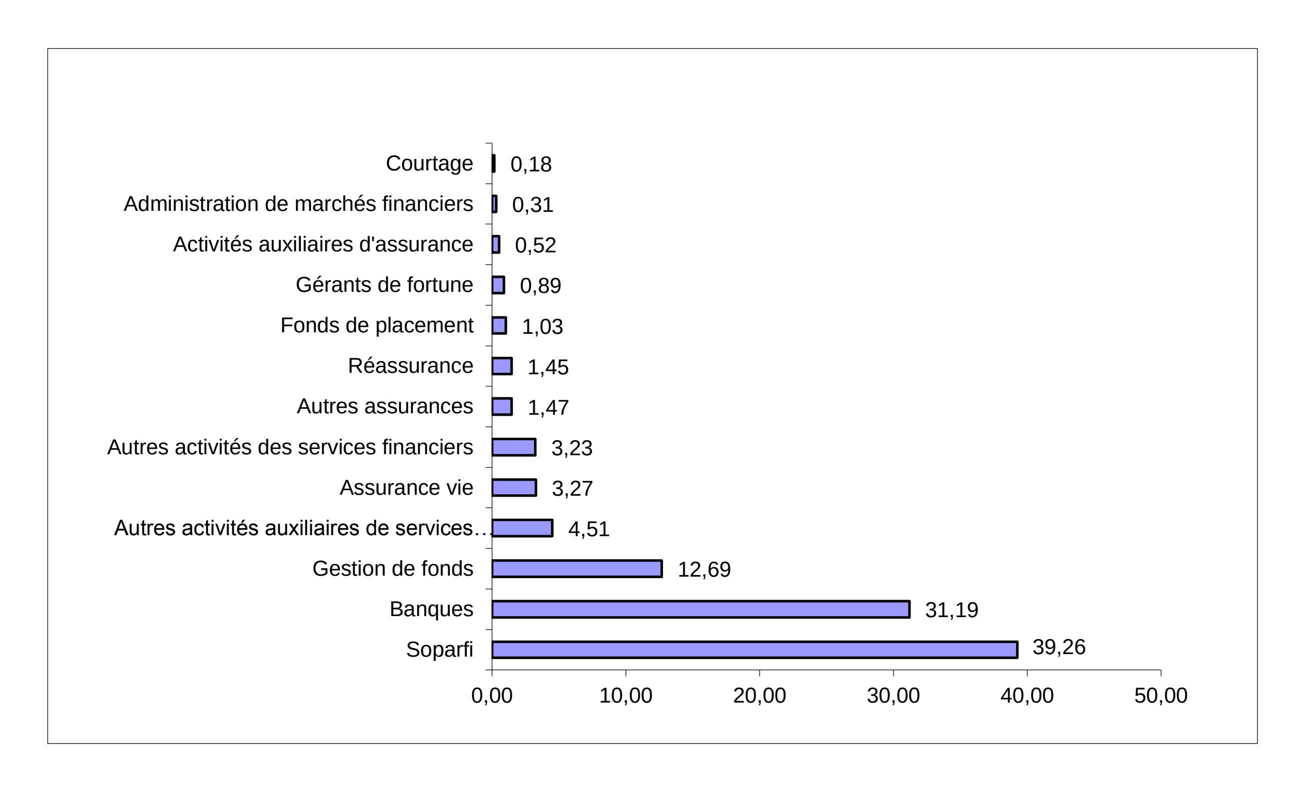
	2011	2012	2013	2014
Activités financières et d'assurance	1 209 309 276,1	1 158 452 629,2	1 159 376 845,68	1 137 979 752,3
Commerce	130 270 822,6	131 414 659,6	120 475 434,12	135 084 869,9
Construction	60 161 765,9	63 916 718,5	58 458 299,24	67 999 073,4
Activités immobilières	53 705 507,1	57 880 040,1	53 336 830,72	54 702 965,4
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	42 760 351,3	52 365 623,4	49 167 689,79	45 788 834,4
Activités de services administratifs et de soutien	42 149 444,8	32 279 922,6	47 095 661,44	37 190 222,2
Information et communication	29 454 086,1	30 230 027,1	31 100 774,64	27 183 360,2
Industrie manufacturière	18 858 675,3	19 044 535,8	28 779 869,56	23 808 826,8
Transports et entreposage	13 660 923,4	11 846 895,1	9 866 030,16	9 369 116,5
Hébergement et restauration	10 321 455,0	9 470 695,6	8 024 307,48	7 527 815,3
Electricité, gaz	5 846 495,6	4 404 309,3	4 992 358,81	4 546 334,9
Eau, assainissement, déchets et dépollution	2 117 771,0	4 269 852,2	6 807 247,18	4 107 076,2
Agriculture, sylviculture et pêche	130 868,3	249 822,9	339 985,11	543 749,7
Autres	37 925 170,5	41 932 420,4	31 314 988,31	30 727 034,6
Total	1 656 672 612,95	1 617 758 151,57	1 609 136 322,24	1 586 559 031,63

Tableau 10 : Intervention des secteurs dans la réalisation des recettes (2011-2014, en % et en €)

Vu l'importance substantielle du secteur des activités financières et d'assurance, il convient d'analyser plus en détail la composition de ce secteur. Par souci d'exhaustivité et de clarté, les autres contributeurs à l'IRC seront également mentionnés, à savoir les catégories « Commerce, réparations d'automobile et de motocycles », « Construction » et « Activités spécialisées, scientifiques et techniques ».

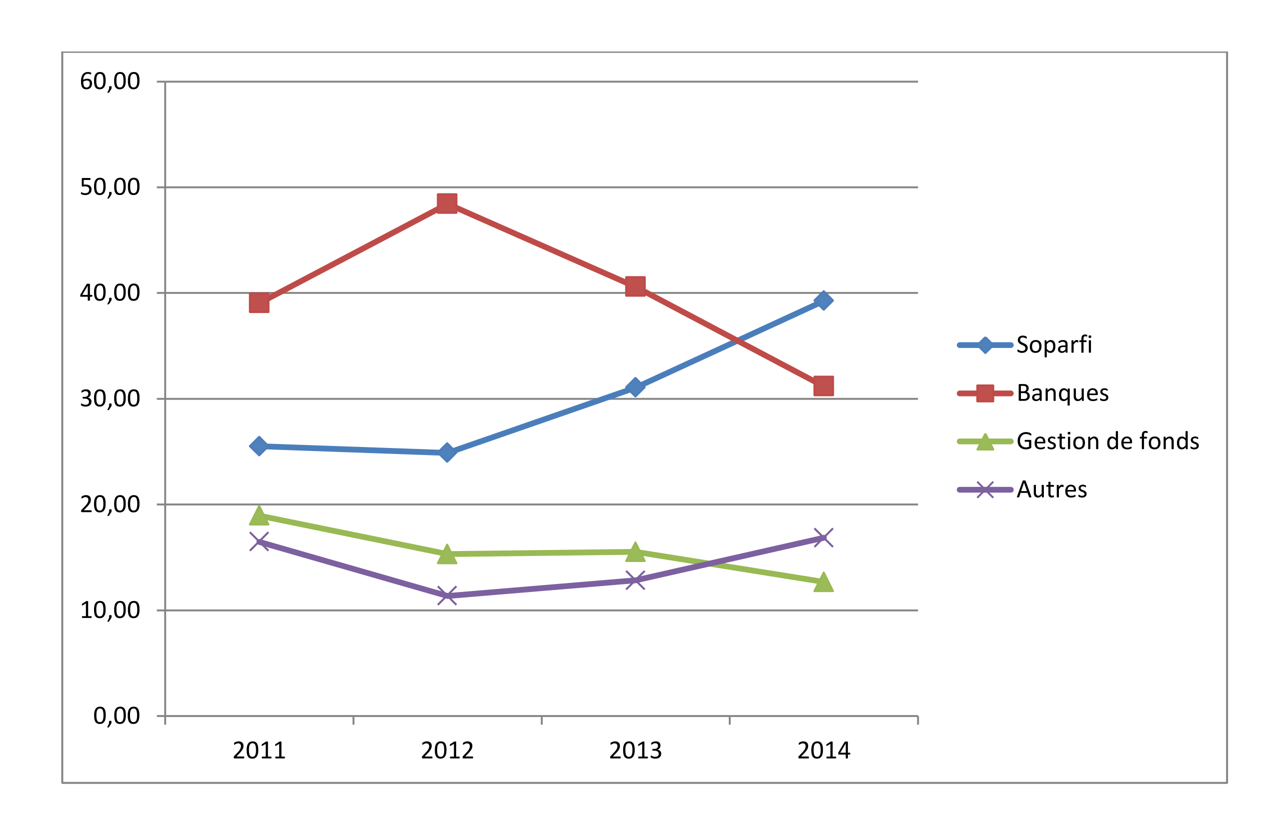
3.1.2.1. Analyse du secteur des activités financières et d'assurance

Le tableau suivant (Graphique 12) met en évidence pour l'année 2014 que, outre les banques qui ont leurs sièges sociaux au Luxembourg, ce sont les nombreuses sociétés de participations financières (« **SOPARFI** ») qui sont les plus importants contributeurs au niveau de l'IRC à hauteur de 39,26%. Le secteur de la gestion des fonds se positionne au troisième rang.



Graphique 12 : Répartition à l'intérieur du secteur financier (2014, en %)

Entre 2011 à 2014, les recettes fiscales provenant du secteur bancaire ont connu une décroissance non négligeable à partir de 2012. En revanche, les recettes IRC générées par les SOPARFI ont augmenté depuis 2011 (Graphique 13 et Tableau 11).



Graphique 13 : IRC – Analyse des activités financières et d'assurance (2011-2014, en %)

	2011	2012	2013	2014
Soparfi	308 440 404,62	288 281 666,16	360 048 602,26	446 777 419,20
Banques	472 258 154,69	561 059 329,51	470 714 389,87	354 948 211,29
Gestion de fonds	229 335 287,11	177 501 913,58	179 925 449,63	144 375 786,18
Autres activités auxiliaires de services financiers	109 736 881,38	17 753 408,67	22 113 450,77	51 354 094,87
Assurance vie	13 750 104,48	29 296 204,54	27 846 117,46	37 214 081,87
Autres activités des services financiers	18 162 977,46	20 513 011,12	38 483 815,81	36 721 728,23
Autres assurances	12 312 024,06	16 750 392,70	20 745 375,82	16 775 991,10
Réassurance	20 509 984,67	17 263 961,25	6 613 658,97	16 527 373,52
Fonds de placement	4 504 856,39	3 249 487,18	8 215 030,39	11 740 490,21
Gérants de fortune	9 626 596,17	14 929 210,01	11 523 534,56	10 105 326,69
Activités auxiliaires d'assurance	3 585 135,19	4 994 385,58	5 047 534,09	5 911 864,23
Administration de marchés financiers	1 132 200,00	2 501 142,40	3 078 023,79	3 511 661,77
Courtage	5 954 669,88	4 358 516,54	5 021 862,26	2 015 723,10
Total	1 209 309 276,10	1 158 452 629,24	1 159 376 845,68	1 137 979 752,26

en %	2011	2012	2013	2014
Soparfi	25,51	24,89	31,06	39,26
Banques	39,05	48,43	40,60	31,19
Gestion de fonds	18,96	15,32	15,52	12,69
Autres activités auxiliaires de services financiers	9,07	1,53	1,91	4,51
Assurance vie	1,14	2,53	2,40	3,27
Autres activités des services financiers	1,50	1,77	3,32	3,23
Autres assurances	1,02	1,45	1,79	1,47
Réassurance	1,70	1,49	0,71	1,45
Fonds de placement	0,37	0,28	0,57	1,03
Gérants de fortune	0,80	1,29	0,99	0,89
Activités auxiliaires d'assurance	0,30	0,43	0,44	0,52
Administration de marchés financiers	0,09	0,22	0,27	0,31
Courtage	0,49	0,38	0,43	0,18
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

Tableau 11 : IRC – Analyse des activités financières et d'assurance (2011-2014, en € et en %)

3.1.2.2. Commerce, réparations d'automobile et de motocycles

Les tableaux suivants (Tableau 12) résument bien le fait que les « Autres commerces de gros » sont les contributeurs d'IRC les plus importants dans cette catégorie.

	2011	2012	2013	2014
Autres commerces de gros	30 732 268,04	29 786 019,91	32 456 950,31	33 301 515,41
Vente à distance	23 586 753,73	26 573 612,32	384 967,28	20 760 083,23
Commerce de gros de biens domestiques	12 386 274,47	11 080 317,80	13 924 489,04	14 276 187,47
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	11 590 037,30	9 431 758,38	9 812 238,40	13 147 344,86
Commerce de gros produits alimentaires, boissons et tabac	9 456 106,80	9 900 847,05	12 113 265,03	10 338 489,81
Autres commerces de détail	8 995 684,08	10 146 220,80	11 936 151,77	9 443 166,44
Commerce de gros d'autres équipements industriels	8 078 753,95	10 035 617,61	11 265 443,62	9 273 251,48
Commerce de gros équipem. information et communication	8 784 395,57	9 489 620,23	7 336 049,66	7 234 050,82
Commerce de détail de carburants	4 082 120,05	2 464 968,96	5 283 500,59	4 785 633,70
Commerce de détail d'autres équipements du foyer	5 411 753,22	4 909 599,67	3 803 460,19	4 261 226,07
Intermédiaires du commerce de gros	2 823 888,39	3 518 372,77	5 479 222,44	3 938 470,82
Commerce de détail en magasin non spécialisé	1 610 441,09	867 261,81	3 613 434,90	2 432 789,82
Commerce de détail de biens culturels et de loisirs	1 245 165,93	1 633 144,17	1 181 617,07	924 619,54
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	1 385 753,60	953 288,07	1 375 265,99	790 571,63
Commerce de détail équipem. information et communication	101 426,34	624 010,02	509 377,83	177 468,76
Total	130 270 822,56	131 414 659,57	120 475 434,12	135 084 869,86

en %	2011	2012	2013	2014
Autres commerces de gros	23,59	22,67	26,94	24,65
Vente à distance	18,11	20,22	0,32	15,37
Commerce de gros de biens domestiques	9,51	8,43	11,56	10,57
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	8,90	7,18	8,14	9,73
Commerce de gros produits alimentaires, boissons et tabac	7,26	7,53	10,05	7,65
Autres commerces de détail	6,91	7,72	9,91	6,99
Commerce de gros d'autres équipements industriels	6,20	7,64	9,35	6,86
Commerce de gros équipem. information et communication	6,74	7,22	6,09	5,36
Commerce de détail de carburants	3,13	1,88	4,39	3,54
Commerce de détail d'autres équipements du foyer	4,15	3,74	3,16	3,15
Intermédiaires du commerce de gros	2,17	2,68	4,55	2,92
Commerce de détail en magasin non spécialisé	1,24	0,66	3,00	1,80
Commerce de détail de biens culturels et de loisirs	0,96	1,24	0,98	0,68
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	1,06	0,73	1,14	0,59
Commerce de détail équipem. information et communication	0,08	0,47	0,42	0,13
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

Tableau 12 : Analyse du secteur Commerce, réparations d'automobile et de motocycles (en € et en %)

3.1.2.3. Construction

Au niveau du secteur de la construction (Tableau 13), la promotion immobilière est un contribuable important au niveau de l'IRC, suivi par les travaux de construction spécialisés.

	2011	2012	2013	2014
Promotion immobilière	19 659 727,17	26 428 033,35	26 633 237,50	26 601 517,99
Travaux de construction spécialisés	19 637 511,65	17 407 061,70	19 619 859,47	18 427 170,29
Construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels	8 240 184,64	11 032 386,30	6 605 490,33	12 792 461,10
Génie civil	6 168 083,66	9 049 237,13	5 599 711,94	10 177 923,99
Total	53 705 507,12	63 916 718,48	58 458 299,24	67 999 073,37

en %	2011	2012	2013	2014
Promotion immobilière	36,61	41,35	45,56	39,12
Travaux de construction spécialisés	36,57	27,23	33,56	27,10
Construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels	15,34	17,26	11,30	18,81
Génie civil	11,49	14,16	9,58	14,97
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

Tableau 13 : Analyse du secteur Construction (en € et en %)

3.1.2.4. Activités spécialisées, scientifiques et techniques

A noter finalement que les services en relation avec des activités juridiques et comptables, l’architecture, l’ingénierie, le contrôle et analyse techniques ainsi que le conseil de gestion (Tableau 14) sont également des contributeurs non négligeables au niveau de l’IRC.

	2011	2012	2013	2014
Activités juridiques et comptables	17 606 873,08	14 090 928,93	12 547 629,95	13 618 676,51
Architecture, ingénierie, contrôle et analyse techniques	12 637 442,57	18 525 937,76	15 404 916,14	13 061 529,87
Conseil de gestion	10 230 755,55	11 266 742,29	9 971 680,67	12 273 045,75
Publicité et études de marché	2 736 863,12	4 713 035,35	5 516 888,43	3 342 612,28
Autres activités	2 026 250,23	1 888 080,13	2 776 105,45	2 593 010,17
Activités des sièges sociaux	14 722 787,36	7 242 541,76	6 919 923,97	622 062,94
Recherche développement scientifique	200 793,99	152 773,91	199 686,11	277 896,90
Total	60 161 765,90	57 880 040,13	53 336 830,72	45 788 834,42

en %	2011	2012	2013	2014
Activités juridiques et comptables	29,27	24,35	23,53	29,74%
Architecture, ingénierie, contrôle et analyse techniques	21,01	32,01	28,88	28,53%
Conseil de gestion	17,01	19,47	18,70	26,80%
Publicité et études de marché	4,55	8,14	10,34	7,30%
Autres activités	3,37	3,26	5,20	5,66%
Activités des sièges sociaux	24,47	12,51	12,97	1,36%
Recherche développement scientifique	0,33	0,26	0,37	0,61%
Total	100,00	100,00	100,00	100,00%

Tableau 14 : Analyse du secteur Activités spécialisées, scientifiques et techniques (en € et en %)

3.2. L'IMPÔT COMMERCIAL COMMUNAL

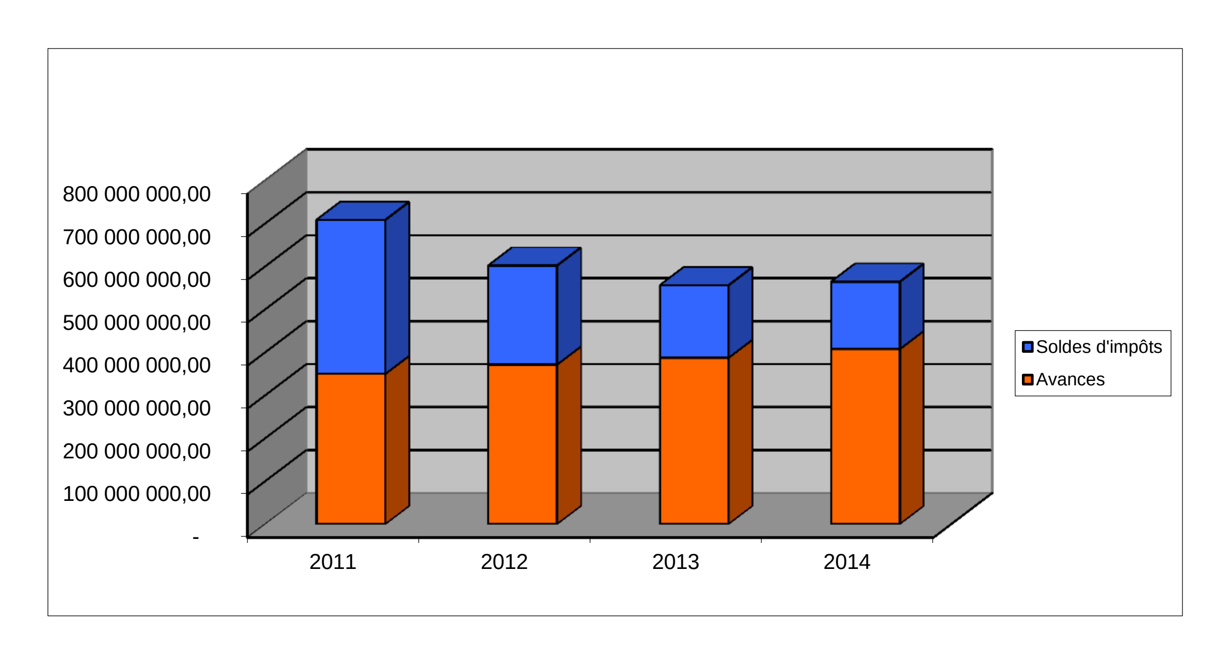
3.2.1. Evolution générale de l'ICC

La loi concernant l'ICC autorise les communes à percevoir un ICC. La base d'imposition est constituée par le bénéfice d'exploitation des activités commerciales, industrielles et artisanales. Dans le champ d'application ne tombent non seulement les sociétés de capitaux, mais également les sociétés de personnes et les entrepreneurs individuels.

Pour la détermination de la base d'assiette, le bénéfice d'exploitation est diminué d'un abattement de 17.500 € pour les contribuables passibles de l'IRC et de 40.000 € pour les autres contribuables.

En ce qui concerne l'évolution de l'ICC sur la période allant de 2011 à 2014 (Graphique 14), il y avait un amoindrissement des recettes ICC de l'année 2011 à l'année 2012. La chute s'explique majoritairement par une baisse des soldes d'impôts, les avances sont cependant restées relativement constantes.

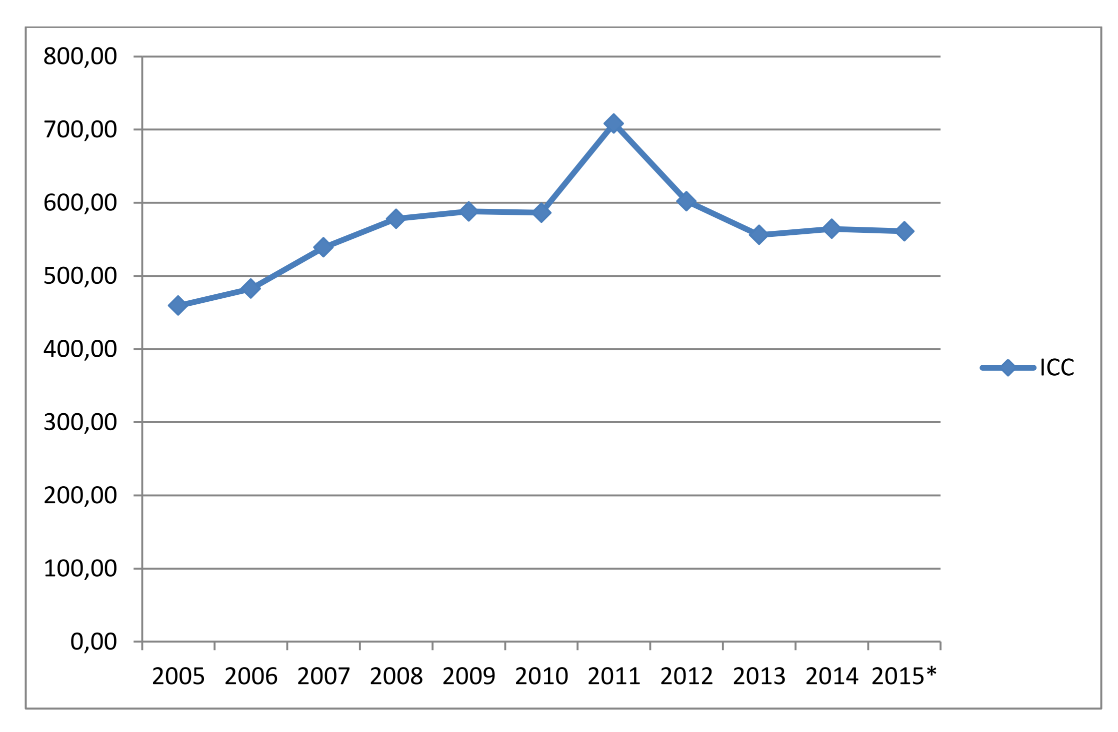
Le graphique suivant (Graphique 15) montre clairement que l'année 2011 était atypique. A l'exception de cette année, la croissance de l'ICC était relativement stable à partir de l'année 2008. La variation des recettes ICC s'élève à 22,11% entre 2005 à 2015.



Graphique 14 : Évolution ICC 2011-2014 (en €)

	2011	2012	2013	2014
recettes réalisées au titre des années d'imposition antérieures à l'exercice budgétaire (**soldes d'impôt**)	358 427 816,81 50,60%	230 366 323,65 38,27%	168 613 112,17 30,33%	156 576 845,04 27,75%
recettes réalisées au titre de l'année d'imposition correspondant à l'exercice budgétaire (**avances**)	349 910 188,41 49,40%	371 626 764,67 61,73%	387 390 581,82 69,67%	407 655 354,16 72,25%
recettes de l'exercice budgétaire	708 338 005,22	601 993 088,32	556 003 693,99	564 232 199,20
prévisions budgétaires	560 000 000,00	580 000 000,00	580 000 000,00	530 000 000,00
écart par rapport aux prévisions (plus- / moins-values)	148 338 005,22 26,49%	21 993 088,32 3,79%	- 23 996 306,01 -4,14%	34 232 199,20 6,46%
différence par rapport aux recettes de l'exercice précédent		- 106 344 916,90 -15,01%	- 45 989 394,33 -7,64%	8 228 505,21 1,48%

Tableau 15 : Décompte de la recette réalisée au titre de l'impôt commercial communal (2011-2014, en €)



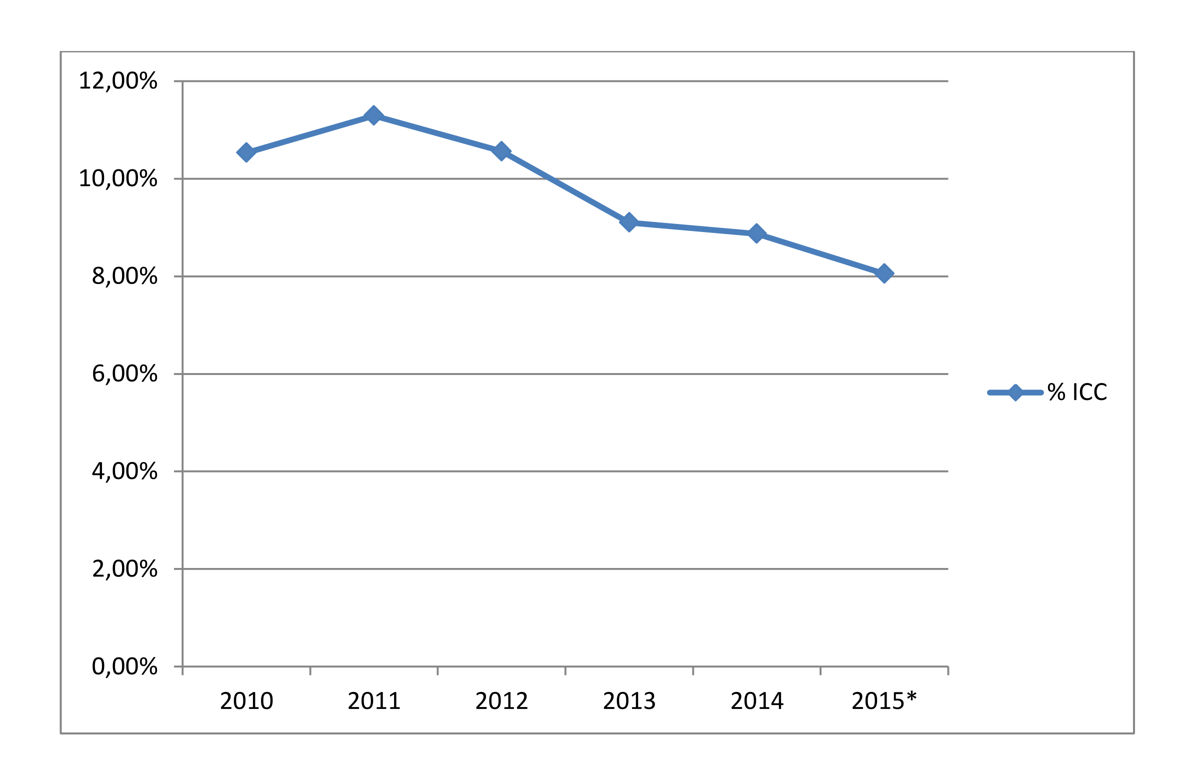
Graphique 15 : Evolution des recettes au titre de l'ICC (2005-2015, en € millions)[10]

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[10]	Variation 2005/2015
459,41	482,48	538,90	578,11	587,99	586,27	708,34	601,99	556,00	564,23	561,00	22,11%

Tableau 16 : Evolution des recettes au titre de l'ICC (2005-2015, en € millions)

La part de l'ICC dans le total des recettes courantes (Graphique 16 et Tableau 17), provenant de l'ACD, a diminué sur la période de 2010 à 2015.

[10] L'année 2015 est basée sur le projet de budget 2015.



Graphique 16 : Part de l'ICC dans le total des recettes courantes (2010-2015, en %)[11]

	2010	2011	2012	2013	2014	2015*	Variation 2010/2015
Total des recettes	4 978,90	5 561,30	5 700,22	6 107,27	6 360,77	6 970,2	39,99%
Total des recettes + ICC	5 565,10	6 269,60	6 302,06	6 663,28	6 924,99	7 531,2	35,53%
ICC	586,27	708,34	601,99	556,00	564,23	561,00	-4,31%
% ICC	10,53%	11,29%	10,56%	9,10%	8,87%	8,05%	

Tableau 17 : Part de l'ICC dans le total des recettes courantes (2010-2015, en € millions)

En ce qui concerne le degré de concentration de l'ICC (Tableau 18), il est à constater que 0,09% des contribuables payent 25% des recettes ICC.

0,09% des contribuables payent 25% des recettes ICC
0,43% des contribuables payent 50% des recettes ICC
2,10% des contribuables payent 75% des recettes ICC

Tableau 18 : Degré de concentration de l'ICC

Le tableau suivant illustre cette tendance en listant les contribuables du top 50 de l'année budgétaire 2014.

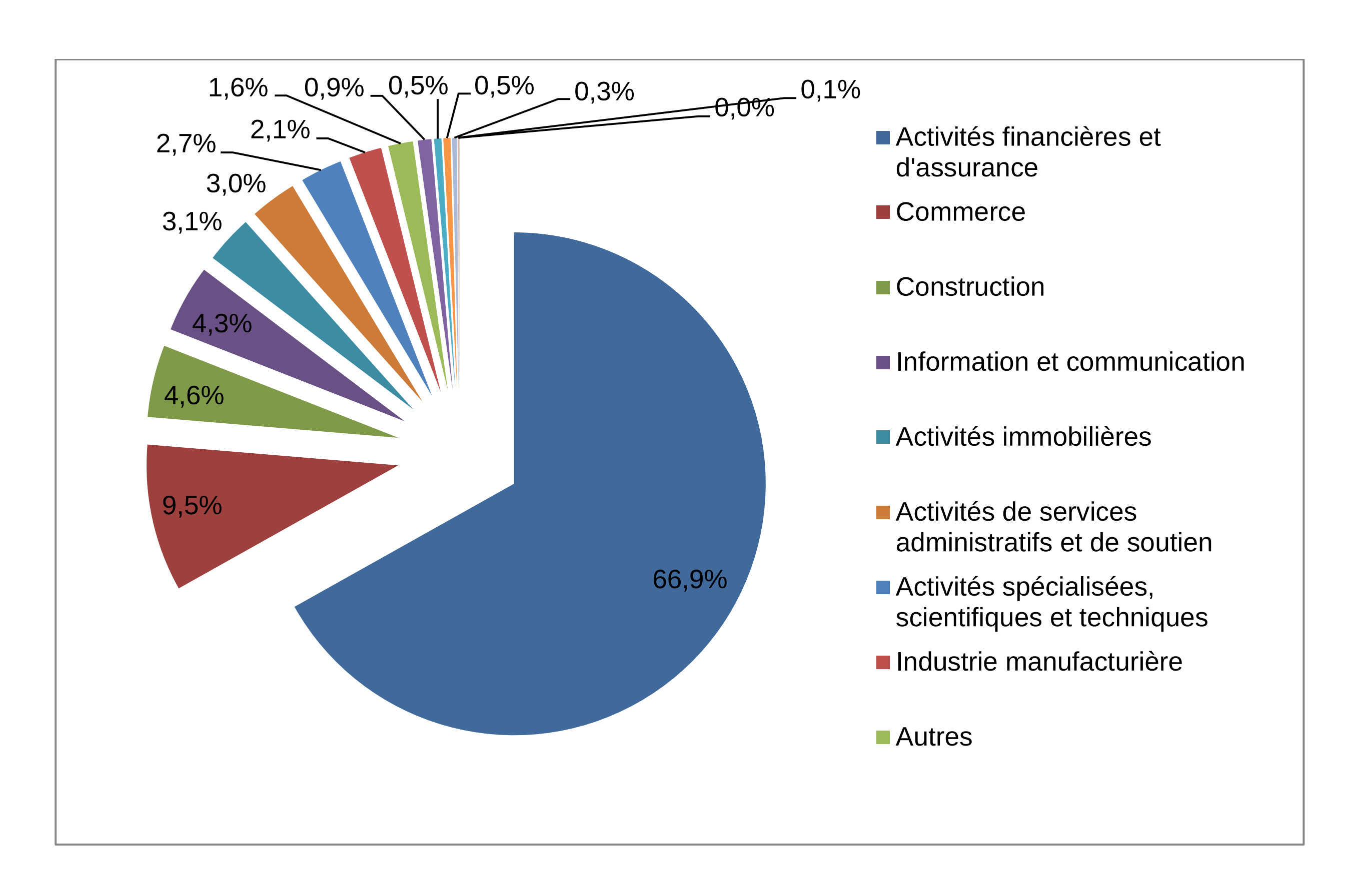
[11] L'année 2015 est basée sur le projet de budget 2015.

Année budgétaire 2014			
TOP 50 – ICC (en €)			
1	23 854 310,00	26	3 200 000,00
2	15 881 497,00	27	3 200 000,00
3	15 500 984,27	28	3 171 284,00
4	12 745 827,00	29	2 895 696,00
5	10 220 835,00	30	2 723 622,00
6	9 626 960,00	31	2 690 513,00
7	7 539 108,33	32	2 580 000,00
8	7 502 613,00	33	2 564 395,00
9	7 500 000,00	34	2 500 000,00
10	7 109 263,00	35	2 438 505,00
11	6 790 265,00	36	2 404 402,00
12	6 619 356,36	37	2 400 000,00
13	6 476 844,00	38	2 268 024,00
14	6 317 467,00	39	2 244 772,00
15	6 000 000,00	40	2 191 206,00
16	5 690 156,00	41	2 040 283,70
17	5 600 077,00	42	1 978 233,00
18	5 365 060,00	43	1 966 792,00
19	5 272 697,00	44	1 932 548,00
20	5 257 075,50	45	1 908 322,00
21	5 200 000,00	46	1 884 133,00
22	4 775 806,00	47	1 856 000,00
23	4 071 169,00	48	1 850 000,00
24	3 950 000,00	49	1 844 476,00
25	3 855 352,00	50	1 820 088,00
ICC Total			**257 276 017,16**

Tableau 19 : Top 50 des contribuables d'ICC (2014)

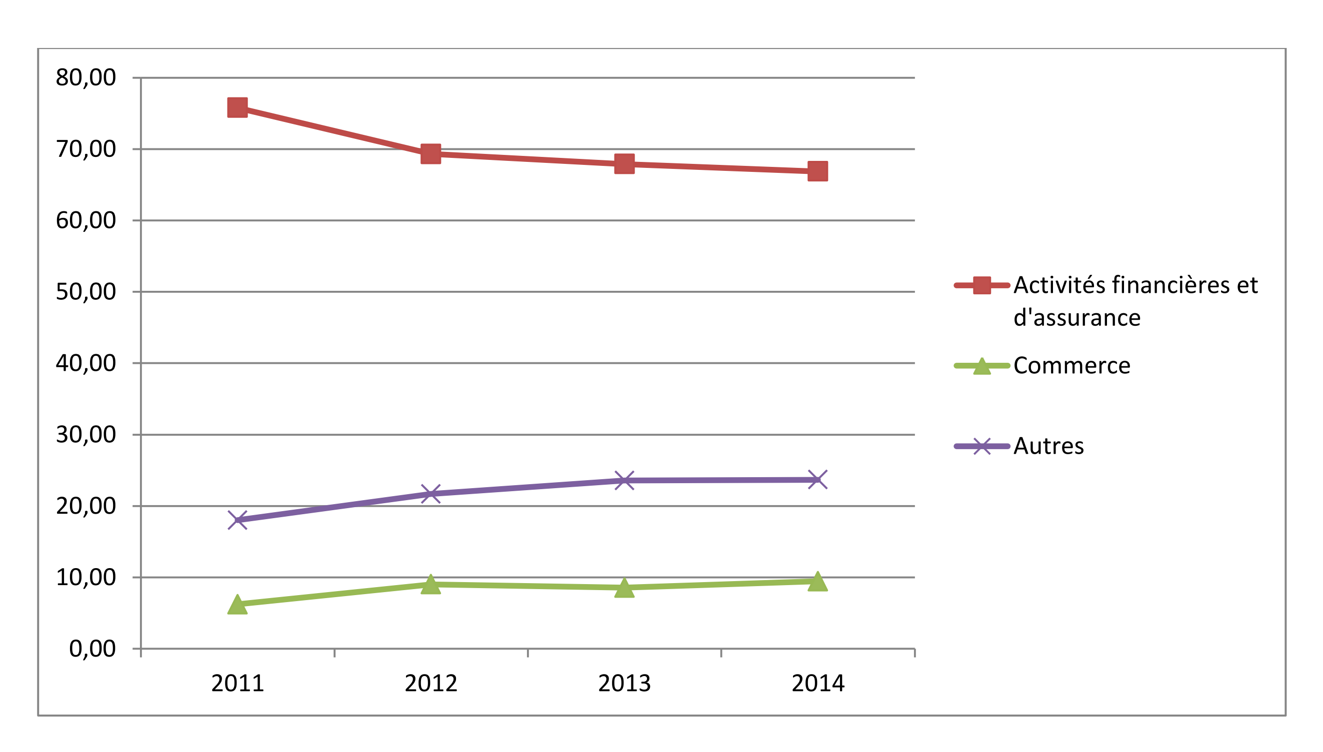
3.2.2. Analyse de la répartition sectorielle de l'ICC

De façon similaire à la situation pour l'IRC, le secteur des activités financières et d'assurance est le secteur qui contribue fortement au solde total de l'ICC (Graphique 17) en 2014. Le secteur du commerce peut se prévaloir la deuxième place avec un taux de 9,5%.



Graphique 17 : Répartition sectorielle ICC (2014, en %)

Ce constat est également confirmé pour la période de 2011 à 2014 (Graphique 18 et Tableau 20).

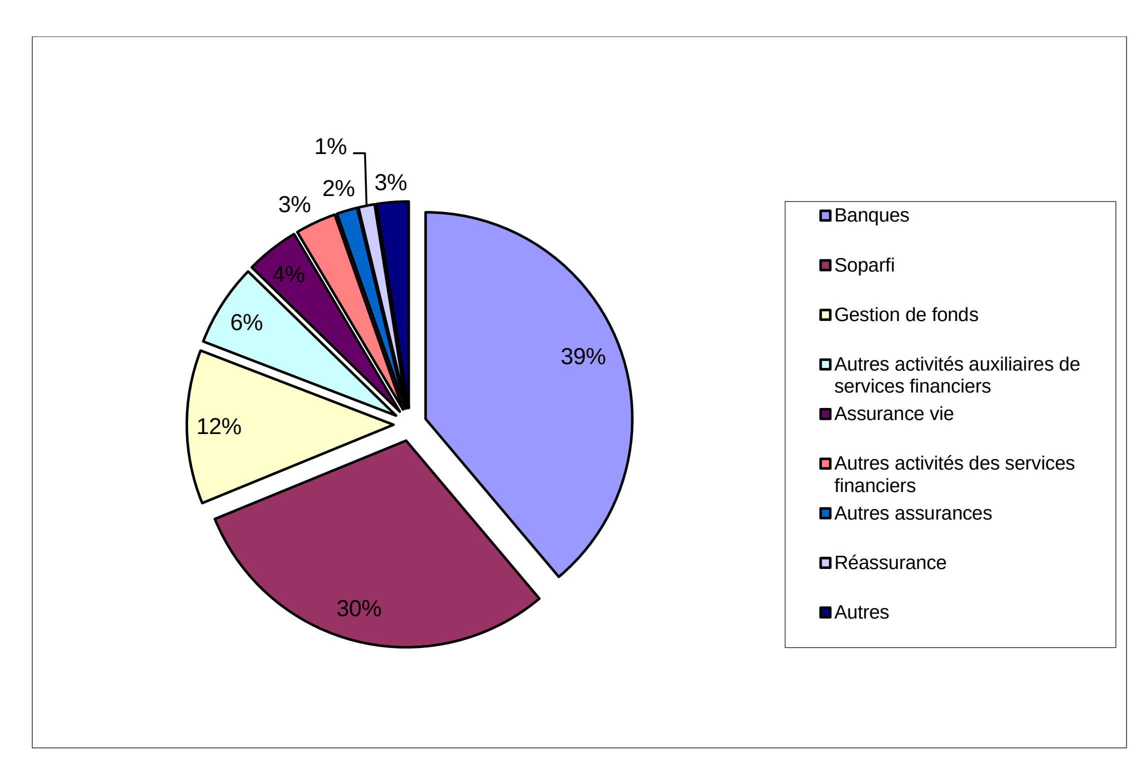


Graphique 18 : Intervention des différents secteurs dans la réalisation des recettes (2011-2014, en %)

en %	2011	2012	2013	2014
Activités financières et d'assurance	75,77	69,30	67,89	66,87
Commerce	6,23	9,02	8,55	9,46
Construction	2,82	3,90	4,20	4,64
Information et communication	3,59	2,28	4,51	4,34
Activités immobilières	2,09	2,89	2,80	3,09
Activités de services administratifs et de soutien	1,28	1,63	2,06	2,99
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2,84	3,80	3,30	2,7
Industrie manufacturière	1,63	2,83	2,61	2,11
Autres	1,45	2,06	1,40	1,59
Transports et entreposage	0,27	0,58	1,06	0,87
Hébergement et restauration	0,36	0,31	0,45	0,47
Electricité, gaz	1,49	1,04	0,75	0,46
Eau, assainissement, déchets et dépollution	0,15	0,33	0,37	0,31
Agriculture, sylviculture et pêche	0,02	0,02	0,05	0,07
Activités des ménages	0,01	0,01	0,00	0,04
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

Tableau 20 : Intervention des différents secteurs dans la réalisation des recettes (2011-2014, en %)

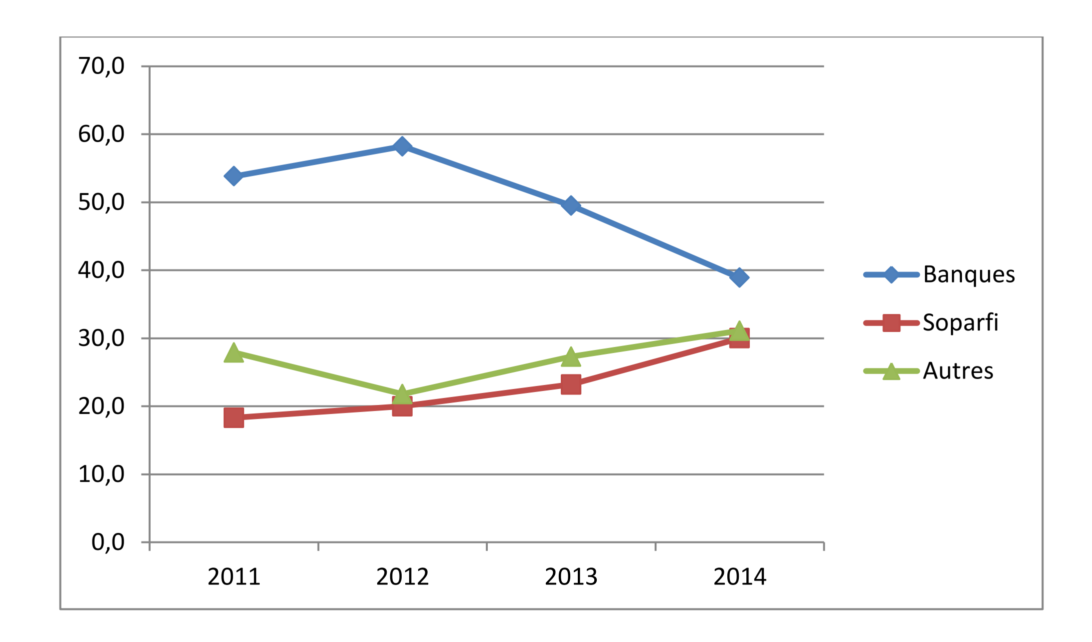
Le tableau suivant (Graphique 19) fait également ressortir qu'au sein du secteur des activités financières et d'assurance, pour l'année 2014, ce sont les banques qui payent la plus grande partie de l'ICC. Toutefois, il est à souligner que les nombreuses SOPARFI sont également des contribuables importants au niveau de l'ICC.



Graphique 19 : Répartition à l'intérieur du secteur financier en 2014 (en %)

En outre, la situation des deux contribuables majeures au niveau de l'ICC a manifestement changé sur la période de 2011 à 2014. La part des SOPARFI, exprimée en pourcentage, a sensiblement augmenté de 18,3 % en 2011 à 30,0% en 2014, tandis que le secteur bancaire a

connu un affaiblissement clair et net de 53,8 % en 2011, combiné avec un pic en 2012, à un taux de 38,9% en 2014.



Graphique 20 : ICC - Analyse des activités financières et d'assurance (2011-2014, en%)

	2011	2012	2013	2014
Banques	288 205 404,22	242 193 285,72	186 645 070,42	146 302 677,60
Soparfi	97 837 683,34	83 116 435,38	87 307 337,54	112 817 873,56
Gestion de fonds	71 191 915,94	48 773 536,50	54 550 686,22	45 313 270,98
Autres activités auxiliaires de services financiers	49 938 496,79	6 957 283,62	7 906 851,52	24 277 660,23
Assurance vie	4 210 795,68	9 965 895,00	8 388 869,24	15 647 305,76
Autres activités des services financiers	6 319 698,06	5 732 498,39	13 593 190,44	11 958 118,00
Autres assurances	3 749 099,50	5 180 368,26	6 447 218,70	6 048 390,60
Réassurance	6 619 918,45	4 794 678,46	1 686 366,47	4 741 033,23
Gérants de fortune	2 849 647,19	4 545 003,99	3 643 629,64	2 987 766,31
Fonds de placement	1 032 096,90	611 408,60	1 874 750,68	2 246 012,04
Activités auxiliaires d'assurance	1 437 939,63	2 348 084,72	2 130 722,74	2 230 739,26
Administration de marchés financiers	450 964,00	740 684,00	915 620,00	1 090 570,00
Courtage	1 985 429,00	1 382 051,90	1 591 655,80	845 354,63
Total	535 829 088,70	416 341 214,54	376 681 969,41	376 506 772,20

en %	2011	2012	2013	2014
Banques	53,8	58,2	49,5	38,9
Soparfi	18,3	20,0	23,2	30,0
Gestion de fonds	13,29	11,71	14,48	12,04
Autres activités auxiliaires de services financiers	9,32	1,67	2,10	6,45
Assurance vie	0,79	2,39	2,23	4,16
Autres activités des services financiers	1,18	1,38	3,61	3,18
Autres assurances	0,70	1,24	1,71	1,61
Réassurance	1,24	1,15	0,45	1,26
Gérants de fortune	0,53	1,09	0,97	0,79
Fonds de placement	0,19	0,15	0,50	0,60
Activités auxiliaires d'assurance	0,27	0,56	0,57	0,59
Administration de marchés financiers	0,08	0,18	0,24	0,29
Courtage	0,37	0,33	0,42	0,22
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

Tableau 21 : ICC - Analyse des activités financières et d'assurance (2011-2014, en € millions et %)

3.3. L'IMPÔT FONCIER

En vertu de la loi modifiée du 1er décembre 1936, les communes sont autorisées à percevoir un impôt foncier (« **IFON** ») au titre d'impôt communal.

Il y a lieu de distinguer entre l'impôt foncier A relatif aux propriétés agricoles et forestières et l'impôt foncier B relatif aux immeubles bâtis et non bâtis.

De même que pour l'ICC, les taux de l'impôt foncier sont fixés annuellement et individuellement par chaque commune. La loi du 22 octobre 2008 relative au pacte logement a modifié le cadre législatif applicable en matière d'impôt foncier à partir du 1er janvier 2009.

Elle prévoit notamment une nouvelle subdivision des catégories d'immeubles tombant sous l'impôt foncier B :

- Catégorie 1 : Constructions commerciales
- Catégorie 2 : Constructions à usage mixte
- Catégorie 3 : Constructions à autre usage
- Catégorie 4 : Maisons unifamiliales et maisons de rapport
- Catégorie 5 : Immeubles non bâtis autres que les terrains à bâtir à des fins d'habitation
- Catégorie 6 : Terrains à bâtir à des fins d'habitation

ainsi que le découplage des relations entre les taux des différentes catégories qu'il fallait respecter obligatoirement auparavant et ce depuis la fin des années 1960 pour éviter de trop importantes différences entre les différents taux dans une même commune (cf. Finanzbuet n° 2 du Ministère de l'Intérieur).

L'impôt foncier est donc un impôt communal qui grève toutes les propriétés immobilières bâties ou non bâties situées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. La base d'assiette de l'impôt foncier dérive de la valeur unitaire attribuée à chaque propriété immobilière et résulte du calcul suivant :

base d'assiette = valeur unitaire x taux d'assiette.

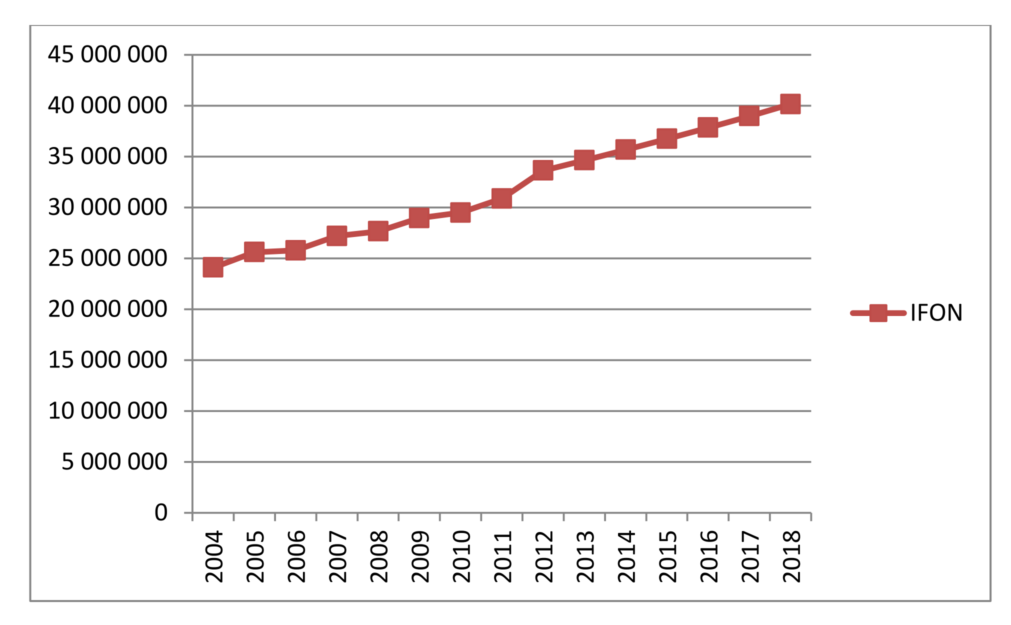
La base d'assiette est aussi reprise au bulletin de la valeur unitaire émis par le Service des évaluations immobilières de l'ACD. Le propriétaire d'un bien immobilier assujetti à l'impôt foncier ne devient débiteur de cet impôt réel que par le biais d'un bulletin de l'impôt foncier qui lui est notifié par la recette de la commune territorialement compétente pour recouvrer l'impôt.

Le montant de l'impôt foncier prélevé par l'administration communale résulte du calcul suivant :

impôt foncier = base d'assiette x taux communal.

Il en résulte aussi que pour favoriser la mise sur le marché de terrains à bâtir, la loi prévoit la possibilité d'une imposition plus lourde des terrains à bâtir classés dans la nouvelle catégorie B6 : à cet effet le taux d'assiette de ces terrains est augmenté de 10‰ à 15‰ durant les deux premières années et à 100‰ à partir de la 3e année de classement dans la nouvelle catégorie d'un côté et la commune peut faire varier ce taux en toute indépendance et séparément de tous les autres taux d'un autre côté. Il est à remarquer que le classement des terrains à bâtir dans la nouvelle catégorie B6 ne se fait pas d'office, mais n'est opéré que sur décision explicite de la commune.

La variation de l'IFON était positive sur la période de 2004 à 2018 (Graphique 21 et Tableau 22).



Graphique 21 : Evolution des recettes au titre de l'IFON (2011-2014, en €)

Année	Montant (en €)	Var./(année-1)	
2004	24 093 245		compte
2005	25 595 629	6,2%	compte
2006	25 763 610	0,7%	compte
2007	27 177 745	5,5%	compte
2008	27 636 856	1,7%	compte
2009	28 948 902	4,7%	compte
2010	29 478 908	1,8%	compte
2011	30 855 665	4,7%	compte
2012	33 609 425	8,9%	compte
2013	34 617 708	3,0%	estimation (02/2015)
2014	35 656 239	3,0%	estimation (02/2015)
2015	36 725 926	3,0%	estimation (02/2015)
2016	37 827 704	3,0%	estimation (02/2015)
2017	38 962 535	3,0%	estimation (02/2015)
2018	40 131 411	3,0%	estimation (02/2015)

Tableau 22 : IFON – Evolution des recettes au titre de l'IFON (2011-2014)

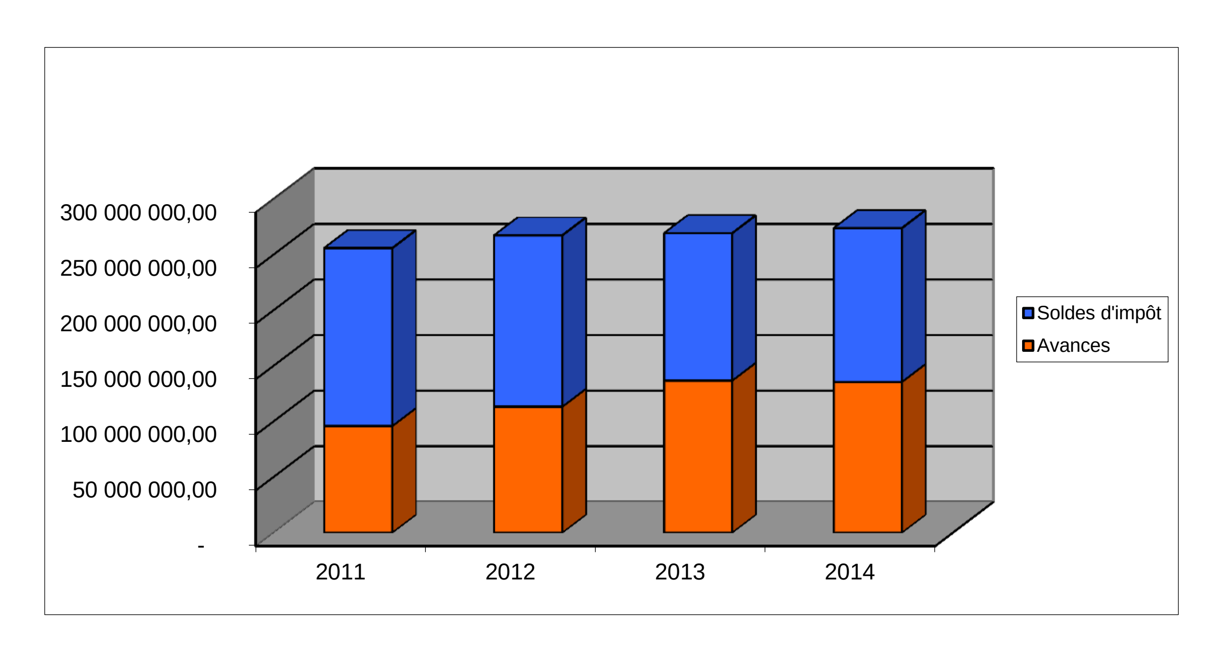
L'évolution des recettes IFON selon les différentes communes de 2010 à 2012 sont reprises à l'annexe 1.

3.4. L'IMPÔT SUR LA FORTUNE

3.4.1. Evolution générale de l'IF

L'IF concerne uniquement les personnes morales, à savoir les sociétés opaques résidentes, du chef de l'ensemble de leur fortune indigène qu'étrangère ainsi que les sociétés de capitaux non résidentes, mais ces dernières uniquement sur la base de leur fortune indigène. L'IF est assis sur la valeur de l'ensemble des biens, droits et avoirs composant le patrimoine au 1er janvier de chaque année, après déduction des dettes grevant ce patrimoine. Les biens situés à l'étranger font partie de l'assiette imposable, sauf s'ils se trouvent dans un pays conventionné ; dans ce cas, les biens seront en général exonérés à Luxembourg.

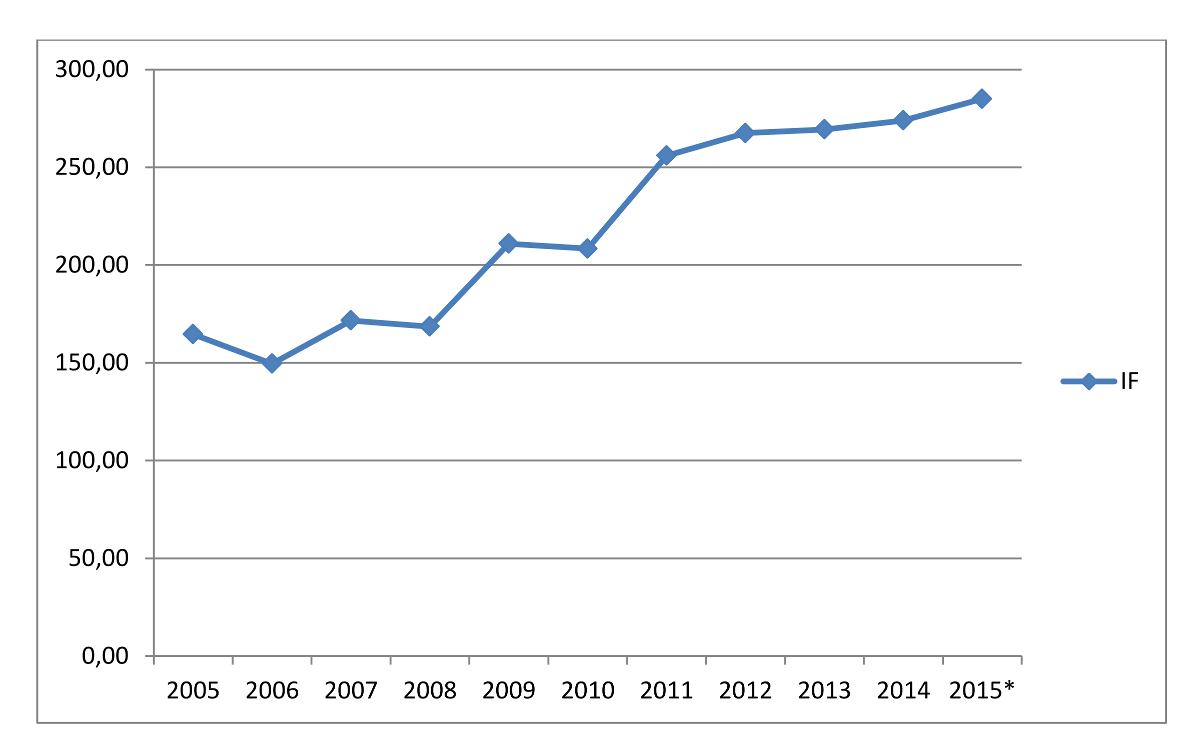
Les données statistiques mettent en exergue (Graphique 22 et Tableau 23) que l'évolution de l'IF a été relativement stable entre 2011 à 2014. En considérant une période plus élargie (de 2005 à 2015), il s'ensuit que les recettes provenant de l'IF ont connu une tendance à la hausse (Graphique 23). La variation des recettes IF s'élève à 73,10% entre 2005 à 2015.



Graphique 22 : Evolution IF sur la période 2011-2014 (en €)

	2011	2012	2013	2014
recettes réalisées au titre des années d'imposition antérieures à l'exercice budgétaire **(soldes d'impôt)**	159 929 611,60 62,48%	154 034 431,12 57,59%	132 512 969,56 49,19%	138 255 975,46 50,46%
recettes réalisées au titre de l'année d'imposition correspondant à l'exercice budgétaire **(avances)**	96 039 160,49 37,52%	113 439 573,47 42,41%	136 858 518,61 50,81%	135 708 402,55 49,54%
recettes de l'exercice budgétaire	255 968 772,09	267 474 004,59	269 371 488,17	273 964 378,01
prévisions budgétaires	180 000 000,00	230 000 000,00	275 000 000,00	275 000 000,00
écart par rapport aux prévisions (plus- / moins-values)	75 968 772,09 42,20%	37 474 004,59 16,29%	- 5 628 511,83 -2,05%	- 1 035 621,99 -0,38%
différence par rapport aux recettes de l'exercice précédent		11 505 232,50 4,49%	1 897 483,58 0,71%	4 592 889,84 1,71%

Tableau 23 : Décompte de la recette réalisée au titre de l'impôt sur la fortune (2011-2014, en €)



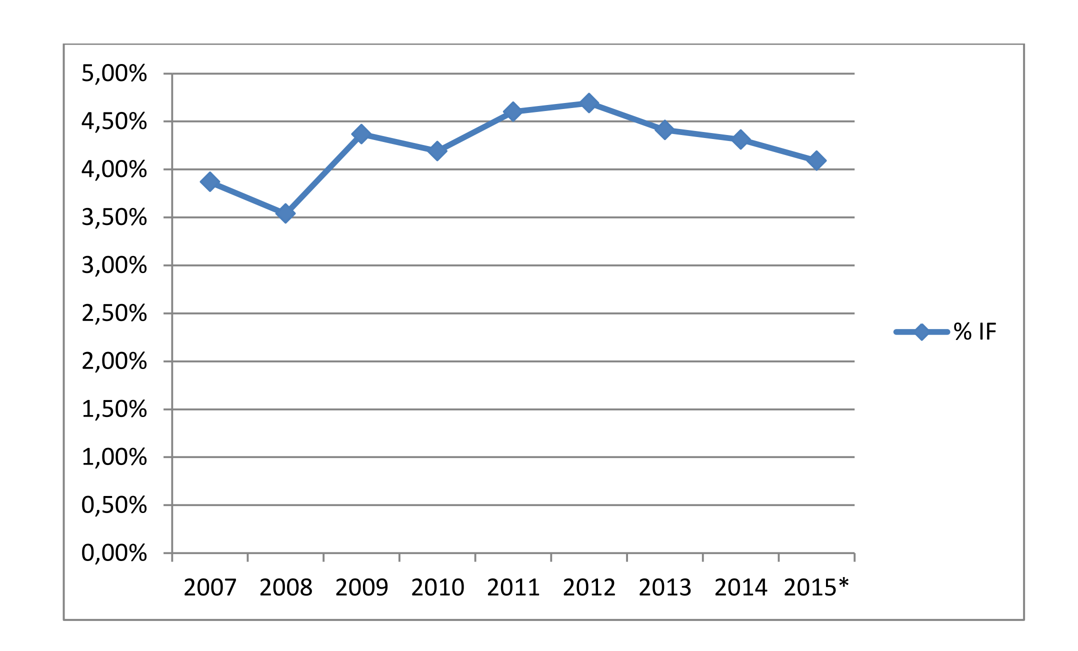
Graphique 23 : Evolution des recettes au titre de l'IF (2005-2015, en € millions)[12]

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[12]	Variation 2005/2015
164,64	149,56	171,64	168,55	210,89	208,39	255,96	267,47	269,37	273,96	285,00	73,10%

Tableau 24 : Evolution des recettes au titre de l'IF (2005-2015, en € millions)

Il est également opportun de comparer la part de l'IF dans le total des recettes courantes provenant de l'ACD (Graphique 24 et Tableau 25). La variation des recettes IF par rapport aux recettes courantes était faible. Elle tournait autour de 4% sur la période de 2007 à 2015.

[12] L'année 2015 est basée sur le projet de budget 2015.



Graphique 24 : Part de l'IF dans le total des recettes courantes (2007-2015, en%)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*	Variation 2010/2015
Total des recettes	4 437,00	4 764,10	4 828,30	4 978,90	5 561,30	5 700,22	6 107,27	6 360,77	6 970,2	57,09%
Total des recettes + ICC	4 975,90	5 342,20	5 416,30	5 565,10	6 269,60	6 302,06	6 663,28	6 924,99	7 531,2	51,35%
IF	171,64	168,56	210,89	208,39	255,96	267,47	269,37	273,96	285,00	66,05%
% IF	3,87%	3,54%	4,37%	4,19%	4,60%	4,69%	4,41%	4,31%	4,09%	

Tableau 25 : Part de l'IF dans le total des recettes courantes (2007-2015, en € millions)

En relation avec l'analyse sur les contribuables qui payent la plus grande partie de l'IF, force est de constater que 0,94% des contribuables payent 75% des recettes IF.

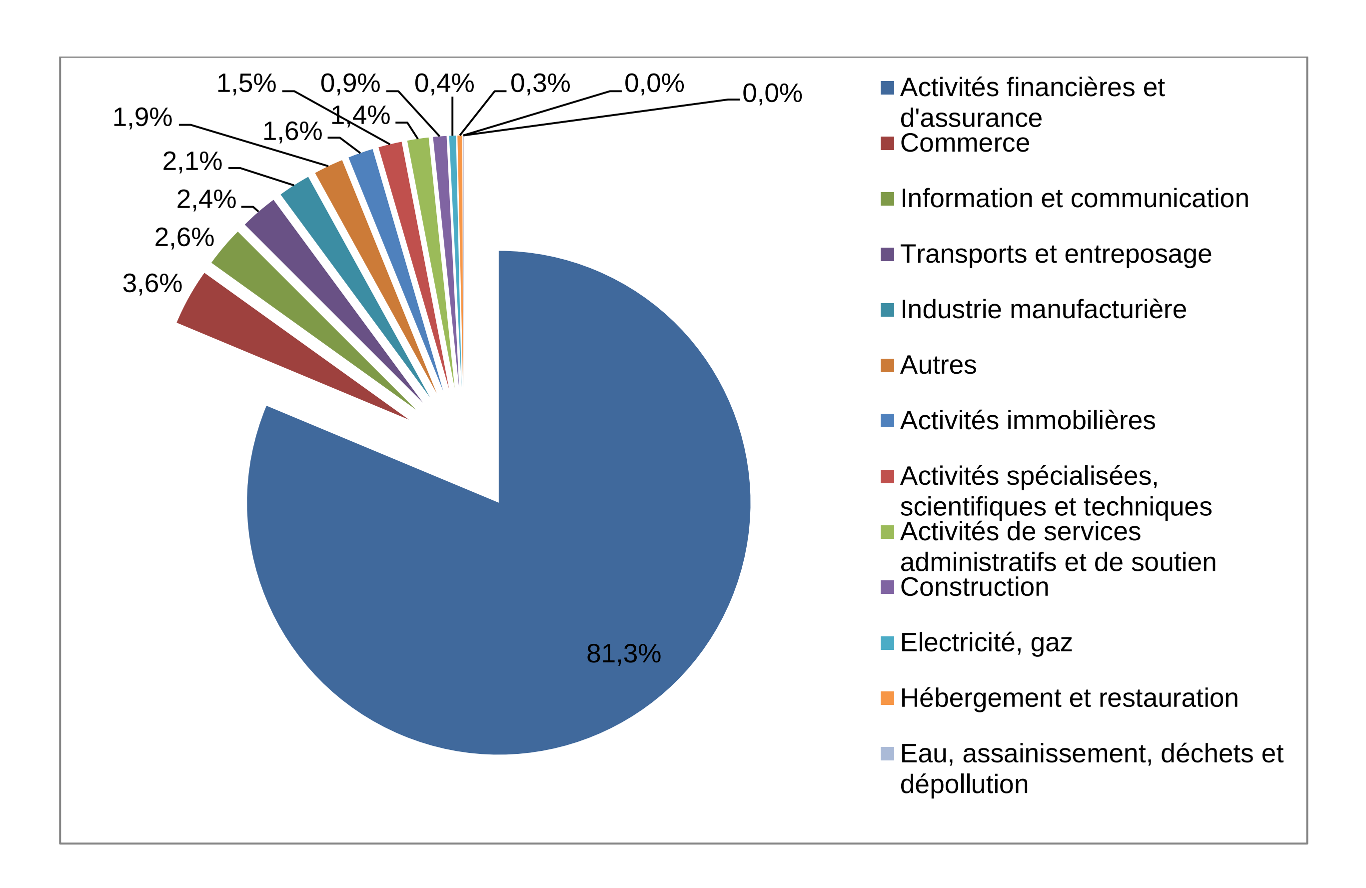
0,05% des contribuables payent 25% des recettes IF
0,26% des contribuables payent 50% des recettes IF
0,94% des contribuables payent 75% des recettes IF

Tableau 26 : Degré de concentration de l'IF[13]

3.4.2. Analyse de la répartition sectorielle de l'IF

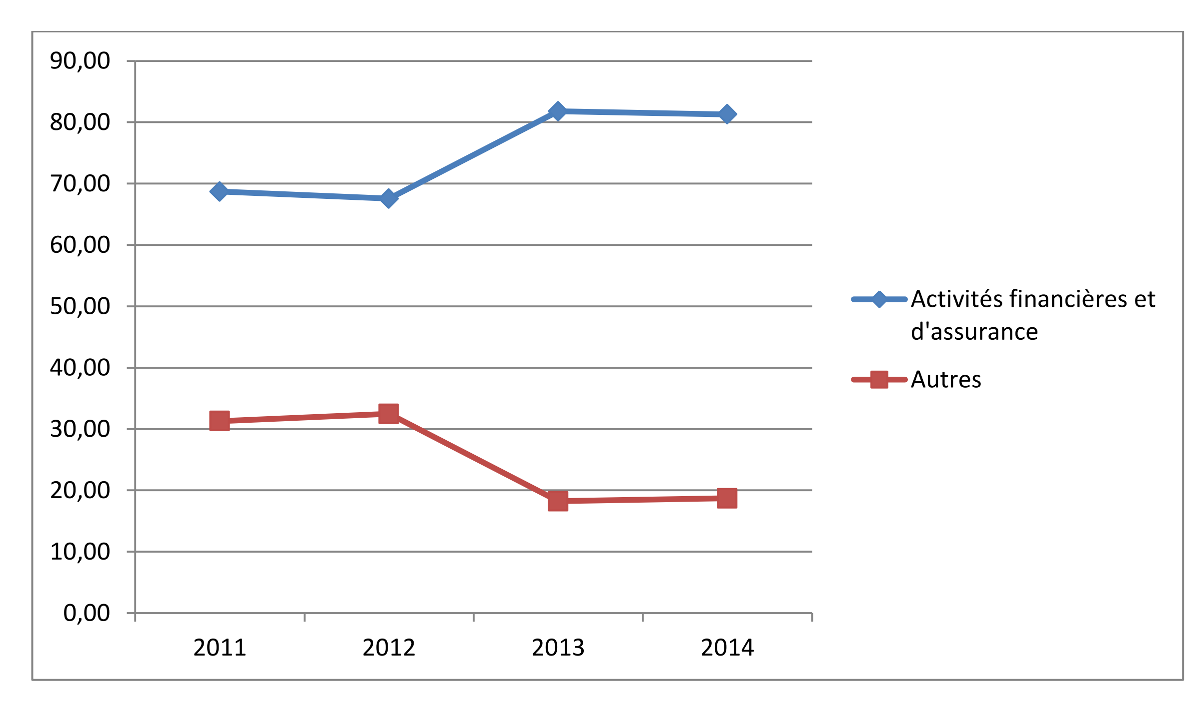
Le secteur des activités financières et d'assurance est, de nouveau, le secteur qui contribue majoritairement au solde total de l'IF (Graphique 25) pour l'année 2014.

[13] Cette statistique a été établie sur base des recettes de l'année budgétaire 2014.



Graphique 25 : Répartition sectorielle IF (2014, en %)

Cette caractéristique peut également être observée sur la période de 2011 à 2014 (Graphique 26 et Tableau 27)



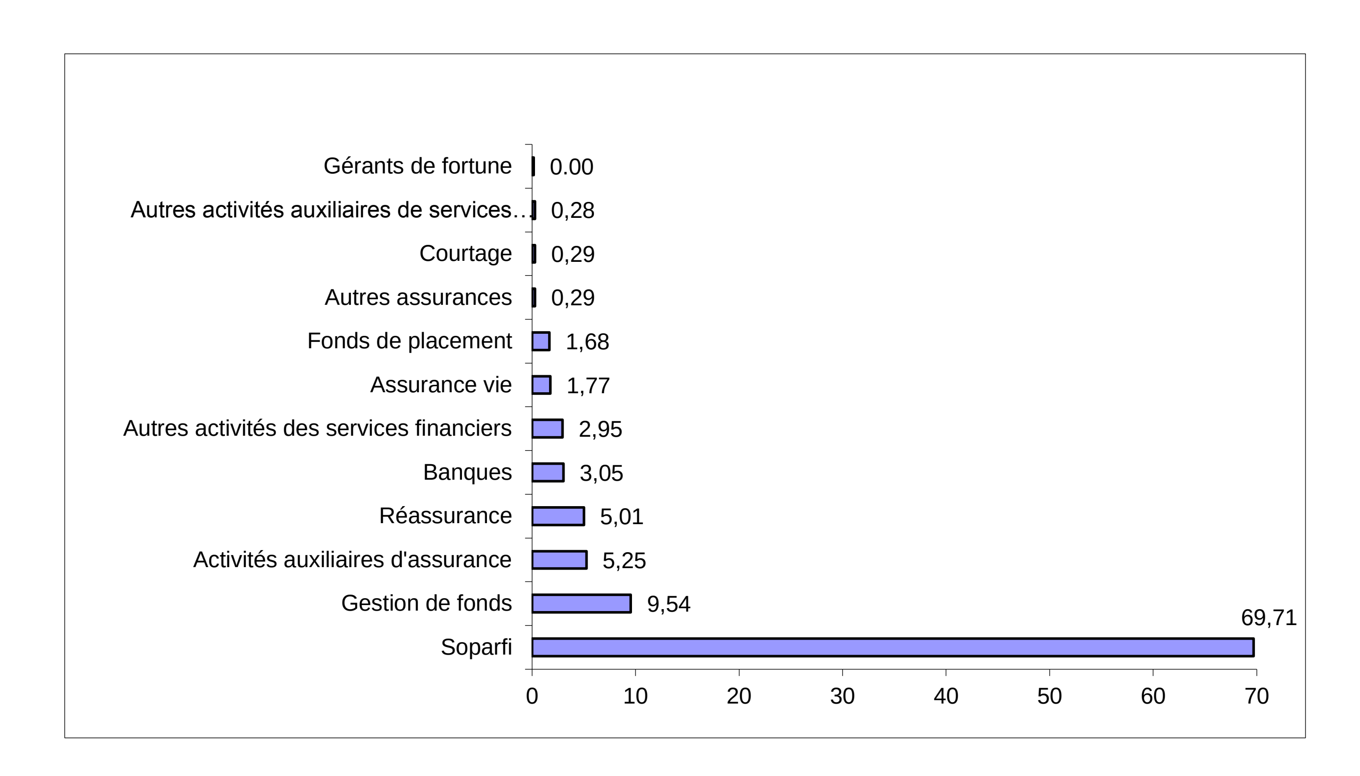
Graphique 26 : IF - Répartition des recettes par secteur (2011-2014, en %)

	2011	2012	2013	2014
Activités financières et d'assurance	175 861 748,13	180 646 091,74	220 266 646,65	222 704 682,17
Commerce	6 749 940,43	8 714 177,47	5 150 617,11	9 900 740,99
Information et communication	13 074 406,46	39 990 261,29	15 330 807,81	7 088 865,72
Transports et entreposage	5 369 088,32	3 042 187,00	4 021 233,93	6 575 688,09
Industrie manufacturière	6 203 801,00	8 564 638,72	4 851 967,93	5 687 580,01
Autres	13 996 083,48	9 205 556,46	4 564 627,10	5 191 800,67
Activités immobilières	2 532 641,10	3 378 437,01	3 102 475,91	4 420 772,40
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	23 914 908,73	7 653 042,62	5 297 075,78	4 125 182,09
Activités de services administratifs et de soutien	5 941 441,70	3 348 025,75	3 576 552,75	3 751 349,85
Construction	1 747 860,55	2 013 338,00	2 462 657,26	2 358 048,04
Electricité, gaz	157 886,70	395 064,49	387 104,85	1 187 023,50
Hébergement et restauration	263 677,72	282 053,84	392 591,41	836 652,75
Eau, assainissement, déchets et dépollution	127 902,42	201 541,53	-46 341,76	112 261,33
Agriculture, sylviculture et pêche	27 385,35	39 588,67	13 471,44	23 730,40
Total	255 968 772,09	267 474 004,59	269 371 488,17	273 964 378,01

en %	2011	2012	2013	2014
Activités financières et d'assurance	68,70	67,54	81,77	81,29
Commerce	2,64	3,26	1,91	3,61
Information et communication	5,11	14,95	5,69	2,59
Transports et entreposage	2,10	1,14	1,49	2,40
Industrie manufacturière	2,42	3,20	1,80	2,08
Autres	5,47	3,44	1,69	1,90
Activités immobilières	0,99	1,26	1,15	1,61
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	9,34	2,86	1,97	1,51
Activités de services administratifs et de soutien	2,32	1,25	1,33	1,37
Construction	0,68	0,75	0,91	0,86
Electricité, gaz	0,06	0,15	0,14	0,43
Hébergement et restauration	0,10	0,11	0,15	0,31
Eau, assainissement, déchets et dépollution	0,05	0,08	-0,02	0,04
Agriculture, sylviculture et pêche	0,01	0,01	0,01	0,01
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

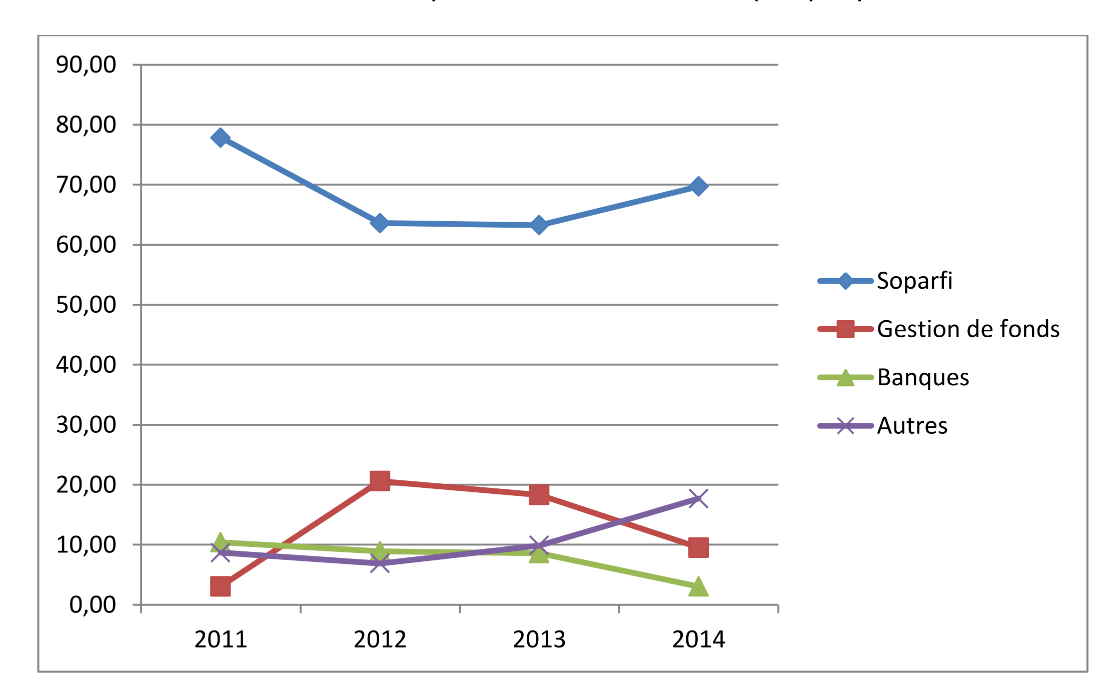
Tableau 27 : IF - Répartition des recettes par secteur (2011-2014, en € et en %)

Cependant, les banques ne sont pas les contribuables principaux au niveau de l'IF. Pour l'année 2014, les SOPARFI sont les contribuables les plus importants avec un écart d'environ 60 points de pourcentage sur le deuxième du groupe, à savoir les entreprises de la gestion de fonds (Graphique 27).



Graphique 27 : Répartition à l'intérieur du secteur financier (2014, en %)

La même conclusion est valide sur la période de 2011 à 2014 (Graphique 28 et Tableau 28).



Graphique 28 : IF - Analyse des activités financières et d'assurance (2011-2014, en%)

	2011	2012	2013	2014
Soparfi	136 917 771,92	114 876 890,61	139 298 922,58	155 255 608,51
Gestion de fonds	5 392 308,09	37 235 364,47	40 319 450,75	21 244 493,07
Activités auxiliaires d'assurance	365 541,68	107 938,12	1 922 105,59	11 700 115,12
Réassurance	9 517 595,49	5 692 655,47	7 851 088,46	11 167 428,38
Banques	18 279 721,19	16 087 395,67	18 927 818,11	6 787 700,52
Autres activités des services financiers	1 077 184,61	1 938 912,67	4 470 323,21	6 577 268,83
Assurance vie	4 051 752,34	2 400 949,85	3 135 595,20	3 940 225,85
Fonds de placement	422 069,70	409 815,89	1 190 294,45	3 744 765,17
Autres assurances	909 979,04	652 291,34	2 683 297,50	649 067,57
Courtage	-2 010 699,50	140 764,85	72 990,20	647 669,50
Autres activités auxiliaires de services financiers	567 495,54	714 445,10	116 148,03	625 125,77
Gérants de fortune	371 028,03	388 667,70	278 612,57	365 213,88
Total	175 861 748,13	180 646 091,74	220 266 646,65	222 704 682,17

en %	2011	2012	2013	2014
Soparfi	77,86	63,59	63,24	69,71
Gestion de fonds	3,07	20,61	18,30	9,54
Activités auxiliaires d'assurance	0,21	0,06	0,87	5,25
Réassurance	5,41	3,15	3,56	5,01
Banques	10,39	8,91	8,59	3,05
Autres activités des services financiers	0,61	1,07	2,03	2,95
Assurance vie	2,30	1,33	1,42	1,77
Fonds de placement	0,24	0,23	0,54	1,68
Autres assurances	0,52	0,36	1,22	0,29
Courtage	-1,14	0,08	0,03	0,29
Autres activités auxiliaires de services financiers	0,32	0,40	0,05	0,28
Gérants de fortune	0,21	0,22	0,13	0,16
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

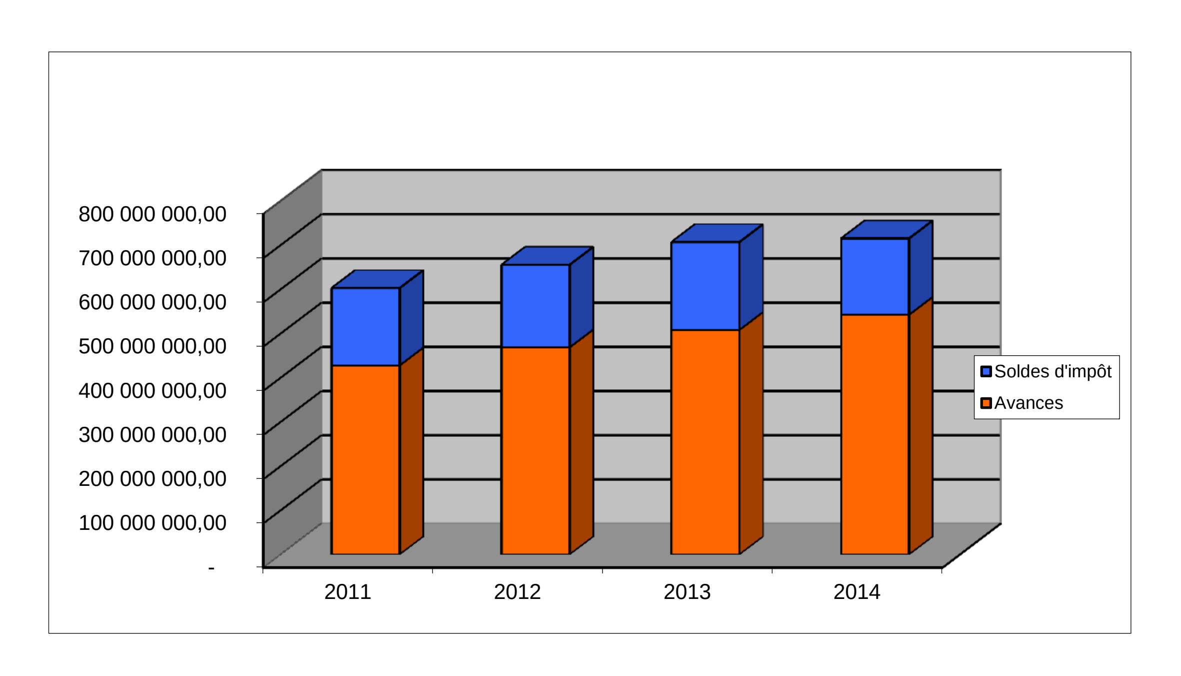
Tableau 28 : IF - Analyse des activités financières et d'assurance (2011-2014, en € et en %)

3.5. ANALYSE DE L'IRPP ET DE LA RTS

3.5.1. Évolution de l'IRPP

L'IRPP est établi par voie d'assiette après la fin de l'année d'imposition sur base d'une déclaration d'impôt faite par le contribuable. L'année d'imposition coïncide avec l'année calendrier et comprend les bénéfices réalisés et les revenus nets touchés pendant cette période.

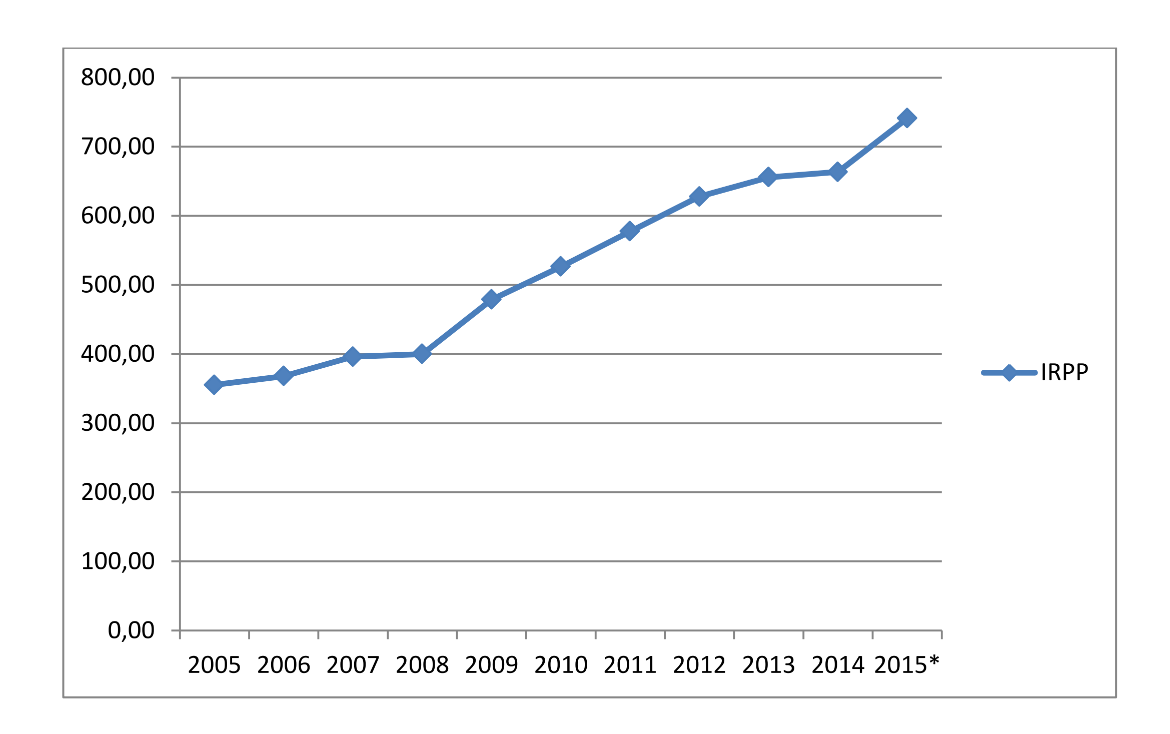
L'IRPP fixé par voie d'assiette a connu une progression sur la période de 2011 à 2014 (Graphique 29). En considérant une période plus étendue (de 2005 à 2015), il faut mettre en évidence que les recettes provenant de l'IRPP fixé par voie d'assiette ont doublé (Graphique 30), étant donné que la variation des recettes IRPP fixé par voie d'assiette s'élève à 108,48% entre 2005 à 2015.



Graphique 29 : Évolution IRPP par voie d'assiette (2011-2014, en €)

	2011	2012	2013	2014
recettes réalisées au titre des années d'imposition antérieures à l'exercice budgétaire **(soldes d'impôt)**	174 780 995,78 29,00%	186 589 205,53 28,47%	198 429 084,36 28,08%	172 386 723,55 24,11%
recettes réalisées au titre de l'année d'imposition correspondant à l'exercice budgétaire **(avances)**	427 916 125,87 71,00%	468 741 709,49 71,53%	508 316 347,55 71,92%	542 610 310,92 75,89%
total recettes	602 697 121,65	655 330 915,02	706 745 431,91	714 997 034,47
produit de l'impôt de solidarité	- 25 313 279,11	- 27 523 898,43	- 50 885 671,10	- 51 479 786,48
recettes de l'exercice budgétaire	577 383 842,54	627 807 016,59	655 859 760,81	663 517 247,99
prévisions budgétaires	530 000 000,00	620 000 000,00	690 000 000,00	700 000 000,00
écart par rapport aux prévisions (plus- / moins-values)	47 383 842,54 8,94%	7 807 016,59 1,26%	- 34 140 239,19 -4,95%	- 36 482 752,01 -5,21%
différence par rapport aux recettes de l'exercice précédent		50 423 174,05 8,73%	28 052 744,22 4,47%	7 657 487,18 1,17%

Tableau 29 : Décompte de la recette réalisée au titre de l'IRPP fixé par voie d'assiette (en €)



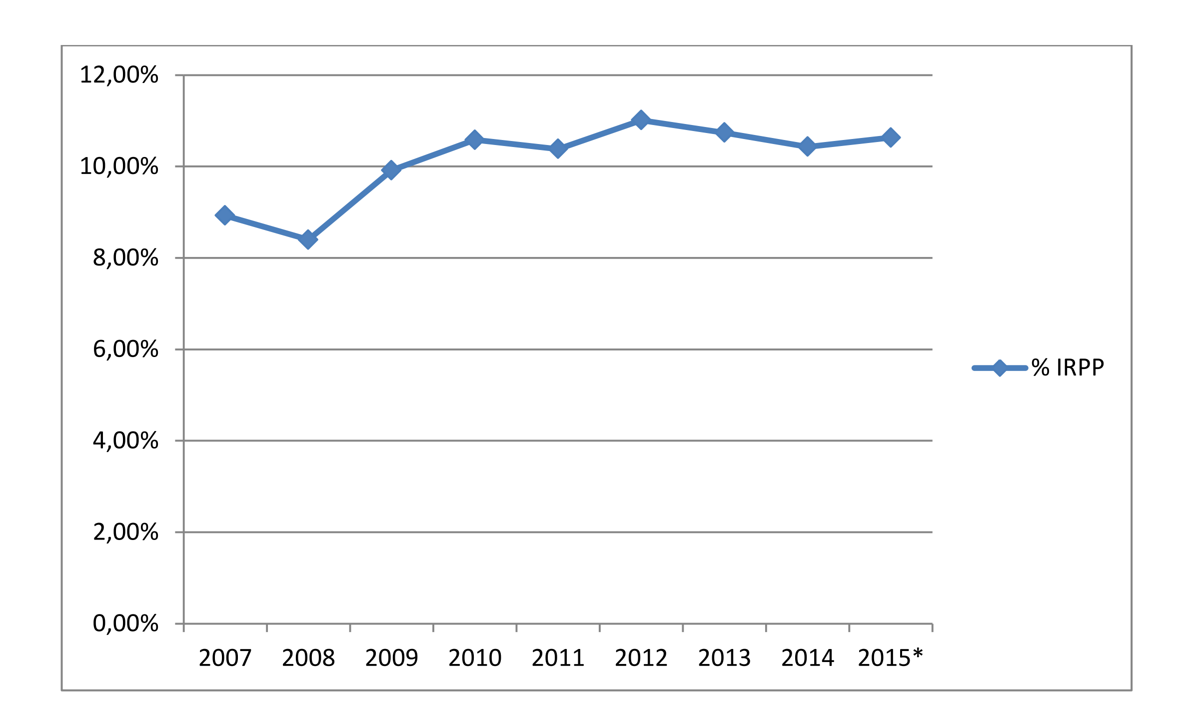
Graphique 30 : Evolution des recettes au titre de l'IRPP fixé par voie d'assiette (2005-2015, en € millions)[14]

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[14]	Variation 2005/2015
355,43	368,08	396,08	400,07	478,80	526,55	577,38	627,81	655,86	663,52	741,00	108,48%

Tableau 30 : Evolution des recettes au titre de l'IRPP fixé par voie d'assiette (2005-2015, en € millions)

Il est également opportun de comparer la part de l'IRPP fixé par voie d'assiette dans le total des recettes courantes (Graphique 31) de l'ACD. En effet, la part de l'IRPP s'est légèrement accrue sur la période de 2007 à 2015.

[14] L'année 2015 est basée sur le projet de budget 2015.



Graphique 31 : Part de l'IRPP fixé par voie d'assiette dans le total des recettes courantes (2007-2015, en %)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015[15]	Variation 2010/2015
Total des recettes	4 978,90	5 561,30	5 700,22	6 107,27	6 360,77	6 970,2	39,99%
Total des recettes + ICC	5 565,10	6 269,60	6 302,06	6 663,28	6 924,99	7 531,2	35,53%
IRPP	526,55	577,38	627,81	655,86	663,52	741,00	40,73%
% IRPP	10,58%	10,38%	11,01 %	10,74%	10,43%	10,63%	

Tableau 31 : Part de l'IRPP fixé par voie d'assiette dans le total des recettes courantes (2007-2015, en € millions et en %)

Le degré de concentration de l'IRPP fixé par voie d'assiette (c'est-à-dire quels sont les contribuables qui payent la plus grande partie de l'IRPP) indique que 5% des contribuables payent 60% des recettes IRPP fixé par voie d'assiette.

1,15% des ménages payent 33% des recettes IRPP
5 % des ménages payent 60% des recettes IRPP

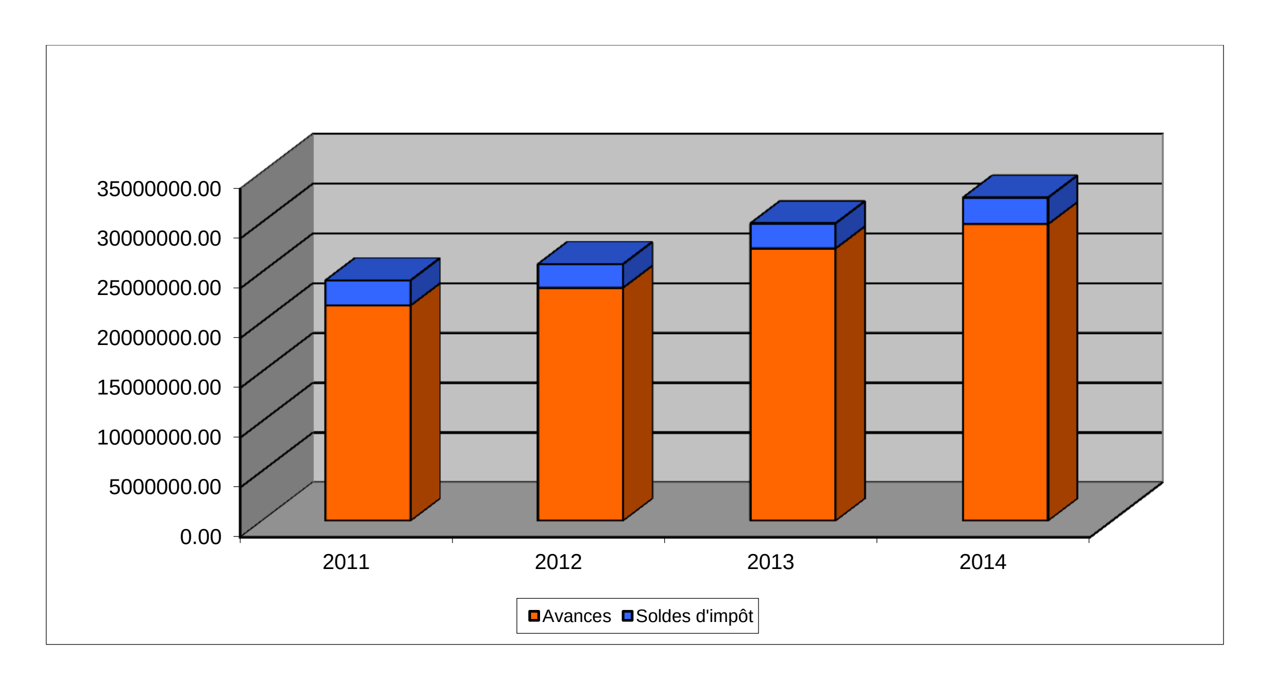
Tableau 32 : Degré de concentration de l'IRPP fixée par voie d'assiette[15]

[15] Cette statistique a été établie sur base des recettes de l'année budgétaire 2014.

3.5.2. Évolution de la RTS

3.5.2.1. Analyse de l'évolution des recettes provenant de la RTS

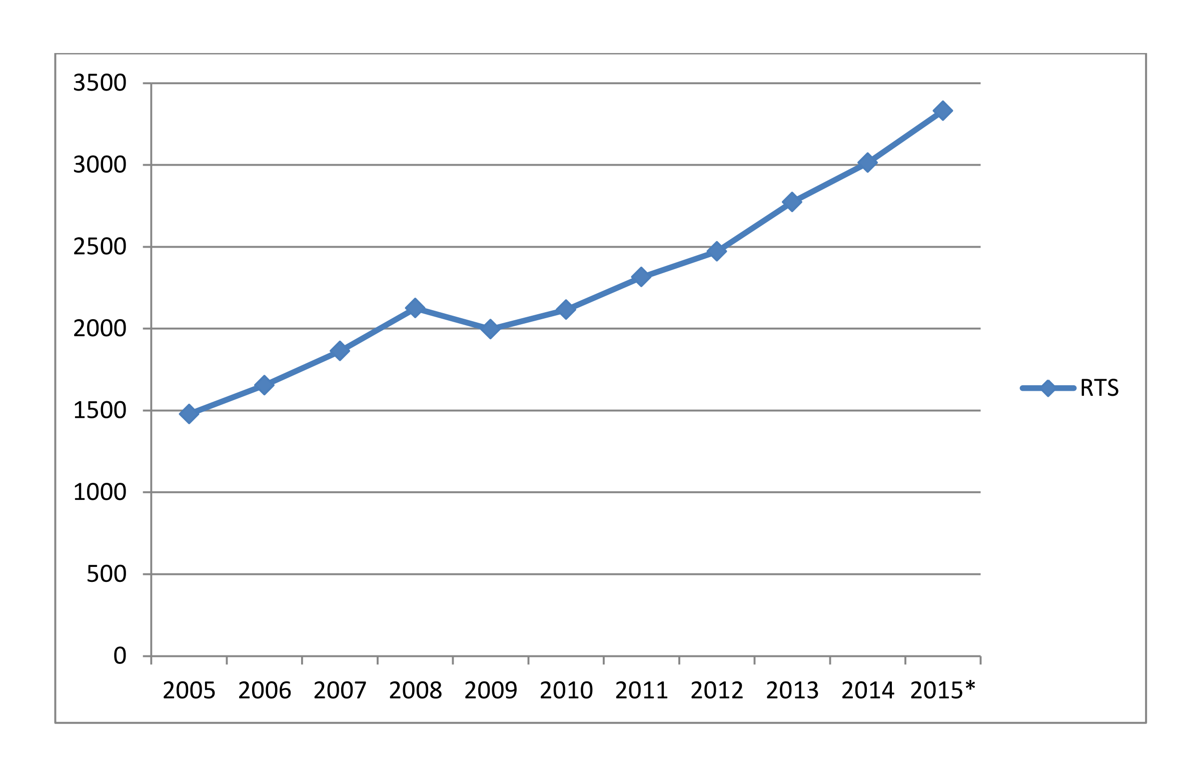
Les recettes fiscales générées par la RTS ont connu une hausse claire et nette depuis 2011 passant d'environ 2,4 milliards euros en 2011 à plus de 3,2 milliards euros en 2014 (Graphique 32). Au niveau des impôts directs, la RTS est le contributeur le plus important (cf. Graphique 4). En considérant une période plus élargie (de 2005 à 2015), la tendance à la hausse de la RTS est confirmée (Graphique 33). La variation des recettes RTS s'élève à 125,41% entre 2005 à 2015.



Graphique 32 : Évolution RTS (2011-2014, en €)

	2011	2012	2013	2014
recettes réalisées au titre des années d'imposition antérieures à l'exercice budgétaire **(soldes)**	251 722 933,98 10,42%	237 225 840,64 9,20%	251 206 236,44 8,41%	265 864 161,05 8,19%
recettes réalisées au titre de l'année d'imposition correspondant à l'exercice budgétaire **(avances)**	2 163 933 480,38 89,58%	2 341 538 823,04 90,80%	2 736 213 969,84 91,59%	2 980 434 971,60 91,81%
total recettes	2 415 656 414,36	2 578 764 663,68	2 987 420 206,28	3 246 299 132,65
produit de l'impôt de solidarité	- 101 457 569,40	- 108 308 115,87	- 215 094 254,85	- 233 733 537,56
recettes de l'exercice budgétaire	2 314 198 844,96	2 470 456 547,81	2 772 325 951,43	3 012 565 595,09
prévisions budgétaires	2 260 000 000,00	2 650 000 000,00	2 660 000 000,00	3 005 000 000,00
écart par rapport aux prévisions (plus- / moins-values)	54 198 844,96 2,40%	- 179 543 452,19 -6,78%	112 325 951,43 4,22%	7 565 595,09 0,25%
différence par rapport aux recettes de l'exercice précédent		156 257 702,85 6,75%	301 869 403,62 12,22%	240 239 643,66 8,67%

Tableau 33 : Décompte de la recette réalisée au titre de la RTS



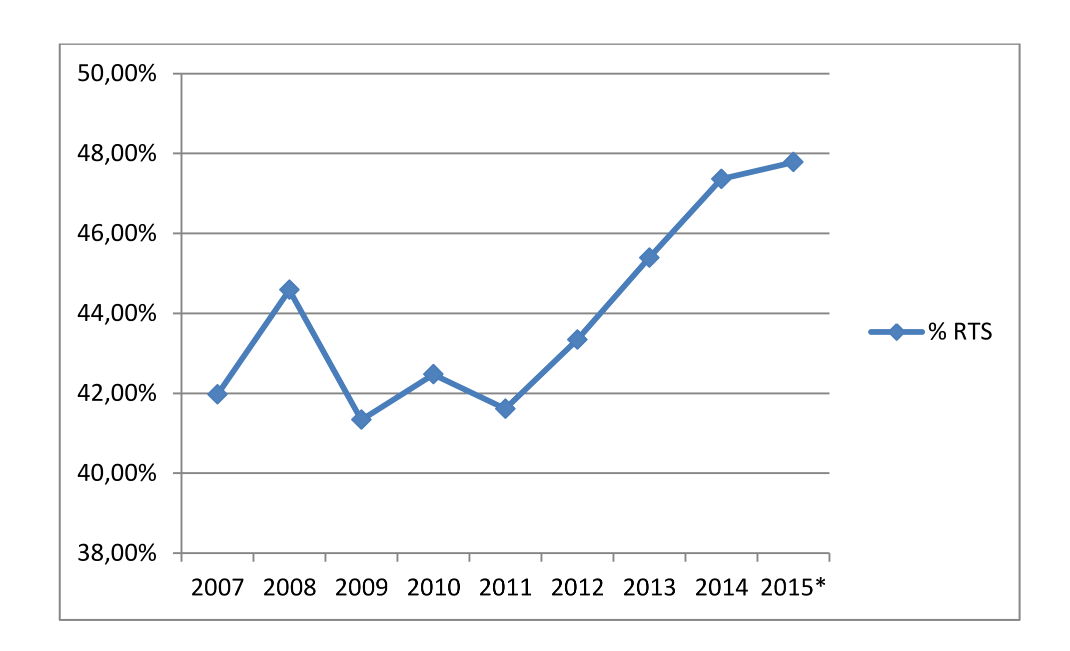
Graphique 33 : Evolution des recettes au titre de la RTS (2005-2015, en € millions)[16]

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[16]	Variation 2005/2015
1 477,28	1 654,14	1 862,05	2 124,17	1 995,70	2 114,50	2 314,19	2 470,46	2 772,32	3 012,56	3 330,00	125,41%

Tableau 34 : Evolution des recettes au titre de la RTS (2005-2015, en € millions)

Au niveau de l'analyse de la de la RTS dans le total des recettes courantes (Graphique 34 et Tableau 35) de l'ACD, l'importance et la croissance de la RTS sont confirmées sur la période de 2007 à 2015.

[16] L'année 2015 est basée sur le projet de budget 2015.



Graphique 34 : Part de la RTS dans le total des recettes courantes (2007-2015)[17]

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[17]	Variation 2010/2015
Total des recettes	4 437,00	4 764,10	4 828,30	4 978,90	5 561,30	5 700,22	6 107,27	6 360,77	6 970,2	57,09%
Total des recettes + ICC	4 975,90	5 342,20	5 416,30	5 565,10	6 269,60	6 302,06	6 663,28	6 924,99	7 531,2	51,35%
RTS	1 862,05	2 124,15	1 995,70	2 114,50	2 314,19	2 470,46	2 772,32	3 012,56	3 330,00	78,84%
% RTS	41,97%	44,59%	41,33%	42,47%	41,61%	43,34%	45,39%	47,36%	47,78%	

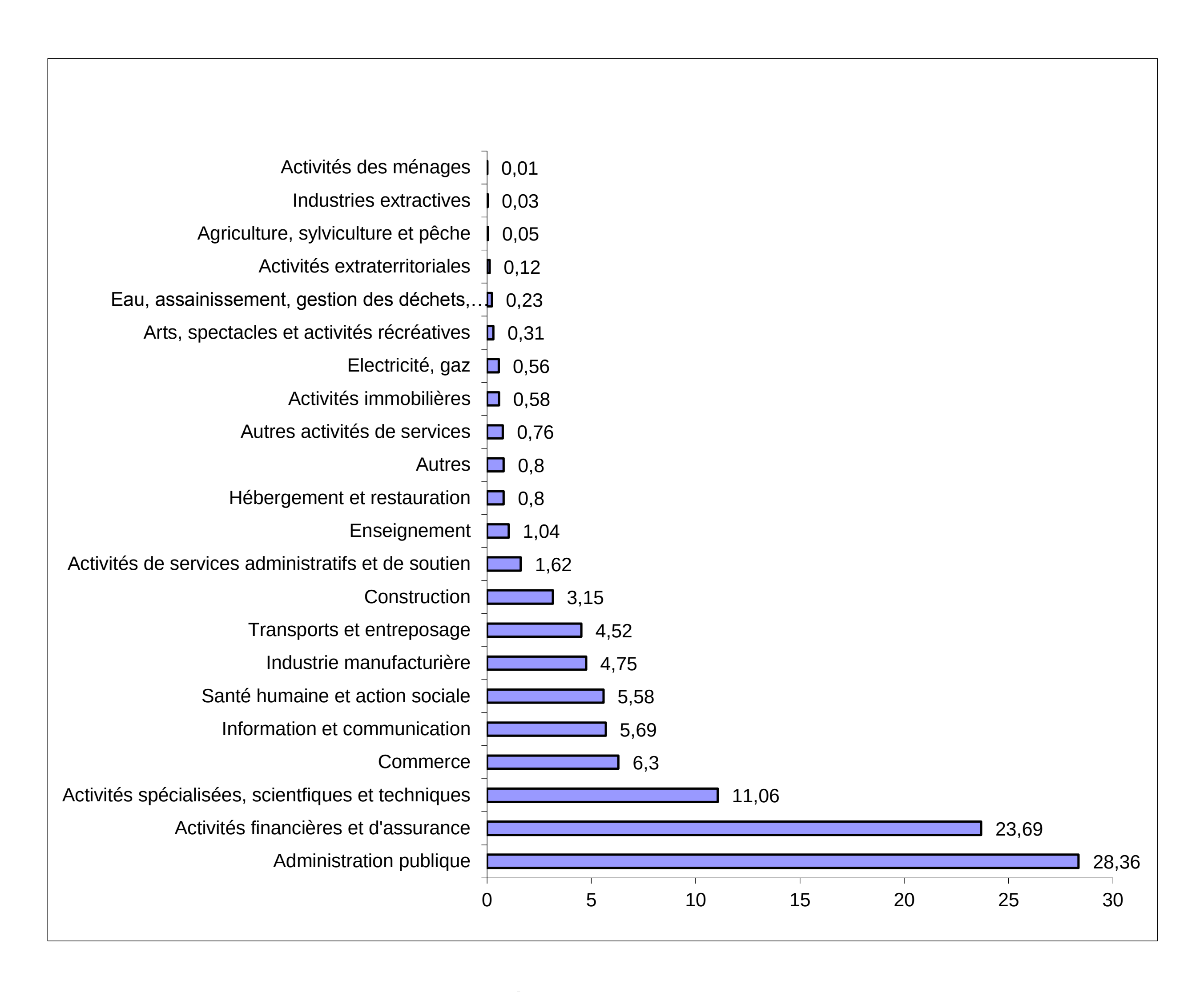
Tableau 35 : Part de la RTS dans le total des recettes courantes (2007-2015, en € millions)

3.5.2.2. Analyse de la répartition sectorielle de la RTS

Il s'avère également utile de présenter la répartition des recettes de la RTS par secteur (Graphique 35). Outre le secteur des activités financières et d'assurance, qui est de nouveau un contributeur important grâce au nombre élevé de personnes employées dans ce secteur[18], l'Administration publique se positionne sur la première place avec une part de 28% en 2014.

[17] L'année 2015 est basée sur le projet de budget 2015.

[18] Selon l'ABBL, plus de 44.000 personnes ont été employées dans le secteur financier, incluant les banques, les PFS et les sociétés de gestion fin septembre 2014 (http://www.abbl.lu/en/mediatheque/media?media=53).



Graphique 35 : Répartition sectorielle (2014, en %)

L'évolution des recettes dans les différents secteurs étaient relativement stable sur la période 2011 à 2014 (Tableau 36).

	2011	2012	2013	2014
Administration publique	677 415 624,64	720 280 031,16	851 989 406,88	920 525 317,85
Activités financières et d'assurance	603 631 620,19	631 470 644,71	716 879 383,86	769 046 024,32
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	269 827 817,86	290 758 327,78	338 723 432,00	359 202 295,96
Commerce	147 726 323,45	163 291 076,17	166 855 824,45	204 549 168,50
Information et communication	134 505 592,94	142 632 724,28	187 590 760,98	184 728 688,12
Santé humaine et action sociale	123 579 729,97	138 927 605,78	159 536 038,63	181 090 893,65
Industrie manufacturière	125 602 205,03	133 395 947,39	140 664 934,35	154 095 932,85
Transports et entreposage	112 472 769,83	121 240 728,40	132 912 774,44	146 594 118,41
Construction	70 298 378,83	78 681 018,11	91 588 862,23	102 261 724,49
Activités de services administratifs et de soutien	33 566 109,54	37 823 789,73	45 261 788,74	52 687 270,67
Enseignement	23 989 720,39	22 986 263,68	30 086 279,27	33 634 166,37
Hébergement et restauration	17 363 657,11	18 169 895,87	22 848 381,44	26 074 821,01
Autres activités de services	16 876 186,20	18 817 210,69	21 947 207,19	24 590 307,54
Activités immobilières	12 331 127,15	13 014 936,08	15 905 837,47	18 834 671,88
Electricité, gaz	14 830 851,01	14 645 173,23	16 392 449,06	18 115 115,09
Arts, spectacles et activités récréatives	7 149 701,03	6 885 929,72	8 823 696,97	9 964 180,99
Eau, assainissement, gestion des déchets, dépollution	5 494 367,89	5 827 704,91	6 981 997,28	7 459 700,40
Activités extraterritoriales	3 394 008,03	4 213 048,96	3 988 710,15	3 801 604,52
Agriculture, sylviculture et pêche	1 358 704,99	1 593 995,48	1 421 647,67	1 660 848,47
Industries extractives	968 091,19	976 101,61	1 019 682,74	1 094 830,63
Activités des ménages	150 000,46	184 791,61	205 238,04	251 541,20
Autres	13 123 826,63	12 947 718,33	25 795 872,44	26 035 909,33
Total	2 415 656 414,36	2 578 764 663,68	2 987 420 206,28	3 246 299 132,25

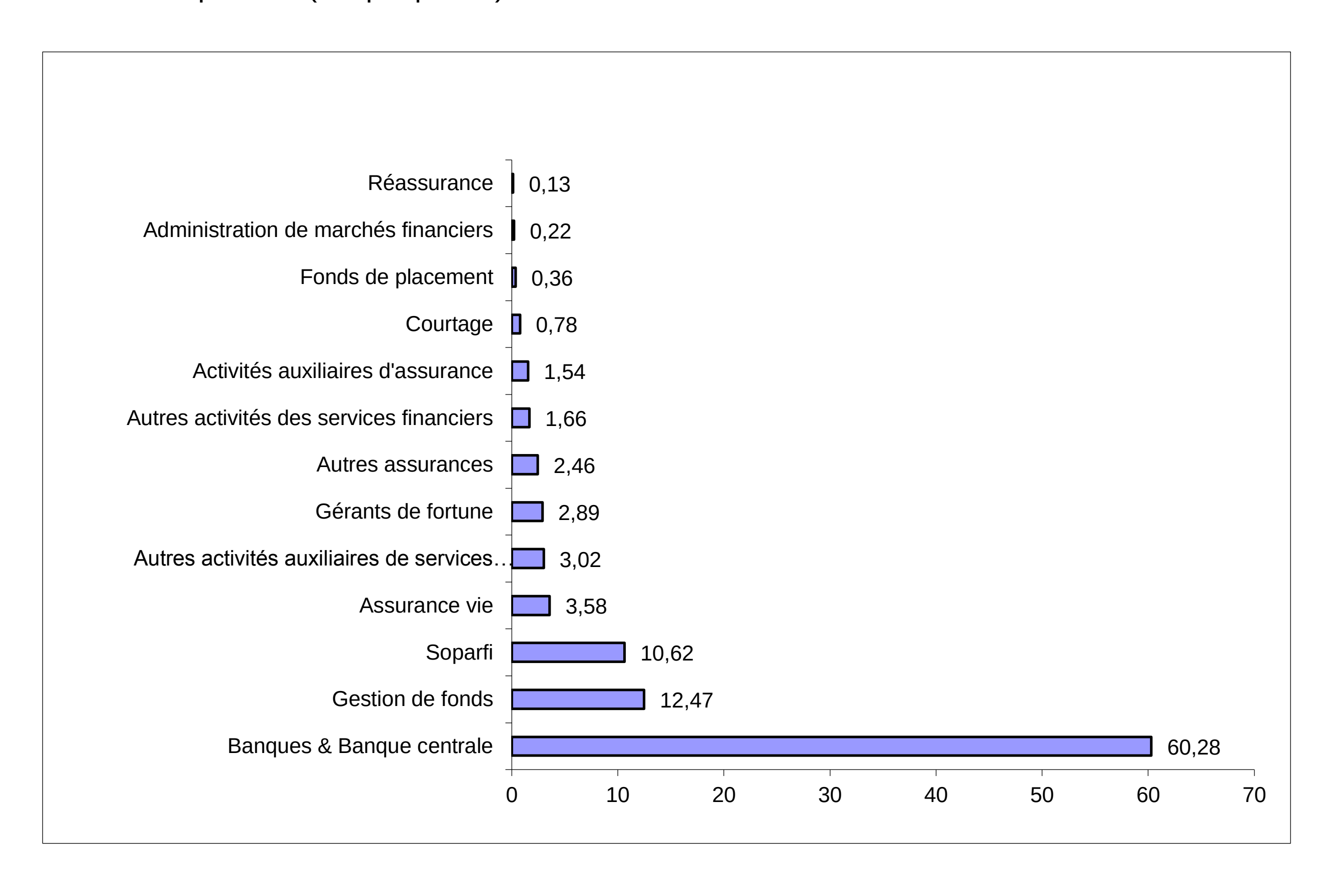
en %	2011	2012	2013	2014
Administration publique	28,04	27,93	28,52	28,36
Activités financières et d'assurance	24,99	24,49	24,00	23,69
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	11,17	11,28	11,34	11,06
Commerce	6,12	6,33	5,59	6,30
Information et communication	5,57	5,53	6,28	5,69
Santé humaine et action sociale	5,12	5,39	5,34	5,58
Industrie manufacturière	5,20	5,18	4,71	4,75
Transports et entreposage	4,66	4,70	4,45	4,52
Construction	2,91	3,05	3,07	3,15
Activités de services administratifs et de soutien	1,39	1,47	1,52	1,62
Enseignement	0,99	0,89	1,01	1,04
Hébergement et restauration	0,72	0,70	0,76	0,80
Autres activités de services	0,70	0,73	0,73	0,76
Activités immobilières	0,51	0,50	0,53	0,58
Electricité, gaz	0,61	0,57	0,55	0,56
Arts, spectacles et activités récréatives	0,30	0,27	0,30	0,31
Eau, assainissement, gestion des déchets, dépollution	0,23	0,23	0,23	0,23
Activités extraterritoriales	0,14	0,16	0,13	0,12
Agriculture, sylviculture et pêche	0,06	0,06	0,05	0,05
Industries extractives	0,04	0,04	0,03	0,03
Activités des ménages	0,01	0,01	0,01	0,01
Autres	0,54	0,50	0,86	0,80
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

Tableau 36 : Répartition des recettes par secteur[19] (2011-2014, en € et en %)

[19] Retenue sur les traitements et salaires, avant déduction de l'impôt de solidarité / en €.

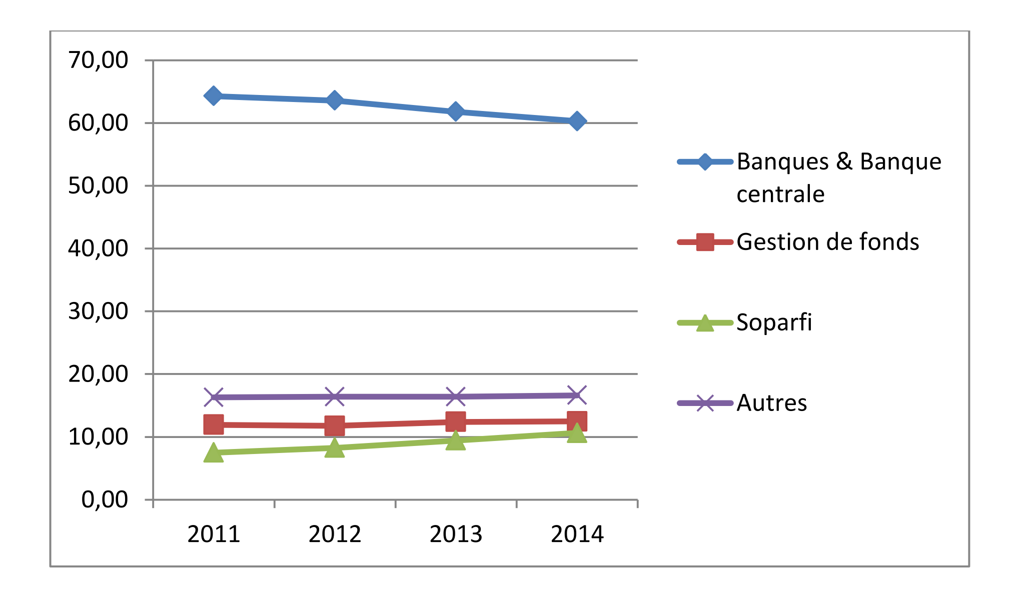
3.5.2.3. *Analyse du secteur des activités financières et d'assurance*

Il n'est pas surprenant que les banques et la Banque Centrale du Luxembourg sont les contribuables qui retiennent, pour le compte de leurs employé(e)s, environ 60% de la RTS du secteur en question (Graphique 36).



Graphique 36 : RTS - Répartition à l'intérieur des activités financières et d'assurance (2014, en %)

Cette constatation est également pertinente pour la période de 2011 à 2014 (Tableau 37).



Graphique 37 : RTS - Analyse des activités financières et d'assurance (2011-2014, en %)

	2011	2012	2013	2014
Banques & Banque centrale	388 002 065,47	401 439 739,45	442 981 345,77	463 607 316,66
Gestion de fonds	72 002 129,27	74 229 134,70	88 764 282,32	95 900 826,27
Soparfi	45 291 884,16	52 164 183,85	67 595 729,94	81 678 579,14
Assurance vie	22 287 980,00	23 394 589,25	26 236 790,22	27 531 482,52
Autres activités auxiliaires de services financiers	18 981 173,45	21 336 076,77	19 165 271,58	23 236 467,94
Gérants de fortune	16 912 699,03	14 910 556,09	18 091 260,25	22 247 677,99
Autres assurances	14 699 631,22	16 171 405,40	17 410 468,57	18 895 498,80
Autres activités des services financiers	5 581 151,44	7 983 301,12	9 628 596,74	12 777 287,20
Activités auxiliaires d'assurance	7 767 687,69	8 663 864,00	11 076 212,65	11 820 791,56
Courtage	7 070 128,94	6 508 807,04	7 116 020,76	5 971 301,84
Fonds de placement	1 617 462,80	1 292 404,07	5 760 938,49	2 731 691,88
Administration de marchés financiers	1 681 082,58	1 903 597,59	1 989 595,10	1 679 374,70
Réassurance	1 736 544,14	1 472 985,38	1 062 871,47	967 727,82
Total	603 631 620,19	631 470 644,71	716 879 383,86	769 046 024,32

en %	2011	2012	2013	2014
Banques & Banque centrale	64,28	63,57	61,79	60,28
Gestion de fonds	11,93	11,75	12,38	12,47
Soparfi	7,5	8,26	9,43	10,62
Assurance vie	3,69	3,70	3,66	3,58
Autres activités auxiliaires de services financiers	3,14	3,38	2,67	3,02
Gérants de fortune	2,8	2,36	2,43	2,89
Autres assurances	2,44	2,56	2,52	2,46
Autres activités des services financiers	0,92	1,03	1,34	1,66
Activités auxiliaires d'assurance	1,29	1,37	1,55	1,54
Courtage	1,17	1,26	0,99	0,78
Fonds de placement	0,27	0,20	0,15	0,36
Administration de marchés financiers	0,28	0,23	0,8	0,22
Réassurance	0,29	0,30	0,28	0,13
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

Tableau 37 : RTS - Analyse des activités financières et d'assurance (2011-2014, en € et en %)

3.5.3. Analyse d'effet fiscal sur les personnes physiques

Après avoir analysé l'évolution de l'IRPP fixé par voie d'assiette et la RTS d'un point de vue global, il est intéressant de présenter d'amples statistiques disponibles sur la situation des personnes physiques.

3.5.3.1. Analyse de la situation des ménages

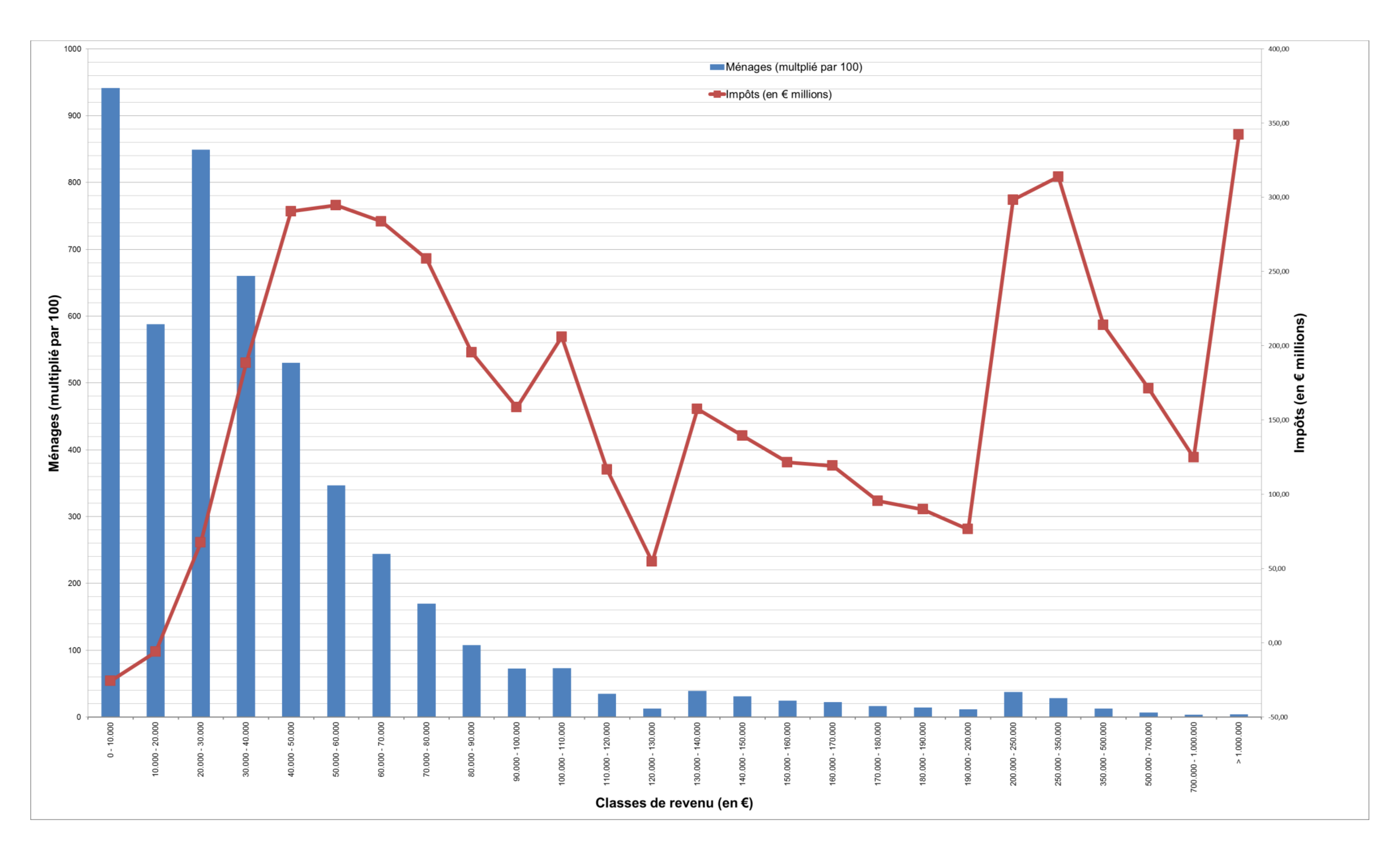
Aux fins d'application du barème d'imposition pour le calcul de l'impôt, les contribuables sont répartis en trois classes d'impôt, à savoir les classes 1, 1a et 2. La classe d'impôt 1 comprend les personnes de moins de 65 ans au 1er janvier de l'année d'imposition, qui ne sont pas veuves et dont le ménage fiscal se compose uniquement de leur propre personne. L'impôt à charge des contribuables de la classe d'impôt 1 est déterminé par application du tarif progressif de l'article 118 L.I.R. au revenu imposable ajusté.

La classe d'impôt 2 est réservée aux époux et aux partenaires imposés collectivement. L'impôt à charge des contribuables de la classe 2 est égal au double de la cote qui, par application du barème d'imposition de base, correspond à la moitié du revenu imposable ajusté.

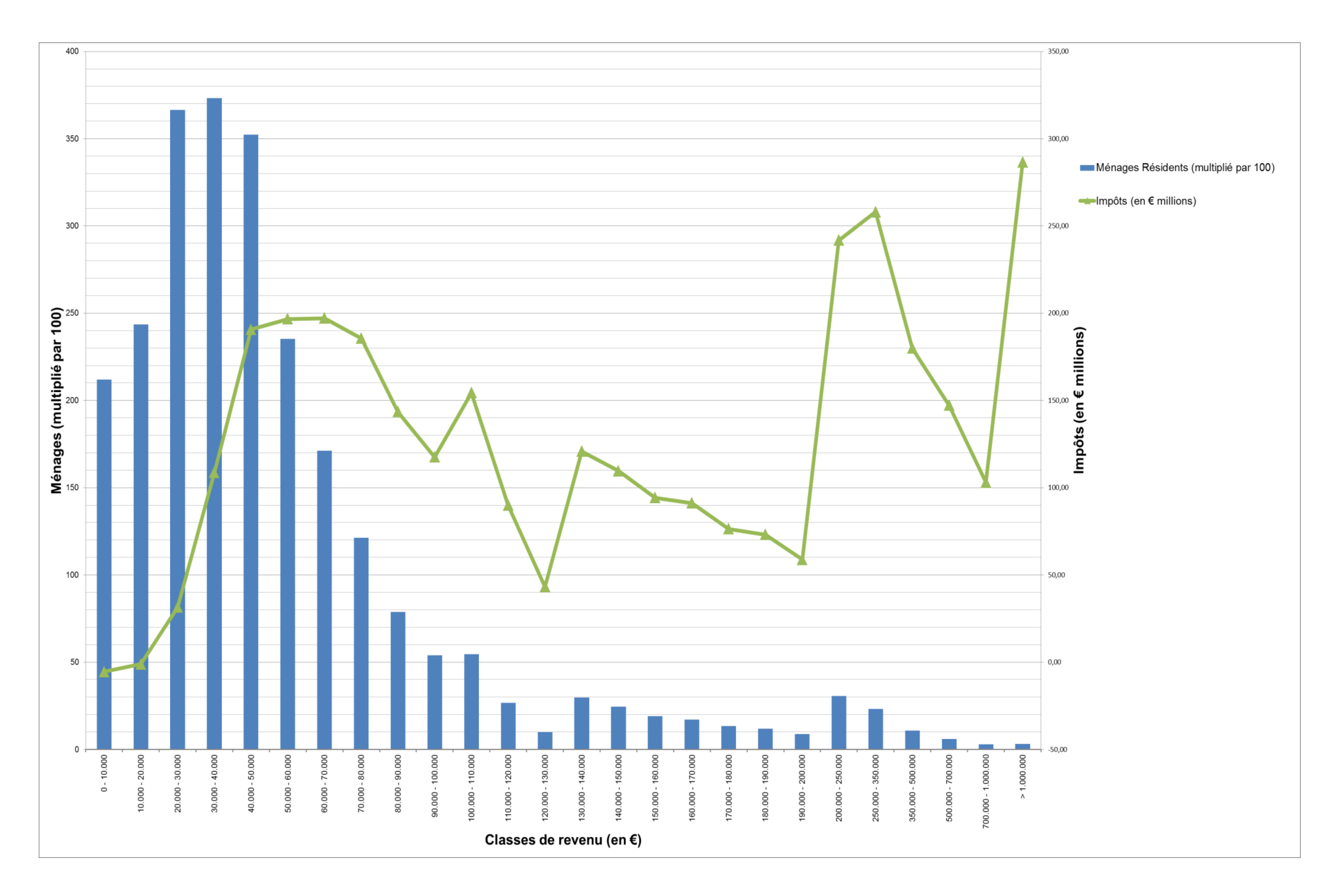
La classe d'impôt intermédiaire 1a comprend les personnes veuves, les personnes seules ayant terminé leur 64e année au début de l'année d'imposition et les personnes monoparentales qui bénéficient d'une modération d'impôt pour au moins un enfant faisant partie de leur ménage.

D'une part, il s'avère utile de présenter la distribution des ménages en fonction des classes de revenu et des impôts payés[20].

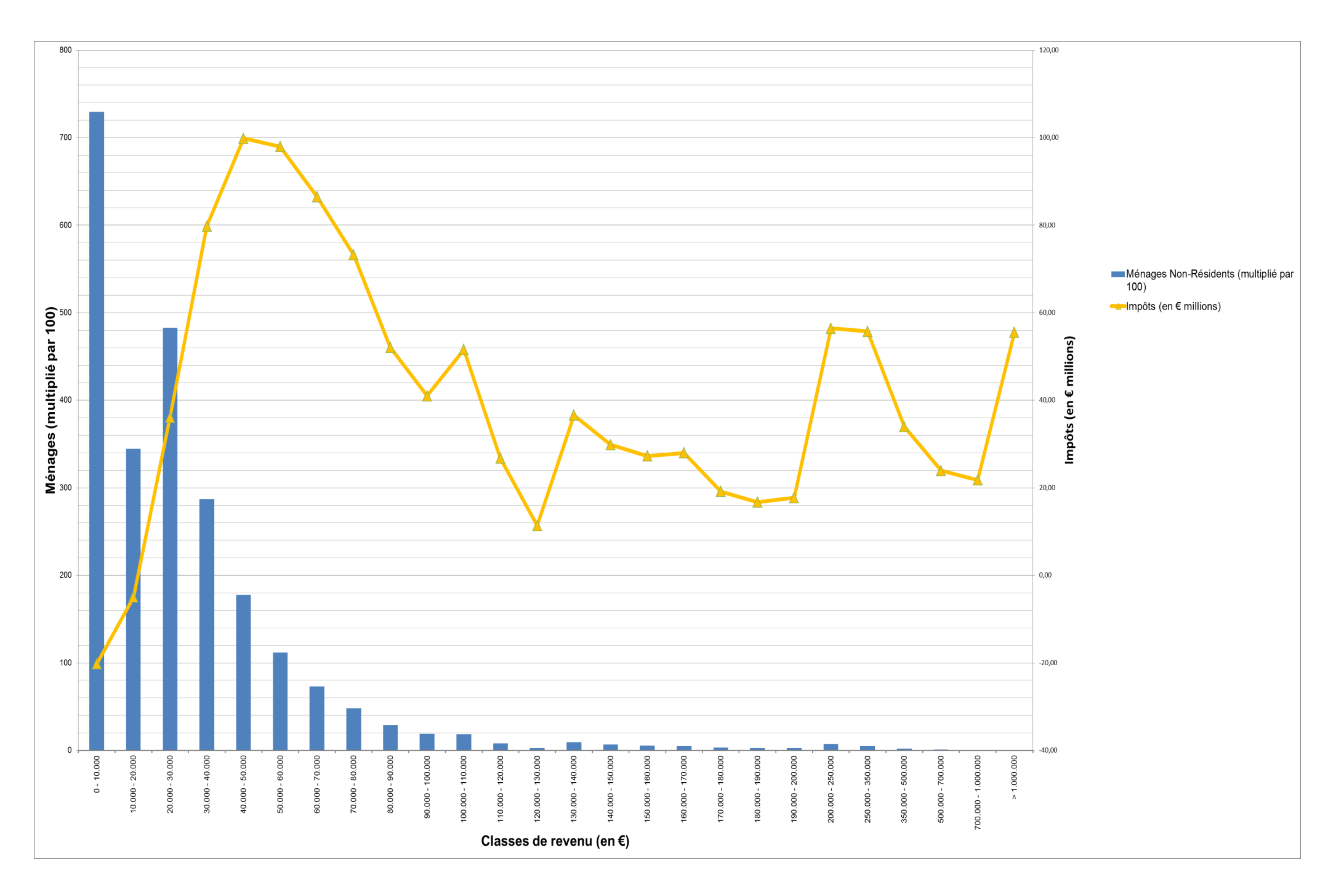
[20] Les graphiques suivants sont basés sur la distribution des ménages selon un fichier de l'IGSS de l'année 2010, à la disposition de l'ACD et extrapolé sur l'année 2016.



Graphique 38: Répartition des ménages en fonction des classes de revenu et de l'impôt (Résidents et Non-résidents)



Graphique 39: Répartition des ménages en fonction des classes de revenu et de l'impôt (Résidents)

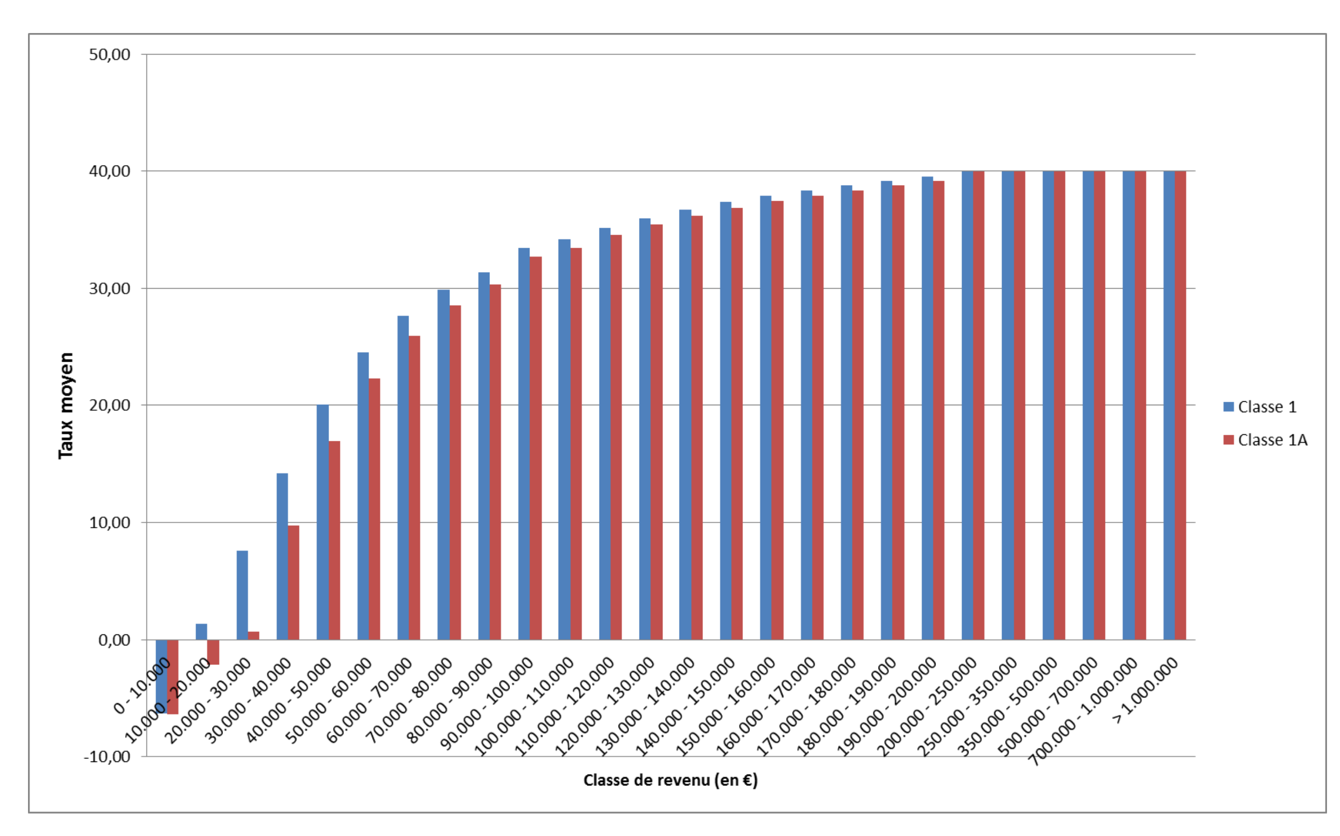


Graphique 40: Répartition des ménages en fonction des classes de revenu et de l'impôt (Non-Résidents)

Classes de revenu (en €)	Tous les ménages		Tous les ménages résidents		Tous les ménages non-résidents	
	Ménages (multplié par 100)	Impôts (en € millions)	Ménages Résidents (multiplié par 100)	Impôts (en € millions)	Ménages Non-Résidents (multiplié par 100)	Impôts (en € millions)
0 - 10.000	941,27	-25,74	212,01	-5,50	729,26	-20,25
10.000 - 20.000	587,88	-6,06	243,48	-1,09	344,4	-4,97
20.000 - 30.000	848,99	67,61	366,44	31,48	482,55	36,13
30.000 - 40.000	660,25	188,41	373,31	108,61	286,94	79,80
40.000 - 50.000	529,93	290,47	352,31	190,62	177,62	99,85
50.000 - 60.000	346,84	294,61	235,23	196,62	111,61	98,00
60.000 - 70.000	244,26	283,61	171,14	197,11	73,12	86,50
70.000 - 80.000	169,43	258,72	121,18	185,50	48,25	73,22
80.000 - 90.000	107,72	195,57	78,74	143,50	28,98	52,07
90.000 - 100.000	72,65	158,56	53,82	117,53	18,83	41,03
100.000 - 110.000	72,92	205,94	54,54	154,35	18,38	51,59
110.000 - 120.000	34,62	116,56	26,69	89,82	7,93	26,74
120.000 - 130.000	12,46	54,60	9,85	43,24	2,61	11,36
130.000 - 140.000	38,86	157,43	29,73	120,82	9,13	36,62
140.000 - 150.000	31,08	139,41	24,41	109,56	6,67	29,85
150.000 - 160.000	24,69	121,50	19,12	94,24	5,57	27,26
160.000 - 170.000	22,21	119,16	17,04	91,17	5,17	27,98
170.000 - 180.000	16,61	95,54	13,29	76,37	3,32	19,17
180.000 - 190.000	14,45	89,81	11,78	73,09	2,67	16,72
190.000 - 200.000	11,47	76,47	8,82	58,75	2,65	17,72
200.000 - 250.000	37,71	298,23	30,63	241,79	7,08	56,43
250.000 - 350.000	28,15	313,74	23,16	258,02	4,99	55,72
350.000 - 500.000	12,88	213,85	10,83	179,86	2,05	33,99
500.000 - 700.000	6,99	171,10	6,02	147,18	0,97	23,92
700.000 - 1.000.000	3,53	124,81	2,93	103,04	0,6	21,77
> 1.000.000	3,82	342,01	3,24	286,49	0,58	55,52

Tableau 38 : Distribution des ménages selon les classes de revenu et des impôts payés

D'autre part, les graphiques et les tableaux suivants mettent en exergue l'évolution du taux moyen selon les classes de revenu, en distinguant entre les contribuables résidents et les contribuables non-résidents[21].

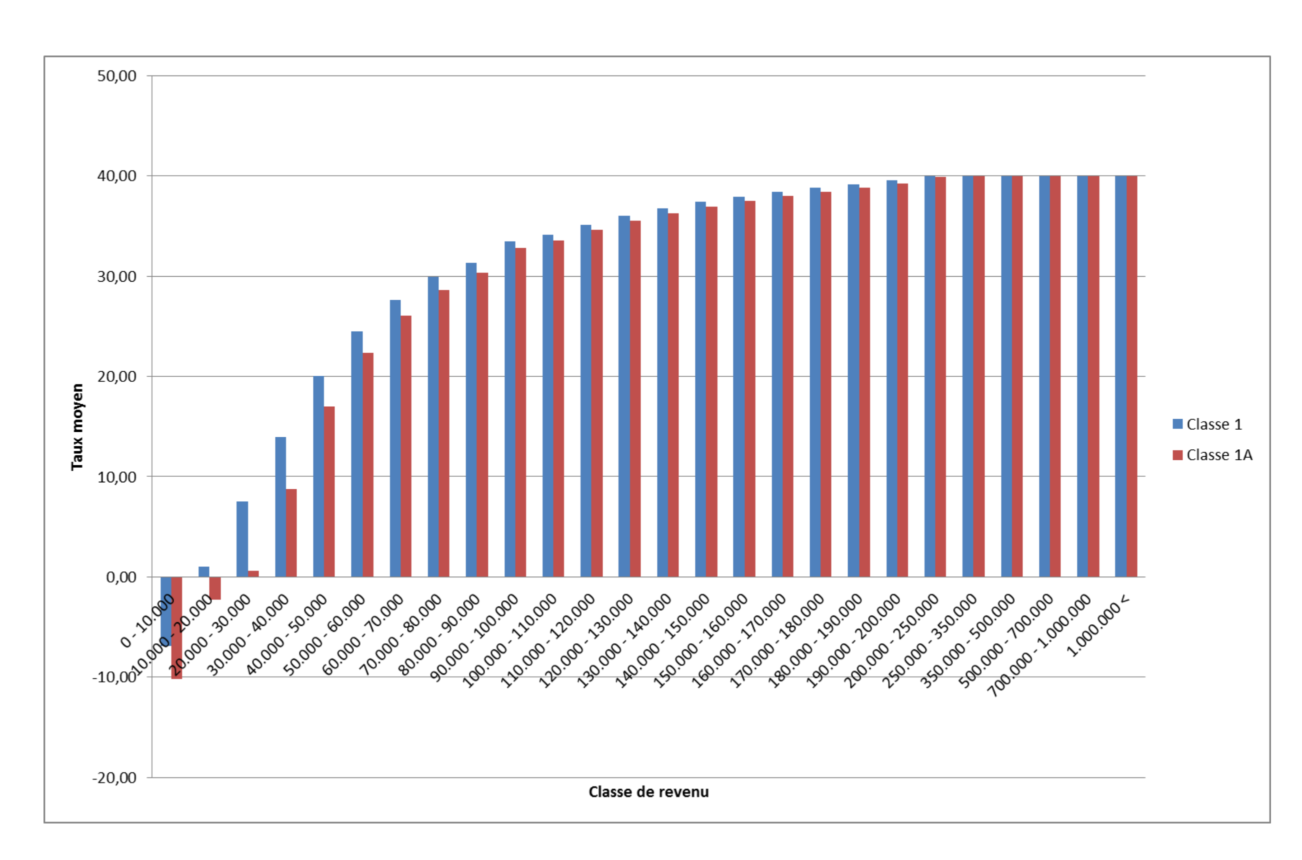


Graphique 41 : Distribution des ménages selon le taux moyen – Résidents

[21] Le calcul des taux moyens est basé sur la distribution des ménages selon les données de l'IGSS pour l'année 2010, extrapolée sur l'année 2016.

Classe de revenu (en €)	Taux moyen - Résidents			
	Total Ménages Résidents	Classe 1	Classe 1A	Classe 2
> 1.000.000	40,00	40,00	40,00	40,00
700.000 - 1.000.000	40,00	40,00	40,00	40,00
500.000 - 700.000	40,00	40,00	40,00	40,00
350.000 - 500.000	39,96	40,00	40,00	39,88
250.000 - 350.000	39,15	40,00	40,00	37,45
200.000 - 250.000	38,28	40,00	40,00	34,85
190.000 - 200.000	37,34	39,51	39,17	33,35
180.000 - 190.000	36,90	39,17	38,78	32,76
170.000 - 180.000	36,41	38,79	38,37	32,08
160.000 - 170.000	35,88	38,38	37,92	31,35
150.000 - 160.000	35,27	37,89	37,45	30,48
140.000 - 150.000	34,58	37,34	36,89	29,51
130.000 - 140.000	33,78	36,72	36,21	28,40
120.000 - 130.000	33,07	36,00	35,44	27,78
110.000 - 120.000	31,61	35,16	34,56	25,12
100.000 - 110.000	30,45	34,15	33,43	23,78
90.000 - 100.000	29,24	33,47	32,73	21,54
80.000 - 90.000	26,86	31,34	30,31	18,92
70.000 - 80.000	24,74	29,89	28,54	15,80
60.000 - 70.000	22,07	27,64	25,91	12,67
50.000 - 60.000	18,76	24,54	22,26	9,47
40.000 - 50.000	14,41	20,09	16,93	6,20
30.000 - 40.000	9,02	14,20	9,75	3,11
20.000 - 30.000	2,64	7,61	0,70	-0,38
10.000 - 20.000	-1,03	1,34	-2,16	-2,28
0 - 10.000	-6,39	-6,31	-6,36	-6,49
Total	**21,79**	**23,12**	**19,71**	**22,55**

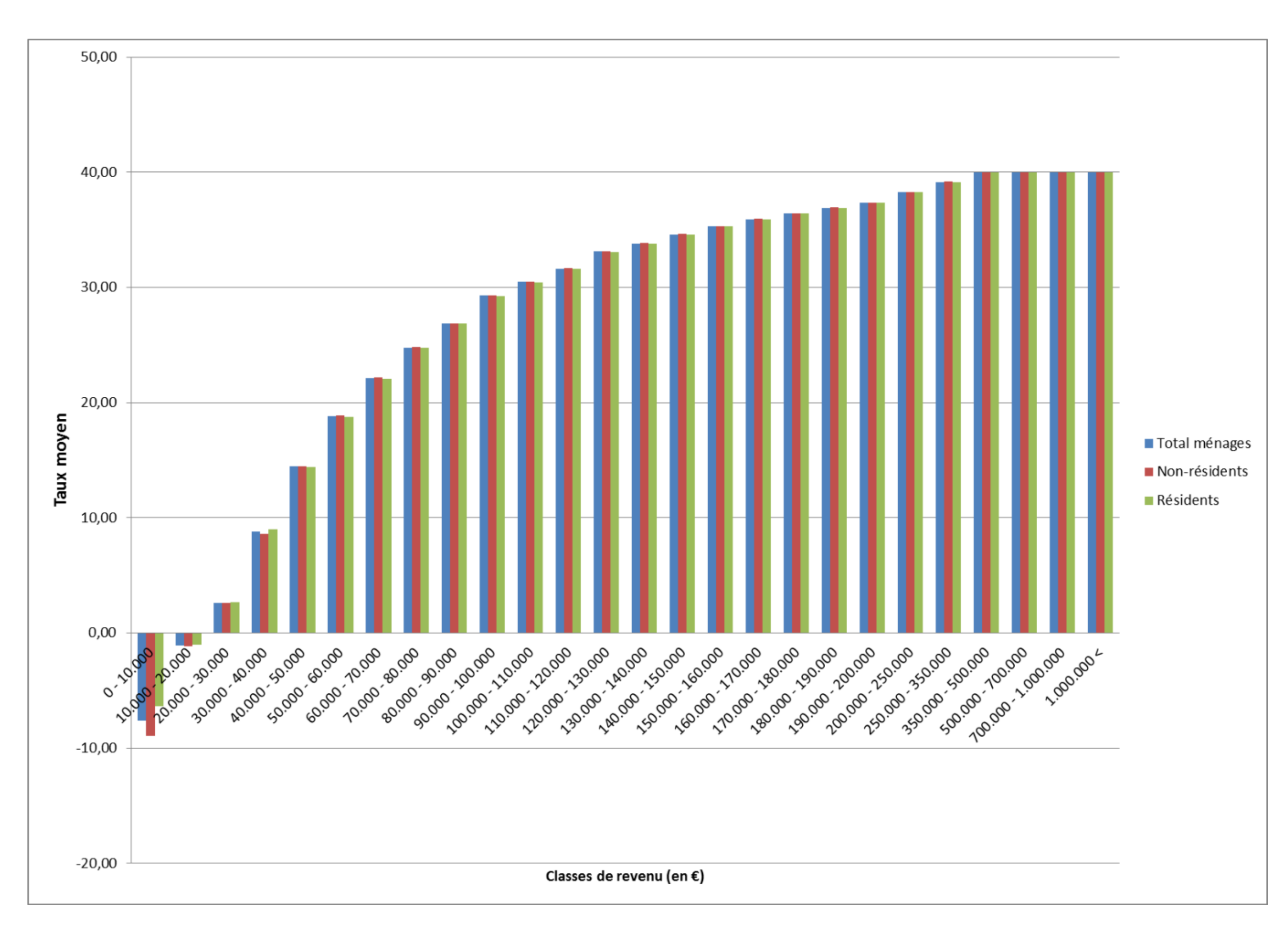
Tableau 39: Distribution des ménages selon le taux moyen - Résidents



Graphique 42 : Distribution des ménages selon le taux moyen – Non-résidents

Classe de revenu (en €)	Taux moyen - Non-résidents			
	Total Ménages Non-résidents	Classe 1	Classe 1A	Classe 2
> 1.000.000	40,00	40,00	40,00	40,00
700.000 - 1.000.000	40,00	40,00	40,00	40,00
500.000 - 700.000	40,00	40,00	40,00	40,00
350.000 - 500.000	40,00	40,00	40,00	39,85
250.000 - 350.000	39,16	40,00	40,00	37,49
200.000 - 250.000	38,27	40,00	39,87	34,93
190.000 - 200.000	37,38	39,52	39,20	33,41
180.000 - 190.000	36,93	39,17	38,81	32,80
170.000 - 180.000	36,46	38,81	38,43	32,13
160.000 - 170.000	35,94	38,39	38,01	31,41
150.000 - 160.000	35,31	37,88	37,53	30,52
140.000 - 150.000	34,63	37,38	36,94	29,57
130.000 - 140.000	33,83	36,77	36,25	28,46
120.000 - 130.000	33,14	36,01	35,54	27,87
110.000 - 120.000	31,65	35,13	34,61	25,20
100.000 - 110.000	30,50	34,15	33,51	23,84
90.000 - 100.000	29,31	33,46	32,79	21,67
80.000 - 90.000	26,87	31,33	30,31	18,97
70.000 - 80.000	24,80	29,91	28,58	15,91
60.000 - 70.000	22,15	27,60	26,02	12,83
50.000 - 60.000	18,85	24,52	22,37	9,67
40.000 - 50.000	14,48	20,01	17,01	6,41
30.000 - 40.000	8,59	13,94	8,75	3,08
20.000 - 30.000	2,58	7,50	0,60	-0,37
10.000 - 20.000	-1,17	1,03	-2,24	-2,29
0 - 10.000	-8,92	-6,85	-10,15	-9,76
Total	**14,81**	**16,43**	**13,64**	**14,36**

Tableau 40: Distribution des ménages selon le taux moyen – Non-résidents



Graphique 43 : Distribution des ménages selon le taux moyen – Résident / Non-résidents

Classe de revenu (en €)	Taux moyen		
	Total ménages	Non-résidents	Résidents
1.000.000 <	40,00	40,00	40,00
700.000 - 1.000.000	40,00	40,00	40,00
500.000 - 700.000	40,00	40,00	40,00
350.000 - 500.000	40,00	40,00	39,96
250.000 - 350.000	39,16	39,16	39,15
200.000 - 250.000	38,27	38,27	38,28
190.000 - 200.000	37,36	37,38	37,34
180.000 - 190.000	36,92	36,93	36,90
170.000 - 180.000	36,43	36,46	36,41
160.000 - 170.000	35,91	35,94	35,88
150.000 - 160.000	35,29	35,31	35,27
140.000 - 150.000	34,61	34,63	34,58
130.000 - 140.000	33,80	33,83	33,78
120.000 - 130.000	33,11	33,14	33,07
110.000 - 120.000	31,63	31,65	31,61
100.000 - 110.000	30,47	30,50	30,45
90.000 - 100.000	29,27	29,31	29,24
80.000 - 90.000	26,86	26,87	26,86
70.000 - 80.000	24,77	24,80	24,74
60.000 - 70.000	22,11	22,15	22,07
50.000 - 60.000	18,81	18,85	18,76
40.000 - 50.000	14,44	14,48	14,41
30.000 - 40.000	8,81	8,59	9,02
20.000 - 30.000	2,61	2,58	2,64
10.000 - 20.000	-1,10	-1,17	-1,03
0 - 10.000	-7,65	-8,92	-6,39
Total	**18,30**	**14,81**	**21,79**

Tableau 41: Distribution des ménages selon le taux moyen – Résident / Non-résidents

Le nombre des ménages profitant du CIM a été plutôt stable pendant les années 2010-2012 (Tableau 42).

	2010	2011	2012
Nombre de ménages profitant du CIM	4 643	5 489	4 930
Montant total du crédit d'impôt accordé	3 199 852	3 804 667	3 010 178

Tableau 42 : Aperçu du CIM et le nombre de ménages bénéficiaires

Pour avoir une meilleure vision sur la contribution des ménages au niveau des recettes fiscales, les tableaux suivants mettent en relief la ventilation des ménages (résidents et non-résidents) par classes de revenu et par recettes fiscales ainsi que la ventilation de la population fiscale suivant les revenus et les impôts payés.

	Classe de revenu	Nombre	En %	% cum	Recettes totales	En %	% cum
26	[1.000.000 -]	405	0,08	0,08	372 874 209,03	8,53	8,53
25	[700.000 – 1.000.000]	471	0,10	0,18	170 950 350,29	3,91	12,44
24	[600.000 – 700.000]	791	0,17	0,35	200 182 374,31	4,58	17,02
23	[500.000 – 600.000]	1 751	0,37	0,72	300 966 631,00	6,89	23,91
22	[250.000 – 500.000]	3 597	0,75	1,47	410 561 644,26	9,39	33,30
21	[200000 – 250.000]	4 896	1,02	2,49	400 526 453,83	9,16	42,46
20	[190.000 – 200.000]	1 453	0,30	2,79	101 025 274,00	2,31	44,77
19	[180.000 – 190.000]	1 829	0,38	3,17	119 431 341,43	2,73	47,50
18	[170.000 – 180.000]	2 117	0,44	3,61	128 388 922,01	2,94	50,44
17	[160.000 – 170.000]	1 130	0,24	3,85	67 775 339,43	1,55	51,99
16	[150.000 – 160.000]	861	0,18	4,03	50 493 231,45	1,16	53,15
15	[140.000 – 150.000]	1 115	0,23	4,23	60 535 674,84	1,39	54,54
14	[130.000 – 140.000]	1 524	0,32	4,58	75 429 864,54	1,73	56,27
13	[120.000 – 130.000]	1 055	0,22	4,8	46 293 834,82	1,06	57,33
12	[110.000 – 120.000]	3 059	0,64	5,44	94 411 057,26	2,16	59,49
11	[100.000 – 110.000]	4 244	0,89	6,33	111 982 119,24	2,56	62,05
10	[90.000 – 100.000]	5 465	1,14	7,47	119 027 534,43	2,72	64,77
09	[80.000 – 90.000]	10 261	2,14	9,61	203 172 584,58	4,65	69,42
08	[70.000 – 80.000]	14 959	3,13	12,74	240 369 872,57	5,50	74,92
07	[60.000 – 70.000]	22 033	4,61	17,35	272 580 961,60	6,24	81,16
06	[50.000 – 60.000]	32 544	6,80	24,15	290 634 542,03	6,65	87,81
05	[40.000 – 50.000]	49 868	10,42	34,57	286 069 954,48	6,55	94,36
04	[30.000 – 40.000]	71 230	14,89	49,46	209 114 317,04	4,78	99,14
03	[20.000 – 30.000]	81 995	17,14	66,60	71 747 292,75	1,64	100,78
02	[10.000 – 20.000]	59 841	12,51	79.11	-5 416 760,26	-0,12	100,66
01	[0 – 10.000]	99 963	20,89	100,00	-28 395 621,17	-0,65	100,00
	Toutes	**478 457**	**100,00**		**4 370 732 999,80**	**100,00**	

Tableau 43 : Ventilation des ménages (résidents/non-résidents) par classes de revenu et par recettes fiscales[22]

Il s'ensuit que 1,5% du total des ménages (résidents et non-résidents) payent 33% de l'impôt sur le revenu[23]. En outre, force est de constater que 5% des ménages (résidents et non-résidents) payent 59% de l'impôt sur le revenu[24].

Le tableau suivant documente qu'un pourcentage élevé de ménages ne paient pas d'impôt et que les ménages aux revenus plus élevés contribuent fortement aux recettes fiscales RTS, IRPP et IS.

---

[22] Ces statistiques ont été établies sur base du fichier IGSS 2008 en calculant une extrapolation pour les prévisions de l'année 2016.
[23] Classes de revenu 22-26
[24] Classes de revenue 12-26

	Classe de revenu	Recettes totales	Non-résidents	En %	Résidents	En %
26	[1.000.000 -]	372 874 209,03	51 801 742,94	1,19	321 072 466,10	7,35
25	[700.000 – 1.000.000]	170 950 350,29	21 566 294,36	0,49	149 384 055,94	3,42
24	[500.000 – 700.000]	200 182 374,31	20 230 770,55	0,46	179 951 603,77	4,12
23	[350.000 – 500.000]	300 966 631,00	42 011 170,81	0,96	258 955 460,19	5,92
22	[250.000 – 350.000]	410 561 644,26	49 607 846,46	1,14	360 953 797,81	8,26
21	[200.000 – 250.000]	400 526 453,83	57 172 190,54	1,31	343 354 263,29	7,86
20	[190.000 – 200.000]	101 025 274,00	15 157 667,81	0,35	85 867 606,20	1,96
19	[180.000 – 190.000]	119 431 341,43	16 987 980,39	0,39	102 443 361,03	2,34
18	[170.000 – 180.000]	128 388 922,01	20 508 068,61	0,47	107 880 853,41	2,47
17	[160.000 – 170.000]	67 775 339,43	14 469 126,17	0,33	53 306 213,26	1,22
16	[150.000 – 160.000]	50 493 231,45	12 411 223,94	0,28	38 082 007,51	0,87
15	[140.000 – 150.000]	60 535 674,84	12 408 719,18	0,28	48 126 955,65	1,10
14	[130.000 – 140.000]	75 429 864,54	18 136 769,31	0,41	57 296 095,24	1,31
13	[120.000 – 130.000]	46 293 834,82	16 346 529,16	0,37	29 947 305,68	0,69
12	[110.000 – 120.000]	94 411 057,26	22 380 559,00	0,51	72 030 498,27	1,65
11	[100.000 – 110.000]	111 982 119,24	26 026 371,07	0,60	85 955 748,16	1,97
10	[90.000 – 100.000]	119 027 534,43	30 656 296,76	0,70	88 371 237,68	2,02
09	[80.000 – 90.000]	203 172 584,58	50 286 793,34	1,15	152 885 791,24	3,50
08	[70.000 – 80.000]	240 369 872,57	63 469 886,06	1,45	176 899 986,50	4,05
07	[60.000 – 70.000]	272 580 961,60	83 618 501,03	1,91	188 962 460,58	4,32
06	[50.000 – 60.000]	290 634 542,03	94 877 908,41	2,17	195 756 633,60	4,48
05	[40.000 – 50.000]	286 069 954,48	99 855 443,38	2,28	186 214 511,10	4,26
04	[30.000 – 40.000]	209 114 317,04	89 458 409,14	2,05	119 655 907,90	2,74
03	[20.000 – 30.000]	71 747 292,75	38 603 809,54	0,88	33 143 483,22	0,76
02	[10.000 – 20.000]	-5 416 760,26	-3 951 845,40	-0,09	-1 464 914,84	-0,03
01	[0 – 10.000]	-28 395 621,17	-22 135 908,42	-0,51	- 6 259 712,75	-0,14
	Toutes	**4 370 732 999,80**	**941 962 324,14**	**21,55**	**3 428 770 675,74**	**78,45**

Tableau 44 : Ventilation de la population fiscale suivant les revenus et les impôts payés

Il est également judicieux de comparer le Luxembourg également avec ses pays voisins et les autres Etats-membres de l'OCDE au niveau de l'IRPP.

Catégorie de famille	Célibataire				Couple marié			
Nombre d'enfants	0	0	0	2	2	2	2	0
Niveau de salaire (% du salaire moyen)	67	100	167	67	100-0	100-33[1]	100-67[1]	100-33[1]
Belgique	36,1	42,6	49,4	30,8	31,5	33,2	38,6	35,0
France	26,4	28,4	34,0	21,4	22,3	22,2	25,3	26,4
Allemagne	34,6	39,6	43,7	17,7	21,0	26,7	31,0	34,6
Luxembourg	21,2	29,3	37,4	13,9	18,0	19,5	23,5	19,5
Moyenne non pondérée:								
OCDE	21,3	25,4	30,8	15,8	20,0	20,3	22,3	22,1
UE-21	24,5	28,8	34,6	17,8	22,0	22,7	25,1	25,0

[1]: Famille disposant de deux revenus.
Source: OCDE Les impôts sur les salaires 2014

Tableau 45 : Impôt sur le revenu et cotisations des salariés par catégorie de famille et niveau de salaire (en % du salaire brut – 2013)

Catégorie de famille	Célibataire				Couple marié			
Nombre d'enfants	0	0	0	2	2	2	2	0
Niveau de salaire (% du salaire moyen)	67	100	167	67	100-0	100-33[1]	100-67[1]	100-33[1]
Belgique	36,1	42,6	49,4	18,6	23,4	27,1	33,7	35,0
France	26,4	28,4	34,0	15,1	18,1	19,1	22,8	26,4
Allemagne	34,6	39,6	43,7	17,7	21,0	26,7	31,0	34,6
Luxembourg	21,2	29,3	37,4	-7,4	3,8	8,8	15,0	19,5
Moyenne non pondérée:								
OCDE	21,2	25,4	30,8	3,8	14,2	16,7	19,9	22,1
UE-15								
UE-21	24,5	28,8	34,6	4,8	15,5	18,3	21,9	25,0

1. Famille disposant de deux revenus.

Source: OCDE Les impôts sur les salaires 2014

Tableau 46 : Impôt sur le revenu et cotisations des salariés diminuées des prestations versées par catégorie de famille et niveau de salaire (en % du salaire brut – 2013)

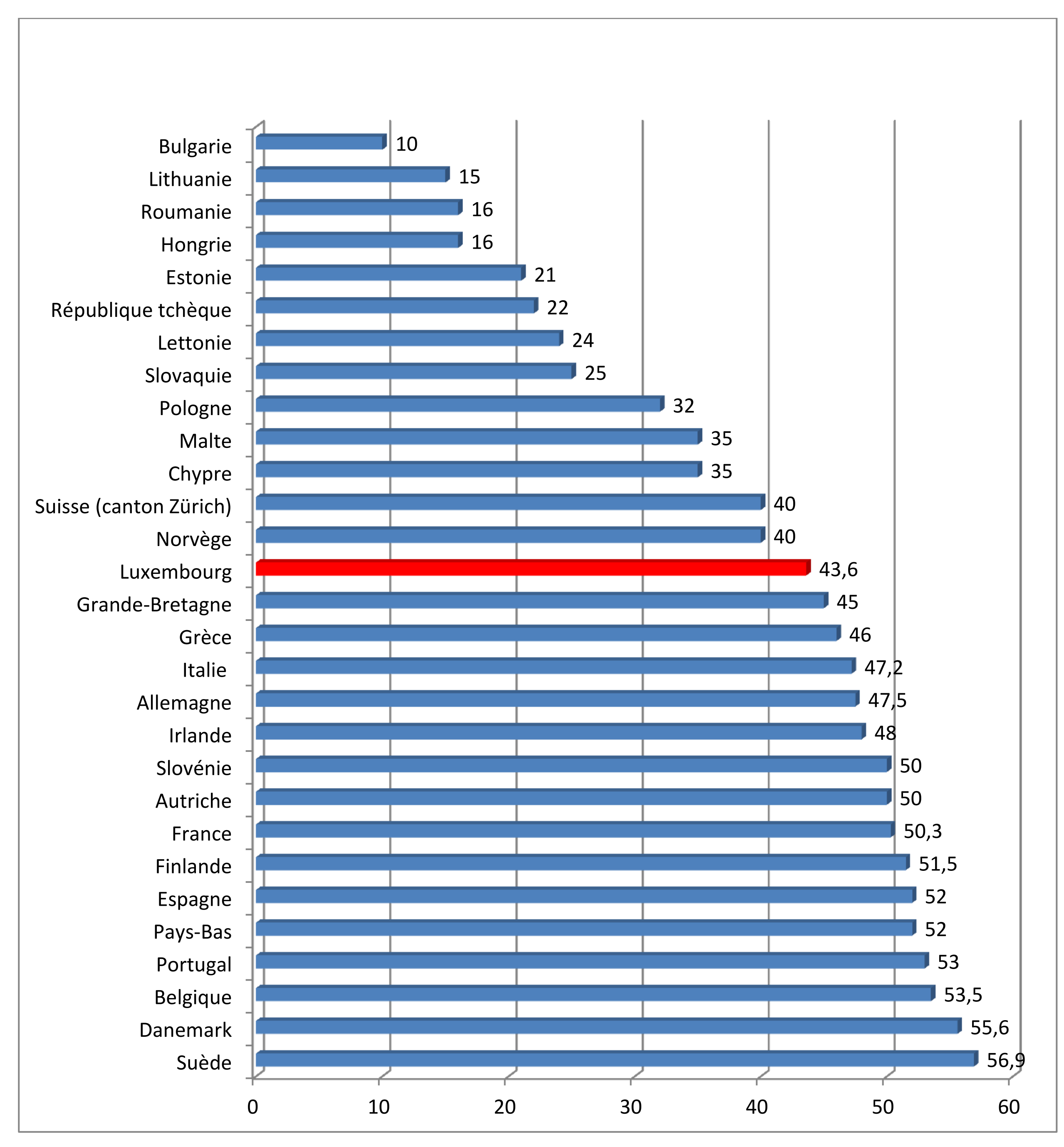
	Célibataire				Couple marié			
Nombre d'enfants	0	0	0	2	2	2	2	0
Niveau de salaire (% du salaire moyen)	67	100	167	67	100-0	100-33[1]	100-67[1]	100-33[1]
Belgique	22,2	28,6	35,3	16,8	17,5	22,4	24,6	24,3
France	12,6	14,6	20,9	7,6	8,5	8,4	11,5	12,6
Allemagne	14,1	19,1	27,7	-2,4	0,8	6,5	10,8	14,1
Luxembourg	9,0	17,0	25,0	1,7	5,7	7,2	11,2	7,2
Moyenne non pondérée:								
OCDE	11,3	15,5	21,6	6,2	10,2	10,7	12,5	12,5
UE-15								
UE-21	12,2	16,8	23,4	6,1	10,1	11,0	13,1	13,3

1. Famille disposant de deux revenus.

Source: OCDE Les impôts sur les salaires 2014

Tableau 47 : Impôt sur le revenu par catégorie de famille et niveau de salaire (en % du salaire brut), 2013

En comparant les différents taux d'imposition maximal en Europe pour les personnes physiques (pour l'année 2014), il s'ensuit que le Luxembourg se situe relativement au milieu avec un taux de 43,6%.



Source : Base de données CE « Impôts en Europe » (TEDB/TAXREF), KPMG: *Global Individual Income Tax Rates Table*

Graphique 44 : Taux d’imposition maximal 2014 en Europe pour les personnes physiques

3.5.3.2. L'impact des allégements fiscaux

La notion d' « allégement fiscal » ne peut être définie de manière exacte. Dans la suite, l'impact des charges et dépenses, qualifiées dans le système fiscal luxembourgeois de dépenses spéciales, sera exposé, étant toutefois entendu que les notions d'allégement fiscal ou de dépense fiscale sont bien plus larges.

Les charges et dépenses qualifiées de dépenses spéciales ne sont déductibles que dans la mesure où elles ne constituent ni des dépenses d'exploitation, ni des frais d'obtention et ne sont pas en rapport avec des revenus exemptés.

Le tableau suivant met en évidence que les cotisations obligatoires à la sécurité sociale constituent les dépenses spéciales les plus importantes. Suivent ensuite les primes et cotisations d'assurances. Il faut cependant préciser que le tableau ci-dessous ne prend que les données des contribuables soumis à l'imposition par voie assiette.

	Montant total	Nombre de contribuables	Moyenne par contribuable	en % des DS	en %	Déchet fiscal 25%
Total des revenus nets	13 203 372 354,56	164 169	80 425,49		100%	
Cotisations de sécurité sociale en raison de l'affiliation obligatoire des salariés et non-salariés à l'assurance maladie et à l'assurance pension (art.110, no 1,2 L.I.R.)	1 174 866 807,42	158 684	7 403,81	70,43		293 716 701,86
Cotisations autres que celles de sécurité sociale et celles versées à des caisses d'épargne-logement (art. 111 L.I.R.)	211 892 056,69	136 170	1 556,08	12,70		52 973 014,17
Primes versées en vertu d'un contrat de prévoyance-vieillesse visé à l'article 111bis L.I.R.	77 412 969,34	33 967	2 279,06	4,64		19 353 242,34
Cotisations versées à une caisse d'épargne logement (art. 111 L.I.R.)	73 520 517,24	51 207	1 435,75	4,41		18 380 129,31
Intérêts débiteurs en relation avec un prêt bancaire à l'exception des prêts contractés pour financer l'acquisition d'une habitation personnelle ou à des fins de location	53 812 660,19	80 535	668,19	3,23		13 453 165,05
Cotisations payées à un régime de pension complémentaire	18 112 281,52	16 760	1 080,69	1,09		4 528 070,38
Dons et libéralités	17 963 541,38	28 185	637,34	1,08		4 490 885,35
Minimum forfaitaire au titre des dépenses spéciales	13 325 680,74	24 142	551,97	0,80		3 331 420,19
Cotisations facultatives à la sécurité sociale en raison d'une assurance continuée et d'un achat de périodes en matière d'assurance maladie et de pension (art.110, no 4 L.I.R.)	13 274 341,99	2 525	5 257,17	0,80		3 318 585,50
Rentes et charges permanentes payées au conjoint divorcé stipulées à l'occasion d'un divorce par consentement mutuel (Art. 109bis (1) n°1 L.I.R.)	7 244 784,94	692	10 469,34	0,43		1 811 196,24
Pertes reportables déductibles	3 067 000,95	123	24 934,97	0,18		766 750,24
Rentes et charges permanentes payées au conjoint divorcé et fixées par décision judiciaire (divorce prononcé après 31.12.1997) (Art. 109bis (1) n°2 L.I.R.)	2 451 437,29	268	9 147,15	0,15		612 859,32
Rentes et charges permanentes	869 995,21	165	5 272,70	0,05		217 498,80
Rentes et charges permanentes payées au conjoint divorcé et fixées par décision judiciaire (divorce prononcé avant 1.1.1998) (Art. 109bis (1) n°3 L.I.R.)	302 914,12	30	10 097,14	0,02		75 728,53
Total dépenses spéciales	**1 668 116 989,02**				**12,54%**	**417 029 247,25**
Revenu imposable	**11 545 846 914,74**	**162 224**	**70 305,48**		**87,46%**	

Tableau 48 : Ventilation des dépenses spéciales et abattements par ménages[25]

Les intérêts hypothécaires ne sont pas chiffrables, mais leur déchet fiscal peut être estimé à 40 millions € pour l'année 2015.

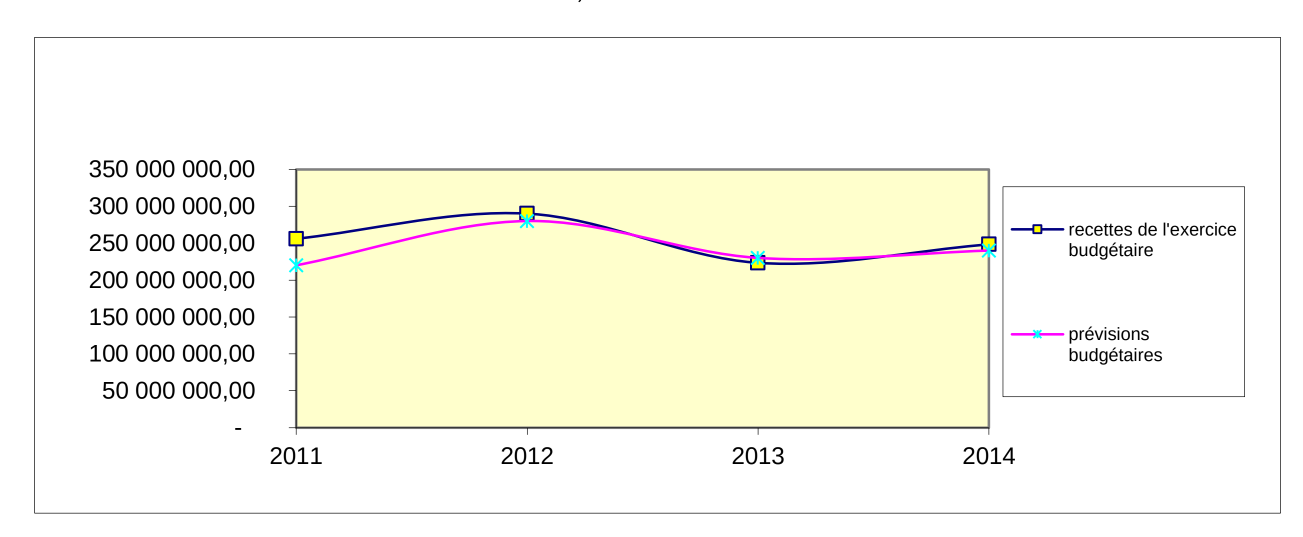
[25] Source : données collectées sur base de l'imposition par voie d'assiette pour l'année d'imposition 2012

3.6. IMPÔT SUR LE REVENU DES CAPITAUX

3.6.1. Evolution générale de l'IRCAP

L'impôt sur le revenu des capitaux (« **IRCAP** ») est un impôt prélevé sur les différentes sortes de revenus émanant des capitaux mobiliers. Sont considérés comme revenus provenant de capitaux mobiliers notamment les dividendes, les parts de bénéfice, les arrérages, les intérêts d'obligation et les intérêts de créances ainsi que les différents types d'indemnités perçues (cf. article 97 L.I.R.).

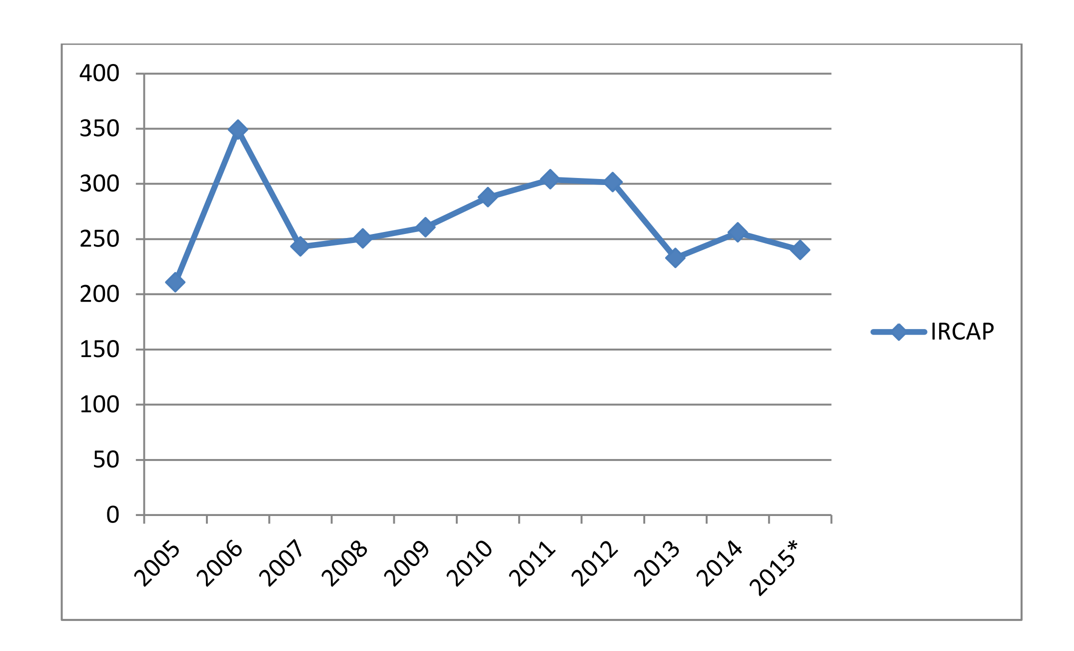
L'évolution de l'IRCAP pendant les années 2011 à 2014 (Graphique 45) était relativement constante avec un léger pic en 2012. Sur la période de 2005 à 2015, l'IRCAP était volatile. La variation des recettes IRCAP s'élève à 13,89% entre 2005 à 2015.



Graphique 45 : Évolution IRCAP (2011-2014, en €)

	2011	2012	2013	2014
recettes réalisées au titre des années d'imposition antérieures à l'exercice budgétaire	47 998 235,56 15,79%	11 275 317,73 3,74%	9 452 017,96 4,06%	7 482 277,76 2,92%
recettes réalisées au titre de l'année d'imposition correspondant à l'exercice budgétaire	255 919 085,67 84,21%	290 021 600,46 96,26%	223 328 310,58 95,94%	248 366 368,03 97,08%
recettes de l'exercice budgétaire	303 917 321,23	301 296 918,19	232 780 328,54	255 848 645,79
prévisions budgétaires	220 000 000,00	280 000 000,00	230 000 000,00	240 000 000,00
écart par rapport aux prévisions (plus- / moins-values)	83 917 321,23 38,14%	21 296 918,19 7,61%	2 780 328,54 1,21%	15 848 645,79 6,60%
différence par rapport aux recettes de l'exercice précédent		- 2 620 403,04 -0,86%	- 68 516 589,65 -22,74%	23 068 317,25 9,91%

Tableau 49 : Décompte de la recette réalisée au titre de l'IRCAP (2011-2014, en €)

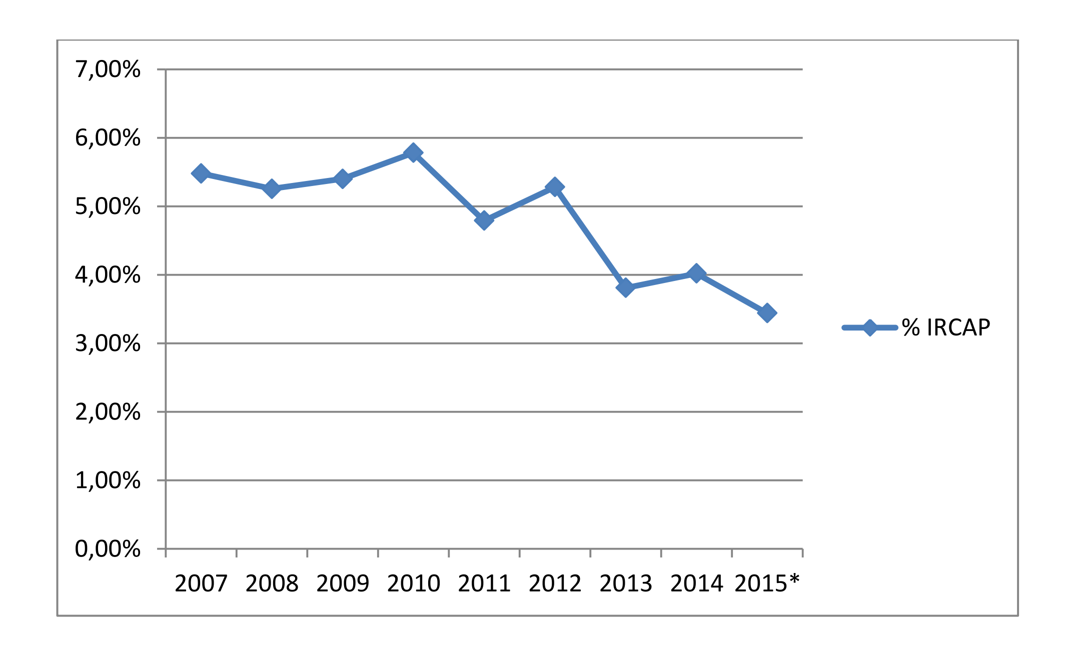


Graphique 46 : Evolution des recettes au titre de l'IRCAP (2005-2015, en € millions[26])

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[26]	Variation 2005/2015
210,73	348,95	243,10	250,32	260,65	287,76	303,92	301,30	232,78	255,85	240,00	13,89%

Tableau 50: Evolution des recettes au titre de l'IRCAP (2005-2015, en € millions[27])

Au niveau de l'analyse de l'IRCAP dans le total des recettes courantes (Graphique 47 et Tableau 51), une diminution peut être constatée sur la période de 2005 à 2015.



Graphique 47 : Part de l'IRCAP dans le total des recettes courantes (2007-2015, en %)

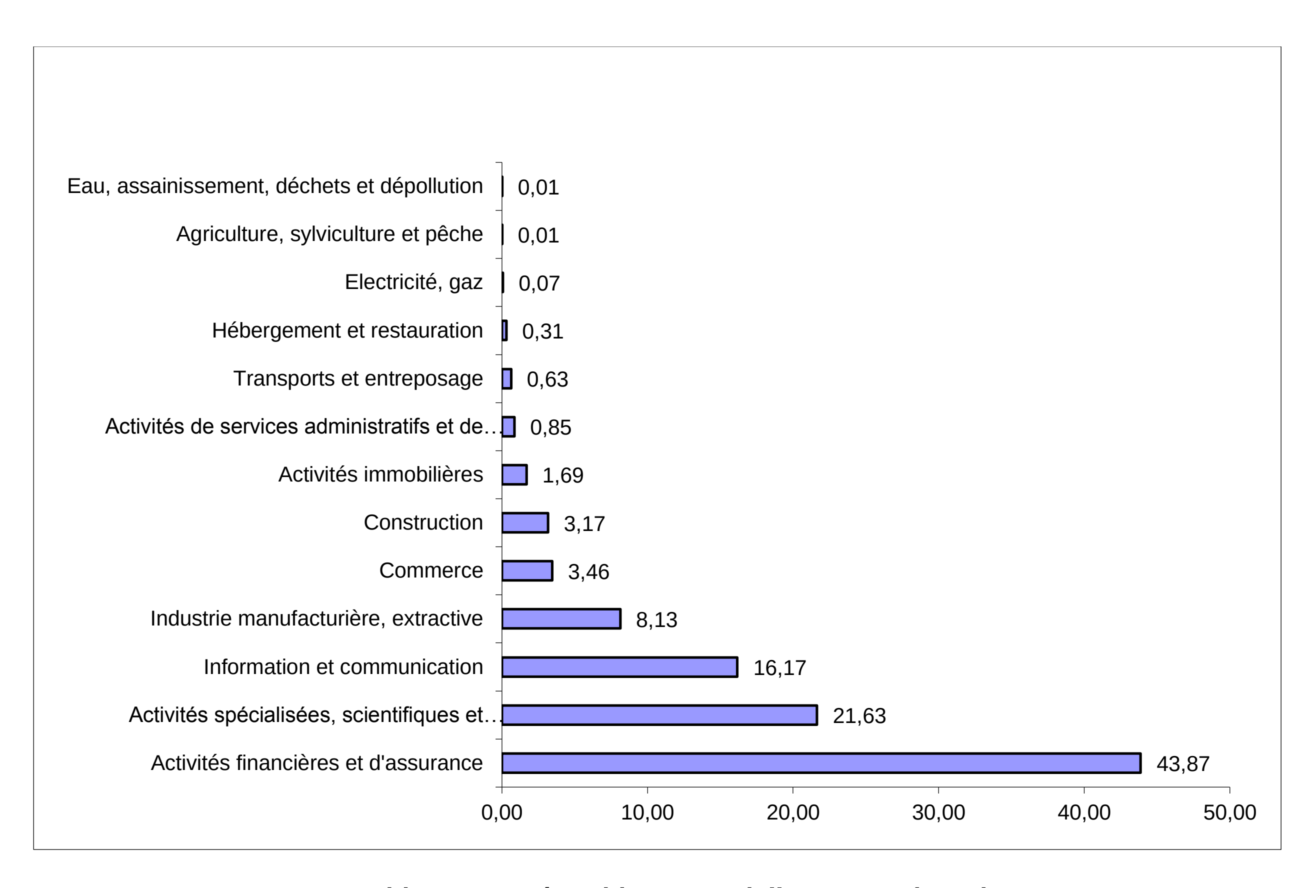
[26] L'année 2015 est basée sur le projet de budget 2015.
[27] L'année 2015 est basée sur le projet de budget 2015.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[26]	Variation 2010/2015
Total des recettes	4 437,00	4 764,10	4 978,30	4 978,90	5 613,00	5 700,22	6 107,27	6 360,77	6 970,2	39,99%
Total des recettes + ICC	4975,90	5 342,20	5 416,30	5 565,10	6 269,60	6 302,06	6 663,28	6 924,99	7 531,2	35,53%
IRCAP	243,10	250,32	260,65	287,76	303,92	301,30	232,78	255,85	240,00	-16,59%
% IRCAP	5,48%	5,25%	5,40%	5,78%	4,79%	5,28%	3,81%	4,02%	3,44%	

Tableau 51 : Part de l'IRCAP dans le total des recettes courantes (2007-2015, en € millions)

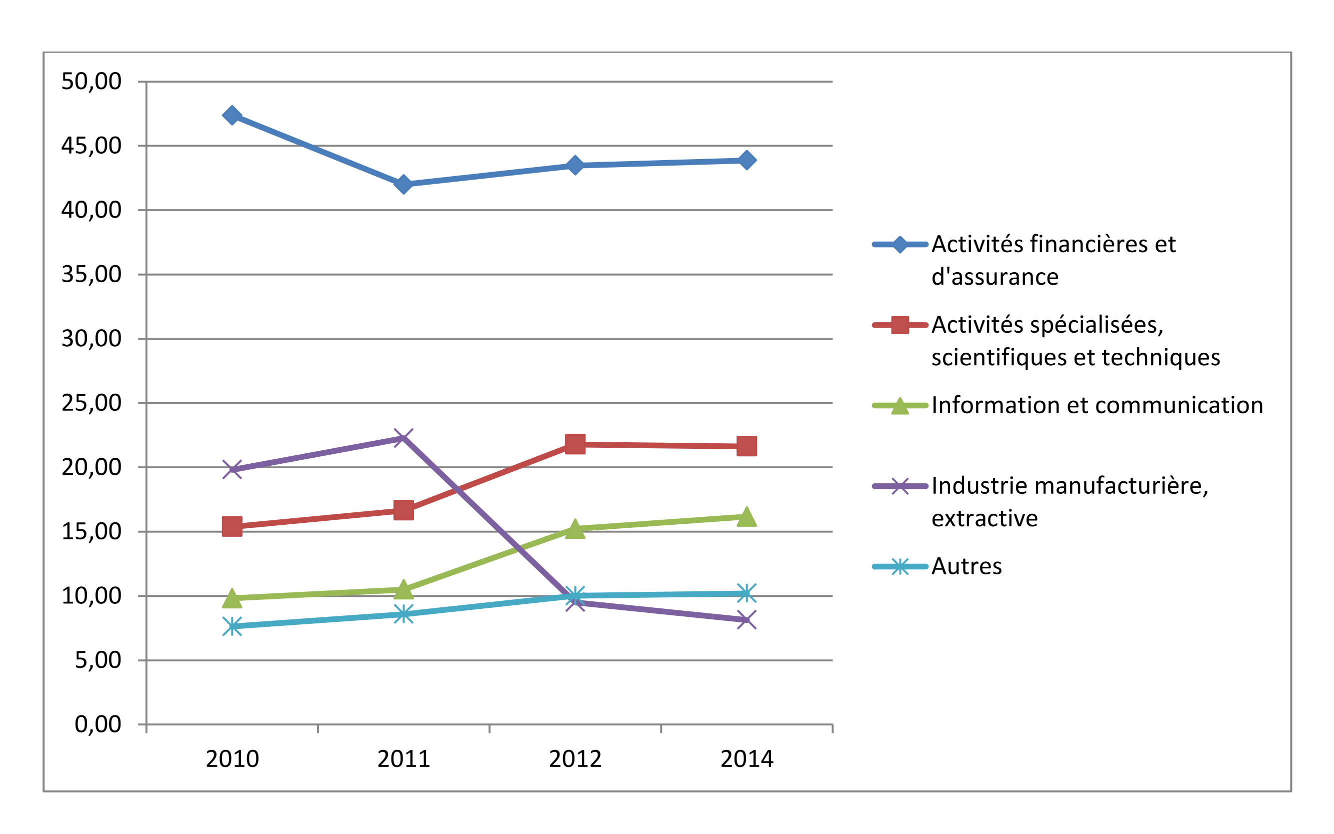
3.6.2. Analyse de la répartition sectorielle de l'IRCAP

Le secteur des activités financières et d'assurance est, de nouveau, le secteur qui contribue majoritairement au solde total de l'IRCAP (Graphique 48) pour l'année 2014.



Graphique 48 : Répartition sectorielle en 2014 (en %)

Au niveau de la répartition des recettes par secteur d'activité de 2011 à 2014, il n'est pas surprenant que le secteur des activités financières et d'assurance soit également à la tête de la répartition sectorielle (Graphique 49 et Tableau 52).



Graphique 49 : IRCAP - Répartition des recettes par secteur (2011-2014, en %)

	2011	2012	2013	2014
Activités financières et d'assurance	143 965 532,80	126 517 818,81	101 180 808,31	112 241 715,87
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	46 738 075,21	50 174 960,22	50 712 116,20	55 345 696,56
Information et communication	29 822 521,07	31 647 372,71	35 426 540,82	41 362 117,57
Industrie manufacturière, extractive	60 215 454,26	67 084 553,05	22 135 572,97	20 798 308,24
Commerce	9 267 303,51	8 896 514,21	8 531 493,41	8 847 442,77
Construction	5 908 699,59	6 942 867,32	7 234 009,68	8 110 579,65
Activités immobilières	4 134 518,31	6 413 924,89	2 583 141,88	4 318 225,97
Activités de services administratifs et de soutien	1 303 977,27	1 209 548,27	1 678 083,07	2 182 607,28
Transports et entreposage	1 518 586,99	1 227 513,14	1 271 042,72	1 617 070,93
Hébergement et restauration	841 023,13	952 362,10	1 789 229,80	786 064,10
Electricité, gaz	135 245,21	184 121,27	198 209,08	181 327,51
Agriculture, syviculture et pêche	15 593,50	13 845,20	36 568,21	34 967,74
Eau, assainissement, déchets et dépollution	50 790,38	31 517,00	3 512,39	22 521,60
Total	303 917 321,23	301 296 918,19	232 780 328,54	255 848 645,79

en %	2010	2011	2012	2014
Activités financières et d'assurance	47,37	41,99	43,47	43,87
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	15,38	16,65	21,79	21,63
Information et communication	9,81	10,50	15,22	16,17
Industrie manufacturière, extractive	19,81	22,27	9,51	8,13
Commerce	3,05	2,95	3,67	3,46
Construction	1,94	2,30	3,11	3,17
Activités immobilières	1,36	2,13	1,11	1,69
Activités de services administratifs et de soutien	0,43	0,40	0,72	0,85
Transports et entreposage	0,50	0,41	0,55	0,63
Hébergement et restauration	0,28	0,32	0,77	0,31
Electricité, gaz	0,04	0,06	0,09	0,07
Agriculture, sylviculture et pêche	0,01	0,00	0,02	0,01
Eau, assainissement, déchets et dépollution	0,02	0,01	0,00	0,01
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

Tableau 52 : Répartition des recettes par secteur d'activité (2011-2014, en € et en %)

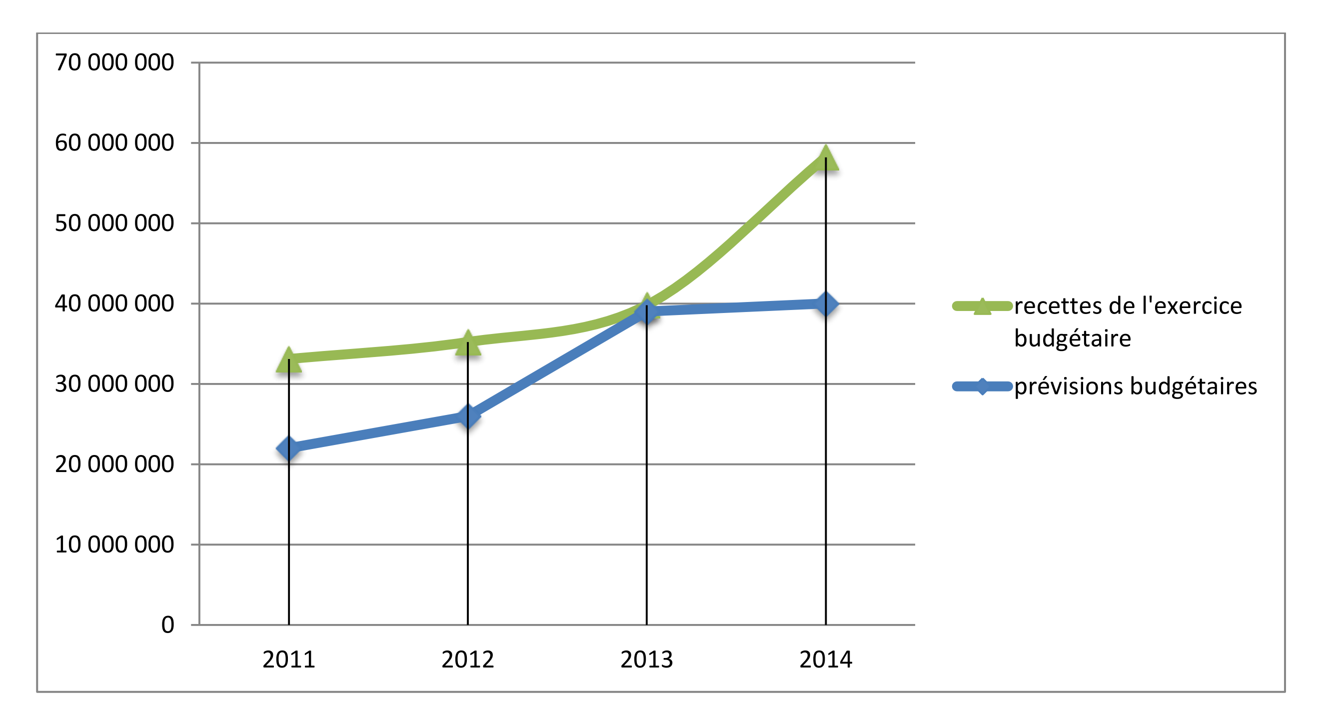
3.7. Impôt sur le revenu des tantièmes

3.7.1. Evolution de l'impôt sur le revenu des tantièmes

Les tantièmes sont définis comme des indemnités pour rémunérer l'activité des administrateurs, des commissaires et des personnes exerçant des fonctions analogues auprès des sociétés par actions, des sociétés à responsabilité limitée, des sociétés coopératives ou d'autres collectivités au sens des dispositions régissant l'impôt sur le revenu des collectivités.

Selon le graphique suivant (Graphique 50), il s'ensuit que les revenus provenant des tantièmes se sont accentués depuis 2011, en excédant toujours les prévisions budgétaires.

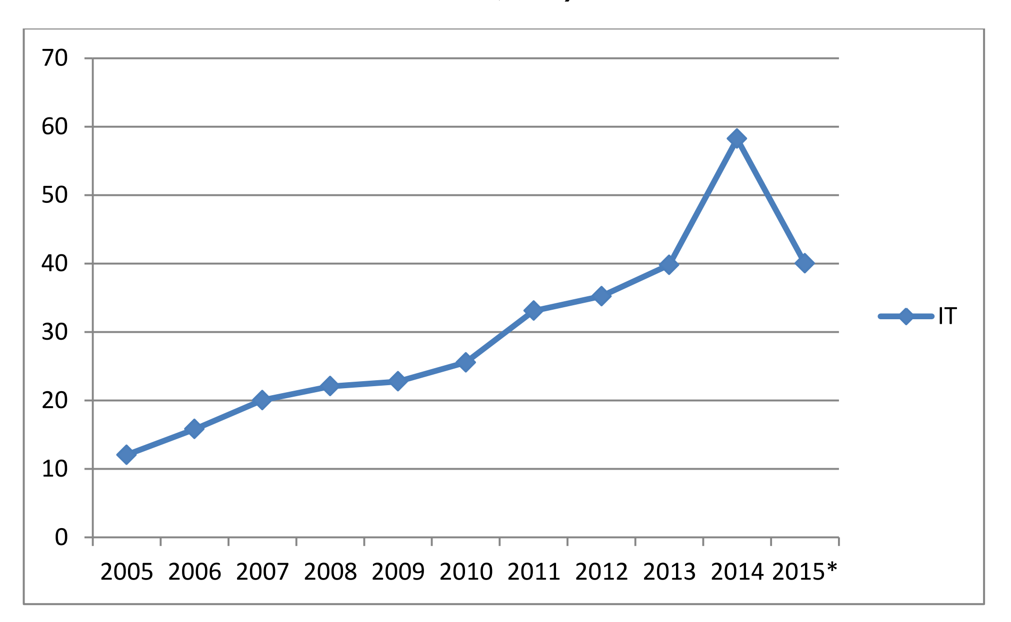
En considérant une période plus élargie de 2005 à 2015 et en excluant l'année 2014, il s'ensuit que les recettes provenant de l'IT ont continuellement augmenté sur la période considérée (Graphique 51). La variation positive des recettes IT entre 2005 à 2015 s'élève à 232,23%.



Graphique 50 : Évolution impôt tantièmes (2011-2014)

	2011	2012	2013	2014
recettes réalisées au titre des années d'imposition antérieures à l'exercice budgétaire	2 174 213,21 6,57%	1 555 027,66 4,42%	1 250 336,30 3,14%	- 425 617,06 -0,73%
recettes réalisées au titre de l'année d'imposition correspondant à l'exercice budgétaire	30 921 834,39 93,43%	33 657 554,05 95,58%	38 546 769,22 96,86%	58 634 111,67 100,73%
recettes de l'exercice budgétaire	33 096 047,60	35 212 581,71	39 797 105,52	58 208 494,61
prévisions budgétaires	22 000 000,00	26 000 000,00	39 000 000,00	40 000 000,00
écart par rapport aux prévisions (plus- / moins-values)	11 096 047,60 50,44%	9 212 581,71 35,43%	797 105,52 2,04%	18 208 494,61 45,52%
différence par rapport aux recettes de l'exercice précédent		2 116 534,11 6,40%	4 584 523,81 13,02%	18 411 389,09 46,26%

Tableau 53 : Décompte de la recette réalisée au titre de l'impôt retenu sur les tantièmes (2011-2014, en €)



Graphique 51 : Evolution des recettes au titre de l'IT (2005-2015, en € millions)[28]

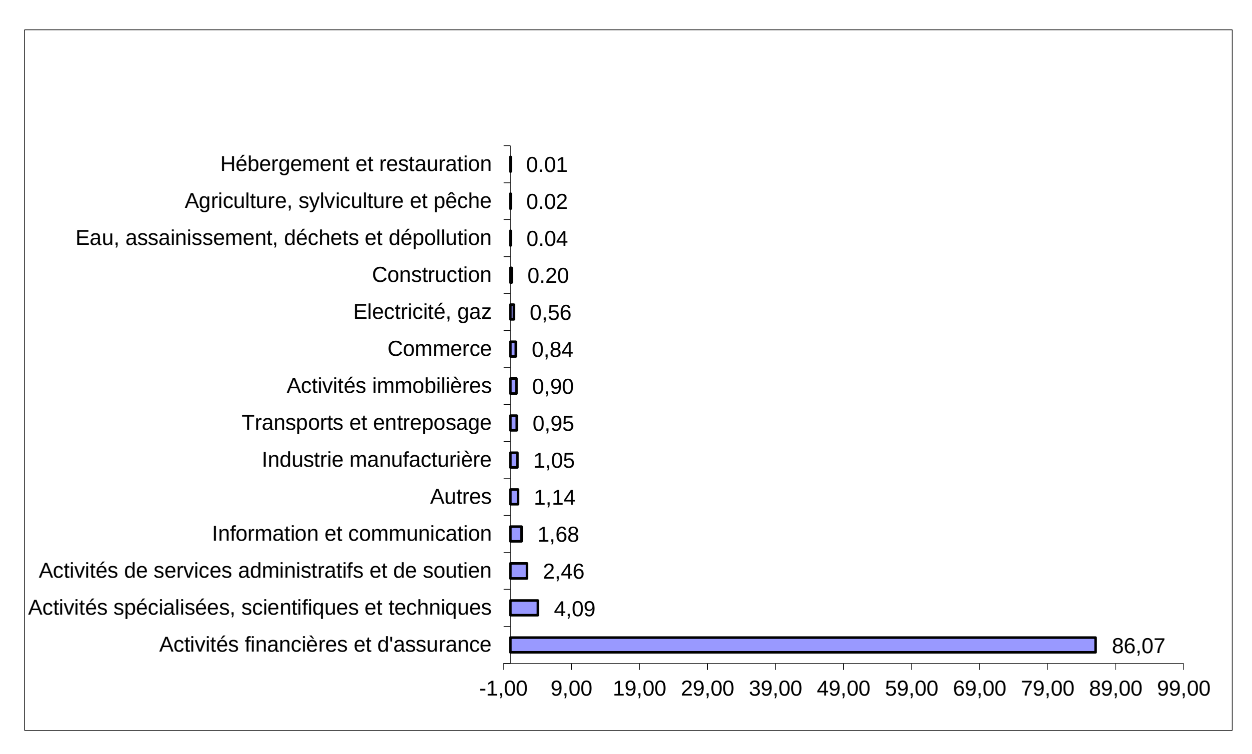
2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[28]	Variation 2005/2015
12,04	15,82	20,03	22,07	22,76	25,55	33,10	35,21	39,80	58,21	40,00	232,23%

Tableau 54 : Evolution des recettes au titre de l'IT (2005-2015, en € millions)

3.7.2. Analyse du secteur des activités financières et d'assurance

Le secteur des activités financières et d'assurance est quasiment l'unique contributeur d'IT pendant l'année budgétaire 2014.

[28] L'année 2015 est basée sur le projet de budget 2015.



Graphique 52 : Répartition sectorielle (2014, en %)

La même situation se présente sur la période de 2011 à 2014.

	2011	2012	2013	2014
Activités financières et d'assurance	25 724 640,69	26 799 060,17	33 228 259,36	50 102 944,05
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 185 447,35	2 182 356,61	2 675 149,53	2 378 537,52
Activités de services administratifs et de soutien	311 204,59	524 854,06	816 958,51	1 432 478,98
Information et communication	807 735,70	1 111 336,90	1 126 537,73	975 424,81
Autres	1 985 982,14	1 393 064,10	467 201,41	663 253,71
Industrie manufacturière	210 840,13	282 889,65	615 939,11	610 902,18
Transports et entreposage	557 816,57	973 793,36	434 253,56	551 869,61
Activités immobilières	187 322,65	235 500,72	283 905,24	521 396,36
Commerce	665 041,13	1 008 889,20	-410 898,82	488 863,23
Electricité, gaz	307 736,44	493 543,50	327 635,72	325 252,10
Construction	115 546,91	168 071,93	191 071,28	116 688,13
Eau, assainissement, déchets et dépollution	21 515,87	20 515,87	20 313,35	26 025,99
Agriculture, sylviculture et pêche	8 366,72	10 935,65	6 907,84	9 145,60
Hébergement et restauration	6 850,71	7 770,00	13 871,70	5 712,34
Total	33 096 047,60	35 212 581,72	39 797 105,52	58 208 494,61

en %	2011	2012	2013	2014
Activités financières et d'assurance	77,73	76,11	83,49	86,07
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6,60	6,20	6,72	4,09
Activités de services administratifs et de soutien	0,94	1,49	2,05	2,46
Information et communication	2,44	3,16	2,83	1,68
Autres	6,00	3,96	1,17	1,14
Industrie manufacturière	0,64	0,80	1,55	1,05
Transports et entreposage	1,69	2,77	1,09	0,95
Activités immobilières	0,57	0,67	0,71	0,90
Commerce	2,01	2,87	-1,03	0,84
Electricité, gaz	0,93	1,40	0,82	0,56
Construction	0,35	0,48	0,48	0,20
Eau, assainissement, déchets et dépollution	0,07	0,06	0,05	0,04
Agriculture, sylviculture et pêche	0,03	0,03	0,02	0,02
Hébergement et restauration	0,02	0,02	0,03	0,01
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

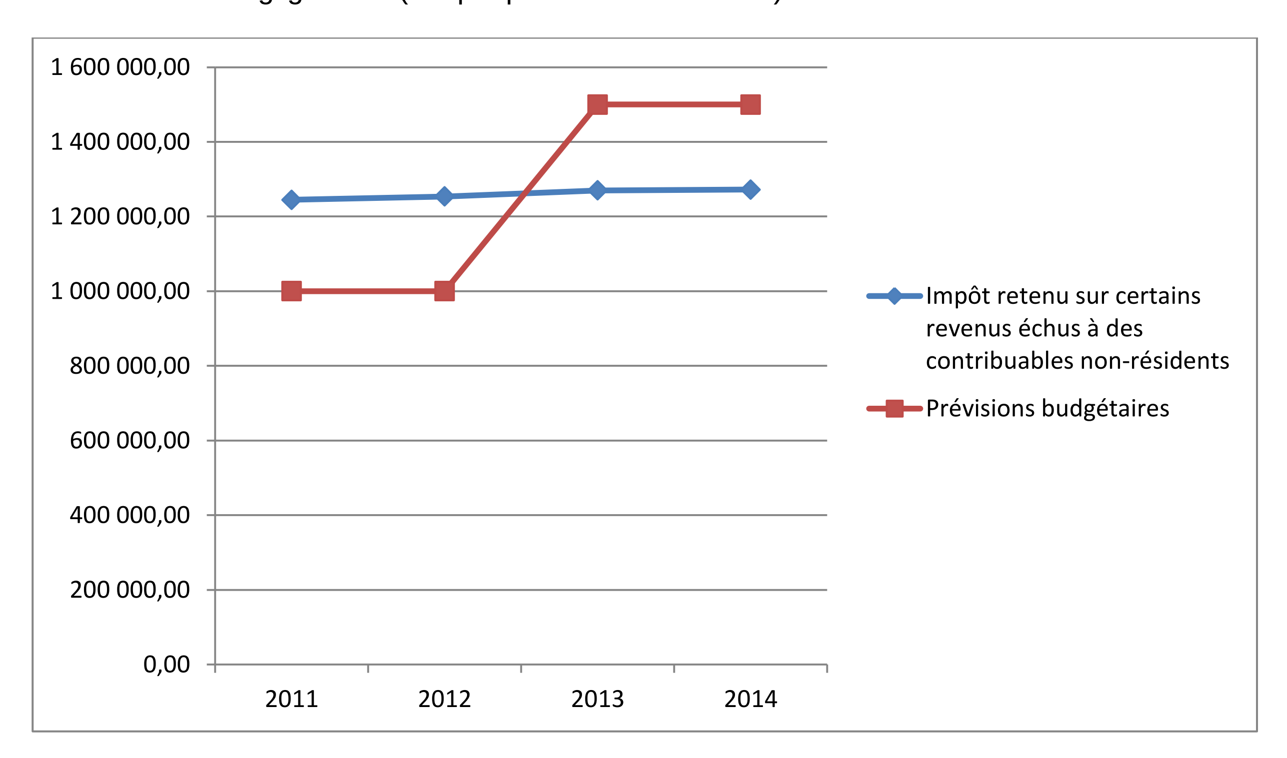
Tableau 55 : Répartition par secteur (2011-2014, en € et en %)

3.8. Impôt sur le revenu des non-résidents

La présente analyse se focalise sur la retenue d'impôt sur les revenus des non-résidents. Il faut distinguer entre les impôts suivants :

1. Les recettes au titre de l'impôt sur certains revenus échus à des contribuables non-résidents ; et
2. Les recettes au titre de l'impôt sur les revenus de l'épargne des non-résidents.

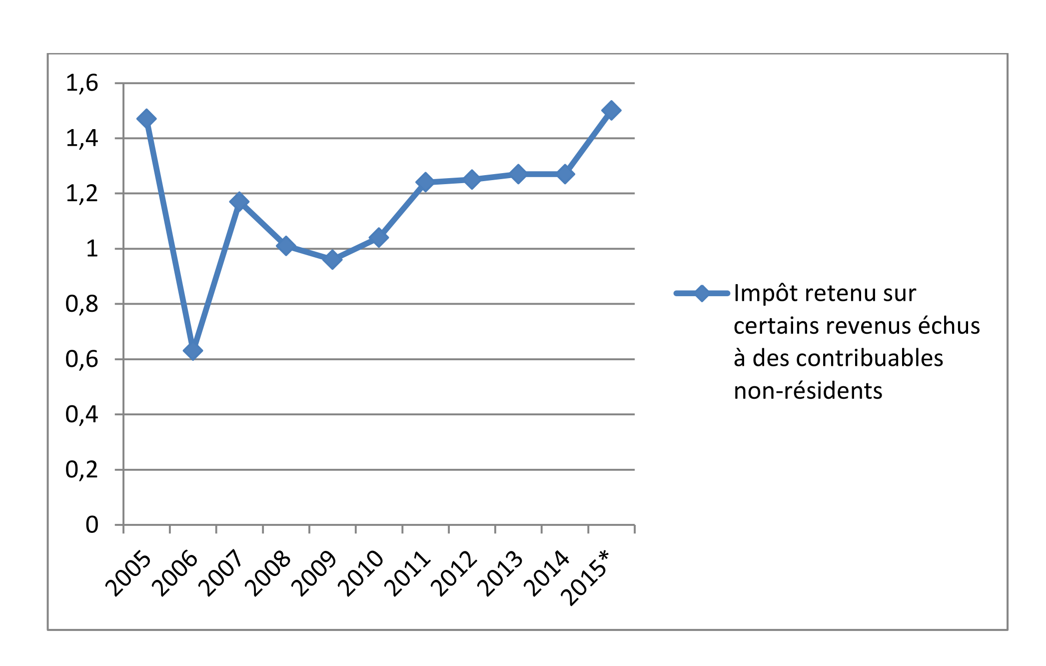
En ce qui concerne le premier impôt (numéro 1.), il s'agit de la retenue d'impôt sur les activités littéraires et artistiques et sur les activités sportives professionnelles selon l'article 152 Titre 1 L.I.R. Les recettes de cette retenue d'impôt étaient relativement stables et à partir de l'année 2013 au-dessous des prévisions budgétaires. Avant l'année 2010, il y avait toutefois des variations non-négligeables (Graphique 54 et Tableau 57).



Graphique 53 : Evolution des recettes au titre de l'impôt sur certains revenus échus à des contribuables non-résidents (2011-2014, en €)

	2011	2012	2013	2014
recettes réalisées au titre des années d'imposition antérieures à l'exercice budgétaire **(soldes)**	384 483,37 30,89%	525 430,96 41,91%	656 761,90 51,72%	516 687,97 40,62%
recettes réalisées au titre de l'année d'imposition correspondant à l'exercice budgétaire **(avances)**	860 286,43 69,11%	728 204,03 58,09%	613 190,14 48,28%	755 448,93 59,38%
recettes de l'exercice budgétaire	1 244 769,80	1 253 634,99	1 269 952,04	1 272 136,90
prévisions budgétaires	1 000 000,00	1 000 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00
écart par rapport aux prévisions (plus- / moins-values)	244 769,80 24,48%	253 634,99 25,36%	- 230 047,96 -15,34%	- 227 863,10 -15,19%
différence par rapport aux recettes de l'exercice précédent		8 865,19 0,71%	16 317,05 1,30%	2 184,86 0,17%

Tableau 56 : Décompte de la recette l'impôt sur certains revenus échus à des contribuables non-résidents (2011-2014, en €)



Graphique 54 : Evolution des recettes au titre de l'impôt sur certains revenus échus à des contribuables non-résidents (2005-2015, en € millions)[29]

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[24]	Variation 2005/2015
1,47	0,63	1,17	1,01	0,96	1,04	1,24	1,25	1,27	1,27	1,50	2,04%

Tableau 57 : Evolution des recettes au titre de l'impôt sur certains revenus échus à des contribuables non-résidents (2005-2015, en € millions)

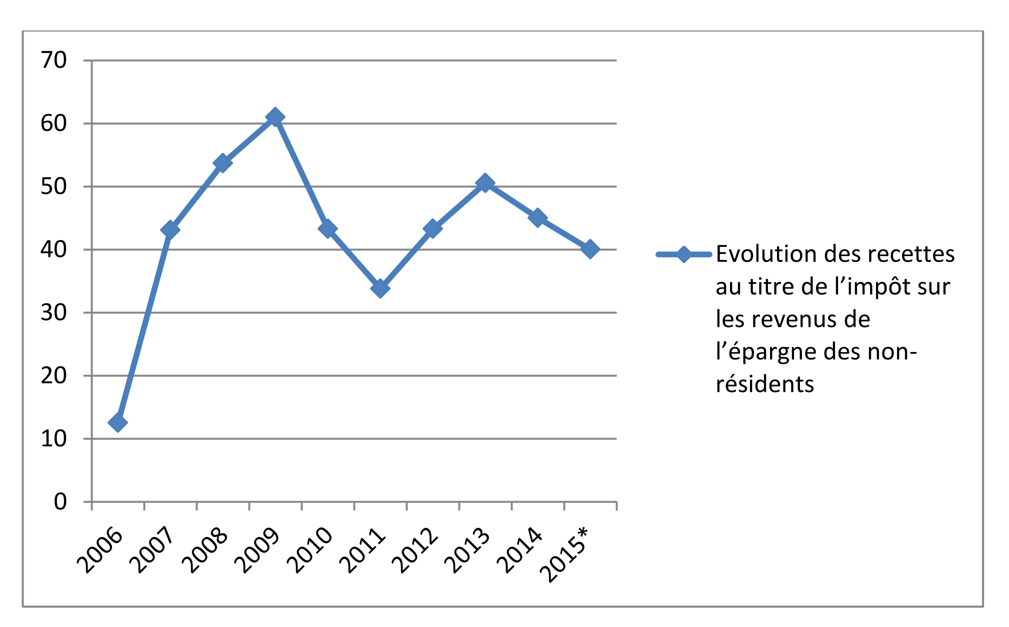
Le deuxième impôt (numéro 2.) est en relation avec la retenue d'impôt sur les revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts selon la loi du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne. Cette loi a introduit une retenue à la source sur les revenus en question effectués au

[29] L'année 2015 est basée sur le projet de budget 2015.

Luxembourg en faveur de bénéficiaires effectifs, personnes physiques, qui sont des résidents fiscaux d'un autre État membre de l'Union européenne.

Le taux de la retenue à la source était de 15% durant les trois premières années à compter du 1er juillet 2005, de 20 % pendant les trois années suivantes pour passer à 35% à compter du 1er juillet 2011.

Le graphique suivant illustre qu'il y avait également des variations importantes au niveau de l'évolution des recettes sur la période de 2006 à 2015.



Graphique 55 : Evolution des recettes au titre de l'impôt sur les revenus de l'épargne des non-résidents (en € millions)

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*	Variation 2006/2015
n/a	12,54	43,06	53,67	60,98	43,25	33,78	43,25	50,53	45,00**	40,00	218,98%

*: budget
**: Encodage en mars

Tableau 58 : Evolution des recettes au titre de l'impôt sur les revenus de l'épargne des non-résidents (2006-2015, en € millions)

3.9. Autres impôts directs

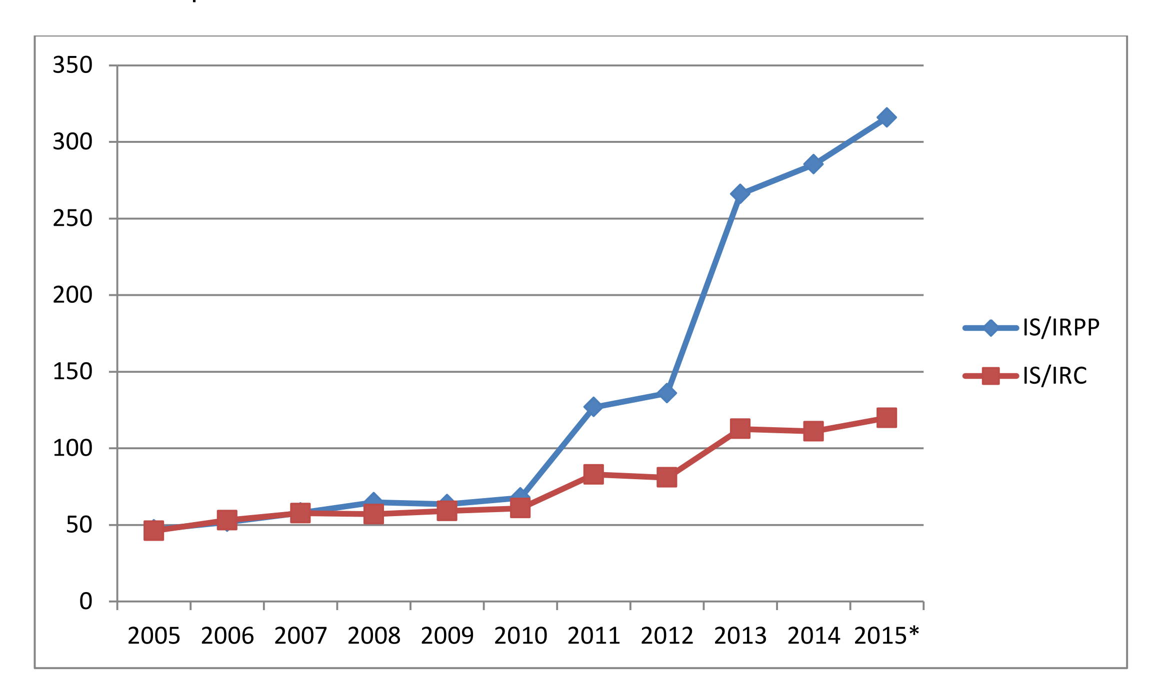
Nous reprenons dans la section suivante d'autres impôts directs qui devront être considérés pour compléter la liste des impôts directs existants au Luxembourg.

3.9.1. L'impôt de solidarité

L'IS est un impôt qui sert à financer le fonds national de solidarité (ou fonds pour l'emploi). Ceci se fait dans une optique de redistribution de richesse et de solidarité réciproque entre les citoyens. Les personnes physiques ainsi que les collectivités sont redevables de l'IS.

Le graphique suivant (Graphique 56) met en exergue qu'il y avait une variation positive importante des recettes au titre de l'IS/IRPP sur la période de 2005 à 2015. Vu que les recettes au titre de la RTS et de l'IRPP fixé par voie d'assiette avaient fortement augmenté dans le passé, cela pourra expliquer l'effet sur l'IS/IRPP.

Le même constat peut être fait pour les recettes au titre de l'IS/IRPP, même si la variation était beaucoup moins importante que dans le cas précédent. Les variations des recettes IS/IRPP et IS/IRC étaient respectivement 572,16% et 160,10% entre 2005 et 2015.



Graphique 56 : Evolution des recettes au titre de l'IS/IRPP et IS/IRC (2005-2015, en € millions)[30]

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[30]	Variation 2005/2015
IS/IRPP	46,99	51,85	57,90	64,72	63,45	67,72	126,77	135,83	265,98	285,21	315,85	572,16 %

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*	Variation 2005/2015
IS/IRC	46,07	53,04	57,57	56,99	59,03	60,81	82,83	80,89	112,64	111,06	119,83	160,10%

Tableau 59 : Evolution des recettes au titre de l'IS/IRPP et IS/IRC (2005-2015, en € millions)

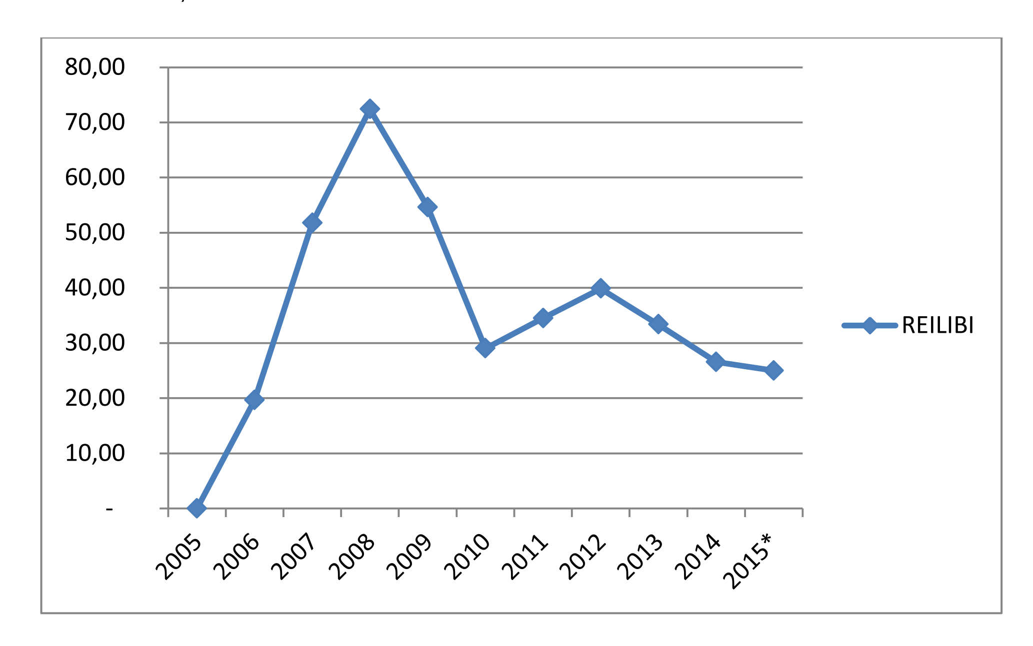
3.9.2. Retenue libératoire nationale sur les intérêts

La loi du 23 décembre 2005 a introduit une retenue à la source libératoire de 10% sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière, en faveur de personnes physiques, qui sont des résidents fiscaux luxembourgeois (« **RELIBI** »).

[30] L'année 2015 est basée sur le projet de budget 2015.

La retenue d'impôt à la source vaut imposition définitive dans le chef du bénéficiaire, personne physique, contribuable résident. Ainsi, le contribuable n'a sur ces revenus plus aucune obligation de déclaration.

Depuis l'introduction de la RELIBI en 2005, force est de constater qu'il y avait des variations importantes au niveau des recettes RELIBI. Ces dernières sont en baisse depuis l'année 2013. Néanmoins, il est à souligner qu'il y a une variation positive des recettes RELIBI entre 2006 et 2015 à hauteur de 27,16%.



Graphique 57 : Evolution des recettes au titre de la RELIBI (2005-2015, en € millions)[31]

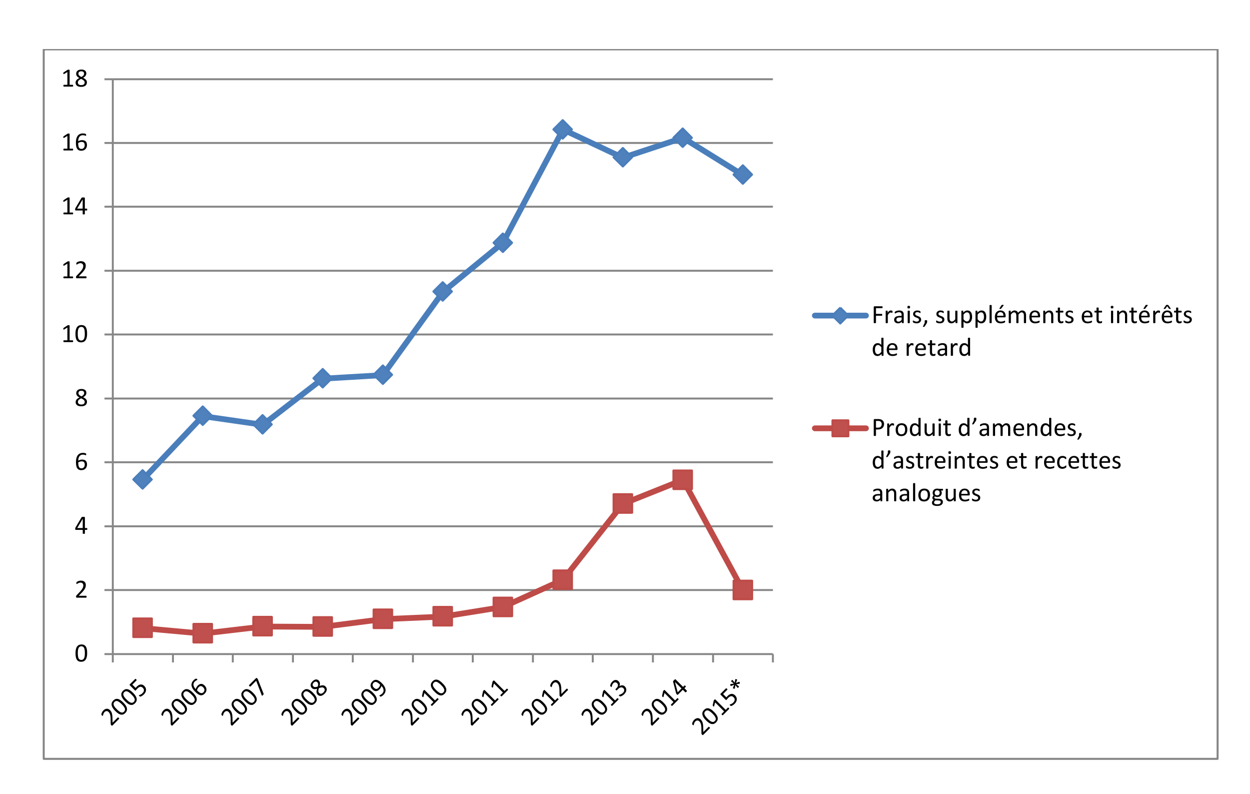
2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*	Variation 2006/2015
n/a	19,66	51,78	72,38	54,62	29,02	34,50	39,86	33,38	26,56	25,00	27,16%

Tableau 60 : Evolution des recettes au titre de la RELIBI (2005-2015, en € millions)

3.9.3. Evolution d'autres impôts directs

Au niveau des autres impôts directs, il faut en tenir compte des « Frais, suppléments et intérêts de retard » (« **FSI** ») et des « Produit d'amendes, d'astreintes et recettes analogues » (« **PAR** »). Le graphique suivant (Graphique 58) met en évidence une variation positive des recettes FSI sur la période de 2005 à 2015. De même, les recettes PAR étaient en progression depuis l'année 2005. Les variations des recettes FSI et PAR entre 2005 et 2015 s'élèvent respectivement à 174,72% et 146,91%.

[31] L'année 2015 est basée sur le projet de budget 2015.



Graphique 58 : Evolution des recettes au titre des FSI et PAR (2005-2015, en € millions)[32]

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*	Variation 2005/2015
5,46	7,45	7,18	8,62	8,73	11,34	12,87	16,42	15,54	16,16	15,00	174,72%

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*	Variation 2005/2015
0,81	0,64	0,86	0,85	1,09	1,17	1,47	2,32	4,70	5,45	2,00	146,91%

Tableau 61 : Evolution des recettes au titre des FSI et PAR (2005-2015, en € millions)[33]

*****

[32] L'année 2015 est basée sur le projet de budget 2015.
[33] L'année 2015 est basée sur le projet de budget 2015.

4. REVUE STATISTIQUE DES IMPÔTS INDIRECTS

Dans la présente section, les impôts indirects au Luxembourg sont analysés en compilant les statistiques sur les impôts indirects qui sont à la disposition du Ministère des Finances et de l'AED.

En premier lieu, il s'avère utile de présenter le poids relatif des principaux impôts indirects. En deuxième lieu, la taxe sur la valeur ajoutée (« **TVA** ») est présentée. En troisième lieu, il est judicieux de mettre en évidence d'autres impôts indirects.

4.1. LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

4.1.1. La nature de la taxe

La TVA n'est en réalité pas une taxe mais un impôt. L'impôt diffère de la taxe en ce sens qu'il est perçu sans contrepartie, en vue de procurer des ressources aux collectivités de droit public.

La TVA est un impôt indirect c'est-à-dire il n'atteint le contribuable qu'indirectement, à la différence de l'impôt direct qui frappe directement la personne. La TVA est ainsi due par le commerçant effectuant une livraison à un consommateur, mais ce commerçant répercute la TVA sur le consommateur qui est, en définitive, celui qui subit l'impôt, de manière indirecte.

La TVA est un impôt réel en ce sens qu'il atteint une opération déterminée sans prise en considération de la situation personnelle du contribuable.

Le principe de la TVA est d'appliquer aux biens et aux services un impôt sur la consommation exactement proportionnel au prix des biens et des services, quel que soit le nombre des opérations intervenues dans le processus de production et de distribution antérieur au stade d'imposition.

À chaque opération, la TVA, calculée sur le prix du bien ou du service au taux applicable à ce bien ou à ce service, est exigible déduction faite du montant de la taxe qui a grevé directement le coût des divers éléments constitutifs du prix.

Le système commun de TVA est appliqué jusqu'au stade du commerce de détail inclus.

4.1.1.1. Les taux de TVA au Luxembourg

Lors de l'introduction de la TVA au 1er janvier 1970, les taux de TVA, échappant à l'époque à l'emprise du droit communautaire, étaient fixés à 8% (taux normal), 4% (taux réduit) et 2% (taux spécial).

Les taux normal et réduit ont été relevés à 10% et 5% au 1er janvier 1971 déjà, puis à 12% et 6% à partir du 1er juillet 1983, le taux spécial ayant été fixé à 3% à cette date.

Le droit communautaire ayant amené, au 1er janvier 1993, une certaine harmonisation en matière de taux (fixation d'un seuil minimum pour les taux normal et réduit), les autorités luxembourgeoises ont fixé les taux de TVA aux niveaux suivants : 15% (taux normal), 12% (taux intermédiaire), 6% (taux normal) et 3% (taux super-réduit).

Les taux font actuellement l'objet d'un encadrement par la directive 2006/112/CE du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée.

Il existe des règles générales applicables à chaque État membre ainsi que des dispositions particulières qui ne s'appliquent qu'à certains États membres et qui ont été adoptées au fur et à mesure du processus d'harmonisation et des adhésions respectives. Ces dispositions particulières sont applicables jusqu'à l'introduction du régime définitif prévu par la directive.

En vertu des règles générales, chaque État membre applique un taux normal de TVA qui, jusqu'au 31 décembre 2015, ne peut être inférieur à 15%.

Les États membres peuvent en outre appliquer soit un, soit deux taux réduits non inférieurs à 5%, ces taux ne pouvant s'appliquer qu'aux livraisons de biens et prestations de services visées dans une annexe de la directive. Les services fournis par voie électronique sont expressément exclus de l'application des taux réduits.

Quant aux dispositions particulières, le Luxembourg est en situation de pouvoir faire un usage de certaines d'entre elles. Ainsi, en tant qu'État membre qui, au 1er janvier 1993, a été obligé d'augmenter de plus de 2% le taux normal en vigueur au 1er janvier 1991, le Luxembourg peut appliquer un taux réduit inférieur à 5% aux opérations figurant dans l'annexe afférente de la directive et il peut appliquer un tel taux aux vêtements et aux chaussures pour enfants et au logement. C'est sur cette base que le Luxembourg applique le taux super-réduit de TVA de 3%, notamment en matière de logement. A noter dans ce contexte que le Luxembourg n'a pas eu recours à l'annexe de la directive permettant de soumettre à ce taux la construction et la rénovation de logements dans le cadre de la politique sociale, mais à la disposition particulière permettant d'appliquer le taux super-réduit au logement tout court.

En outre, le Luxembourg, ayant appliqué au 1er janvier 1991 un taux réduit aux opérations autres que celles visées dans l'annexe de la directive, peut appliquer un taux réduit non inférieur à 12% à ces opérations. Le Luxembourg a choisi d'appliquer le taux intermédiaire (act. 14%) sur cette base.

Le Luxembourg applique ainsi quatre taux de TVA dont trois ont fait l'objet d'un relèvement au 1er janvier 2015: le taux normal de 17%, le taux intermédiaire de 14%, le taux réduit de 8% ainsi que le taux super-réduit de 3%. Ajoutons que, dans le cadre du régime forfaitaire de l'agriculture et de la sylviculture, il existe deux taux particuliers: 10% (agriculture) et 4% (sylviculture).

Le Luxembourg a choisi jusqu'à présent d'avoir un recours très fort aux taux autres que le taux normal, ce qui tient à la politique historiquement adoptée comme développé sub III.1.1.

4.1.1.2. Le taux de TVA au regard des taux appliqués sur le plan international

Outre le Luxembourg, uniquement 4 États membres appliquent un taux super-réduit (taux réduit inférieur à 5%) sans que, dans ces États, le champ d'application soit aussi large qu'au Luxembourg. Les taux réduits vont de 5% à 18%. Cinq États membres, y inclus le Luxembourg, appliquent un taux intermédiaire allant de 12% à 14%. Finalement, le Luxembourg est le seul pays à appliquer un taux normal de 17%, les taux appliqués s'échelonnant par ailleurs de 17% à 27%. A titre d'exemple, la France applique le taux de 20%, l'Allemagne celui de 19%, la Belgique celui de 21%, les Pays-Bas celui de 21% et l'Autriche celui de 20%. Notamment la Roumanie (24%), la Suède (25%), le Danemark (25%) et la Hongrie (27%) figurent dans le peloton de tête.

Member States	Code	Super Reduced Rate	Reduced Rate	Standard Rate	Parking Rate
Belgium	BE	-	6 / 12	21	12
Bulgaria	BG	-	9	20	-
Czech Republic	CZ	-	10 / 15	21	-
Denmark	DK	-	-	25	-
Germany	DE	-	7	19	-
Estonia	EE	-	9	20	-
Greece	EL	-	6,5 / 13	23	-
Spain	ES	4	10	21	-
France	FR	2,1	5,5 / 10	20	-
Croatia	HR	-	5 / 13	25	-
Ireland	IE	4,8	9 / 13,5	23	13,5
Italy	IT	4	10	22	-
Cyprus	CY	-	5 / 9	19	-
Latvia	LV	-	12	21	-
Lithuania	LT	-	5 / 9	21	-
Luxembourg	LU	3	8	17	14
Hungary	HU	-	5 / 18	27	-
Malta	MT	-	5 / 7	18	-
Netherlands	NL	-	6	21	-
Austria	AT	-	10	20	12
Poland	PL		5 / 8	23	-
Portugal	PT	-	6 / 13	23	13
Romania	RO		5 / 9	24	-
Slovenia	SI	-	9,5	22	-
Slovakia	SK	-	10	20	-
Finland	FI	-	10 / 14	24	-
Sweden	SE	-	6 / 12	25	-
United Kingdom	UK	-	5	20	-

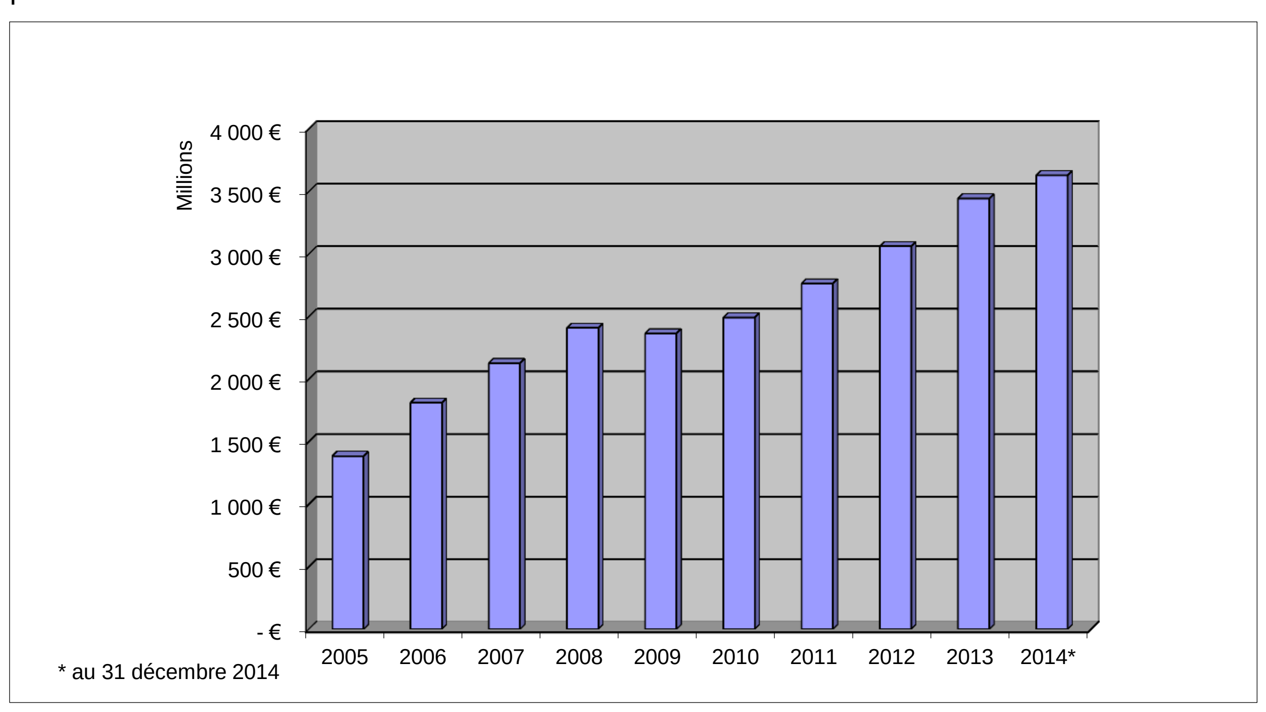
N.B.: Exemptions with a refund of tax paid at preceding stages (zero rates) are not included above (see section V)

Source: VAT Rates, Applied in the Member States of the European Union, Taxud.c.1 (2015) – EN

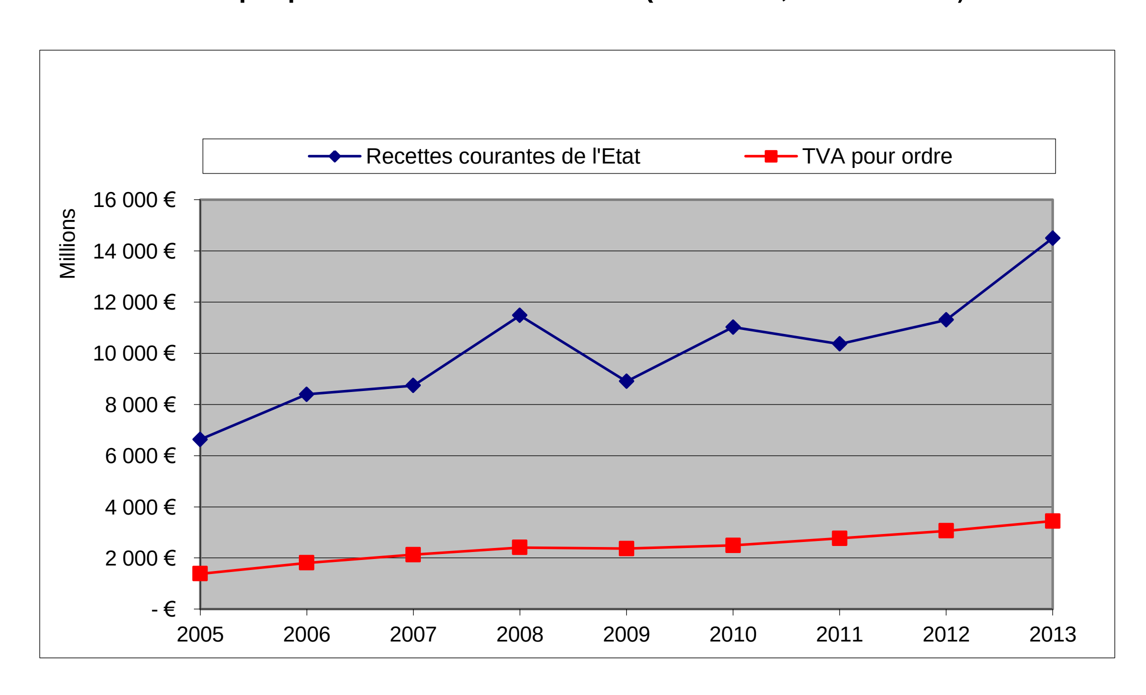
Tableau 62 : Résumé des taux TVA au niveau des Etats-Membres de l'Union européenne

4.1.2. Données statistiques sur la TVA

Selon les graphiques et tableaux suivants, il y avait une forte croissance de la TVA sur la période de 2005 à 2014.



Graphique 59 : Evolution de la TVA (2005-2014, en € millions)

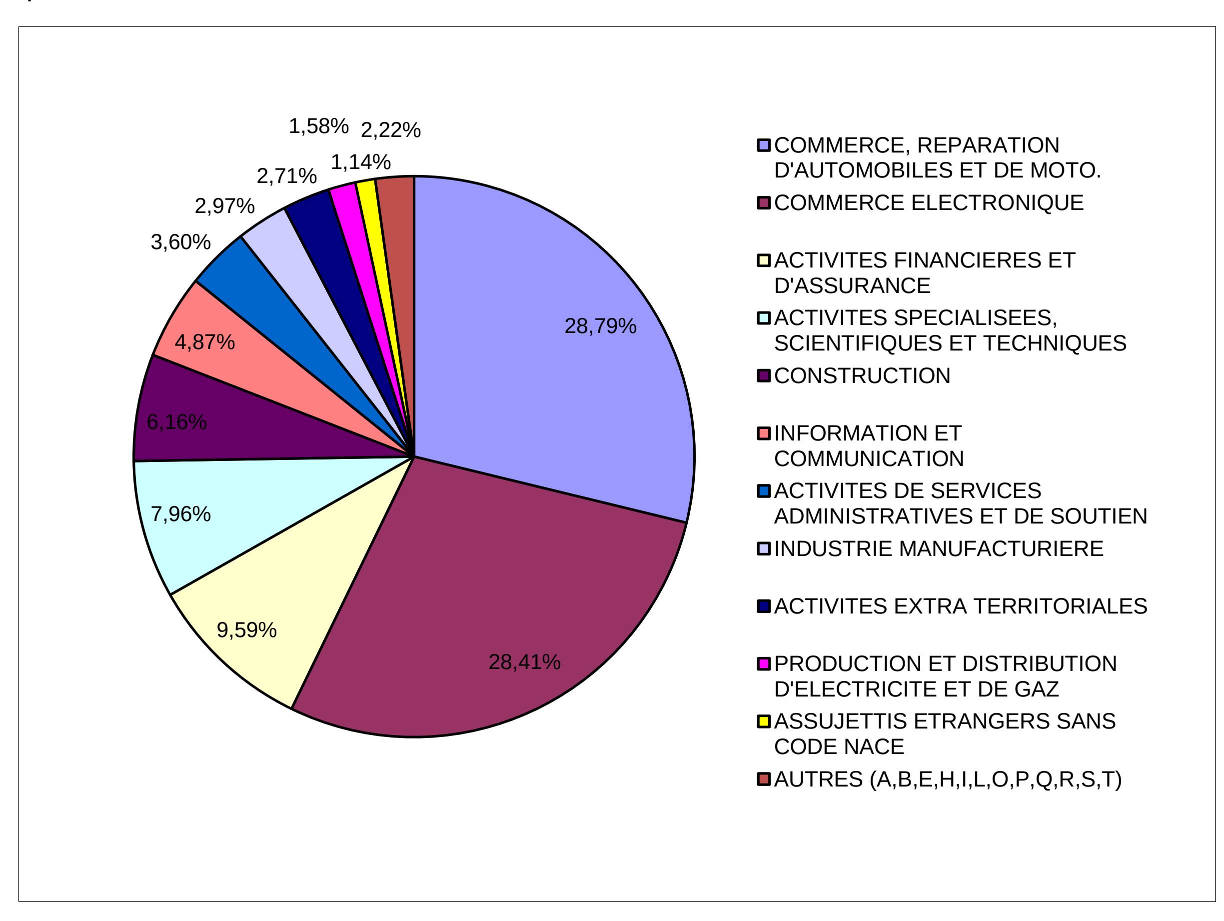


Graphique 60 : Part de la TVA pour ordre dans le total des recettes courantes (budget ordinaire) de l'Etat (2005-2013)

Année	TVA pour ordre	Recettes courantes de l'Etat	% de TVA P.O. dans recettes courantes
2005	1 383 855 670 €	6 629 300 041 €	20,87%
2006	1 810 050 757 €	8 391 951 070 €	21,57%
2007	2 126 541 973 €	8 735 747 093 €	24,34%
2008	2 407 517 942 €	11 479 989 155 €	20,97%
2009	2 363 948 274 €	8 898 855 702 €	26,56%
2010	2 490 830 186 €	11 021 516 749 €	22,60%
2011	2 763 024 893 €	10 367 345 961 €	26,65%
2012	3 060 326 888 €	11 305 987 449 €	27,07%
2013	3 443 095 081 €	14 497 912 406 €	23,75%
2014[34]	3 627 788 628 €	non disponible	

Tableau 63 : Part de la TVA pour ordre dans le total des recettes courantes (budget ordinaire) de l'Etat (2005-2013)

Au niveau de la répartition sectorielle, ce sont les secteurs du « G - Commerce, Réparation d'automobile et de moto » et « V – Commerce électronique » qui sont des contributeurs importants de recettes TVA.



Graphique 61: Répartition sectorielle de la TVA (en %)

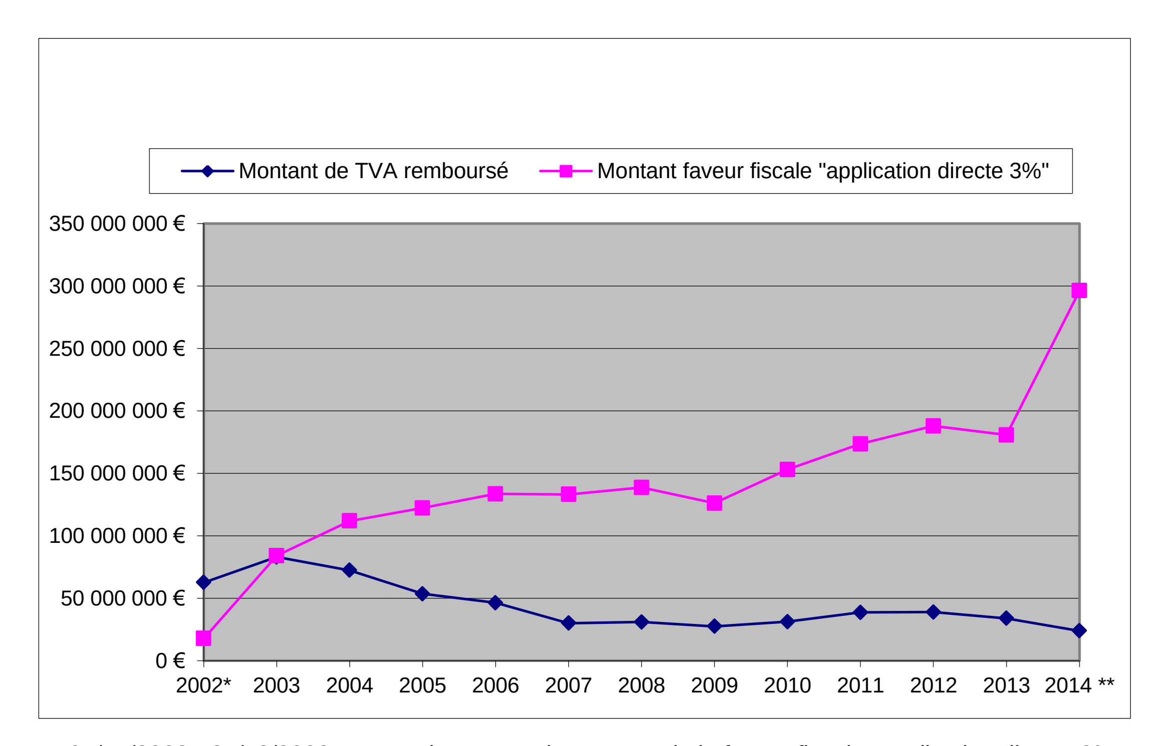
[34] Au 31 décembre 2014

NACELUX Rév.2 - Structure générale			
NOMENCLATURE STATISTIQUE		RECETTES TVA	
		01.2014 - 12.2014	EN %
A	AGRICULTURE,SYLVICULTURE ET PÊCHE	30 421 €	0,00
B	INDUSTRIES EXTRACTIVES	4 943 246 €	0,13
C	INDUSTRIE MANUFACTURIERE	112 572 917 €	2,97
D	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ	59 959 773 €	1,58
E	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU; GESTION DES DECHETS	5 695 318 €	0,15
F	CONSTRUCTION	233 430 308 €	6,16
G	COMMERCE, REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTO.	1 091 163 320 €	28,79
H	TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	31 222 133 €	0,82
I	HEBERGEMENT ET RESTAURATION	-1 047 103 €	-0,03
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	184 624 851 €	4,87
K	ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	363 459 300 €	9,59
L	ACTIVITES IMMOBILIERES	40 696 753 €	1,07
M	ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	301 511 416 €	7,96
N	ACTIVITES DE SERVICES ADMINISTRATIVES ET DE SOUTIEN	136 256 774 €	3,60
O	ADMINISTRATION PUBLIQUE	-37 646 070 €	-0,99
P	ENSEIGNEMENT	6 553 121 €	0,17
Q	SANTE HUMAINE ET ACTION SOCIALE	15 163 322 €	0,40
R	ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	1 490 703 €	0,04
S	AUTRES ACTIVITES DE SERVICES	16 641 956 €	0,44
T	ACTIVITES MENAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS	385 206 €	0,01
U	ACTIVITES EXTRA TERRITORIALES	102 604 975 €	2,71
V	COMMERCE ELECTRONIQUE	1 076 656 663 €	28,41
#	ASSUJETTIS ETRANGERS SANS CODE NACE	43 283 903 €	1,14
Total général		**3 789 653 206 €**	**100,00**

NOMENCLATURE STATISTIQUE SIMPLIFIEE EN 2014		RECETTES TVA	EN %
G	COMMERCE, REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTO.	1 091 163 320 €	28,79%
V	COMMERCE ELECTRONIQUE	1 076 656 663 €	28,41%
K	ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	363 459 300 €	9,59%
M	ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	301 511 416 €	7,96%
F	CONSTRUCTION	233 430 308 €	6,16%
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	184 624 851 €	4,87%
N	ACTIVITES DE SERVICES ADMINISTRATIVES ET DE SOUTIEN	136 256 774 €	3,60%
C	INDUSTRIE MANUFACTURIERE	112 572 917 €	2,97%
U	ACTIVITES EXTRA TERRITORIALES	102 604 975 €	2,71%
D	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ	59 959 773 €	1,58%
#	ASSUJETTIS ETRANGERS SANS CODE NACE	43 283 903 €	1,14%
	AUTRES (A,B,E,H,I,L,O,P,Q,R,S,T)	84 129 005 €	2,22%
	Total général	**3 789 653 206 €**	**100,00%**

Tableau 64 : Répartition sectorielle de la TVA

Il est également à mentionner l'impact financier global de la mesure « TVA Logement ». Le montant faveur fiscal « application directe 3% » était en croissance, tandis que le montant de TVA remboursé était relativement constant.



*01/11/2002 - 31/12/2002 en ce qui concerne le montant de la faveur fiscale "application directe 3%"
** au 31 décembre 2014

Graphique 62 : Impact financier global de la mesure « TVA – Logement » (2002-2014)

Impact financier global de la mesure "TVA - Logement" de 2002 à 2014**			
Année	**Montant de TVA remboursé**	**Montant faveur fiscale "application directe 3%"**	**TOTAL ANNUEL**
2002*	62 514 037 €	17 626 281 €	80 140 318 €
2003	82 882 955 €	83 925 902 €	166 808 856 €
2004	72 268 253 €	111 692 882 €	183 961 135 €
2005	53 411 156 €	122 176 098 €	175 587 255 €
2006	46 161 611 €	133 420 942 €	179 582 553 €
2007	29 942 245 €	132 982 519 €	162 924 763 €
2008	30 823 021 €	138 582 907 €	169 405 928 €
2009	27 395 038 €	125 946 122 €	153 341 160 €
2010	31 041 043 €	152 894 140 €	183 935 183 €
2011	38 533 813 €	173 335 475 €	211 869 288 €
2012	38 797 539 €	187 729 485 €	226 527 024 €
2013	33 837 674 €	180 627 305 €	214 464 979 €
2014 **	23 738 874 €	296 041 293 €	319 780 166 €
TOTAL GLOBAL	**571 347 257 €**	**1 856 981 350 €**	**2 428 328 607 €**

*01/11/2002 - 31/12/2002 en ce qui concerne le montant de la faveur fiscale "application directe 3%"
** au 31 décembre 2014

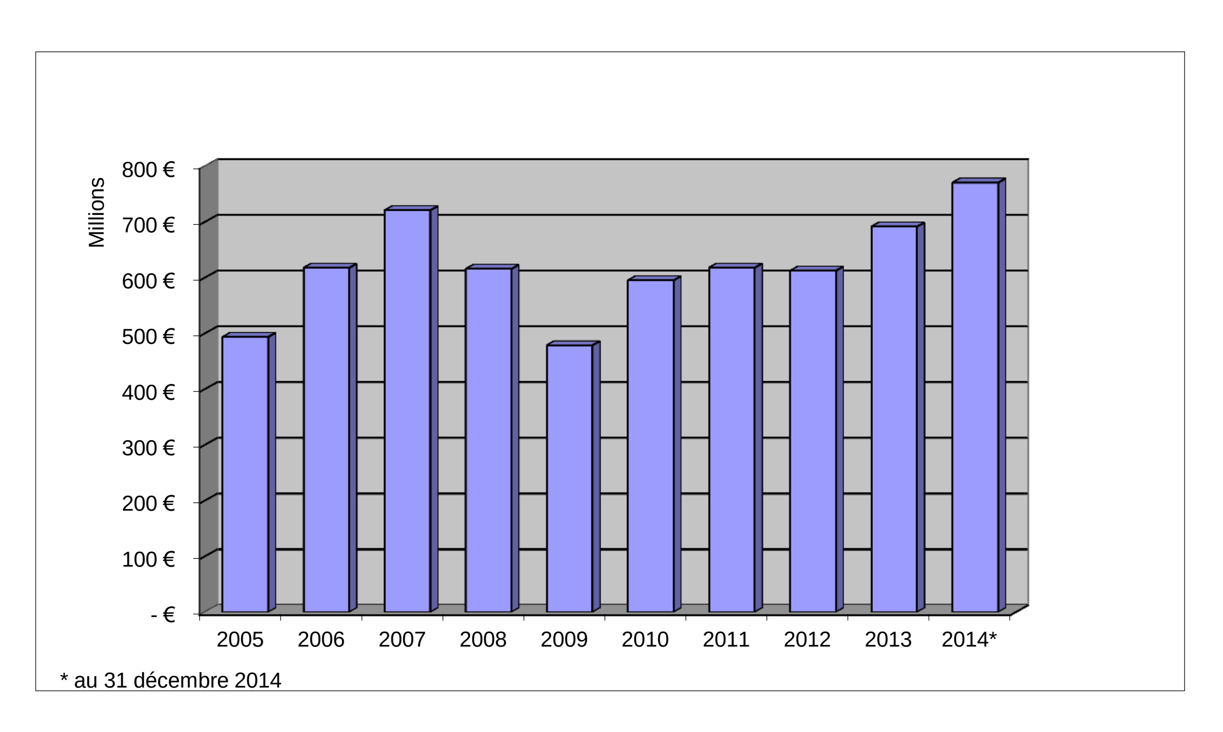
Tableau 65 : Impact financier global de la mesure « TVA – Logement » (2002-2014)

4.2. LA TAXE D'ABONNEMENT

La taxe d'abonnement est un droit d'enregistrement établi sur la négociabilité des titres. Elle a pour objet l'imposition de la circulation présumée des actions et obligations en tenant compte des variations de leur valeur vénale. Elle représente - sous une autre forme – le droit d'enregistrement auquel donnerait lieu la cession des titres. Sa perception est ainsi organisée suivant un mode spécial, mais elle n'en conserve pas moins sa nature essentielle et originaire qui est d'être un droit d'enregistrement.

Si la taxe d'abonnement trouve sa base légale dans la loi organique du 23 décembre 1913, son champ d'application a été réduit par la suite. Actuellement elle concerne les sociétés de gestion de patrimoine familial (« **SPF** »), les fonds d'investissement spécialisés (« **FIS** ») et les organismes de placement collectif (« **OPC** ») avec des taux entre 0,01 % et 0,25 % : il y a lieu de noter que des exonérations sont prévues pour certains OPC et FIS. Actuellement des débats ont lieu au sein des institutions européennes en vue de l'introduction au niveau de l'UE d'une taxe sur les transactions financières (« **TTF** ») sous le mécanisme de la coopération renforcée. Si le mécanisme et le champ d'application d'une telle taxe restent actuellement très discutés, son introduction en tant qu'impôt indirect sur les transactions financières aura - d'après la proposition de directive actuelle - pour conséquence la nécessité de supprimer la taxe d'abonnement établie sur la négociabilité des titres : en effet, les deux impôts risqueraient d'avoir une assiette largement identique.

Il s'ensuit du graphique suivant (Graphique 63) qu'il y avait des variations positives et négatives entre 2005 et 2014. En outre, le rapport des actifs nets par rapport à 1 euro de recette AED s'est accentué sur la même période (Graphique 64).

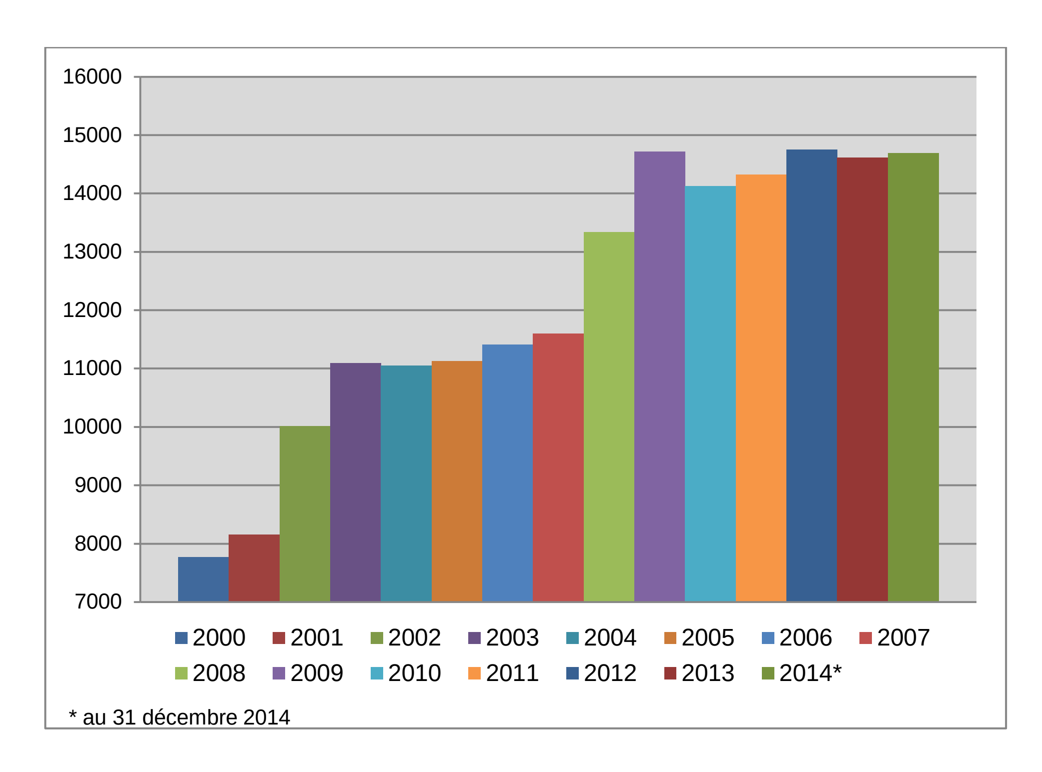


Graphique 63 : Evolution de la taxe d’abonnement (2005-2014)

Part de la taxe d'abonnement dans le total des recettes courantes de l'Etat de 2005 à 2014*			
Année	**Taxe d'abonnement**	**Recettes courantes de l'Etat**	**% de la taxe d'abonnement dans recettes courantes**
2005	493 484 469 €	6 629 300 041 €	7,44%
2006	617 645 760 €	8 391 951 070 €	7,36%
2007	720 828 931 €	8 735 747 093 €	8,25%
2008	615 643 066 €	11 479 989 155 €	5,36%
2009	478 694 841 €	8 898 855 702 €	5,38%
2010	595 154 426 €	11 021 516 749 €	5,40%
2011	617 932 788 €	10 367 345 961 €	5,96%
2012	612 368 402 €	11 305 987 449 €	5,42%
2013	691 469 405 €	14 497 912 406 €	4,77%
2014*	770 450 486 €	non disponible	

* au 31 décembre 2014

Tableau 66 : Part de la taxe d’abonnement dans le total des recettes courantes de l’Etat (2005-2014)



Graphique 64 : Rapport actifs nets / 1 euro de recette AED

PRORATA "ACTIFS NETS DES OPC ET RECETTES TAXE D'ABONNEMENT"			
Année	**Rapport moyen actifs nets / un euro**	**Variation en euros**	**Variation en %**
2000	7770,88		
2001	8158,88	388,00	4,99
2002	10015,43	1856,55	22,75
2003	11097,90	1082,47	10,81
2004	11051,71	-46,19	-0,42
2005	11129,24	77,53	0,70
2006	11409,73	280,49	2,52
2007	11595,72	185,99	1,63
2008	13331,25	1735,53	14,97
2009	14714,78	1383,53	10,38
2010	14127,87	-586,91	-3,99
2011	14318,31	190,44	1,35
2012	14750,30	431,99	3,02
2013	14613,69	-136,61	-0,93
2014*	14688,55	74,86	0,51

* au 31 décembre 2014

Tableau 67: Rapport actifs nets / 1 euro de recette AED

4.3. LES DROITS D'ENREGISTREMENT

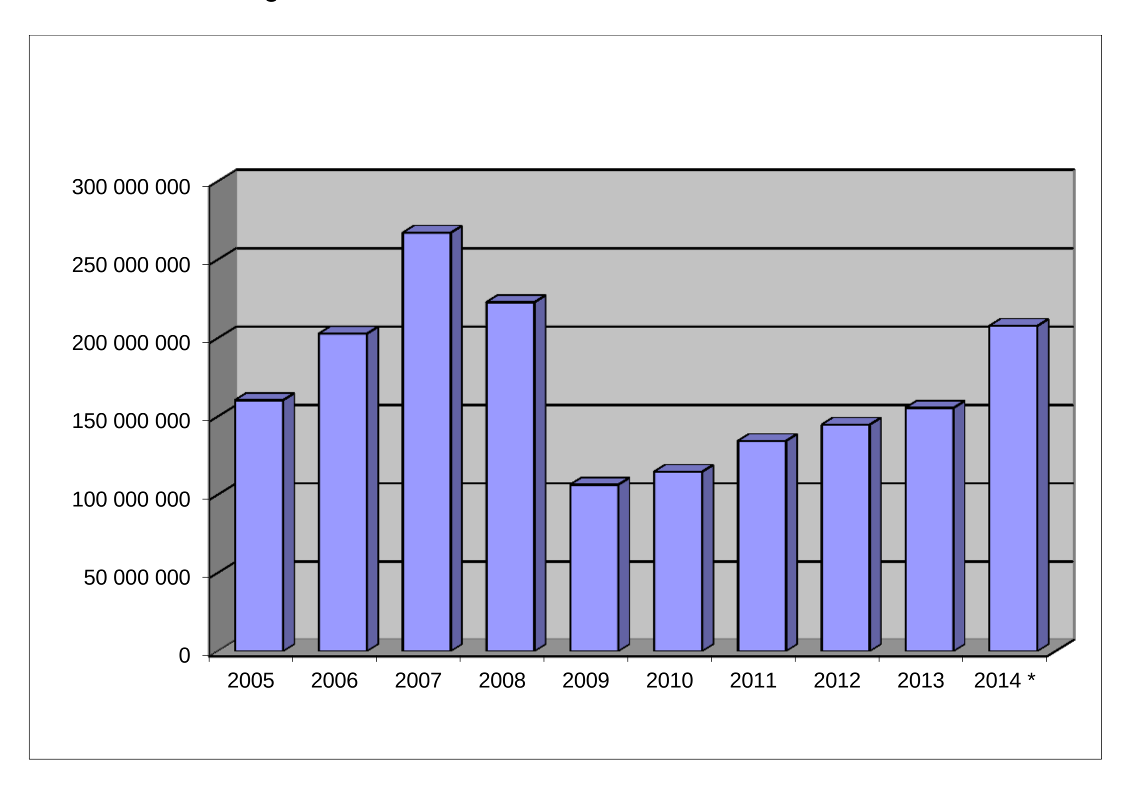
Les droits d'enregistrement se divisent en droits fixes et en droits proportionnels, suivant la nature des actes et mutations. En dehors d'un droit fixe général de 12 €, il existe un droit fixe spécial de 75 € frappant les actes relatifs aux sociétés. Le droit proportionnel est assis sur les valeurs ou sur les choses susceptibles d'évaluation qui font l'objet des conventions ou des mutations. Il frappe tous les actes qui constatent et tous les faits qui constituent un mouvement, une translation de valeur, ou qui sont attributifs de droits ou de propriété. Il est donc établi pour les obligations de sommes et valeurs, les échanges, les donations, les baux. Toutefois les mutations de biens et droits mobiliers sont enregistrées au droit fixe, si elles déclenchent l'exigibilité effective de la taxe sur la valeur ajoutée. Les droits d'enregistrement concernent ainsi surtout les mutations de droits à caractère immobilier. Les droits proportionnels varient de 0,20% à 12%. Il y a lieu de noter que tous les tarifs se trouvent majorés de 2/10 sur base de la loi du 13 mai 1964: en conséquence, les tarifs effectifs varient entre 0,24% et 14,4%.

La perception des droits d'enregistrement s'établit pour les transmissions à titre onéreux sur le prix réel augmenté, le cas échéant, du prix des charges accessoires. Toutefois le prix n'est pas toujours le seul élément à prendre en considération. Pour les échanges d'immeubles, l'évaluation portera sur la valeur vénale des biens transmis, pour les baux, sur le prix cumulé de toutes les années du bail. Pour les cessions à titre gratuit, les droits d'enregistrement sont perçus d'après la déclaration des parties sur la valeur vénale des biens transmis. A noter que des règles particulières s'appliquent en cas de transmission de l'usufruit d'un bien. Finalement un abattement de 20.000 euros sous forme d'un crédit d'impôt est accordé – sous certaines conditions – à tout particulier qui fait l'acquisition d'un immeuble à des fins d'habitation personnelle.

L'enregistrement de certains actes doit se faire sous peine d'amende dans un délai de rigueur : c'est ainsi que les actes notariés doivent être enregistrés dans un délai de dix respectivement de quinze jours. Le délai est de trois mois pour les actes sous seing privé relatifs aux immeubles. Il en est de même des contrats de bail. Par contre, il n'y a aucun délai de rigueur pour les autres actes sous seing privés, tels que les prêts, mais il ne pourra en être fait aucun usage, soit par acte public, soit en justice, ou devant une autorité constituée, à moins qu'ils n'aient été préalablement enregistrés. Si la formalité de l'enregistrement constitue ainsi surtout une obligation fiscale, elle permet aussi de donner une date certaine à tout acte sous seing privé en matière de droit civil.

L'évolution des droits d'enregistrement de 2005 à 2014 est marquée par un affaiblissement des recettes de droits d'enregistrement entre 2007 et 2009 (Graphique 65). Force est également de

constater que le « crédit d'impôt » selon la loi du 30 juillet 2002 telle que modifiée a eu des répercussions sur le budget.



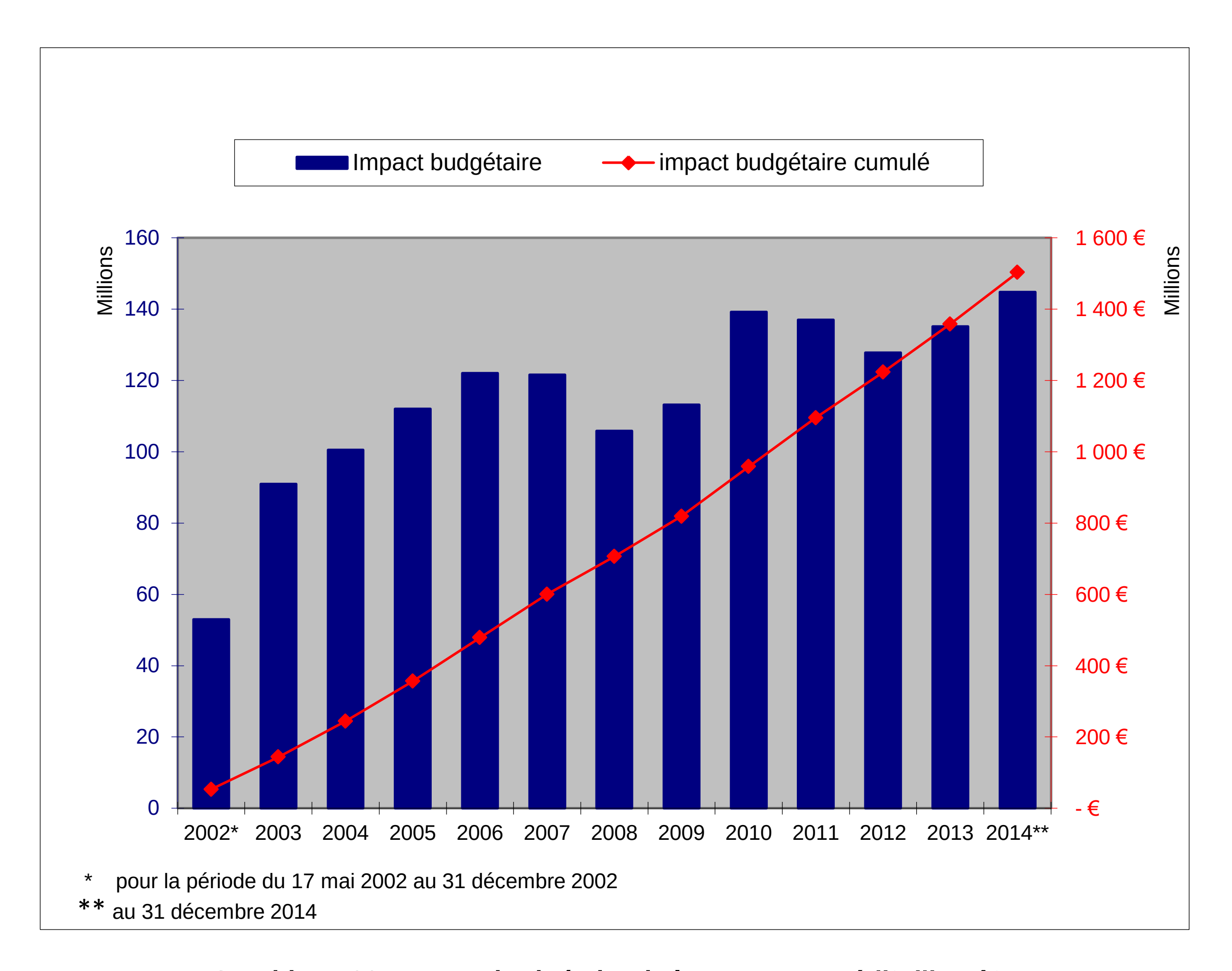
* au 31 décembre 2014

Graphique 65 : Evolution des droits d'enregistrement (2005-2014)

Part des droits d'enregistrement dans le total des recettes courantes de l'Etat de 2005 à 2014*			
Année	**Droits d'enregistrement**	**Recettes courantes de l'Etat**	**% des droits d'enregistrement dans recettes courantes**
2005	160 642 088 €	6 629 300 041 €	2,42%
2006	203 000 325 €	8 391 951 070 €	2,42%
2007	267 308 893 €	8 735 747 093 €	3,06%
2008	223 076 817 €	11 479 989 155 €	1,94%
2009	106 589 950 €	8 898 855 702 €	1,20%
2010	114 879 567 €	11 021 516 749 €	1,04%
2011	134 568 281 €	10 367 345 961 €	1,30%
2012	145 008 914 €	11 305 987 449 €	1,28%
2013	155 705 571 €	14 497 912 406 €	1,07%
2014 *	207 946 388 €	non disponible	

* au 31 décembre 2014

Tableau 68 : Evolution des droits d'enregistrement (2005-2014)



Graphique 66 : Impact budgétaire de la mesure « crédit d'impôt »

CREDIT D'IMPOT EN MATIERE D'ENREGISTREMENT ET D'HYPOTHÈQUES LOI DU 30 JUILLET 2002 TELLE QUE MODIFIEE				
Année	**Impact budgétaire**	**impact budgétaire cumulé**	**Nbre d'intervenants**	**Nbre d'intervenants cumulé**
2002*	53 000 000 €	53 000 000 €	6 400	6 400
2003	91 000 000 €	144 000 000 €	10 400	16 800
2004	100 500 000 €	244 500 000 €	10 400	27 200
2005	112 061 042 €	356 561 042 €	10 499	37 699
2006	121 999 375 €	478 560 417 €	12 561	50 260
2007	121 628 765 €	600 189 183 €	13 721	63 981
2008	105 838 165 €	706 027 348 €	12 230	76 211
2009	113 220 617 €	819 247 965 €	12 477	88 688
2010	139 184 041 €	958 432 006 €	13 647	102 335
2011	136 995 214 €	1 095 427 220 €	12 928	115 263
2012	127 804 769 €	1 223 231 989 €	12 139	127 402
2013	135 177 788 €	1 358 409 777 €	12 135	139 537
2014**	144 836 068 €	1 503 245 845 €	12 706	152 243

* pour la période du 17 mai 2002 au 31 décembre 2002

** au 31 décembre 2014

Tableau 69 : Crédit d'impôt en matière d'enregistrement et d'hypothèques

4.4. LE DROIT DE SUCCESSION

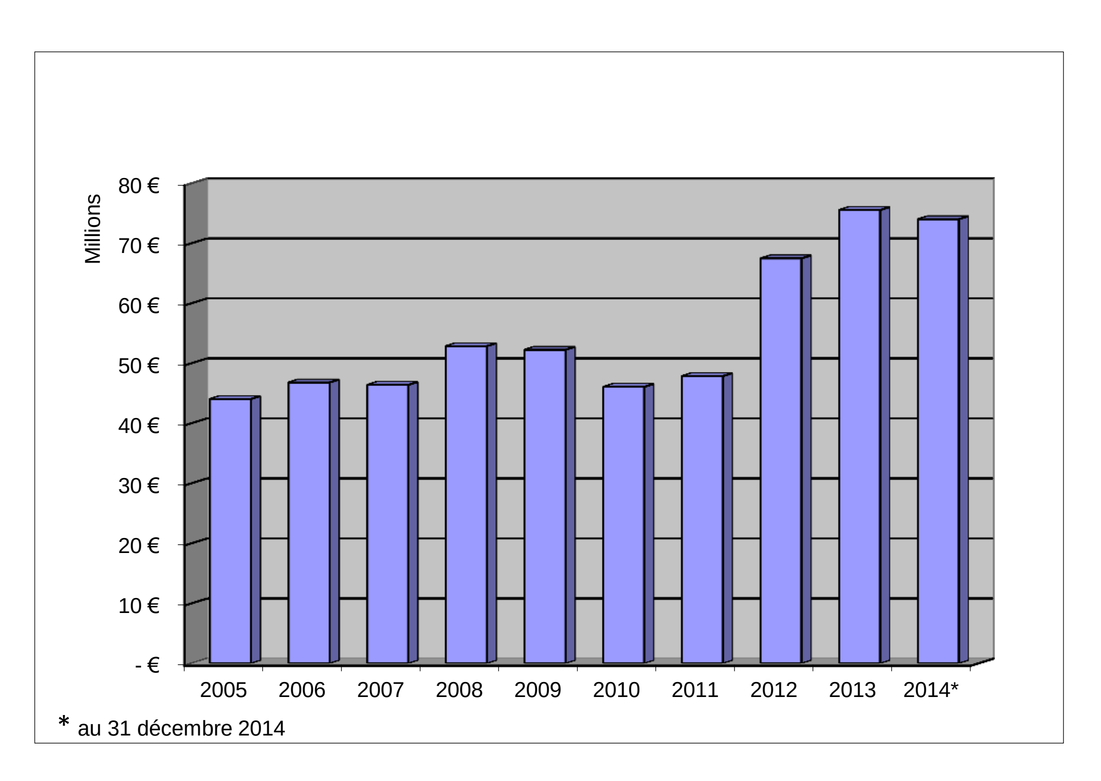
Le droit de succession et de mutation par décès sont des impôts sur les transmissions de biens qui s'opèrent par le décès. L'utilité économique de l'impôt est théoriquement identifiée comme « moyen de limiter l'inégalité de la répartition des richesses ou d'enrayer la concentration excessive de celle-ci ».

Le droit de succession et de mutation est acquis au moment du décès ; le tarif et la valeur applicables sont donc ceux de la loi en vigueur à ce moment. Le droit de succession est établi sur la valeur de tout ce qui est recueilli dans la succession d'un habitant du Grand-Duché : seuls certains biens du défunt ne sont pas pris en compte dont notamment les immeubles situés à l'étranger. Par contre, le droit de mutation par décès ne s'applique qu'en cas de décès d'un non-habitant du Grand-Duché: il n'est établi que sur la valeur des biens immeubles situés au Grand-Duché. Si donc l'assiette imposable varie fondamentalement pour les droits de succession et les droits de mutation par décès, le calcul de cette assiette se fait selon des règles similaires en partant de l'actif brut dont se trouve déduit le passif en relation avec la succession. A noter que l'actif net peut être augmenté pour le droit de succession par l'ajout de certains legs fictifs : il s'agit notamment de certaines stipulations pour autrui et des dons faits au cours de l'année précédant le décès.

Les taux d'imposition varient fortement selon le degré de parenté. C'est ainsi qu'une exemption s'applique en ligne directe à condition que la part des descendants ne dépasse pas leur part légale ab intestat. Cette exonération en ligne directe – même des fortunes les plus élevées - est de politique constante au Luxembourg. Entre époux et partenaires, il y a un abattement de l'ordre de 38.000 euros en présence de descendants communs. Pour les parents plus éloignés les tarifs varient de 6 % à 15 %. Le tarif de 15 % est aussi le tarif qui s'applique à l'égard de personnes non parentes. Ces tarifs se trouvent majorés de dixièmes selon l'importance de la part reçue par l'héritier ou le légataire : si cette part dépasse 1.750.000 euros, cette majoration est de 22/10. Le tarif maximal en matière de droit de succession et de mutation par décès est ainsi de 48 %.

Le droit de succession et le droit de mutation par décès sont perçus sur base des données fournies par les parties sous forme d'une déclaration à déposer dans un délai de rigueur auprès de l'AED. En principe, ce délai est de six mois à partir du jour du décès. Si des prorogations sont possibles, tout dépôt tardif donne, par contre, lieu à la perception d'une amende.

La variation des recettes provenant des droits de succession était positive sur la période de 2005 à 2014.



Graphique 67 : Evolution des droits de succession (2005-2014)

Part des droits de succession dans le total des recettes courantes de l'Etat de 2005 à 2014*			
Année	**Droits de succession**	**Recettes courantes de l'Etat**	**% des droits de succession dans recettes courantes**
2005	44 057 046 €	6 629 300 041 €	0,66%
2006	46 809 788 €	8 391 951 070 €	0,56%
2007	46 408 610 €	8 735 747 093 €	0,53%
2008	52 870 569 €	11 479 989 155 €	0,46%
2009	52 269 090 €	8 898 855 702 €	0,59%
2010	46 075 230 €	11 021 516 749 €	0,42%
2011	47 873 932 €	10 367 345 961 €	0,46%
2012	67 502 318 €	11 305 987 449 €	0,60%
2013	75 568 784 €	14 497 912 406 €	0,52%
2014*	74 036 404 €	non disponible	

* au 31 décembre 2014

Tableau 70 : Part des droits de succession dans le total des recettes courantes de l'Etat (2005-2014)

*****

5. REVUE STATISTIQUE DES DROITS D'ACCISES ET LA TAXE SUR LES VÉHICULES ROUTIERS

5.1. GÉNÉRALITÉS

Les droits d'accise se divisent en deux catégories, à savoir :

1. les droits d'accise communs (U.E.B.L.) et
2. les droits d'accises autonomes ou taxes y assimilées

5.1.1. Les droits d'accise communs (U.E.B.L)

C'est depuis le 25 juillet 1921 que suite à la Convention instituant une Union Economique entre la Belgique et le Luxembourg (entrée en vigueur le 1 mars 1922), reconduite tacitement en 2012 pour une autre période de 10 ans, les droits d'accise sont communs aux deux pays pour certaines catégories de prix.

Le régime de communauté en matière d'accises concerne les produits suivants (cf. art. 10 de la Convention U.E.B.L. - version coordonnée Mém. A-2004, N° 89, p. 1514) :

1) les bières telles que définies à l'article 4 de la loi belge du 7 janvier 1998 concernant la structure et les taux des droits d'accises sur l'alcool et les boissons alcoolisées;
2) les vins tels que définis à l'article 9 de la même loi;
3) les boissons fermentées autres que le vin ou la bière (autres boissons fermentées) telles que définies à l'article 11 de la même loi;
4) les produits intermédiaires tels que définis à l'article 14 de la même loi;
5) l'alcool éthylique et les boissons spiritueuses tels que définis à l'article 16 de la même loi;
6) l'essence avec plomb, l'essence sans plomb, le pétrole lampant utilisé comme carburant, le pétrole lampant utilisé pour des usages industriels et commerciaux, le gasoil utilisé comme carburant, le gasoil utilisé pour des usages industriels et commerciaux, le fuel domestique, le fuel lourd de toute espèce ainsi que les gaz de pétrole liquéfiés et le méthane destinés à des usages industriels et commerciaux, tels que définis à l'article 7 de la loi belge du 22 octobre 1997 relative à la structure et aux taux des droits d'accises sur les huiles minérales;
7) les tabacs manufacturés tels que définis aux articles 4 (cigares et cigarillos), 5 (cigarettes), 6 (tabac à fumer), 7 (tabac à fumer fine coupe destiné à rouler les cigarettes), 8 (cigares, cigarillos, cigarettes et tabacs à fumer assimilés) de la loi belge du 3 avril 1997 relative au régime fiscal des tabacs manufacturés.

Depuis mai 1972, le produit des droits d'accise communs n'est plus réparti proportionnellement à la population de leurs territoires, mais suivant les recettes perçues sur la base de la consommation ou de l'utilisation dans chacun des deux pays des marchandises sujettes aux droits d'accise communs. La part revenant à chaque pays est fixée par le Comité des Ministres, sur proposition du Conseil des Douanes, institutions prévues par la Convention U.E.B.L.

La clé de répartition est fixée tous les 2 ans. Elle s'établit comme suit :

2001 - 2002	80,91866 %	19,08134 %
2003 - 2004	81,15062 %	18,84938 %
2005 - 2006	79,04263 %	20,95737 %
2007 - 2008	78,81378 %	21,18613 %
2009 - 2010	79,00214 %	20,99786 %
2011 – 2012	79,84438 %	20,15562 %
2013 -2014	78,30523 %	21.69477 %

Tableau 71 : Fixation de la clé de répartition

5.1.2. Les droits d'accise communs (U.E.B.L)

À côté des accises communes, existent également des accises autonomes et des taxes assimilées aux accises, qui ne rentrent pas dans le pot commun de l'U.E.B.L., mais qui constituent des ressources propres au Grand-Duché.

Suite à la restructuration fin 1980 par la Belgique des fiscalités grevant les produits soumis à accises, se sont ajoutés aux accises communes des droits d'accise supplémentaires, dénommés en Belgique "droit d'accise spécial" et au Luxembourg "droits d'accise autonome".

Le Grand-Duché de Luxembourg a instauré par la loi budgétaire de 1981 ce droit d'accise autonome. Ni l'accise spéciale belge ni l'accise autonome luxembourgeoise ne rentrent dans le pot commun et ne sont donc pas répartis entre les deux pays. Chaque pays garde ses propres recettes.

Ainsi les recettes d'accises autonomes rentrent directement dans les caisses du Trésor luxembourgeois, sans passer par la caisse commune U.E.B.L.

Il s'agit des accises autonomes / taxes assimilées suivantes :

- tabacs manufacturés ;
- essence et diesel ;
- contribution sociale sur les carburants ;
- contribution changement climatique sur les carburants ;
- gasoil industriel ;
- mazout chauffage ;

- fuel lourd ;
- pétrole lampant ;
- LPG ;
- gaz naturel ;
- électricité ;
- boissons alcooliques ;
- taxe sur les alcopops ;
- taxe sur les cabarets ;
- taxe sur les véhicules routiers ;
- Eurovignettes ;
- taxe sur la navigation de plaisance ;
- taxe de contrôle vétérinaire ;
- intérêts de retard ;
- amendes ; et
- divers

Pour l'alimentation du fonds pour l'emploi, il a été instauré par la loi du 17 juin 1994 entre autres un droit d'accise autonome additionnel dénommé contribution sociale prélevé sur les essences et les gasoils utilisés comme carburant dans les moteurs des véhicules circulant sur la voie publique.

Pour l'alimentation du fonds Kyoto, il a été instauré par la loi budgétaire du 22 décembre 2006 un droit d'accise autonome additionnel dénommé contribution changement climatique prélevé sur les essences et les gasoils utilisés comme carburants dans les moteurs des véhicules circulant sur la voie publique. À cette même occasion, le législateur a attribué au même fonds Kyoto, 40% des recettes de la taxe sur les véhicules routiers.

Certains produits sont donc soumis seulement à un droit d'accise commun (p.ex. LPG industriel), d'autres à un droit d'accise commun et autonome (p.ex. essences, diesel, cigarettes, alcool) et finalement d'autres sont soumis uniquement à un droit d'accise autonome (gaz naturel, électricité).

Le droit d'accise est donc un impôt indirect qui frappe la consommation ou l'utilisation de certains produits à l'intérieur du pays.

Sont donc imposables aussi bien les produits fabriqués dans le pays que ceux importés d'autres pays de l'U.E. ou de pays tiers.

Les droits d'accise présentent un caractère nettement fiscal (alimentation du Trésor public), mais le législateur les utilise parfois comme instrument de politique sociale ou autre (p.ex.: fonds de solidarité, restructuration de la sidérurgie, environnement, fonds pour l'emploi, fonds Kyoto-émissions CO2).

Quiconque veut faire un commerce avec des produits soumis à accises au Grand-Duché doit se faire enregistrer auprès de l'administration. Vu que les produits se trouvent en régime suspensif des accises et taxes jusqu'à leur mise à la consommation, le dépôt au préalable d'une caution bancaire auprès du bureau compétent est exigé. Cette caution bancaire garantit le paiement des droits en jeu à raison de 10% lors de l'entreposage et à 100 % si un délai de paiement est accordé lors de la mise à la consommation.

Sans cette caution, aucun délai de paiement n'est accordé et les droits et taxes sont à acquitter de suite.

5.2. L'IMPACT BUDGÉTAIRE DES ACCISES

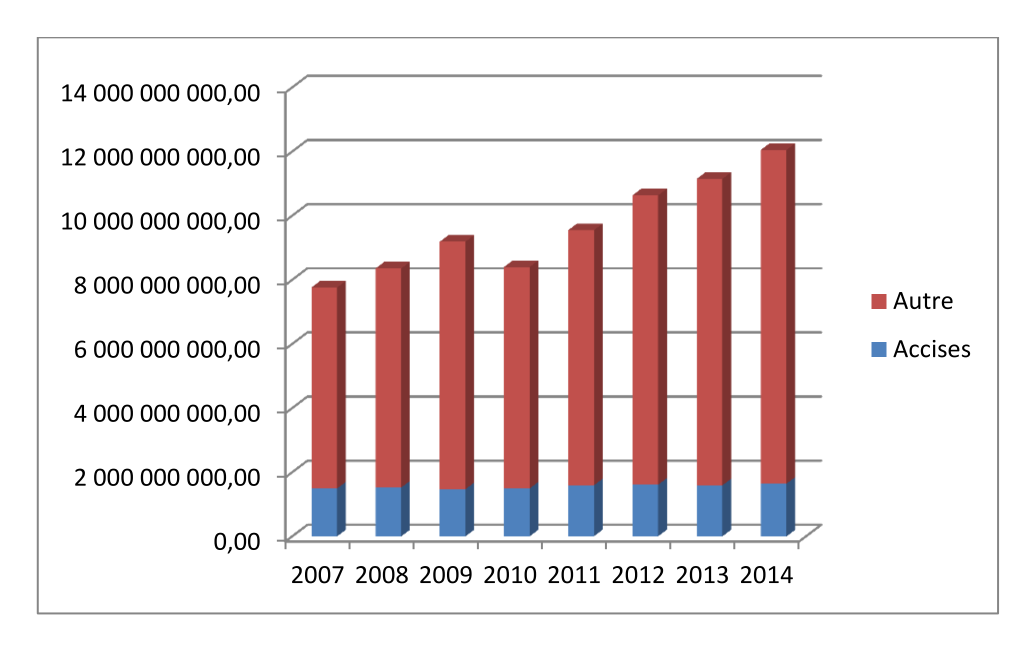
Les accises communes, autonomes et taxes assimilées aux accises représentent en moyenne entre 12 et 18% des recettes globales.

Les recettes sur les produits soumis à accises communes, autonomes et taxes assimilées s'établissent comme suit.

	Accises	Budget[35]	%
2007	1 492 825 381,00	7 760 972 242	19,24%
2008	1 524 179 904,00	8 355 401 373	18,24%
2009	1 469 915 109,00	9 188 710 886	16,00%
2010	1 492 471 861,00	8 398 711 866	17,77%
2011	1 589 819 833,00	9 547 234 905	16,65%
2012	1 609 240 843,00	10 632 514 812	15,14%
2013	1 589 861 894,00	11 146 037 371	14,26%
2014	1 645 533 430,00	12 051 964 945	13,65%

Tableau 72 : Évolution du poids relatif des accises par rapport au budget total (2007-2014, en €)

[35] Sans recettes en capital



Graphique 68 : Évolution du poids relatif des accises par rapport au budget total (en €)

Il s'ensuit que la part des accises était relativement constante sur la période de 2007 à 2014, tandis que le budget de l'État luxembourgeois a constamment augmenté pendant la même période, à l'exception de l'année 2010.

5.3. LA TAXATION DES PRODUITS ÉNERGÉTIQUES ET DE L'ÉLECTRICITÉ

Les produits énergétiques et l'électricité sont imposés depuis le 1er janvier 2015 comme suit :

			UEBL		autonomes lux.		TVA	
						total	p.m.	
Produits énergétiques		Essence (1000 l)						
	(1)	- au plomb (p.m.)	245,4146€		113,08 €	516,6646		
	(2)				138,17 €		17%	
	(3)				20,00 €			
	(1)	- sans plomb > 10mg/kg soufre	245,4146€		61,00 €	464,5846		
	(2)				138,17 €		17%	
	(3)				20,00 €			
	(1)	- sans plomb <= 10mg/kg soufre	245,4146€		58,51 €	462,0946		
	(2)				138,17 €		17%	
	(3)				20,00 €			
		Pétrole lampant (1000 l)						
		- carburant	294,9933€		35,0067 €	330,0000	17%	
		- usage indust./comm.	18,5920€		2,41€	21,0020	17%	
		- chauffage	0,00 €		10,00 €	10,0000	14%	
		Gasoil (1000 l)						
		utilisé comme carburant						
	(1)	- contenant > 10mg/kg soufre	198,3148€		83,84 €	338,3548		

	(2)				31,20 €		17%	
	(3)				25,00 €			
	(1)	- contenant <= 10mg/kg soufre	198,3148€		80,4852 €	335,0000		
	(2)				31,20 €		17%	
	(3)				25,00 €			
		- usage indust./comm.	18,5920€		2,41 €	21,0020	17%	
		- chauffage	0,00 €		10,00 €	10,0000	14%	
		- usage agricole, horticole, etc.	0,00 €		0,00 €	0,0000	17%	
		Fuel lourd (1000 kg)	13,0000€		2,00 €	15,0000	17%	
		LPG/Méthane (1000 kg)						
		- carburant	0,00 €		101,64 €	101,6400	8%	
		- usage indust./comm.	37,1840€		0,00 €	37,1840	8%	
		- chauffage	0,00 €		10,00 €	10,0000	8%	
		Charbon et coke	0,00 €		0,00 €	0,0000	14%	
		Gaz naturel						
		- carburant	0,00 €		0,00 €	0,0000	8%	
		combustible / MWh						
	(4)	consommation/an < 550MWh cat. A	0,00 €		1,08 €	1,0800	8%	
	(5)	consommation/an > 550MWh cat. B	0,00 €		0,54 €	0,5400	8%	
	(6)	consommation/an > 4100 MWh cat C1	0,00 €		0,05 €	0,0500	8%	
	(7)	consommation/an > 4100 MWh cat C2	0,00 €		0,30 €	0,3000	8%	
	(8)	cogénération cat. D	0,00 €		0,00 €	0,0000	8%	
ELECT		Electricité						
		consommation/an en MWh						
		cat A (<= 25 MWh)	0,00 €		1,00 €	1,0000	8%	
		cat B (> 25 MWh)	0,00 €		0,50 €	0,5000	8%	
		cat.C (procédés métal./minéral.)	0,00 €		0,10 €	0,1000	8%	

(1) accise autonome
(2) contribution sociale
(3) contribution climatique
(4) les points de comptage affichant une consommation de gaz naturel annuelle inférieure ou égale à cinq cent cinquante mille kWh font partie de la catégorie A;
(5) les points de comptage affichant une consommation de gaz naturel annuelle supérieure à cinq cent cinquante mille kWh font partie de la catégorie B, à l'exception de ceux de la catégorie C1, C2 et D;
(6) les points de comptage affichant une consommation annuelle supérieure à quatre millions cent mille kWh et participant au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre hormis ceux de la catégorie D, ou utilisant le gaz naturel principalement pour la réduction chimique ou dans les procédés métallurgiques ou minéralogiques font partie de la catégorie C1;
(7) les points de comptage affichant une consommation annuelle supérieure à quatre millions cent mille kWh et dont les débiteurs de la taxe s'engagent à la réalisation d'une amélioration substantielle de leur efficacité énergétique globale par accord à conclure entre le Gouvernement et l'entreprise concernée respectivement un représentant mandaté par cette entreprise font partie de la catégorie C2.L'accord à conclure sera doté d'une clause de sanction en cas de non-respect des engagements. En absence d'un accord conclu, les points de comptage concernés font d'office partie de la catégorie B;
(8) les points de comptage utilisant le gaz naturel pour la production d'électricité font partie de la catégorie D.

Tableau 73 : Imposition des produits énergétiques et l'électricité

Divers produits énergétiques ne sont pas soumis à un droit d'accise commun U.E.B.L. tels que le gaz naturel ou l'électricité. Ces produits ne font pas partie des produits énumérés à l'article 10 de la Convention.

Tous les produits sont imposés sur base de 1.000 litres ou 1.000 kg ou MWh.

Pour tous les produits il y a des minima communautaires respectés par le Luxembourg.

L'évolution des accises sur les carburants est reprise dans les tableaux suivants :

	droit d'accise U.E.B.L. / 1000 l	droit d'accise autonome	droit d'accise auton. additionnel	Contribution changement climatique
01/01/2000	9.900 F	2.360 F	2.750 F	
01/01/2002	245,4146 €	58,5029 €	68,1707 €	
01/01/2004	245,4146 €	58,5029 €	138,17 €	
01/01/2005	245,4146 €	58,5100 €	138,17 €	
01/01/2007	245,4146 €	61,0000 €	138,17 €	20.0000 €
01/01/2011	245,4146 €	61,0000 €	138,17 €	20.0000 €

Tableau 74 : <u>Essence</u> sans plomb d'une teneur en soufre <u>supérieure à 10mg</u>

	droit d'accise U.E.B.L. / 1000 l	droit d'accise autonome	droit d'accise auton. additionnel	Contribution changement climatique
01/01/2007	245,4146 €	58,5100 €	138,17 €	20.0000 €
01/01/2011	245,4146 €	61,0000 €	138,17 €	20.0000 €

Tableau 75 : <u>Essence</u> sans plomb d'une teneur en soufre de <u>10mg ou moins</u>

	droit d'accise U.E.B.L. / 1000 l	droit d'accise autonome	droit d'accise auton. additionnel	Contribution changement climatique
01/01/2000	8.000 F	1.950 F	250 F	
01/01/2002	198,3148 €	48,3392 €	6,1973 €	
01/01/2005	198,3148 €	48,3400 €	18,7000 €	
01/01/2006	198,3148 €	48,3400 €	31,2000 €	
01/01/2007	198,3148 €	50,8400 €	31,2000 €	12.5000 €
01/01/2008	198,3148 €	50,8400 €	31,2000 €	25.0000 €
01/01/2010	198,3148 €	58,8400 €	31,2000 €	25.0000 €
01/01/2011	198,3148 €	68,8400 €	31,2000 €	25.0000 €
01/01/2012	198,3148 €	78,8400 €	31,2000 €	25,0000 €
01/08/2012	198,3148 €	83,8400 €	31,2000 €	25,0000 €

Tableau 76 : <u>Diesel routier</u> d'une teneur en soufre supérieure à <u>10mg</u>

	droit d'accise U.E.B.L. / 1000 l	droit d'accise autonome	droit d'accise auton. additionnel	Contribution changement climatique
01/01/2007	198,3148 €	48,3400 €	31,2000 €	12.5000 €
01/01/2008	198,3148 €	47,4852 €	31,2000 €	25.0000 €
01/01/2010	198,3148 €	55,4852 €	31,2000 €	25,0000 €
01/01/2011	198,3148 €	65,4852 €	31,2000 €	25.0000 €
01/01/2012	198,3148 €	75,4852 €	31,2000 €	25.0000 €
01/08/2012	198,3148 €	80,4852 €	31,2000 €	25,0000 €

Tableau 77 : <u>Diesel routier</u> d'une teneur en soufre de <u>10mg ou moins</u>

Les recettes totales de tous les produits énergétiques et de l'électricité (hors TVA) sont résumées dans le tableau suivant :

	prod. énerg.	électr.	total recettes
2007	887 774 777	2 753 588	890 690 276
2008	906 830 563	2 907 008	909 618 606
2009	860 325 207	2 920 423	862 904 981
2010	876 210 180	2 830 008	879 040 186
2011	942 024 647	2 993 661	945 018 308
2012	963 307 855	2 715 486	966 023 341
2013	929 913 593	3 224 613	933 138 206
2014	898 372 689	2 644 117	901 016 806

Tableau 78 : Recettes totales de tous les produits énergétiques et de l'électricité (en €)

5.4. LA TAXATION DU TABAC

La taxation des produits de tabacs et notamment des cigarettes et du tabac à rouler les cigarettes est un peu plus complexe. Il y a des minima communautaires à respecter qui s'expriment soit en pourcentages (60%) du prix de vente calculé sur base du prix moyen pondéré (« PMP ») ou par 1.000 pièces (115 €).

Les taux applicables sont basés sur une partie ad valorem et une partie spécifique par 1.000 pièces. Pour prévenir la mise sur le marché de produits à très bas prix, le Grand-Duché fixe en plus un minimum d'accise nationale, qui doit être payé même si d'après les calculs avec les taux ordinaires la taxation serait inférieure à ce minimum.

Les tabacs manufacturés désignés ci-après, mis à la consommation dans le pays, sont soumis à un droit d'accise commun U.E.B.L. et à un droit d'accise autonome luxembourgeois fixés comme suit:

1) Cigares et cigarillos :

    a. accise commune: 5 %

    b. accise autonome: 5 %

    Le minimum des accises à payer s'élève à 23,50 € / 1.000 pièces

2) Cigarettes :

    a. accise commune: 45,84%

    b. accise autonome: 0,81%

Les cigarettes sont, en outre, passibles

a) d'un droit d'accise spécifique commun de 6,8914 € par 1000 pièces

b) d'un droit d'accise spécifique autonome de 11,5000 € par 1000 pièces

Pour 2015 le minimum des accises à payer s'élève à 113,95 € / 1.000 pièces. La charge fiscale totale (toute taxe comprise) d'un paquet de 25 cigarettes à 6 € représente 69% du prix de vente.

3) Tabac à fumer destiné à rouler les cigarettes et autres tabacs à fumer:

   a. accise commune: 31,5%

   b. accise autonome : 2,80 %

Le tabac à rouler les cigarettes est passible d'un droit d'accise autonome spécifique de 10,00 € / kg. Le minimum des accises à payer s'élève à 40,00 € /kg. La moyenne 2015 des accises représente 46,05% du prix de vente au détail, basé sur le PMP.

Les droits d'accise ad valorem sont calculés sur le prix de vente au détail suivant un barème établi par le Ministre des Finances.

Les recettes totales de tous les produits énergétiques et de l'électricité (hors TVA) sont résumées dans le tableau suivant :

Les recettes totales sur les produits de tabac (hors TVA) sont reprises dans le tableau suivant :

	Rec. cigares	Rec. tabac	Rec. cigarettes	Rec. total
2007	1 070 714	84 438 703	467 216 713	552 726 130
2008	1 080 000	77 885 781	438 451 962	517 417 743
2009	1 832 054	72 501 219	512 970 151	587 303 424
2010	1 674 468	100 724 394	432 536 920	534 935 782
2011	1 775 671	96 928 060	425 259 416	523 963 147
2012	1 783 000	114 950 000	421 298 000	537 729 000
2013	1 788 000	136 940 000	394 834 000	533 562 000
2014	1 772 000	180 422 000	461 083 000	643 277 000

Tableau 79 : Recettes totales sur les produits de tabac (hors TVA, en €)

À titre d'exemple, mentionnons le calcul d'un paquet de 25 cigarettes à 6,00 €:

P.V./PAQUET *6,00 € - 25cig.*		
CHARGE FISCALE	€ / PAQUET	
Accise ad valorem UEBL 45,84%	2,7504	€
Accise spécifique UEBL 6,8914 / 1000	0,1723	€
Accise autonome ad valorem 0,81%	0,0486	€
Accise autonome spécifique 11,50 / 1000	0,2875	€
Total Accises	3,2588	€
TVA 17%	0,8718	€
Total charge fiscale	4,1306	€
PART PRIVEE	1,8694	€
PRIX DE VENTE	6,00	€

Tableau 80 : Calcul d'un paquet de 25 cigarettes à 6,00 €

5.5. LA TAXATION DES ALCOOLS

Les boissons alcooliques sont subdivisées en quatre catégories, à savoir les bières, les vins, les produits intermédiaires et les alcools titrant plus de 22%.

Une taxe spéciale est prélevée sur les « alcopops » (boissons du type limonade, bière, vin d'une teneur en alcool inférieure ou égale à 10% à laquelle on ajoute de l'alcool éthylique).

Force est de constater qu'en 1993, l'accise sur les vins et vins mousseux prélevée sur ces produits lorsqu'ils étaient importés a été abolie pour ne pas imposer les vins indigènes.

Actuellement l'accise sur les vins et vins mousseux ainsi que sur les produits fermentés autres que les bières est fixée à 0,00 euros tandis que pour toutes les autres boissons alcooliques et alcools, les droits et taxes sont les suivants :

	UEBL (col. 1)	autonomes lux. (col. 2)	total	TVA p.m.
Bières (hl ° Plato)				
production annuelle de				
50.000 hl (cat 1)	0,3966 €	0,00 €	0,3966	17%
200.000 hl (cat 2)	0,4462 €	0,00 €	0,4462	17%
> 200.000 hl (cat 3)	0,7933 €	0,00 €	0,7933	17%
Vins tranquilles (/hl)				
	0,00 €	0,00 €	0,0000	14%
> 13°	0,00 €	0,00 €	0,0000	17%
Vins mousseux (/hl)	0,00 €	0,00 €	0,0000	17%
Autres boissons fermentées (/hl)	0,00 €	0,00 €	0,0000	17%
Autres boissons fermentées mousseuses (/hl)	0,00 €	0,00 €	0,0000	17%
Produits intermédiaires (/hl)				
	47,0998€	0,00 €	47,0998	17%
> 15°	66,9313€	0,00 €	66,9313	17%
Surtaxe sur les boissons confectionnées /hl	0,00 €	600,00 €	600,0000	17%
Alcools (hl 100% vol)	223,1042€	818,0486€	1 041,1528	17%

Tableau 81 : Droits et taxes sur les boissons alcooliques et alcools[36]

Vu que la consommation ne varie pas beaucoup, les recettes pour tous ces produits restent plus ou moins inchangées au fil du temps :

mio €	Alcool étranger	Alcool indigène	Taxe de consommation sur alcool	Bières étrangères	Bières indigènes	Vins	Produits intermédiaires
2007	5,742	0,116	21,510	1,831	1,781	0,00	1,188
2008	5,697	0,075	21,166	1,880	1,636	0,00	1,099
2009	5,777	0,093	21,526	2,005	1,645	0,00	1,054
2010	5,523	0,068	20,404	2,128	1,573	0,00	1,018
2011	5,938	0,076	22,102	2,133	1,574	0,00	1,026
2012	5,958	0,065	22.090	2.302	1.552	0.00	1.003
2013	6,722	0,073	24.911	2.292	1.460	0.00	1.074
2014	7,583	0,091	28.081	2.359	1.440	0.00	0.980

Tableau 82 : Recettes provenant des accises sur les boissons acooliques

[36] Actuellement, l'accise sur les vins et vins mousseux ainsi que sur les produits fermentés autres que les bières est fixée à 0,00 euros.

5.6. LA TAXATION SUR LES VÉHICULES ROUTIERS

La taxe sur les véhicules repose depuis le 1er janvier 2007 sur une imposition "écologique" à savoir en relation avec les émissions CO_2, pour tous les véhicules immatriculés à partir du 1er janvier 2001.

Les véhicules dont la 1ère immatriculation remonte avant le 1.01.2001 sont taxés suivant la cylindrée.

La taxe normale est calculée suivant la formule : Taxe (en euros) = a * b * c

où « a » représente la valeur des émissions de CO_2 en g/km ;

où « b » représente un multiplicateur, qui est fixé actuellement à :

- 0,9 pour les véhicules équipés d'un moteur à carburant diesel ;

- 0,6 pour les véhicules équipés d'un moteur autre qu'à carburant diesel.

et où « c » représente un facteur exponentiel qui équivaut à 0,5 lorsque les émissions de CO_2 ne dépassent pas 90 g/km CO_2 et qui est incrémenté de 0,10 pour chaque tranche supplémentaire de 10 g de CO_2/km.

En pratique le facteur exponentiel se lit comme suit :

tranches d'émissions de CO_2 (g/km)			coefficient exponentiel « c »
1	a ≤	90	0,5
90	< a ≤	100	0,6
100	< a ≤	110	0,7
110	< a ≤	120	0,8
120	< a ≤	130	0,9
130	< a ≤	140	1
140	< a ≤	150	1,1
150	< a ≤	160	1,2
160	< a ≤	170	1,3, etc.

Tableau 83 : Coefficient exponentiel utilisé pour le calcul sur les véhicules routiers

Ce qui précède concerne uniquement les voitures de tourisme classées M1 par la SNCT. Les autres véhicules tels que motos, camionnettes, camions, tracteurs, remorques et semi-remorques utilisant la voie publique sont taxés suivant leur propre barème et dépendant soit de la cylindrée, de la masse maximale autorisée, de la suspension, etc.

Les recettes de la taxe sur les véhicules :

	Taxe en EUR	
2006	32 173 994	
2007	62 958 461	Nouv. taxe CO_2
2008	73 727 700	
2009	72 300 000	
2010	64 999 372	
2011	63 092 000	
2012	60 919 000	
2013	67 906 000	
2014	68 206 000	

Tableau 84 : Recettes totales de la taxe sur les véhicules

****

ANNEXE 1 : Distribution de l'IFON selon les différentes communes du Grand-Duché du Luxembourg

Année 2010

2010	IMPOT FONCIER		A			B			B1			B2			B3			B4			B5			B6			TOTAL B			TOTAL IMPOT FONCIER (A+B)	
	(en euros)	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit
Rang	COMMUNE	calculées			calculées			calculées			calculées			calculées			calculées		brut	calculées		brut	calculées		brut	calculées	pond.moy.	net	calculées	pond.moy.	
1	BASCHARAGE	2 944	250	7 361,20	0	0	0,00	40 739	400	162 956,20	2 221	250	5 552,30	616	120	738,80	51 694	120	62 032,20	2 294	250	5 735,10	0	250	0,00	97 564	242,93	237 014,60	100 508	243,14	244 375,80
2	BASTENDORF	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
3	BEAUFORT	1 680	360	6 046,80	14 928	360	53 741,80	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	14 928	360,01	53 741,80	16 608	360,00	59 788,60
4	BECH	4 945	260	12 856,80	8 802	260	22 885,10	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	8 802	260,00	22 885,10	13 747	260,00	35 741,90
5	BECKERICH	5 612	400	22 448,20	0	0	0,00	3 199	550	17 595,10	727	400	2 906,80	473	200	945,80	13 571	200	27 141,10	391	400	1 564,70	430	600	2 582,40	18 791	280,64	52 735,90	24 403	308,09	75 184,10
6	BERDORF	3 498	280	9 795,70	0	0	0,00	3 777	375	14 164,70	309	280	864,90	222	135	299,60	8 339	135	11 257,30	261	280	730,50	0	500	0,00	12 908	211,63	27 317,00	16 406	226,21	37 112,70
7	BERG (Colmar-)	1 901	300	5 703,80	0	0	0,00	30 079	420	126 332,80	481	300	1 443,70	185	150	277,50	11 294	150	16 940,70	459	300	1 376,80	0	500	0,00	42 498	344,42	146 371,50	44 399	342,52	152 075,30
8	BERTRANGE	3 213	450	14 460,10	0	0	0,00	67 579	675	456 157,40	1 373	450	6 177,60	550	225	1 238,50	51 558	225	116 006,10	2 682	450	12 071,20	0	450	0,00	123 742	478,13	591 650,80	126 955	477,42	606 110,90
9	BETTBORN	2 758	400	11 033,90	0	0	0,00	431	550	2 368,20	416	400	1 665,70	49	400	197,30	9 518	200	19 035,70	72	400	288,30	760	400	3 038,30	11 246	236,47	26 593,50	14 004	268,69	37 627,40
10	BETTEMBOURG	3 737	500	18 684,40	0	0	0,00	30 112	800	240 894,10	3 746	500	18 730,90	2 283	290	6 619,70	64 898	290	188 203,40	1 944	500	9 719,50	0	500	0,00	102 983	450,72	464 167,60	106 720	452,45	482 852,00
11	BETTENDORF	5 527	275	15 198,00	15 591	275	42 874,10	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	15 591	274,99	42 874,10	21 118	274,99	58 072,10
12	BETZDORF	4 569	300	13 707,80	0	0	0,00	15 734	405	63 721,70	633	300	1 900,00	942	145	1 366,00	21 067	145	30 547,00	753	300	2 260,40	0	300	0,00	39 129	255,04	99 795,10	43 698	259,74	113 502,90
13	BISSEN	3 058	300	9 174,80	0	0	0,00	18 473	450	83 126,40	587	300	1 761,60	340	300	1 021,40	16 100	150	24 150,70	1 156	400	4 623,40	0	400	0,00	36 656	312,86	114 683,50	39 714	311,88	123 858,30
14	BIWER	5 211	300	15 632,50	22 296	300	66 888,40	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	22 296	300,00	66 888,40	27 507	300,00	82 520,90
15	BOEVANGE s/A.	3 411	375	12 792,30	16 413	375	61 550,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	16 413	375,01	61 550,50	19 824	375,01	74 342,80
16	BOULAIDE	3 724	400	14 897,80	5 714	400	22 854,60	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	5 714	399,98	22 854,60	9 438	400,00	37 752,40
17	BOURSCHEID	4 220	350	14 771,60	13 461	350	47 114,30	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	13 461	350,01	47 114,30	17 681	350,01	61 885,90
18	BOUS	3 456	300	10 367,30	10 174	300	30 522,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	10 174	300,00	30 522,00	13 630	299,99	40 889,30
19	BURMERANGE	3 156	300	9 466,80	0	0	0,00	244	445	1 087,20	90	300	271,00	75	160	119,20	6 976	160	11 161,60	75	300	224,30	38	300	113,30	7 498	173,07	12 976,60	10 654	210,66	22 443,40
20	CLEMENCY	3 348	350	11 717,40	0	0	0,00	307	550	1 689,90	386	350	1 352,50	212	200	423,00	15 275	200	30 549,70	177	350	620,20	0	350	0,00	16 357	211,75	34 635,30	19 705	235,23	46 352,70
21	CLERVAUX	2 494	350	8 730,60	30 692	350	107 422,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	30 692	350,00	107 422,50	33 186	350,01	116 153,10
22	CONSDORF	4 720	300	14 160,30	12 940	300	38 820,70	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	12 940	300,01	38 820,70	17 660	300,01	52 981,00
23	CONSTHUM	1 604	400	6 417,10	3 557	400	14 228,40	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	3 557	400,01	14 228,40	5 161	400,03	20 645,50
24	CONTERN	3 802	500	19 008,90	0	0	0,00	28 556	800	228 448,20	649	500	3 243,80	292	280	818,60	25 878	280	72 457,20	898	500	4 491,40	173	500	863,90	56 446	549,77	310 323,10	60 248	546,63	329 332,00
25	DALHEIM	5 043	300	15 129,90	13 176	300	39 527,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	13 176	300,00	39 527,50	18 219	300,00	54 657,40
26	DIEKIRCH	1 983	500	9 917,40	0	0	0,00	22 770	750	170 775,20	6 522	500	32 608,10	1 468	250	3 669,10	43 122	250	107 805,90	705	500	3 525,70	0	750	0,00	74 587	426,86	318 384,00	76 570	428,76	328 301,40
27	DIFFERDANGE	2 430	250	6 075,10	0	0	0,00	65 167	750	488 751,30	13 657	250	34 143,70	3 755	250	9 386,70	104 001	250	260 002,20	3 739	250	9 347,30	1 019	250	2 546,60	191 338	420,29	804 177,80	193 768	418,16	810 252,90
28	DIPPACH	4 609	240	11 061,00	0	0	0,00	2 300	370	8 509,70	430	240	1 031,30	144	130	187,10	23 741	130	30 863,70	876	240	2 103,40	0	240	0,00	27 491	155,31	42 695,20	32 100	167,46	53 756,20
29	DUDELANGE	1 931	500	9 657,20	0	0	0,00	48 679	750	365 090,60	11 478	500	57 389,40	2 372	250	5 929,60	115 328	250	288 320,10	2 853	500	14 264,00	587	500	2 932,90	181 297	404,82	733 926,60	183 228	405,82	743 583,80
30	ECHTERNACH	2 549	500	12 744,40	0	0	0,00	28 227	750	211 700,75	7 187	500	35 934,10	1 488	250	3 720,90	30 249	250	75 621,38	1 159	500	5 795,40	0	750	0,00	68 310	487,15	332 772,53	70 859	487,61	345 516,93
31	ELL	3 295	300	9 886,20	7 050	300	21 150,70	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	7 050	300,01	21 150,70	10 345	300,02	31 036,90
32	ERMSDORF	4 412	250	11 030,90	0	0	0,00	130	335	433,90	139	250	348,00	49	120	58,80	5 720	120	6 863,60	140	250	350,70	0	250	0,00	6 178	130,38	8 055,00	10 590	180,23	19 085,90
33	ERPELDANGE	2 514	440	11 060,20	0	0	0,00	11 231	660	74 126,60	1 082	440	4 759,00	438	220	963,20	14 105	220	31 031,90	930	440	4 092,60	0	440	0,00	27 786	413,78	114 973,30	30 300	415,95	126 033,50
34	ESCH s/ALZETTE	752	600	4 514,00	0	0	0,00	141 715	900	1 275 437,13	35 285	600	211 711,70	13 184	300	39 550,70	156 091	300	468 274,11	5 928	600	35 566,86	590	600	3 539,70	352 793	576,56	2 034 080,20	353 545	576,62	2 038 594,20
35	ESCH s/SURE	453	400	1 811,50	5 574	400	22 297,80	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	5 574	400,03	22 297,80	6 027	400,02	24 109,30
36	ESCHWEILER	2 038	400	8 150,60	4 735	400	18 941,40	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	4 735	400,03	18 941,40	6 773	400,00	27 092,00
37	ETTELBRUCK	2 796	500	13 982,00	0	0	0,00	17 303	750	129 769,20	11 296	500	56 480,10	907	250	2 268,40	56 089	250	140 222,50	1 447	500	7 234,60	0	500	0,00	87 042	385,99	335 974,80	89 838	389,54	349 956,80
38	FEULEN	3 942	330	13 007,90	12 393	330	40 895,60	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	12 393	329,99	40 895,60	16 335	329,99	53 903,50
39	FISCHBACH	2 995	320	9 583,70	0	0	0,00	1 041	450	4 683,20	50	450	226,20	68	450	305,20	6 047	165	9 978,10	92	500	461,40	349	600	2 095,50	7 647	232,11	17 749,60	10 642	256,84	27 333,30
40	FLAXWEILER	6 643	300	19 929,80	13 291	300	39 873,80	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	13 291	300,01	39 873,80	19 934	300,01	59 803,60
41	FOUHREN	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
42	FRISANGE	4 418	300	13 254,50	0	0	0,00	2 167	445	9 644,90	845	300	2 535,10	257	160	410,50	23 922	160	38 274,40	643	300	1 929,60	0	300	0,00	27 834	189,68	52 794,50	32 252	204,79	66 049,00
43	GARNICH	4 863	275	13 374,50	0	0	0,00	828	375	3 106,00	323	275	889,40	135	135	182,40	12 845	135	17 341,00	233	275	640,00	0	275	0,00	14 364	154,27	22 158,80	19 227	184,81	35 533,30
44	GOESDORF	2 673	400	10 693,00	7 782	400	31 126,30	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	7 782	399,98	31 126,30	10 455	399,99	41 819,30
45	GREVENMACHER	2 891	300	8 674,40	0	0	0,00	14 615	440	64 307,80	3 650	300	10 950,30	2 003	160	3 204,50	30 076	160	48 121,10	747	300	2 241,30	311	300	933,70	51 402	252,44	129 758,70	54 293	254,97	138 433,10
46	GROSBOUS	3 215	350	11 253,10	5 488	350	19 208,40	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	5 488	350,01	19 208,40	8 703	350,01	30 461,50
47	HEFFINGEN	2 826	330	9 326,90	0	0	0,00	887	450	3 989,60	135	450	608,40	125	450	564,50	7 137	320	22 838,20	184	600	1 104,50	0	600	0,00	8 468	343,71	29 105,20	11 294	340,29	38 432,10
48	HEIDERSCHEID	4 359	375	16 348,10	9 342	375	35 033,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	9 342	375,01	35 033,00	13 701	375,02	51 381,10
49	HEINERSCHEID	4 400	475	20 902,30	11 941	475	56 717,80	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	11 941	474,98	56 717,80	16 341	475,00	77 620,10
50	HESPERANGE	4 463	500	22 312,90	0	0	0,00	56 303	750	422 269,00	2 765	500	13 826,30	1 384	250	3 459,20	98 221	250	245 553,70	1 221	500	6 107,00	1 101	500	5 502,50	160 995	432,76	696 717,70	165 458	434,57	719 030,60
51	HOBSCHEID	2 360	300	7 079,80	0	0	0,00	1 885	445	8 387,90	855	300	2 566,00	375	160	599,70	18 775	160	30 039,60	456	300	1 368,50	0	300	0,00	22 346	192,26	42 961,70	24 706	202,55	50 041,50
52	HOSCHEID	1 023	370	3 784,30	4 641	370	17 171,40	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	4 641	369,99	17 171,40	5 664	369,98	20 955,70
53	HOSINGEN	4 125	450	18 560,70	0	0	0,00	8 756	600	52 534,30	763	450	3 434,30	291	600	1 745,30	10 425	220	22 934,80	724	450	3 259,80	449	675	3 031,90	21 408	406,11	86 940,40	25 533	413,20	105 501,10
54	JUNGLINSTER	10 592	265	28 070,00	0	0	0,00	17 040	375	63 899,00	3 715	265	9 845,20	780	140	1 092,30	47 044	140	65 862,00	1 339	265	3 547,60	589	265	1 561,10	70 507	206,80	145 807,20	81 099	214,40	173 877,20
55	KAUTENBACH	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
56	KAYL	1 823	340	6 198,70	0	0	0,00	4 481	510	22 854,00	2 968	340	10 091,00	917	170	1 558,70	44 157	170	75 067,00	625	340	2 123,90	1 281	340	4 356,50	54 429	213,22	116 051,10	56 252	217,33	122 249,80
57	KEHLEN	5 648	400	22 593,30	49 033	400	196 130,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	49 033	400,00	196 130,50	54 681	400,00	218 723,80
58	KOERICH	3 662	325	11 901,40	0	0	0,00	19 437	450	87 467,90	654	325	2 125,00	198	150	297,50	15 214	150	22 821,40	422	325	1 370,20	0	325	0,00	35 925	317,56	114 082,00	39 587	318,24	125 983,40
59	KOPSTAL	1 015	340	3 450,90	0	0	0,00	1 680	510	8 570,10	872	340	2 965,20	145	170	246,70	29 341	170	49 880,30	548	340	1 864,30	0	340	0,00	32 586	194,95	63 526,60	33 601	199,33	66 977,50
60	LAC HAUTE-SURE	4 801	400	19 204,80	11 819	400	47 275,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	11 819	399,99	47 275,00	16 620	400,00	66 479,80
61	LAROCHETTE	2 211	295	6 523,10	0	0	0,00	1 567	400	6 268,20	1 277	295	3 767,20	294	145	426,60	8 554	145	12 403,60	68	295	200,00	161	295	474,70	11 921	197,47	23 540,30	14 132	212,73	30 063,40
62	LENNINGEN	4 152	240	9 965,80	0	0	0,00	10 394	360	37 418,90	254	240	609,20	228	120	273,20	11 588	120	13 905,20	277	240	663,60	120	240	288,50	22 861	232,53	53 158,60	27 013	233,68	63 124,40
63	LEUDELANGE	1 846	220	4 062,20	0	0	0,00	31 583	350	110 541,10	546	220	1 202,10	150	120	180,30	18 369	120	22 042,70	1 426	220	3 138,00	396	220	870,40	52 470	262,96	137 974,60	54 316	261,50	142 036,80
64	LINTGEN	2 403	350	8 411,60	0	0	0,00	2 508	500	12 542,10	579	350	2 027,20	224	175	391,70	14 166	175	24 790,20	265	350	928,40	172	350	603,50	17 914	230,45	41 283,10	20 317	244,60	49 694,70
65	LORENTZWEILER	3 046	295	8 984,50	0	0	0,00	1 493	400	5 973,60	433	295	1 276,30	337	200	674,20	20 427	200	40 853,70	283	295	834,30	547	500	2 736,10	23 520	222,57	52 348,20	26 566	230,87	61 332,70
66	LUXEMBOURG	2 719	500	13 596,90	0	0	0,00	1 167 963	750	8 759 724,10	102 667	500	513 336,10	43 300	250	108 249,50	766 158	250	1 915 396,00	54 060	500	270 297,70	35 721	500	178 602,90	2 169 869	541,30	11 745 606,30	2 172 588	541,25	11 759 203,20

67	MAMER	5 208	500	26 041,00	0	0	0,00	28 258	700	197 807,50	3 217	500	16 085,30	573	250	1 431,70	50 231	250	125 578,10	3 525	500	17 624,00	1 053	500	5 262,80	86 857	418,84	363 789,40	92 065	423,43	389 830,40
68	MANTERNACH	6 607	200	13 213,60	0	0	0,00	519	300	1 555,80	671	200	1 342,40	506	100	505,70	8 963	100	8 962,50	136	200	271,20	14	200	27,60	10 809	117,17	12 665,20	17 416	148,59	25 878,80
69	MEDERNACH	3 070	250	7 675,40	0	0	0,00	1 927	375	7 225,70	415	250	1 038,60	499	135	674,20	6 196	135	8 364,50	97	250	241,90	0	250	0,00	9 134	192,08	17 544,90	12 204	206,66	25 220,30
70	MERSCH	8 164	400	32 656,70	0	0	0,00	31 217	600	187 304,10	3 670	400	14 681,80	1 519	200	3 038,30	49 618	200	99 236,40	1 394	400	5 576,30	0	400	0,00	87 418	354,43	309 836,90	95 582	358,32	342 493,60
71	MERTERT	2 528	270	6 825,40	0	0	0,00	19 235	450	86 556,00	4 561	270	12 314,10	346	150	518,60	23 877	150	35 815,40	716	270	1 933,00	0	270	0,00	48 735	281,39	137 137,10	51 263	280,83	143 962,50
72	MERTZIG	2 105	350	7 366,90	0	0	0,00	2 287	500	11 434,90	180	350	629,80	208	350	726,80	10 163	350	35 571,50	205	350	715,90	172	400	689,60	13 215	376,61	49 768,50	15 320	372,95	57 135,40
73	MOMPACH	4 960	260	12 895,70	7 415	260	19 278,30	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	7 415	259,99	19 278,30	12 375	259,99	32 174,00
74	MONDERCANGE	4 222	400	16 886,20	0	0	0,00	43 083	600	258 497,80	1 323	400	5 290,80	967	200	1 934,40	47 320	200	94 640,30	1 641	400	6 564,70	0	600	0,00	94 334	388,97	366 928,00	98 556	389,44	383 814,20
75	MONDORF-BAINS	2 379	350	8 327,20	0	0	0,00	13 823	550	76 024,20	2 815	400	11 258,60	465	300	1 395,80	31 647	300	94 941,20	808	800	6 461,10	450	1000	4 503,70	50 008	389,11	194 584,60	52 387	387,33	202 911,80
76	MUNSHAUSEN	2 313	500	11 566,60	0	0	0,00	3 220	800	25 757,50	303	500	1 513,40	233	290	675,50	6 991	290	20 273,90	246	500	1 228,30	153	500	765,70	11 146	450,51	50 214,30	13 459	459,03	61 780,90
77	NEUNHAUSEN	1 075	450	4 838,40	2 530	450	11 386,20	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	2 530	450,05	11 386,20	3 605	450,06	16 224,60
78	NIEDERANVEN	6 630	300	19 891,40	0	0	0,00	101 139	450	455 123,30	1 891	300	5 671,70	246	300	737,40	50 591	150	75 885,80	2 339	300	7 015,50	0	300	0,00	156 206	348,54	544 433,70	162 836	346,56	564 325,10
79	NOMMERN	4 190	325	13 618,00	8 745	325	28 421,70	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	8 745	325,01	28 421,70	12 935	325,01	42 039,70
80	PETANGE	1 224	400	4 895,60	0	0	0,00	31 236	640	199 912,90	8 787	400	35 148,00	2 444	200	4 887,70	93 547	200	187 093,40	1 731	400	6 924,50	750	400	2 999,90	138 495	315,51	436 966,40	139 719	316,25	441 862,00
81	PUTSCHEID	2 358	440	10 373,60	0	0	0,00	4 017	750	30 127,30	160	440	703,90	193	225	433,60	5 555	225	12 498,50	107	440	470,00	0	440	0,00	10 032	440,92	44 233,30	12 390	440,73	54 606,90
82	RAMBROUCH	8 540	400	34 160,30	28 704	400	114 815,70	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	28 704	400,00	114 815,70	37 244	400,00	148 976,00
83	RECKANGE	4 631	240	11 115,30	0	0	0,00	3 247	365	11 850,30	623	240	1 495,40	166	130	215,90	15 582	130	20 256,20	567	240	1 360,20	0	240	0,00	20 185	174,28	35 178,00	24 816	186,55	46 293,30
84	REDANGE	6 705	400	26 821,80	0	0	0,00	4 714	600	28 281,40	2 005	400	8 018,40	1 171	200	2 341,10	15 558	200	31 115,60	251	400	1 002,20	735	400	2 940,30	24 434	301,62	73 699,00	31 139	322,81	100 520,80
85	REISDORF	2 630	330	8 680,30	0	0	0,00	1 137	460	5 229,20	215	330	710,10	153	165	251,70	4 573	165	7 545,30	130	330	428,90	0	330	0,00	6 208	228,18	14 165,20	8 838	258,49	22 845,50
86	REMERSCHEN	4 728	295	13 946,40	0	0	0,00	3 167	400	12 668,20	625	295	1 845,10	446	145	646,20	10 462	145	15 169,90	205	295	605,10	0	295	0,00	14 905	207,54	30 934,50	19 633	228,60	44 880,90
87	REMICH	1 486	300	4 456,90	0	0	0,00	13 516	410	55 413,90	3 276	300	9 827,40	878	150	1 317,20	22 254	150	33 380,30	225	300	673,80	240	300	721,10	40 389	250,89	101 333,70	41 875	252,63	105 790,60
88	ROESER	4 755	500	23 774,70	0	0	0,00	13 849	750	103 865,60	789	1000	7 888,80	843	250	2 108,10	35 838	250	89 595,50	840	1000	8 397,90	263	1000	2 633,70	52 422	409,16	214 489,60	57 177	416,71	238 264,30
89	ROSPORT	5 915	300	17 746,30	0	0	0,00	1 559	300	4 675,50	663	300	1 989,90	286	300	857,60	10 941	300	32 821,90	316	500	1 580,10	185	500	922,90	13 950	307,15	42 847,90	19 865	305,03	60 594,20
90	RUMELANGE	507	340	1 722,30	0	0	0,00	4 750	510	24 223,60	2 531	340	8 604,60	673	170	1 143,30	25 610	170	43 537,40	103	340	350,30	58	340	196,50	33 725	231,45	78 055,70	34 232	233,05	79 778,00
91	SAEUL	2 393	300	7 179,00	4 807	300	14 420,90	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	4 807	300,00	14 420,90	7 200	300,00	21 599,90
92	SANDWEILER	994	360	3 577,60	0	0	0,00	18 619	600	111 714,20	759	360	2 730,70	534	360	1 921,70	22 759	200	45 517,80	998	360	3 591,60	0	500	0,00	43 669	378,93	165 476,00	44 663	378,51	169 053,60
93	SANEM	3 156	400	12 624,20	0	0	0,00	23 822	600	142 931,90	3 228	400	12 912,50	1 268	200	2 535,10	91 432	200	182 863,50	5 286	400	21 144,00	2 206	400	8 824,30	127 242	291,74	371 211,30	130 398	294,36	383 835,50
94	SCHIEREN	1 672	350	5 852,00	0	0	0,00	2 731	400	10 923,20	528	350	1 847,00	144	175	252,80	10 019	175	17 533,30	309	500	1 544,10	0	500	0,00	13 731	233,78	32 100,40	15 403	246,40	37 952,40
95	SCHIFFLANGE	747	400	2 988,30	0	0	0,00	12 029	600	72 174,80	2 518	400	10 072,80	927	200	1 854,40	51 574	200	103 147,80	620	400	2 478,50	601	400	2 405,90	68 269	281,44	192 134,20	69 016	282,72	195 122,50
96	SCHUTTRANGE	2 654	295	7 828,40	0	0	0,00	29 444	400	117 774,80	901	295	2 657,90	336	145	487,80	24 750	145	35 887,00	1 664	295	4 908,50	0	295	0,00	57 095	283,24	161 716,00	59 749	283,76	169 544,40
97	SEPTFONTAINES	1 925	320	6 161,30	0	0	0,00	580	480	2 785,20	620	320	1 985,00	142	160	227,40	5 021	160	8 034,20	76	320	243,10	0	320	0,00	6 439	206,16	13 274,90	8 364	232,38	19 436,20
98	STADTBREDIMUS	2 867	250	7 167,60	11 259	250	28 147,10	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	11 259	250,00	28 147,10	14 126	250,00	35 314,70
99	STEINFORT	1 897	250	4 741,30	0	0	0,00	9 922	350	34 726,20	1 956	250	4 889,70	980	105	1 029,10	27 733	105	29 120,00	1 323	250	3 307,50	354	250	883,80	42 268	174,97	73 956,30	44 165	178,19	78 697,60
100	STEINSEL	3 511	235	8 250,20	0	0	0,00	9 892	330	32 644,30	880	235	2 068,50	2 230	120	2 675,40	35 649	120	42 778,60	1 279	235	3 006,70	1 040	235	2 444,20	50 970	167,98	85 617,70	54 481	172,29	93 867,90
101	STRASSEN	1 466	450	6 597,00	0	0	0,00	93 014	675	627 846,80	2 076	450	9 340,50	1 012	225	2 276,60	57 999	225	130 497,80	3 966	450	17 848,70	476	450	2 144,00	158 543	498,26	789 954,40	160 009	497,82	796 551,40
102	TROISVIERGES	5 146	400	20 583,80	34 023	400	136 091,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	34 023	400,00	136 091,00	39 169	400,00	156 674,80
103	TUNTANGE	2 608	295	7 694,20	0	0	0,00	558	410	2 288,20	328	295	968,20	222	150	333,70	8 883	150	13 324,20	199	295	587,30	0	295	0,00	10 190	171,75	17 501,60	12 798	196,87	25 195,80
104	USELDANGE	5 670	400	22 681,30	0	0	0,00	1 759	600	10 553,90	473	400	1 893,60	96	200	191,90	10 303	200	20 605,40	234	400	937,60	0	400	0,00	12 865	265,70	34 182,40	18 535	306,79	56 863,70
105	VIANDEN	543	450	2 441,60	0	0	0,00	5 516	600	33 094,80	1 385	450	6 234,50	232	220	510,60	7 846	220	17 260,50	107	450	482,60	336	450	1 513,30	15 422	383,19	59 096,30	15 965	385,46	61 537,90
106	VICHTEN	2 770	340	9 419,30	7 019	340	23 865,40	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	7 019	340,01	23 865,40	9 789	340,02	33 284,70
107	WAHL	2 875	350	10 064,20	6 100	350	21 349,70	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	6 100	350,00	21 349,70	8 975	350,02	31 413,90
108	WALDBILLIG	3 548	300	10 643,50	11 232	300	33 695,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	11 232	300,00	33 695,50	14 780	299,99	44 339,00
109	WALDBREDIMUS	2 688	380	10 213,70	7 587	380	28 831,20	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	7 587	380,01	28 831,20	10 275	380,00	39 044,90
110	WALFERDANGE	778	400	3 112,30	0	0	0,00	14 941	600	89 644,20	1 992	400	7 968,20	455	200	909,30	55 363	200	110 725,90	1 385	400	5 541,90	0	400	0,00	74 136	289,72	214 789,50	74 914	290,87	217 901,80
111	WEILER-LA-TOUR	3 509	300	10 527,80	17 896	300	53 688,60	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	17 896	300,00	53 688,60	21 405	300,01	64 216,40
112	WEISWAMPACH	3 975	500	19 875,80	0	0	0,00	7 852	800	62 817,40	590	500	2 951,30	305	290	884,20	8 165	290	23 679,30	299	500	1 492,70	6	500	28,00	17 217	533,50	91 852,90	21 192	527,22	111 728,70
113	WELLENSTEIN	5 093	400	20 371,50	12 176	400	48 703,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	12 176	400,00	48 703,50	17 269	399,99	69 075,00
114	WILTZ	2 054	400	8 216,70	0	0	0,00	20 951	650	136 182,00	5 047	400	20 186,00	1 755	200	3 510,60	25 475	200	50 949,70	473	400	1 891,90	0	400	0,00	53 701	396,12	212 720,20	55 755	396,26	220 936,90
115	WILWERWILTZ	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
116	WINCRANGE	16 086	450	72 388,90	0	0	0,00	11 000	600	65 998,80	1 148	450	5 168,10	621	220	1 365,60	18 831	220	41 427,20	917	450	4 125,30	1 191	450	5 359,10	33 708	366,22	123 444,10	49 794	393,29	195 833,00
117	WINSELER	2 563	400	10 250,00	13 338	400	53 353,60	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	13 338	400,01	53 353,60	15 901	400,00	63 603,60
118	WORMELDANGE	7 791	300	23 372,80	22 119	300	66 358,20	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	22 119	300,01	66 358,20	29 910	300,00	89 731,00
119	KIISCHPELT	2 591	500	12 956,60	7 843	500	39 215,60	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	7 843	500,01	39 215,60	10 434	500,02	52 172,20
120	TANDEL	8 260	275	22 714,40	10 850	275	29 836,20	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	10 850	274,99	29 836,20	19 110	274,99	52 550,60
121	CLERVAUX (2012)																														
122	ESCH/SURE (2012)																														
123	KAERJENG																														
124	PARC HOSINGEN																														
125	SCHENGEN (2012)																														
126	VALLEE DE L'ERNZ																														
	116 communes	415 267	352	1 460 494,90	524 476	352	1 845 710,00	2 509 910	683	17 144 953,38	285 194	457	1 302 489,30	105 329	238	250 468,90	3 014 399	220	6 642 226,89	127 269	448	570 623,36	55 077	476	261 940,80	6 621 654	423,13	28 018 412,63	7 036 921	418,92	29 478 907,53

Année 2011

2011	IMPOT FONCIER		A			B			B1			B2			B3			B4			B5			B6			TOTAL B			TOTAL IMPOT FONCIER (A+B)	
	(en euros)	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit
Rang	COMMUNE	calculées			calculées			calculées			calculées			calculées			calculées		brut	calculées		brut	calculées		brut	calculées	pond.moy.	net	calculées	pond.moy.	
1	BASCHARAGE	2 943	250	7 358,60	0	0	0,00	44 873	400	179 492,20	2 226	250	5 564,30	628	120	753,30	52 771	120	63 325,50	2 176	250	5 439,70	0	250	0,00	102 674	247,94	254 575,00	105 617	248,003	261 933,60
2	BASTENDORF	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
3	BEAUFORT	1 688	360	6 077,40	15 803	360	56 891,10	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	15 803	360	56 891,10	17 491	360,005	62 968,50
4	BECH	4 932	260	12 822,10	9 426	260	24 508,40	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	9 426	260,01	24 508,40	14 358	259,998	37 330,50
5	BECKERICH	5 610	400	22 441,20	0	0	0,00	3 199	550	17 595,10	727	400	2 906,80	473	200	945,80	13 831	200	27 661,00	382	400	1 529,70	2 684	600	16 106,40	21 296	313,41	66 744,80	26 906	331,473	89 186,00
6	BERDORF	3 118	280	8 730,80	0	0	0,00	3 762	375	14 106,50	424	280	1 187,70	230	135	310,00	8 560	135	11 555,90	209	280	584,50	183	500	917,30	13 368	214,41	28 661,90	16 486	226,815	37 392,70
7	BERG (Colmar-)	1 901	300	5 703,80	0	0	0,00	30 035	420	126 148,80	481	300	1 443,70	184	150	276,00	11 464	150	17 195,30	467	300	1 400,10	0	500	0,00	42 631	343,56	146 463,90	44 532	341,704	152 167,70
8	BERTRANGE	3 209	450	14 441,50	0	0	0,00	67 590	675	456 231,60	1 401	450	6 304,40	574	225	1 290,90	53 909	225	121 295,70	2 236	450	10 061,80	651	450	2 930,80	126 361	473,34	598 115,20	129 570	472,761	612 556,70
9	BETTBORN	2 768	400	11 070,40	0	0	0,00	431	550	2 368,20	416	400	1 665,70	49	400	197,30	9 819	200	19 638,80	73	400	293,30	4 081	400	16 322,80	14 869	272,29	40 486,10	17 637	292,32	51 556,50
10	BETTEMBOURG	3 712	500	18 561,00	0	0	0,00	30 659	800	245 269,70	3 716	500	18 581,70	2 284	290	6 623,40	65 322	290	189 432,80	2 010	500	10 048,00	0	500	0,00	103 991	451,92	469 955,60	107 703	453,578	488 516,60
11	BETTENDORF	5 366	290	15 562,30	15 590	290	45 211,10	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	15 590	290	45 211,10	20 956	290,005	60 773,40
12	BETZDORF	4 526	300	13 577,90	0	0	0,00	15 899	405	64 391,30	657	300	1 969,75	133	145	192,70	21 432	145	31 075,80	792	300	2 376,50	0	300	0,00	38 913	257	100 006,05	43 439	261,479	113 583,95
13	BISSEN	3 045	300	9 134,60	0	0	0,00	18 469	450	83 110,00	587	300	1 761,60	344	300	1 032,20	16 301	150	24 452,20	1 199	400	4 797,80	179	400	716,30	37 079	312,5	115 870,10	40 124	311,546	125 004,70
14	BIWER	5 187	300	15 561,80	23 662	300	70 985,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	23 662	300	70 985,50	28 849	300,001	86 547,30
15	BOEVANGE s/A.	3 342	375	12 532,30	16 838	375	63 144,10	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	16 838	375,01	63 144,10	20 180	375,007	75 676,40
16	BOULAIDE	3 732	400	14 928,20	5 744	400	22 977,90	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	5 744	400,03	22 977,90	9 476	400,022	37 906,10
17	BOURSCHEID	4 240	350	14 840,20	14 261	350	49 914,70	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	14 261	350,01	49 914,70	18 501	350,008	64 754,90
18	BOUS	3 446	300	10 336,50	10 693	300	32 078,30	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	10 693	299,99	32 078,30	14 139	299,984	42 414,80
19	BURMERANGE	3 155	300	9 465,70	0	0	0,00	297	445	1 322,20	90	300	271,00	75	160	119,20	7 070	160	11 312,70	78	300	233,30	241	300	723,60	7 851	178,09	13 982,00	11 006	213,045	23 447,70
20	CLEMENCY	3 346	350	11 710,80	0	0	0,00	335	550	1 844,30	363	350	1 272,10	216	200	431,00	16 291	200	32 581,40	164	350	573,60	0	350	0,00	17 369	211,31	36 702,40	20 715	233,711	48 413,20
21	CLERVAUX	2 491	475	11 829,90	30 864	475	146 605,60	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	30 864	475,01	146 605,60	33 355	474,998	158 435,50
22	CONSDORF	4 724	300	14 172,00	12 926	300	38 778,90	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	12 926	300,01	38 778,90	17 650	300,005	52 950,90
23	CONSTHUM	1 601	400	6 405,40	3 798	400	15 190,10	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	3 798	399,95	15 190,10	5 399	399,991	21 595,50
24	CONTERN	3 801	500	19 002,70	0	0	0,00	28 556	800	228 448,20	649	500	3 243,80	288	280	807,40	25 857	280	72 398,50	903	500	4 515,20	899	500	4 497,10	57 152	549,25	313 910,20	60 953	546,18	332 912,90
25	DALHEIM	5 056	300	15 167,10	14 332	300	42 996,20	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	14 332	300	42 996,20	19 388	299,996	58 163,30
26	DIEKIRCH	1 981	500	9 905,80	0	0	0,00	22 680	750	170 102,00	6 564	500	32 818,10	1 468	250	3 669,10	43 642	250	109 104,90	709	500	3 543,20	0	750	0,00	75 063	425,29	319 237,30	77 044	427,214	329 143,10
27	DIFFERDANGE	2 424	250	6 060,50	0	0	0,00	65 891	750	494 185,80	13 242	250	33 104,50	3 872	250	9 679,80	106 223	250	265 557,30	3 665	250	9 163,40	5 646	250	14 115,30	198 539	415,94	825 806,10	200 963	413,94	831 866,60
28	DIPPACH	4 605	240	11 052,30	0	0	0,00	2 279	370	8 433,10	430	240	1 031,30	141	130	183,50	23 757	130	30 883,80	873	240	2 096,20	0	240	0,00	27 480	155,12	42 627,90	32 085	167,306	53 680,20
29	DUDELANGE	1 905	500	9 524,70	0	0	0,00	48 743	750	365 569,90	11 240	500	56 199,40	2 366	250	5 916,10	115 853	250	289 631,90	2 845	500	14 227,10	784	500	3 917,70	181 831	404,48	735 462,10	183 736	405,466	744 986,80
30	ECHTERNACH	2 546	500	12 732,20	0	0	0,00	31 456	750	235 919,10	7 125	500	35 623,30	1 500	250	3 750,80	30 307	250	75 767,34	1 047	500	5 232,90	0	750	0,00	71 435	498,77	356 293,44	73 981	498,811	369 025,64
31	ELL	3 265	300	9 795,00	7 772	300	23 316,20	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	7 772	300	23 316,20	11 037	300,002	33 111,20
32	ERMSDORF	4 408	250	11 020,80	0	0	0,00	130	335	433,90	139	250	348,00	54	120	65,10	5 766	120	6 918,80	133	250	332,90	68	250	169,60	6 290	131,45	8 268,30	10 698	180,306	19 289,10
33	ERPELDANGE	2 558	440	11 257,30	0	0	0,00	11 231	660	74 126,60	1 082	440	4 759,00	438	220	963,20	14 208	220	31 256,80	928	440	4 085,10	0	440	0,00	27 887	413,06	115 190,70	30 445	415,333	126 448,00
34	ESCH s/ALZETTE	752	600	4 510,80	0	0	0,00	165 758	900	1 491 819,93	35 593	600	213 560,95	13 777	300	41 330,88	159 907	300	479 720,34	7 617	600	45 703,60	686	600	4 115,70	383 338	593,8	2 276 251,40	384 090	593,809	2 280 762,20
35	ESCH s/SURE	454	400	1 814,60	5 588	400	22 353,80	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	5 588	400,03	22 353,80	6 042	400,007	24 168,40
36	ESCHWEILER	2 151	400	8 605,50	4 896	400	19 582,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	4 896	399,96	19 582,00	7 047	399,993	28 187,50
37	ETTELBRUCK	2 799	500	13 996,90	0	0	0,00	17 313	750	129 848,00	10 981	500	54 906,90	932	250	2 330,10	57 528	250	143 818,80	1 418	500	7 092,20	0	500	0,00	88 172	383,34	337 996,00	90 971	386,929	351 992,90
38	FEULEN	3 942	330	13 008,20	13 438	330	44 346,40	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	13 438	330,01	44 346,40	17 380	330,003	57 354,60
39	FISCHBACH	2 986	320	9 555,50	0	0	0,00	1 062	450	4 779,00	50	450	226,20	60	450	270,00	6 316	165	10 422,10	92	500	460,10	2 175	600	13 052,20	9 755	299,43	29 209,60	12 741	304,255	38 765,10
40	FLAXWEILER	6 599	300	19 797,70	15 354	300	46 061,70	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	15 354	300	46 061,70	21 953	300,002	65 859,40
41	FOUHREN	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
42	FRISANGE	4 378	300	13 133,00	0	0	0,00	2 176	445	9 683,70	845	300	2 535,10	254	160	406,60	24 001	160	38 401,90	684	300	2 051,90	0	300	0,00	27 960	189,84	53 079,20	32 338	204,75	66 212,20
43	GARNICH	4 846	275	13 326,00	0	0	0,00	828	375	3 106,00	323	275	889,40	136	135	184,20	12 845	135	17 340,90	256	275	704,00	0	275	0,00	14 388	154,47	22 224,50	19 234	184,832	35 550,50
44	GOESDORF	2 680	400	10 721,30	8 709	400	34 836,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	8 709	400,01	34 836,50	11 389	400,016	45 557,80
45	GREVENMACHER	2 887	300	8 661,60	0	0	0,00	14 604	440	64 255,60	3 650	300	10 950,30	2 000	160	3 200,50	30 096	160	48 153,10	865	300	2 595,00	1 977	300	5 931,80	53 192	253,96	135 086,30	56 079	256,331	143 747,90
46	GROSBOUS	3 166	350	11 079,70	5 940	350	20 790,80	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	5 940	350,01	20 790,80	9 106	349,995	31 870,50
47	HEFFINGEN	2 747	330	9 063,90	0	0	0,00	874	450	3 934,40	135	450	608,40	100	450	449,40	7 419	320	23 739,30	112	600	672,00	1 178	600	7 069,50	9 818	371,49	36 473,00	12 565	362,411	45 536,90
48	HEIDERSCHEID	4 367	375	16 375,20	10 257	375	38 463,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	10 257	374,99	38 463,00	14 624	374,988	54 838,20
49	HEINERSCHEID	4 374	475	20 776,60	14 895	475	70 750,60	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	14 895	475	70 750,60	19 269	474,997	91 527,20
50	HESPERANGE	4 455	500	22 275,10	0	0	0,00	56 744	750	425 583,00	2 739	500	13 696,30	1 384	250	3 459,00	100 627	250	251 567,80	1 179	500	5 893,00	6 352	500	31 757,70	169 025	433,05	731 956,80	173 480	434,766	754 231,90
51	HOBSCHEID	2 364	300	7 091,20	0	0	0,00	1 769	445	7 873,10	960	300	2 879,10	381	160	610,20	19 899	160	31 837,90	443	300	1 329,30	0	300	0,00	23 452	189,88	44 529,60	25 816	199,957	51 620,80
52	HOSCHEID	1 008	370	3 728,20	4 876	370	18 042,80	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	4 876	370,03	18 042,80	5 884	370,003	21 771,00
53	HOSINGEN	4 122	450	18 548,10	0	0	0,00	9 256	600	55 538,70	763	450	3 434,30	318	600	1 906,70	10 654	220	23 439,30	679	450	3 053,80	2 833	675	19 121,70	24 503	434,62	106 494,50	28 625	436,83	125 042,60
54	JUNGLINSTER	10 583	265	28 045,30	0	0	0,00	17 046	375	63 921,80	3 636	265	9 635,80	769	140	1 077,00	48 358	140	67 700,60	1 401	265	3 712,90	3 590	265	9 514,60	74 800	207,97	155 562,70	85 383	215,04	183 608,00
55	KAUTENBACH	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
56	KAYL	1 830	340	6 220,38	0	0	0,00	4 585	510	23 383,00	2 968	340	10 091,00	913	170	1 551,54	44 510	170	75 666,23	692	340	2 351,50	2 138	340	7 267,80	55 806	215,59	120 311,07	57 636	219,535	126 531,45
57	KEHLEN	5 632	400	22 526,20	51 852	400	207 409,90	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	51 852	400	207 409,90	57 484	400	229 936,10
58	KOERICH	3 668	325	11 922,20	0	0	0,00	19 437	450	87 467,90	654	325	2 125,00	199	150	298,20	15 538	150	23 307,10	454	325	1 475,40	0	325	0,00	36 282	316,06	114 673,60	39 950	316,886	126 595,80
59	KOPSTAL	1 015	340	3 450,50	0	0	0,00	1 680	510	8 570,10	872	340	2 965,20	145	170	246,70	29 386	170	49 956,00	548	340	1 861,80	0	340	0,00	32 631	194,91	63 599,80	33 646	199,282	67 050,30
60	LAC HAUTE-SURE	4 787	400	19 147,70	11 889	400	47 554,10	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	11 889	399,98	47 554,10	16 676	399,987	66 701,80
61	LAROCHETTE	1 878	295	5 538,80	0	0	0,00	1 640	400	6 559,00	1 277	295	3 767,20	287	145	416,00	8 900	145	12 904,60	66	295	193,40	1 014	295	2 989,90	13 184	203,51	26 830,10	15 062	214,904	32 368,90
62	LENNINGEN	4 122	240	9 893,90	0	0	0,00	10 340	360	37 225,30	287	240	689,60	223	120	267,90	11 892	120	14 270,80	252	240	604,00	167	240	401,10	23 161	230,81	53 458,70	27 283	232,205	63 352,60
63	LEUDELANGE	1 828	220	4 020,50	0	0	0,00	32 525	350	113 837,50	546	220	1 202,10	152	120	182,70	18 530	120	22 236,50	1 388	220	3 054,40	2 574	220	5 662,50	55 715	262,36	146 175,70	57 543	261,016	150 196,20
64	LINTGEN	2 385	350	8 348,20	0	0	0,00	2 508	500	12 542,10	579	350	2 027,20	222	175	389,00	14 447	175	25 282,60	256	350	896,00	1 006	350	3 519,80	19 018	234,81	44 656,70	21 403	247,652	53 004,90
65	LORENTZWEILER	3 030	295	8 939,00	0	0	0,00	1 710	400	6 838,60	410	295	1 209,90	450	200	900,30	23 540	200	47 080,30	155	295	457,40	2 859	500	14 295,70	29 124	243,04	70 782,20	32 154	247,936	79 721,20
66	LUXEMBOURG	2 627	500	13 136,70	0	0	0,00	1 199 116	750	8 993 368,10	103 649	500	518 244,10	43 521	250	108 803,30	792 688	250	1 981 720,60	57 852	500	289 259,80	48 237	500	241 183,00	2 245 063	540,41	12 132 578,90	2 247 690	540,364	12 145 715,60

67	MAMER	5 255	500	26 276,90	0	0	0,00	29 529	700	206 699,70	3 194	500	15 970,60	571	250	1 428,20	60 203	250	150 507,09	3 500	500	17 500,50	1 179	500	5 893,10	98 176	405,39	397 999,19	103 431	410,202	424 276,09
68	MANTERNACH	6 579	200	13 157,00	0	0	0,00	652	300	1 955,00	671	200	1 342,40	507	100	507,00	9 826	100	9 825,50	113	200	226,30	134	200	267,00	11 903	118,65	14 123,20	18 482	147,604	27 280,20
69	MEDERNACH	2 980	250	7 450,40	0	0	0,00	2 009	375	7 534,50	415	250	1 038,60	498	135	672,60	6 634	135	8 956,50	99	250	247,40	0	250	0,00	9 655	191,09	18 449,60	12 635	204,986	25 900,00
70	MERSCH	8 221	400	32 883,60	0	0	0,00	31 413	600	188 478,70	3 583	400	14 333,40	1 547	200	3 093,80	51 566	200	103 131,10	2 023	400	8 093,20	21	400	84,00	90 153	351,86	317 214,20	98 374	355,884	350 097,80
71	MERTERT	2 554	270	6 895,90	0	0	0,00	19 334	450	87 002,80	4 561	270	12 314,10	464	150	696,30	25 739	150	38 608,10	890	270	2 401,90	0	270	0,00	50 988	276,58	141 023,20	53 542	276,267	147 919,10
72	MERTZIG	2 091	350	7 318,20	0	0	0,00	2 365	500	11 826,50	180	350	629,80	208	350	726,80	10 896	350	38 137,70	188	350	657,40	975	400	3 899,90	14 812	377,25	55 878,10	16 903	373,876	63 196,30
73	MOMPACH	4 959	260	12 892,20	8 986	260	23 363,30	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	8 986	260	23 363,30	13 945	259,989	36 255,50
74	MONDERCANGE	4 205	400	16 820,30	0	0	0,00	43 160	600	258 959,80	1 323	400	5 290,80	1 081	200	2 161,20	47 329	200	94 658,30	1 544	400	6 177,20	0	600	0,00	94 437	388,88	367 247,30	98 642	389,355	384 067,60
75	MONDORF-BAINS	2 381	350	8 334,20	0	0	0,00	14 006	550	77 033,40	2 815	400	11 258,60	465	300	1 395,80	31 644	300	94 933,00	803	800	6 427,10	450	1000	4 503,70	50 183	389,68	195 551,60	52 564	387,881	203 885,80
76	MUNSHAUSEN	2 326	475	11 050,10	11 735	475	55 740,70	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	11 735	475	55 740,70	14 061	475,007	66 790,80
77	NEUNHAUSEN	1 061	450	4 774,20	2 800	450	12 598,40	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	2 800	449,94	12 598,40	3 861	449,951	17 372,60
78	NIEDERANVEN	6 624	300	19 871,00	0	0	0,00	103 293	450	464 817,70	1 917	300	5 751,70	248	300	744,10	51 977	150	77 965,30	2 337	300	7 011,60	0	300	0,00	159 772	348,18	556 290,40	166 396	346,259	576 161,40
79	NOMMERN	4 213	325	13 691,00	8 981	325	29 188,10	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	8 981	325	29 188,10	13 194	324,989	42 879,10
80	PETANGE	1 239	400	4 955,40	0	0	0,00	32 098	640	205 426,50	8 787	400	35 148,00	2 435	200	4 870,50	93 267	200	186 534,80	1 777	400	7 108,70	3 028	400	12 111,20	141 392	319,11	451 199,70	142 631	319,815	456 155,10
81	PUTSCHEID	2 360	440	10 382,60	0	0	0,00	4 017	750	30 127,50	160	440	703,90	195	225	439,10	5 672	225	12 761,80	63	440	278,50	259	440	1 141,20	10 366	438,47	45 452,00	12 726	438,744	55 834,60
82	RAMBROUCH	8 527	400	34 108,90	29 497	400	117 989,18	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	29 497	400	117 989,18	38 024	400,005	152 098,08
83	RECKANGE	4 642	240	11 140,60	0	0	0,00	3 247	365	11 850,30	623	240	1 495,40	168	130	218,00	15 582	130	20 256,50	571	240	1 370,40	0	240	0,00	20 191	174,29	35 190,60	24 833	186,571	46 331,20
84	REDANGE	6 677	400	26 707,60	0	0	0,00	4 777	600	28 662,60	1 915	400	7 658,40	1 175	200	2 349,90	15 639	200	31 278,90	244	400	974,20	4 736	400	18 943,30	28 486	315,48	89 867,30	35 163	331,527	116 574,90
85	REISDORF	2 633	330	8 689,00	0	0	0,00	1 105	460	5 082,40	215	330	710,10	159	165	262,20	4 808	165	7 933,10	131	330	431,10	0	330	0,00	6 418	224,66	14 418,90	9 051	255,308	23 107,90
86	REMERSCHEN	4 875	295	14 380,50	0	0	0,00	3 149	400	12 597,40	625	295	1 845,10	444	145	644,50	10 528	145	15 264,90	225	295	662,40	0	295	0,00	14 971	207,16	31 014,30	19 846	228,735	45 394,80
87	REMICH	1 493	300	4 479,90	0	0	0,00	13 713	410	56 223,90	3 276	300	9 827,40	872	150	1 307,40	22 228	150	33 342,30	237	300	711,20	1 453	300	4 357,50	41 779	253,16	105 769,70	43 272	254,783	110 249,60
88	ROESER	4 766	500	23 830,20	0	0	0,00	13 849	750	103 865,60	772	1000	7 722,80	1 106	250	2 765,80	37 163	250	92 907,20	1 096	1000	10 955,90	1 545	1000	15 445,60	55 531	420,78	233 662,90	60 297	427,041	257 493,10
89	ROSPORT	5 864	300	17 592,00	0	0	0,00	1 569	300	4 706,50	663	300	1 989,90	284	300	852,20	11 567	300	34 701,30	309	500	1 544,70	1 151	500	5 754,20	15 543	318,79	49 548,80	21 407	313,639	67 140,80
90	RUMELANGE	521	340	1 772,30	0	0	0,00	4 750	510	24 223,60	2 523	340	8 577,30	689	170	1 170,50	26 024	170	44 241,40	106	340	359,70	362	340	1 229,70	34 454	231,62	79 802,20	34 975	233,237	81 574,50
91	SAEUL	2 381	300	7 142,10	5 213	300	15 639,40	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	5 213	300,01	15 639,40	7 594	299,993	22 781,50
92	SANDWEILER	994	360	3 577,00	0	0	0,00	25 280	600	151 681,80	727	360	2 617,10	502	360	1 808,70	23 833	200	47 665,10	671	360	2 414,60	0	500	0,00	51 013	404,19	206 187,30	52 007	403,339	209 764,30
93	SANEM	3 222	400	12 888,40	0	0	0,00	24 172	600	145 031,10	3 163	400	12 653,70	1 251	200	2 501,90	92 960	200	185 920,90	5 440	400	21 758,00	8 694	400	34 774,10	135 680	296,76	402 639,70	138 902	299,152	415 528,10
94	SCHIEREN	1 676	350	5 865,70	0	0	0,00	2 920	400	11 679,20	528	350	1 847,00	143	175	249,70	10 155	175	17 770,90	306	500	1 530,50	0	500	0,00	14 052	235,39	33 077,30	15 728	247,603	38 943,00
95	SCHIFFLANGE	747	400	2 989,30	0	0	0,00	13 237	600	79 423,20	2 591	400	10 365,60	940	200	1 880,90	52 400	200	104 799,90	407	400	1 627,50	2 667	400	10 669,20	72 242	288,98	208 766,30	72 989	290,12	211 755,60
96	SCHUTTRANGE	2 633	295	7 768,80	0	0	0,00	29 466	400	117 863,80	901	295	2 657,90	350	145	508,00	25 818	145	37 435,90	1 674	295	4 937,90	359	295	1 058,90	58 568	280,81	164 462,40	61 201	281,419	172 231,20
97	SEPTFONTAINES	1 930	320	6 174,80	0	0	0,00	580	480	2 785,20	620	320	1 985,00	142	160	227,40	5 021	160	8 034,20	78	320	249,60	0	0	0,00	6 441	206,2	13 281,40	8 371	232,424	19 456,20
98	STADTBREDIMUS	2 831	250	7 077,60	12 451	250	31 127,80	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	12 451	250	31 127,80	15 282	250,003	38 205,40
99	STEINFORT	1 898	250	4 744,60	0	0	0,00	10 007	350	35 025,00	1 923	250	4 806,70	989	105	1 038,50	30 597	105	32 127,30	1 194	250	2 985,30	1 956	250	4 890,10	46 666	173,3	80 872,90	48 564	176,298	85 617,50
100	STEINSEL	3 510	235	8 247,40	0	0	0,00	9 892	330	32 644,30	880	235	2 068,50	2 232	120	2 677,90	35 981	120	43 176,90	1 285	235	3 019,60	6 243	235	14 670,50	56 513	173,87	98 257,70	60 023	177,44	106 505,10
101	STRASSEN	1 454	450	6 544,80	0	0	0,00	97 532	675	658 343,60	2 154	450	9 694,80	1 007	225	2 264,80	58 716	225	132 111,10	4 046	450	18 205,60	2 954	450	13 292,70	166 409	501,12	833 912,60	167 863	500,681	840 457,40
102	TROISVIERGES	5 124	400	20 494,90	35 438	400	141 750,20	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	35 438	399,99	141 750,20	40 562	399,993	162 245,10
103	TUNTANGE	2 605	295	7 683,90	0	0	0,00	562	410	2 303,80	328	295	968,20	227	150	340,40	8 991	150	13 486,50	246	295	726,70	0	295	0,00	10 354	172,16	17 825,60	12 959	196,848	25 509,50
104	USELDANGE	5 598	400	22 392,60	0	0	0,00	2 083	600	12 495,10	473	400	1 893,60	91	200	182,40	10 700	200	21 399,40	293	400	1 170,80	0	400	0,00	13 640	272,3	37 141,30	19 238	309,46	59 533,90
105	VIANDEN	536	450	2 411,90	0	0	0,00	5 653	600	33 917,20	1 452	450	6 533,60	232	220	510,60	7 725	220	16 996,00	113	450	508,50	1 956	450	8 802,90	17 131	392,67	67 268,80	17 667	394,412	69 680,70
106	VICHTEN	2 773	340	9 428,70	7 195	340	24 461,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	7 195	339,98	24 461,50	9 968	339,99	33 890,20
107	WAHL	2 869	350	10 040,70	7 872	350	27 551,20	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	7 872	349,99	27 551,20	10 741	349,985	37 591,90
108	WALDBILLIG	3 536	300	10 606,70	11 605	300	34 814,90	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	11 605	300	34 814,90	15 141	299,991	45 421,60
109	WALDBREDIMUS	2 677	380	10 174,20	7 957	380	30 237,60	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	7 957	380,01	30 237,60	10 634	380,024	40 411,80
110	WALFERDANGE	773	400	3 090,20	0	0	0,00	15 290	600	91 738,60	2 034	400	8 135,40	456	200	912,10	55 763	200	111 526,20	976	400	3 904,70	794	400	3 176,60	75 313	291,31	219 393,60	76 086	292,411	222 483,80
111	WEILER-LA-TOUR	3 510	300	10 529,30	18 394	300	55 182,90	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	18 394	300	55 182,90	21 904	300,001	65 712,20
112	WEISWAMPACH	3 979	500	19 896,80	0	0	0,00	8 695	800	69 560,50	657	500	3 287,30	312	290	906,10	9 367	290	27 165,43	265	500	1 326,00	548	500	2 742,20	19 844	529,06	104 987,53	23 823	524,217	124 884,33
113	WELLENSTEIN	5 097	400	20 389,90	12 473	400	49 891,70	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	12 473	400	49 891,70	17 570	400,009	70 281,60
114	WILTZ	2 063	400	8 253,80	0	0	0,00	20 989	650	136 427,00	5 002	400	20 007,80	1 752	200	3 504,30	25 570	200	51 139,90	524	400	2 096,30	0	400	0,00	53 837	395,96	213 175,30	55 900	396,116	221 429,10
115	WILWERWILTZ	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00
116	WINCRANGE	16 034	450	72 153,90	0	0	0,00	11 049	600	66 292,80	1 148	450	5 168,10	621	220	1 365,60	18 838	220	41 444,60	1 116	450	5 022,00	7 513	450	33 809,90	40 285	380,05	153 103,00	56 319	399,966	225 256,90
117	WINSELER	2 514	400	10 055,40	14 295	400	57 180,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	14 295	400	57 180,50	16 809	399,999	67 235,90
118	WORMELDANGE	7 799	300	23 397,40	22 457	300	67 370,70	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	22 457	300	67 370,70	30 256	300	90 768,10
119	KIISCHPELT	2 539	500	12 695,60	8 773	500	43 866,90	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	8 773	500,02	43 866,90	11 312	500,022	56 562,50
120	TANDEL	8 228	275	22 626,40	11 541	275	31 736,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	11 541	274,99	31 736,50	19 769	274,991	54 362,90
121	CLERVAUX (2012)																														
122	ESCH/SURE (2012)																														
123	KAERJENG																														
124	PARC HOSINGEN																														
125	SCHENGEN (2012)																														
126	VALLEE DE L'ERNZ																														
	116 communes	413 669	353	1 458 838,08	567 066	362	2 052 481,18	2 592 928	685	17 753 519,93	285 275	457	1 303 998,80	105 903	239	252 672,22	3 090 191	220	6 807 758,23	132 188	453	598 578,80	141 179	445	627 817,40	6 914 730	425	29 396 826,56	7 328 399	421	30 855 664,64

Année 2012

2012	IMPOT FONCIER		A			B			B1			B2			B3			B4			B5			B6			TOTAL B			TOTAL IMPOT FONCIER (A+B)	
	(en euros)	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit	Bases	Taux	Produit
Rang	COMMUNE	calculées			calculées			calculées			calculées			calculées			calculées		brut	calculées		brut	calculées		brut	calculées	pond.moy.	net	calculées	pond.moy.	
1	BASCHARAGE	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	250	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
2	BASTENDORF	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
3	BEAUFORT	1 662	360	5 981,40	16 129	360	58 062,90	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	16 129	359,99	58 062,90	17 791	359,98	64 044,30
4	BECH	4 867	260	12 653,70	9 594	260	24 943,20	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	9 594	259,99	24 943,20	14 461	259,99	37 596,90
5	BECKERICH	5 591	400	22 363,90	0	0	0,00	3 199	550	17 595,10	727	400	2 906,80	473	200	945,80	14 465	200	28 929,50	374	400	1 497,70	2 630	600	15 779,20	21 868	309,37	67 654,10	27 459	327,83	90 018,00
6	BERDORF	3 089	280	8 650,40	0	0	0,00	3 884	375	14 566,10	424	280	1 187,70	230	135	310,00	8 581	135	11 583,70	220	280	614,60	979	500	4 894,60	14 318	231,57	33 156,70	17 407	240,17	41 807,10
7	BERG (Colmar-)	1 906	300	5 719,10	0	0	0,00	30 035	420	126 148,80	481	300	1 443,70	190	150	285,50	11 875	150	17 813,00	470	300	1 409,60	0	500	0,00	43 051	341,69	147 100,60	44 957	339,92	152 819,70
8	BERTRANGE	3 201	450	14 405,10	0	0	0,00	67 622	675	456 446,40	1 401	450	6 304,40	581	225	1 308,00	54 611	225	122 875,10	2 165	450	9 744,00	4 552	450	20 484,50	130 932	471,36	617 162,40	134 133	470,85	631 567,50
9	BETTBORN	2 768	400	11 073,50	0	0	0,00	431	550	2 368,20	416	400	1 665,70	49	400	197,30	10 346	200	20 692,00	75	400	299,30	4 354	400	17 414,50	15 671	272,08	42 637,00	18 439	291,29	53 710,50
10	BETTEMBOURG	3 708	500	18 540,00	0	0	0,00	30 633	800	245 060,10	3 783	500	18 914,10	2 347	290	6 806,60	65 949	290	191 253,30	2 044	500	10 219,50	0	500	0,00	104 756	450,81	472 253,60	108 464	452,49	490 793,60
11	BETTENDORF	5 302	290	15 374,70	16 217	290	47 028,70	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	16 217	290,00	47 028,70	21 519	289,99	62 403,40
12	BETZDORF	4 511	300	13 533,80	0	0	0,00	15 978	405	64 710,00	657	300	1 969,60	133	145	192,70	21 419	145	31 057,30	865	300	2 595,20	0	300	0,00	39 052	257,41	100 524,80	43 563	261,82	114 058,60
13	BISSEN	3 049	300	9 148,20	0	0	0,00	18 469	450	83 110,00	587	300	1 761,60	344	300	1 032,20	16 380	150	24 570,50	1 200	400	4 801,90	1 169	400	4 674,50	38 149	314,43	119 950,70	41 198	313,36	129 098,90
14	BIWER	5 151	300	15 453,30	23 953	300	71 860,40	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	23 953	300,01	71 860,40	29 104	300,01	87 313,70
15	BOEVANGE s/A.	3 341	375	12 530,60	17 417	375	65 312,90	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	17 417	375,00	65 312,90	20 758	375,00	77 843,50
16	BOULAIDE	3 730	400	14 921,60	5 746	400	22 983,60	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	5 746	399,99	22 983,60	9 476	400,01	37 905,20
17	BOURSCHEID	4 204	350	14 713,00	14 523	350	50 829,80	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	14 523	350,00	50 829,80	18 727	349,99	65 542,80
18	BOUS	3 241	300	9 723,10	11 559	300	34 676,60	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	11 559	300,00	34 676,60	14 800	300,00	44 399,70
19	BURMERANGE	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	295	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
20	CLEMENCY	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	250	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
21	CLERVAUX	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
22	CONSDORF	4 442	300	13 325,00	12 941	300	38 821,70	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	12 941	299,99	38 821,70	17 383	299,99	52 146,70
23	CONSTHUM	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	675	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
24	CONTERN	3 793	500	18 965,00	0	0	0,00	28 556	800	228 448,20	649	500	3 243,80	291	280	815,80	26 920	280	75 375,40	829	500	4 146,90	901	500	4 506,50	58 146	544,38	316 536,60	61 939	541,66	335 501,60
25	DALHEIM	5 062	300	15 185,90	14 685	300	44 054,90	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	14 685	300,00	44 054,90	19 747	300,00	59 240,80
26	DIEKIRCH	1 960	500	9 800,90	0	0	0,00	22 928	750	171 958,00	6 704	500	33 518,90	1 571	250	3 928,70	44 337	250	110 843,00	657	500	3 284,50	0	750	0,00	76 197	424,60	323 533,10	78 157	426,49	333 334,00
27	DIFFERDANGE	2 449	250	6 122,40	0	0	0,00	64 974	750	487 308,20	13 039	250	32 596,40	3 920	250	9 798,90	108 262	250	270 655,60	3 972	250	9 930,20	1 476	250	3 690,40	195 643	416,05	813 979,70	198 092	414,00	820 102,10
28	DIPPACH	4 599	240	11 037,40	0	0	0,00	2 279	370	8 433,10	430	240	1 031,30	141	130	183,50	23 813	130	30 956,50	1 008	240	2 418,20	0	240	0,00	27 671	155,48	43 022,60	32 270	167,52	54 060,00
29	DUDELANGE	1 901	500	9 503,00	0	0	0,00	31 714	750	237 853,20	10 973	500	54 863,20	3 048	250	7 621,00	115 873	250	289 681,40	2 932	500	14 660,20	4 692	500	23 459,90	169 232	371,17	628 138,90	171 133	372,60	637 641,90
30	ECHTERNACH	2 461	500	12 303,50	0	0	0,00	31 935	750	239 513,70	7 125	500	35 623,30	1 512	250	3 780,80	30 450	250	76 123,98	1 044	500	5 220,30	0	750	0,00	72 066	499,91	360 262,08	74 527	499,91	372 565,58
31	ELL	3 280	300	9 840,90	7 777	300	23 329,60	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	7 777	299,98	23 329,60	11 057	300,00	33 170,50
32	ERMSDORF	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	250	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
33	ERPELDANGE	2 565	440	11 285,80	0	0	0,00	11 666	660	76 993,80	1 070	440	4 706,70	462	220	1 016,10	15 319	220	33 700,90	978	440	4 303,60	0	440	0,00	29 495	409,29	120 721,10	32 060	411,75	132 006,90
34	ESCH s/ALZETTE	749	600	4 495,40	0	0	0,00	345 751	900	3 111 759,40	35 161	600	210 964,60	20 500	300	61 501,37	181 629	300	544 886,43	5 400	600	32 400,60	3 577	600	21 462,60	592 018	672,78	3 982 975,00	592 767	672,69	3 987 470,40
35	ESCH s/SURE	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
36	ESCHWEILER	2 158	400	8 631,00	4 964	400	19 855,90	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	4 964	400,00	19 855,90	7 122	399,98	28 486,90
37	ETTELBRUCK	2 798	500	13 991,20	0	0	0,00	17 313	750	129 848,00	10 981	500	54 904,90	927	250	2 317,80	57 429	250	143 572,20	1 444	500	7 220,50	0	500	0,00	88 094	383,53	337 863,40	90 892	387,11	351 854,60
38	FEULEN	3 962	330	13 073,70	14 189	330	46 822,60	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	14 189	329,99	46 822,60	18 151	329,99	59 896,30
39	FISCHBACH	2 986	320	9 555,80	0	0	0,00	1 062	450	4 779,00	50	450	226,20	59	450	264,40	6 597	165	10 885,20	78	500	387,70	2 232	600	13 391,70	10 078	297,03	29 934,20	13 064	302,28	39 490,00
40	FLAXWEILER	6 597	300	19 791,10	15 422	300	46 265,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	15 422	300,00	46 265,50	22 019	300,00	66 056,60
41	FOUHREN	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
42	FRISANGE	4 369	300	13 108,00	0	0	0,00	2 380	445	10 592,90	867	300	2 600,30	258	160	413,30	27 197	160	43 515,70	527	300	1 581,70	0	300	0,00	31 229	187,98	58 703,90	35 598	201,73	71 811,90
43	GARNICH	4 846	275	13 327,10	0	0	0,00	828	375	3 106,00	323	275	889,40	137	135	185,50	13 690	135	18 481,80	261	275	717,70	0	275	0,00	15 239	153,42	23 380,40	20 085	182,76	36 707,50
44	GOESDORF	2 666	400	10 663,50	8 724	400	34 894,90	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	8 724	399,99	34 894,90	11 390	399,99	45 558,40
45	GREVENMACHER	2 883	300	8 647,90	0	0	0,00	14 683	440	64 603,80	3 702	300	11 106,00	2 572	160	4 115,40	30 481	160	48 769,15	768	300	2 303,10	1 975	300	5 924,20	54 181	252,53	136 821,65	57 064	254,92	145 469,55
46	GROSBOUS	3 165	350	11 079,20	5 939	350	20 787,40	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	5 939	350,02	20 787,40	9 104	350,03	31 866,60
47	HEFFINGEN	2 733	330	9 018,50	0	0	0,00	874	450	3 934,40	135	450	608,40	100	450	449,40	7 419	320	23 739,30	116	600	697,50	7 299	600	43 795,10	15 943	459,29	73 224,10	18 676	440,37	82 242,60
48	HEIDERSCHEID	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
49	HEINERSCHEID	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
50	HESPERANGE	4 444	500	22 222,00	0	0	0,00	61 789	750	463 420,60	2 662	500	13 309,50	1 434	250	3 585,40	102 609	250	256 521,40	1 219	500	6 093,00	6 120	500	30 599,10	175 833	439,92	773 529,00	180 277	441,40	795 751,00
51	HOBSCHEID	2 384	300	7 152,30	0	0	0,00	1 683	445	7 487,70	960	300	2 878,90	393	160	628,20	20 285	160	32 455,30	434	300	1 301,40	0	300	0,00	23 755	188,39	44 751,50	26 139	198,57	51 903,80
52	HOSCHEID	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
53	HOSINGEN	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
54	JUNGLINSTER	10 563	265	27 991,50	0	0	0,00	17 551	375	65 816,60	3 636	265	9 635,80	787	140	1 102,20	51 119	140	71 567,10	1 389	265	3 681,80	3 826	265	10 137,90	78 308	206,80	161 941,40	88 871	213,72	189 932,90
55	KAUTENBACH	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
56	KAYL	1 935	340	6 580,49	0	0	0,00	4 585	510	23 383,00	2 928	340	9 954,40	1 061	170	1 803,65	44 377	170	75 440,40	1 137	340	3 866,00	770	340	2 617,79	54 858	213,40	117 065,24	56 793	217,71	123 645,73
57	KEHLEN	5 543	400	22 171,30	63 687	400	254 748,78	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	63 687	400,00	254 748,78	69 230	400,00	276 920,08
58	KOERICH	3 684	325	11 973,70	0	0	0,00	19 578	450	88 099,10	693	325	2 253,40	199	150	298,20	15 823	150	23 734,80	451	325	1 467,20	0	325	0,00	36 744	315,30	115 852,70	40 428	316,18	127 826,40
59	KOPSTAL	1 012	340	3 441,00	0	0	0,00	1 680	510	8 570,10	872	340	2 965,20	145	170	246,70	29 381	170	49 947,50	392	340	1 333,90	2 719	340	9 244,60	35 189	205,48	72 308,00	36 201	209,25	75 749,00
60	LAC HAUTE-SURE	4 792	400	19 166,70	12 101	400	48 405,90	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	12 101	400,02	48 405,90	16 893	400,00	67 572,60
61	LAROCHETTE	1 878	295	5 538,90	0	0	0,00	1 640	400	6 559,00	1 277	295	3 767,20	287	145	416,00	8 900	145	12 904,50	69	295	202,20	1 037	295	3 058,80	13 210	203,69	26 907,70	15 088	215,05	32 446,60
62	LENNINGEN	4 095	240	9 827,50	0	0	0,00	10 340	360	37 225,30	287	240	689,60	227	120	272,40	11 944	120	14 332,70	254	240	609,40	889	240	2 134,50	23 941	230,83	55 263,90	28 036	232,17	65 091,40
63	LEUDELANGE	1 828	220	4 022,30	0	0	0,00	41 179	350	144 125,40	546	220	1 202,10	148	120	177,10	18 876	120	22 651,50	1 391	220	3 059,30	2 471	220	5 436,20	64 611	273,41	176 651,60	66 439	271,94	180 673,90
64	LINTGEN	2 400	350	8 399,10	0	0	0,00	2 508	500	12 542,10	579	350	2 027,20	233	175	407,40	15 682	175	27 442,70	96	350	334,50	1 146	350	4 012,40	20 244	231,01	46 766,30	22 644	243,62	55 165,40
65	LORENTZWEILER	2 991	295	8 822,90	0	0	0,00	1 682	400	6 726,60	462	295	1 363,10	450	200	900,30	24 666	200	49 331,10	130	295	383,50	3 313	500	16 564,70	30 703	245,15	75 269,30	33 694	249,58	84 092,20
66	LUXEMBOURG	2 633	500	13 166,20	0	0	0,00	1 196 673	750	8 975 046,30	99 271	500	496 354,90	44 180	250	110 450,50	811 168	250	2 027 920,60	68 523	500	342 616,70	122 646	500	613 230,90	2 342 461	536,43	12 565 619,90	2 345 094	536,39	12 578 786,10

67	MAMER	5 130	750	38 473,60	0	0	0,00	30 717	1050	322 526,65	3 476	750	26 070,30	584	375	2 190,70	57 874	375	217 028,55	3 366	750	25 242,80	5 007	750	37 552,70	101 024	624,22	630 611,70	106 154	630,30	669 085,30
68	MANTERNACH	6 581	200	13 162,40	0	0	0,00	627	300	1 880,80	676	200	1 351,80	505	100	504,80	10 490	100	10 490,10	130	200	259,40	579	200	1 158,00	13 007	120,28	15 644,90	19 588	147,07	28 807,30
69	MEDERNACH	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
70	MERSCH	8 218	400	32 871,20	0	0	0,00	32 450	600	194 699,50	3 441	400	13 762,20	1 628	200	3 256,80	54 118	200	108 235,90	1 891	400	7 565,80	0	400	0,00	93 528	350,18	327 520,20	101 746	354,21	360 391,40
71	MERTERT	2 531	270	6 834,90	0	0	0,00	19 611	450	88 250,20	4 561	270	12 314,00	366	150	548,40	25 548	150	38 322,50	680	270	1 835,40	0	270	0,00	50 766	278,28	141 270,50	53 297	277,89	148 105,40
72	MERTZIG	2 106	350	7 370,70	0	0	0,00	2 365	500	11 826,50	180	350	629,80	215	350	753,00	11 427	350	39 993,70	239	350	834,80	714	400	2 857,80	15 140	375,80	56 895,60	17 246	372,64	64 266,30
73	MOMPACH	4 924	260	12 801,40	8 585	260	22 321,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	8 585	260,00	22 321,00	13 509	259,99	35 122,40
74	MONDERCANGE	4 173	400	16 692,40	0	0	0,00	43 210	600	259 257,80	1 307	400	5 229,40	1 083	200	2 165,20	47 480	200	94 960,00	1 238	400	4 951,20	703	600	4 219,40	95 021	390,21	370 783,00	99 194	390,62	387 475,40
75	MONDORF-BAINS	2 399	350	8 396,20	0	0	0,00	14 088	550	77 481,30	2 761	400	11 045,40	461	300	1 384,00	32 133	300	96 399,80	863	800	6 905,70	2 586	1000	25 860,00	52 892	414,20	219 076,20	55 291	411,41	227 472,40
76	MUNSHAUSEN	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
77	NEUNHAUSEN	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
78	NIEDERANVEN	6 682	300	20 046,20	0	0	0,00	103 293	450	464 817,70	1 917	300	5 751,70	247	300	742,10	51 977	150	77 965,30	2 370	300	7 110,30	0	300	0,00	159 804	348,17	556 387,10	166 486	346,24	576 433,30
79	NOMMERN	4 170	325	13 551,30	9 332	325	30 330,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	9 332	325,02	30 330,50	13 502	325,00	43 881,80
80	PETANGE	1 231	400	4 922,30	0	0	0,00	32 244	640	206 360,10	8 787	400	35 147,80	2 437	200	4 873,50	93 256	200	186 511,80	1 780	400	7 119,90	2 906	400	11 624,80	141 410	319,38	451 637,90	142 641	320,08	456 560,20
81	PUTSCHEID	2 365	440	10 406,30	0	0	0,00	4 017	750	30 127,30	160	440	703,90	196	225	442,10	5 944	225	13 374,30	59	440	258,70	1 627	440	7 160,80	12 003	433,78	52 067,10	14 368	434,81	62 473,40
82	RAMBROUCH	8 560	400	34 241,30	30 221	400	120 882,10	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	30 221	399,99	120 882,10	38 781	400,00	155 123,40
83	RECKANGE	4 863	240	11 671,30	0	0	0,00	3 271	365	11 939,70	559	240	1 341,00	162	130	211,00	17 130	130	22 268,90	605	240	1 452,00	0	240	0,00	21 727	171,27	37 212,60	26 590	183,84	48 883,90
84	REDANGE	6 668	400	26 673,70	0	0	0,00	4 777	600	28 662,60	1 915	400	7 658,40	1 174	200	2 347,90	15 788	200	31 576,80	305	400	1 221,00	4 646	400	18 582,90	28 605	314,80	90 049,60	35 273	330,91	116 723,30
85	REISDORF	2 627	330	8 669,90	0	0	0,00	1 105	460	5 082,40	215	330	710,10	159	165	262,20	4 908	165	8 097,90	125	330	411,70	0	330	0,00	6 512	223,65	14 564,30	9 139	254,23	23 234,20
86	REMERSCHEN	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
87	REMICH	1 470	300	4 408,90	0	0	0,00	13 713	410	56 223,90	3 256	300	9 767,20	872	150	1 307,80	22 766	150	34 149,40	202	300	606,40	2 755	600	16 530,00	43 564	272,21	118 584,70	45 034	273,11	122 993,60
88	ROESER	4 713	500	23 563,10	0	0	0,00	15 370	750	115 271,40	746	1000	7 460,00	1 061	250	2 652,80	38 284	250	95 709,00	1 070	1000	10 704,30	1 551	1000	15 510,30	58 082	425,79	247 307,80	62 795	431,36	270 870,90
89	ROSPORT	5 798	300	17 394,40	0	0	0,00	1 569	300	4 706,50	653	300	1 958,00	278	300	832,60	12 694	300	38 082,80	284	500	1 420,00	1 082	500	5 410,70	16 560	316,49	52 410,60	22 358	312,21	69 805,00
90	RUMELANGE	506	340	1 721,10	0	0	0,00	4 750	510	24 223,60	2 523	340	8 577,30	677	170	1 151,00	25 992	170	44 186,90	115	340	390,90	336	340	1 142,30	34 393	231,65	79 672,00	34 899	233,22	81 393,10
91	SAEUL	2 375	300	7 123,50	5 883	300	17 647,60	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	5 883	299,98	17 647,60	8 258	299,96	24 771,10
92	SANDWEILER	978	360	3 520,10	0	0	0,00	35 265	600	211 588,60	727	360	2 617,10	503	360	1 809,60	23 831	200	47 661,60	583	360	2 097,50	75	500	376,30	60 984	436,43	266 150,70	61 962	435,22	269 670,80
93	SANEM	3 204	400	12 814,70	0	0	0,00	24 965	600	149 788,30	3 138	400	12 551,10	1 250	200	2 500,90	93 921	200	187 842,60	5 431	400	21 723,50	7 031	400	28 125,10	135 736	296,55	402 531,50	138 940	298,94	415 346,20
94	SCHIEREN	1 675	350	5 861,70	0	0	0,00	2 920	400	11 679,20	528	350	1 847,00	149	175	261,60	10 910	175	19 092,10	99	500	493,60	2 411	500	12 053,00	17 017	266,95	45 426,50	18 692	274,39	51 288,20
95	SCHIFFLANGE	741	400	2 963,60	0	0	0,00	12 975	600	77 850,20	2 591	400	10 365,60	942	200	1 883,50	54 434	200	108 868,10	651	400	2 603,80	2 785	400	11 141,40	74 378	285,99	212 712,60	75 119	287,11	215 676,20
96	SCHUTTRANGE	2 540	295	7 493,80	0	0	0,00	29 458	400	117 830,20	901	295	2 657,90	337	145	488,20	26 887	145	38 986,40	1 483	295	4 375,90	2 545	295	7 507,10	61 611	278,92	171 845,70	64 151	279,56	179 339,50
97	SEPTFONTAINES	1 926	320	6 163,10	0	0	0,00	619	480	2 968,80	620	320	1 985,00	176	160	281,20	5 357	160	8 571,90	76	320	244,10	0	320	0,00	6 848	205,18	14 051,00	8 774	230,39	20 214,10
98	STADTBREDIMUS	2 815	250	7 037,50	12 606	250	31 515,80	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	12 606	250,01	31 515,80	15 421	250,01	38 553,30
99	STEINFORT	1 891	250	4 727,70	0	0	0,00	10 046	350	35 160,60	1 923	250	4 806,70	992	105	1 041,10	30 931	105	32 477,10	1 182	250	2 955,00	2 050	250	5 125,90	47 124	173,09	81 566,40	49 015	176,06	86 294,10
100	STEINSEL	3 397	235	7 982,80	0	0	0,00	9 867	330	32 560,70	956	235	2 246,10	2 822	120	3 386,70	36 935	120	44 321,80	980	235	2 303,20	6 402	235	15 043,60	57 962	172,29	99 862,10	61 359	175,76	107 844,90
101	STRASSEN	1 422	450	6 398,60	0	0	0,00	93 484	675	631 017,50	2 141	450	9 635,80	990	225	2 227,90	61 044	225	137 349,30	4 114	450	18 514,10	2 875	450	12 935,80	164 648	492,98	811 680,40	166 070	492,61	818 079,00
102	TROISVIERGES	5 070	400	20 278,80	35 823	400	143 292,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	35 823	400,00	143 292,00	40 893	400,00	163 570,80
103	TUNTANGE	2 596	295	7 658,10	0	0	0,00	562	410	2 303,80	328	295	968,20	221	150	331,90	9 367	150	14 051,10	230	295	677,20	0	295	0,00	10 708	171,20	18 332,20	13 304	195,36	25 990,30
104	USELDANGE	5 602	400	22 408,50	0	0	0,00	2 083	600	12 495,10	473	400	1 893,60	91	200	182,40	10 948	200	21 896,10	282	400	1 127,80	0	400	0,00	13 877	270,92	37 595,00	19 479	308,04	60 003,50
105	VIANDEN	535	450	2 407,00	0	0	0,00	5 667	600	34 002,40	1 423	450	6 405,60	233	220	513,00	7 819	220	17 201,70	116	450	524,10	1 541	450	6 936,70	16 799	390,40	65 583,50	17 334	392,24	67 990,50
106	VICHTEN	2 759	340	9 379,00	7 674	340	26 092,30	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	7 674	340,01	26 092,30	10 433	339,99	35 471,30
107	WAHL	2 872	350	10 050,90	7 839	350	27 436,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	7 839	350,00	27 436,50	10 711	349,99	37 487,40
108	WALDBILLIG	3 550	300	10 648,70	11 616	300	34 847,40	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	11 616	299,99	34 847,40	15 166	299,99	45 496,10
109	WALDBREDIMUS	2 677	380	10 170,80	8 300	380	31 540,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	8 300	380,01	31 540,50	10 977	379,99	41 711,30
110	WALFERDANGE	772	400	3 088,70	0	0	0,00	15 513	600	93 080,60	1 990	400	7 958,20	534	200	1 068,80	57 155	200	114 310,00	940	400	3 759,50	4 649	400	18 594,30	80 781	295,58	238 771,40	81 553	296,57	241 860,10
111	WEILER-LA-TOUR	3 462	300	10 387,40	20 478	300	61 434,50	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	20 478	300,00	61 434,50	23 940	300,01	71 821,90
112	WEISWAMPACH	3 978	500	19 892,00	0	0	0,00	8 611	800	68 891,40	657	500	3 287,30	341	290	988,00	9 520	290	27 606,90	266	500	1 332,00	3 286	500	16 427,60	22 681	522,61	118 533,20	26 659	519,24	138 425,20
113	WELLENSTEIN	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
114	WILTZ	2 055	400	8 218,50	0	0	0,00	20 989	650	136 427,30	4 940	400	19 758,20	1 750	200	3 499,00	25 853	200	51 705,00	536	400	2 145,70	0	400	0,00	54 068	394,94	213 535,20	56 123	395,12	221 753,70
115	WILWERWILTZ	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
116	WINCRANGE	15 974	450	71 881,90	0	0	0,00	11 136	600	66 815,60	1 202	450	5 409,70	621	220	1 365,60	19 524	220	42 951,70	1 112	450	5 004,10	7 406	450	33 329,00	41 001	377,74	154 875,70	56 975	397,99	226 757,60
117	WINSELER	2 506	400	10 023,40	19 623	400	78 490,60	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	19 623	399,99	78 490,60	22 129	399,99	88 514,00
118	WORMELDANGE	7 697	300	23 090,40	22 660	300	67 979,40	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	22 660	300,00	67 979,40	30 357	300,00	91 069,80
119	KIISCHPELT	2 540	500	12 701,40	12 179	500	60 896,70	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	12 179	500,01	60 896,70	14 719	500,02	73 598,10
120	TANDEL	8 229	275	22 631,10	12 009	275	33 024,60	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	12 009	275,00	33 024,60	20 238	275,01	55 655,70
121	CLERVAUX (2012)	9 190	475	43 653,70	61 045	475	289 965,60	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	61 045	475,00	289 965,60	70 235	475,00	333 619,30
122	ESCH/SURE (2012)	6 009	450	27 039,50	21 781	450	98 012,60	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0,00	21 781	449,99	98 012,60	27 790	449,99	125 052,10
123	KAERJENG	6 331	250	15 826,80	0	0	0,00	45 435	400	181 739,10	2 693	250	6 731,90	942	120	1 130,30	71 422	120	85 706,40	2 332	250	5 831,00	0	250	0,00	122 824	228,90	281 138,70	129 155	229,93	296 965,50
124	PARC HOSINGEN	6 729	450	30 281,20	0	0	0,00	10 716	600	64 295,00	1 092	450	4 915,40	514	600	3 081,90	18 281	220	40 219,00	731	450	3 288,00	2 744	675	18 523,40	34 078	394,16	134 322,70	40 807	403,37	164 603,90
125	SCHENGEN (2012)	13 283	295	39 183,50	0	0	0,00	6 132	400	24 529,50	1 034	295	3 049,60	849	145	1 231,40	26 924	145	39 039,50	498	295	1 468,90	228	295	673,10	35 665	196,25	69 992,00	48 948	223,04	109 175,50
126	VALLEE DE L'ERNZ	7 166	250	17 914,60	0	0	0,00	2 139	375	8 020,50	555	250	1 386,60	543	135	733,40	12 588	135	16 993,40	194	250	486,20	3 182	250	7 955,50	19 201	185,28	35 575,60	26 367	202,87	53 490,20
	116 communes	412 188	355	1 462 789,09	583 221	365	2 129 394,98	2 783 841	700	19 494 520,55	280 903	459	1 289 393,20	116 294	242	281 390,42	3 189 332	222	7 088 415,91	140 070	460	644 648,90	254 475	479	1 218 872,09	7 348 136	437	32 146 636,05	7 760 324	433	33 609 425,14